

**La France et l'Algérie
renforcent leur coopération
scientifique et technique**

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry
Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ;
Autriche, 1,50 DM ; Belgique, 15 sch. ; Espagne,
20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 8,50 kr. ; Grèce, 80 pes. ; E.U., 95 c. ;
G.B., 45 p. ; Italie, 55 dr. ; Japon, 70 y. ; Liban,
1.000 l. ; Luxembourg, 350 P. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ;
Portugal, 85 esc. ; Roumanie, 200 F. ; Suisse,
7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.
Tarif des abonnements page 9

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Épreuve de force en Pologne Le gazoduc eurosibérien Les syndicats et le pouvoir

**Malgré l'appel de Solidarité, l'activité
semble normale**

Réalisme pontifical

En donnant son aval à l'accord passé entre Mgr Glemp, le chef de l'Eglise polonaise, et le général Jaruzelski - le pape ne pourra se rendre en juin en Pologne qu'à condition que la hiérarchie catholique polonaise joue la carte de la stabilisation, notamment pour la grève de ce mercredi 10 novembre - Jean-Paul II a donné une nouvelle preuve de son réalisme. C'est également sous le signe du réalisme que s'est déroulé son long voyage en Espagne : ouvert sur le plan social et politique, Jean-Paul II est resté conservateur sur le plan doctrinal et éthique.

Evitant les questions sociales, le pape, pendant une dizaine de jours, a soutenu les droits des travailleurs en insistant sur le devoir de l'Etat de créer des emplois, défendant les revendications légitimes des paysans, parlant aux scientifiques de la liberté de recherche. Aux politiques, il a loué les vertus de la démocratie et de la décentralisation, le pluralisme, renvoyant dos à dos communistes et capitalistes.

Mais dans le domaine moral et théologique, Jean-Paul II aura ramené l'attention sur la doctrine catholique sur la famille et la sexualité (divorce, contraception, avortement). Pour enjoindre aux prêtres et aux religieux de respecter leurs vœux de célibat et de porter un habit ecclésiastique et, à tous les catholiques, d'obéir au magistère de l'Eglise.

On peut, dans ces conditions, se demander si l'équilibre observé par le pape entre ouverture et conservatisme n'est pas qu'apparent. Les prises de position avancées - droit des travailleurs, respect du pluralisme, démocratie - ont été énoncées en des termes tellement généraux que personne ou presque ne peut manifester son désaccord. En revanche, les prises de position conservatrices - enseignement libre, divorce, avortement - ont été au centre des divergences entre l'Eglise et les partis du centre et de gauche pendant la récente campagne électorale. Et sur ces sujets-là, le pape a semblé affirmer que les catholiques ont le droit d'imposer leur point de vue à la société tout entière.

Ces recommandations de Jean-Paul II interviennent à un moment politique décisif pour l'Espagne et alors que l'épiscopat s'interroge. Si l'on fait exception d'une aile intégriste, très minoritaire mais combative, l'épiscopat espagnol n'a pas adopté de positions très tranchées depuis dix ans. Il s'est rallié sans arrière-pensées, sous l'influence de Mgr Tarazona, alors archevêque de Madrid, au régime démocratique mis en place après la mort de Franco, s'alignant ainsi sur l'évolution de l'immense majorité du peuple espagnol. Et c'est avec une certaine discrétion qu'il s'inquiète aujourd'hui, à l'instar de larges secteurs conservateurs de la société, de certains projets prêts au prochain gouvernement socialiste.

Il reste que le voyage marathon de Jean-Paul II, qui a plaidé en faveur de la coexistence et du respect des institutions, a joué un rôle plutôt positif dans cette délicate phase de « transmission des pouvoirs » d'un centre discrédité à un socialisme modéré.

Le voyage en Pologne apparaît, par comparaison, comme une mission impossible, puisqu'il s'agit de continuer l'évolution d'un socialisme discrédité comme une mutation plus supportable.

(Lire nos Informations page 4.)

**Les États-Unis s'apprêtent à lever l'embargo
contre les entreprises européennes**

Le Quai d'Orsay se refusait à démentir ou à confirmer ce mercredi matin 10 novembre les informations de Washington selon lesquelles les États-Unis s'apprêtent à lever l'embargo contre les entreprises européennes qui participent à la construction du gazoduc eurosibérien, les « bases d'un accord sur le commerce Est-Ouest » ayant été dégelées au cours de conversations interalliées.

Le porte-parole du Quai d'Orsay rappelait seulement que la France s'était prêtée à « une concertation » sur le commerce Est-Ouest et qu'il appartenait aux Américains de lever sans contrepartie politique la décision unilatérale qu'ils avaient prise contre les entreprises européennes.

De notre correspondant

Washington. - Les États-Unis et leurs principaux alliés ont établi les bases d'un accord sur le commerce Est-Ouest qui pourrait permettre à M. Reagan de lever prochainement l'embargo contre les entreprises européennes qui participent à la construction du gazoduc eurosibérien.

Réunis à Washington, mardi 9 novembre, les négociateurs américains, européens, japonais et canadiens se sont séparés avec un texte commun. Il leur fallait cependant obtenir l'accord de leurs gouvernements respectifs et s'entendre sur la manière de présenter publiquement le document. Ce dernier point n'était pas le moins délicat.

En échange d'une levée de l'embargo, les États-Unis auraient obtenu plusieurs engagements de leurs partenaires, mais aucune mesure immédiate. On attendait, pour agir en commun, les résultats

(Lire nos Informations en page 30.)

AU JOUR LE JOUR Tribut

L'Étoile rouge, le quotidien militaire soviétique, écrit sans détour : « La confiance du peuple afghan dans les soldats soviétiques n'est pas née spontanément : il a fallu payer un lourd tribut pour y parvenir ».

Il en va de même de la liberté : elle ne naît spontanément sous aucune latitude. Il faut aux peuples, pour l'atteindre, payer un lourd tribut. Qui, à l'occasion, est proportionnel à la distance que leur inspire les armées étrangères.

BRUNO FRAPPAT.

Un entretien avec M. Joseph Franceschi

Le secrétaire d'Etat chargé de la sécurité se prononce pour un « droit de regard des Français sur la police »

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, devait défendre, ce mercredi 10 novembre, à l'Assemblée nationale, le projet de budget spécifique, consacré, au sein de celui du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, à la police nationale.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Franceschi, qui s'affirme nettement « chef de la police »,

— La création, en août, du secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique a ajouté une structure nouvelle à l'échafaudage déjà complexe de la police. Quel est le bilan, aujourd'hui ?

— La création du secrétariat d'Etat est un symbole. Au sein du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, la police existait, mais ne se singularisait pas. A présent, une entité la symbolise, elle a un toit. Ce toit, c'est le secrétariat d'Etat. Je suis son représentant. Certains disent que les policiers se cherchaient. J'ai l'impression qu'aujourd'hui, ils ont commencé à se retrouver. Cette nouvelle structure matérielle a permis à la police de se redécouvrir, de se révéler, et par conséquent, de mieux agir. Mon travail immédiat a été la coordination et l'impulsion. J'ai voulu d'abord faire comprendre aux différents composantes de la police qu'elles regroupent avant tout des hommes qui ont un dénominateur commun et qui trouvent auprès de moi amitié et confiance.

— Cette conception n'a-t-elle pas conduit, cependant, à une confusion des genres entre le policier et le politique, le secrétaire d'Etat semblant être un peu l'agence de relations publiques de la police, de ses actions et de son efficacité ?

— Je suis le chef de la police. Je sais que cette fonction est originale et, évidemment lorsque j'ai pris mes fonctions, les circonstances, le terrorisme en particulier, lui ont donné un certain éclat. Je n'entends pas pour autant me limiter à une activité plutôt qu'à une autre. J'entends procéder à une complète - reprise en mains - de l'ensemble des problèmes.

Propos recueillis par EDWY PLENEL.
(Lire la suite page 10.)

L'endettement de la France

Dès avant le 10 mai, l'accumulation de l'endettement en devises était un sujet politique délicat. Les socialistes, à l'époque, n'avaient pas de mois assez durs pour condamner une pratique qui risquait, selon eux, de poser à terme sur l'indépendance du pays.

Le Monde a estimé qu'il était de son devoir d'informer régulièrement ses lecteurs sur ce sujet capital. C'est pourquoi il a pris l'initiative, en janvier 1981, de publier chaque semaine une chronique qui porte la signature de Christopher Hughes sur l'euro-marché. Entre autres renseignements, on y trouve relatés les emprunts français à l'étranger. On ne peut pas reprocher au journal, ni du reste à ses lecteurs, d'en faire périodiquement l'addition.

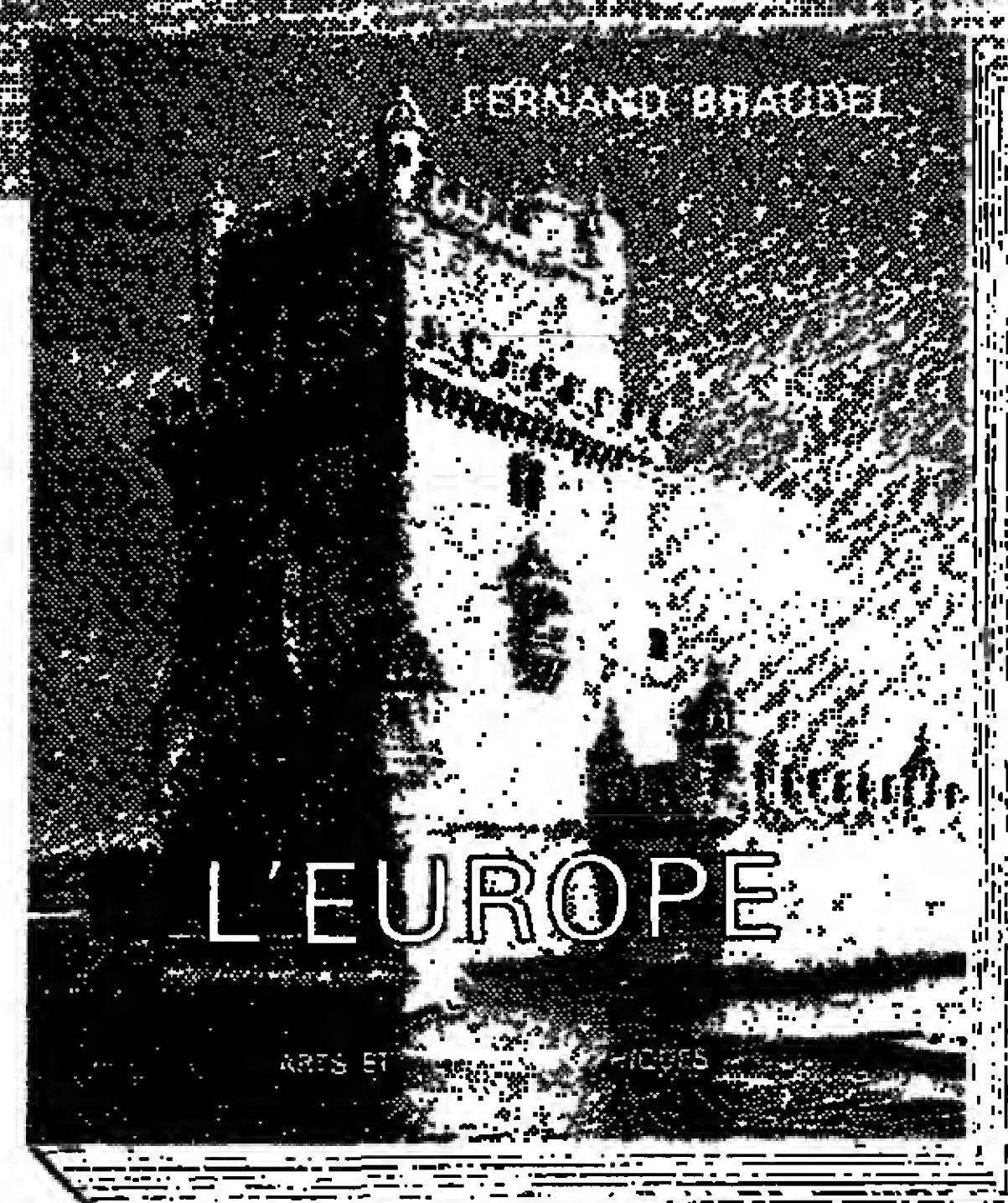
Force est de constater que depuis l'installation au pouvoir du gouvernement Mauroy l'appel aux capitaux étrangers s'est beaucoup accéléré (voir l'article de Paul Fabra publié dans nos éditions de la veille). Si la France emprunte un peu moins de 5 milliards de dollars en 1980, elle aura emprunté presque le triple de cette somme en 1982 (y compris l'emprunt d'Etat de 4 milliards de dollars).

M. Jacques Delors a déclaré : « Il faut cet achèvement contre la France, qui a d'ailleurs des arrière-pensées politiques, pour que la moindre mauvaise nouvelle soit utilisée par tout le monde. » La meilleure façon d'éviter toute polémique inutile serait d'abandonner la vaine politique du secret. Dans une affaire qui intéresse tous les Français puisqu'ils devront, un jour, rembourser en travaillant davantage ou en consommant moins. Notre collaborateur a chiffré à environ 45 milliards de dollars la dette extérieure de la France à ce jour.

En définitive, le principal point de contestation porte sur la question de savoir si les 7 milliards d'endettement privé (dettes contractées par les sociétés françaises, telles Péchiney ou Rhône-Poulenc) qui ont la forme d'entreprises commerciales classiques doivent être inclus dans le total. C'est un fait qu'en contrepartie de leurs emprunts ces sociétés possèdent des actifs à l'étranger, mais une petite partie seulement de ces actifs est réellement disponible, car la plus grosse part est composée d'immobilisations (usines, etc.).

(Lire page 27.)

Braudel



Fernand Braudel - L'Europe, 248 pages,
442 reproductions dont 300 en couleurs - Relié 400 F.

Arts et Métiers Graphiques.

Une exclusivité Flammarion.

DANS UNE DÉCLARATION AU « MONDE » La Haute Autorité se défend de vouloir constituer un ordre des journalistes

Dans une « Tribune libre » adressée au Monde, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle explique sa position sur ses « pouvoirs juridiques en matière d'équilibre de l'information ». Elle répond ainsi aux critiques formulées notamment par divers syndicats de journalistes et à notre article du 6 novembre, qui

faisaient suite à son intervention à propos d'un reportage de TF 1 sur un hospice de Cachan (le Monde du 28 octobre).

M. Georges Fillioud, ministre de la communication, a affirmé, mardi 9 novembre, au micro de France-Inter, que dans cette affaire « la Haute Autorité n'est pas sortie de ses compétences ».

Après les réactions syndicales, professionnelles et politiques qu'a suscitées la réponse de la Haute Autorité à M. Jacques Chirac, qui l'avait saisie le 19 octobre 1982, il convient de préciser, pour écarter tout malentendu, les bases juridiques sur lesquelles s'appuie notre position.

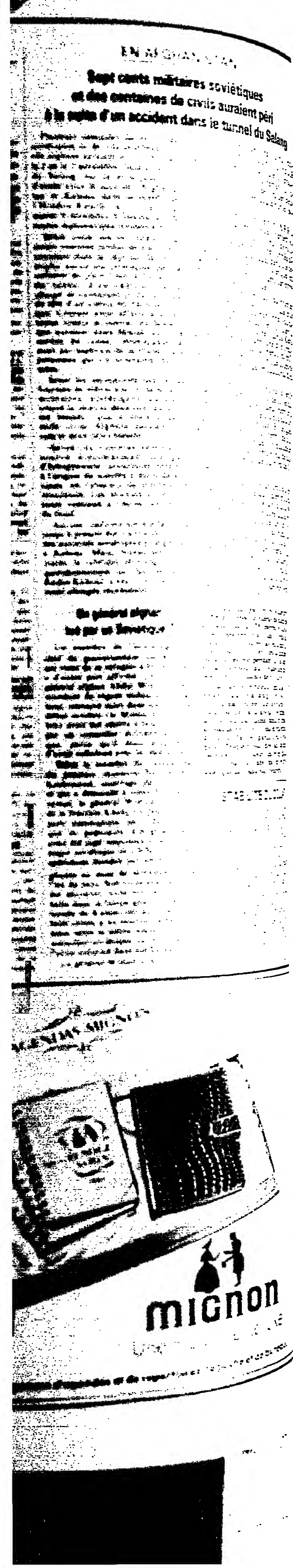
La Haute Autorité n'a pas d'attributions particulières dans le domaine de la situation individuelle, professionnelle et déontologique des journalistes. Si l'on s'en tient au texte même de la réponse de la Haute Autorité au maire de Paris, on ne peut lui faire grief d'avoir méconnu l'article 18 de la loi du 29 juillet 1982.

Celui-ci prévoit, en effet, une concertation de la Haute Autorité dans les conflits relatifs à la liberté de conscience et de création, et précise que les journalistes n'y sont pas soumis. Il est donc très clair que la Haute Autorité n'intervient pas dans la situation individuelle des journalistes vis-à-vis de leur employeur - pas même lorsqu'il s'agit de questions mettant en jeu la clause de conscience, pour laquelle les journalistes disposent, depuis longtemps, de procédures spécifiques. Les journalistes de l'audiovisuel ont la qualité de journalistes au même titre que leurs confrères de la presse écrite » (article 23 de la loi du 29 juillet

1982). Ils sont régis par le code du travail et la convention collective nationale de la presse : les règles professionnelles qui s'appliquent aux journalistes incluent des règles déontologiques qui ne sont pas consignées dans un code mais qui résultent d'usages solidement établis.

L'une des caractéristiques de la déontologie professionnelle est d'être appliquée par les membres de la profession concernée. Il faut clairement affirmer que la Haute Autorité n'a pas vocation à constituer ni à préfigurer un ordre des journalistes comme il existe un ordre des médecins ou des avocats.

(Lire la suite page 18.)



Le Monde

idées

Pour la paix : choisir

par GEORGES SARRÉ (*)

Il serait inexact de dire que la tentation neutraliste gagne les esprits. Mais plus exactement, les doctrines officielles, qui faisaient de l'Est la seule source possible de menaces, montrent leur insuffisance à rendre compte de certains développements. La menace première, c'est d'abord la possibilité d'utiliser le sol européen comme théâtre de bataille. Les récentes déclarations américaines sont très explicites à cet égard. La mission principale de notre défense est, à l'évidence, de rendre impossible un tel scénario. La dissuasion du faible au fort constitue une réponse adaptée, en rendant irrationnelle la comparaison entre le risque et l'enjeu. C'est l'indépendance des moyens de dissuasion qui garantit leur efficacité.

Des idées claires

C'est donc vers le développement des moyens d'une dissuasion stratégique indépendante que se dirige la politique de défense du gouvernement. L'effort consacré à ces forces stratégiques depuis 1981 est tout à fait considérable. Après le lent affaiblissement des moyens qui avait caractérisé le septennat précédent, chacun peut constater aujourd'hui le retour en force des idées claires et l'adéquation des moyens à la volonté. Ainsi, en 1983, les crédits consacrés au nucléaire dans le projet de budget connaissent une augmentation de 24 %. Les crédits de recherche en ce domaine croissent de plus de 25 %. Pour le début de 1983, le ministre de la Défense a annoncé la présence simultanée en mer de trois sous-marins lanceurs d'engins.

Nul n'est en mesure actuellement de dessiner les chemins d'une défense en Europe. Les Européens assureraient par eux-mêmes une plus large part. Les réalistes de la dépendance, qui prônent une intégration accrue, ne sont plus guère crédibles. Le débat de fond sur une défense de l'Europe qui cesserait d'être une défense américaine en Europe est encore peu amorcé. Mais qui ne voit que, dans toutes les hypothèses, la dissuasion française joue un rôle-clé, non seulement pour la sécurité de la France, mais pour la paix en Europe. En rendant pour le moins problématique l'utilisation du sol européen pour un conflit classique ou nucléaire tactique, la dissuasion française est un outil de paix pour l'ensemble du continent. Il n'y a aucune voie pour la sécurité en Europe en dehors d'elle. Raison supplémentaire pour y consacrer un effort important.

C'est également dans le cadre strict de la fonction de dissuasion que doit s'apprécier la modernisation des forces tactiques, ou les études sur la bombe à neutrons. Sur ce point en effet, des éclaircissements sont nécessaires. Il n'est évidemment pas question d'engager un développement inconsidéré des armes tactiques. Il n'y a pas de

place, dans la politique de défense de la France, pour la création d'un système d'armes nucléaires intermédiaires, vers lequel a toujours incliné l'O.T.A.N. Ni bataille de l'avant ni bataille nucléaire limitée ne correspondent aux besoins de la sécurité en Europe, bien au contraire. Mais la théorie de la dissuasion, qui est celle de la France, n'exclut pas une certaine souplesse.

Le système Hadès, qui succédera au Pluton, en accroissant sa portée, répond à cette nécessité. La fabrication d'armes à neutrons peut-elle apporter des atouts supplémentaires ? Aucune réponse convaincante n'a été portée à ce jour. Il est vrai que le débat se pose en termes aujourd'hui différents, dans la mesure où la priorité à la dissuasion n'est plus contestable et se traduit vraiment dans les faits. Il demeure que toute avancée dans cette direction supposerait un éclaircissement préalable, ne serait-ce qu'en raison des rapports nouveaux qu'elle impliquerait avec l'Allemagne fédérale. La seule logique convenable, si la France devait s'orienter vers la fabrication de la bombe à neutrons, serait qu'elle se substitue, dans la protection de l'Allemagne, aux États-Unis. Hypothèse qui restera toujours incertaine dans la mesure où l'Allemagne la refuse. Les commentaires suscités par le dernier sommet franco-allemand en font foi.

Développement des forces stratégiques, affaiblissement des moyens tactiques, réduction d'un effort considérable de mise à jour de notre potentiel de défense. Cet effort ne serait pas réaliste s'il n'était accompagné d'une adaptation des forces classiques aux missions qui leur sont confiées. Ce n'est pas la tâche la plus facile. Le poids des résistances aux changements y est plus qu'ailleurs sensible. L'idée même d'une réduction des effectifs soulève l'inquiétude des états-majors, comme des élus locaux, qui craignent de perdre telle unité implantée dans leur région.

Une révision

L'indispensable réduction des effectifs est la conséquence de la dissuasion nucléaire. Conséquence qui n'a jamais été sérieusement tirée par les gouvernements précédents, en raison de pesanteurs. Mais il est temps de mener ce débat, car il n'est pas concevable de maintenir à la fois le budget dans une limite de 4 % du P.I.B., de développer les moyens de la dissuasion nucléaire, et d'entretenir un corps de bataille phibérique, parfois inadapté aux missions qui lui assignent notre défense. Des choix sont inéluctables. L'ancienne majorité les a toujours refusés par lâcheté et par électoralisme.

L'existence de forces d'assistance rapide est indispensable. L'effort que leur consacre le projet de budget du ministre de la Défense témoigne à l'encore d'une excellente articulation avec la politique extérieure de la France, et il faut s'en réjouir. Mais assurément, il faudra bien procéder à des révisions importantes en ce qui concerne les forces de manœuvre et les unités peu mobiles, dont la fonction peut devenir problématique. Les démagogues qui, à l'âge de l'atome, veulent confondre l'efficacité de notre défense avec les effectifs de nos troupes doivent être dénoncés. La discussion de la prochaine loi de programme sera à cet égard décisive.

(*) Député socialiste de Paris, vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Affaiblissement

par FRANÇOIS LÉOTARD (*)

La politique de défense est la seule au sujet de laquelle les socialistes se soient, depuis leur accession au pouvoir, réclamés de la continuité. Le concept stratégique n'a pas été modifié. Les responsables de nos structures militaires n'ont pas été déplacés. Le pouvoir s'est abstenu de déclencher, dans le milieu militaire, les typhons qui ont dévasté la haute fonction publique civile. Il a heureusement évité, dans un domaine où leurs conséquences seraient irréversibles, les légèretés et les virevoltes qu'il affectionne par ailleurs.

Il lui e pourtant bien fallu payer quelques gages au « changement ». Les ambiguïtés qui en résultent étaient jusqu'à présent peu apparentes. Mais, comme souvent, ce sont les rigueurs budgétaires qui contraignent aux aveux. Les apparences de la continuité ont brûlé comme feu de paille. La politique de défense du gouvernement socialiste s'inscrit maintenant, elle aussi, sous le signe de l'inconséquence. Ce qui en tient lieu désormais est le produit d'une double inconstance.

Revirement

Par rapport à leurs anciennes convictions, l'inconstance des socialistes est spectaculaire. Dans l'opposition, M. Henu avait eu bien du mal à les convaincre et du fait et du fondement de la stratégie de dissuasion nucléaire. Ils ont depuis, sans trop de pudeur, renié leurs sarcasmes passés sur la force de dissuasion et fait leur, sans état d'âme superflu, une doctrine stratégique que, peu de temps auparavant, ils vilipendaient avec la dernière, la plus sincère et la plus irresponsable des outrances.

Mais la défense n'est pas un problème tout à fait comme les autres. Cette évidence étalée est encore plus déconcertante lorsqu'un système de défense repose, presque tout entier, sur la dissuasion. Celui-ci ne vaut que par sa crédibilité, crédibilité technique certes, mais aussi (surtout ?) crédibilité d'emploi. Dieu merci, personne ne pense que son ancienne répulsion pour la dissuasion nucléaire infuse encore sur la détermination présente de l'actuel chef de l'État à en imposer la mise à niveau technique, ou à en décider l'emploi si nos intérêts vitaux étaient menacés. Tout le monde espère que l'adversaire éventuel en est convaincu.

Personne, non plus, n'imaginerait l'invitation faite aux communistes de participer au gouvernement dans des fonctions, qui, quoi qu'on en ait dit, touchent à la défense, ait pu peser sur la qualité et la confiance de nos relations avec nos alliés, ou influencer sur notre attitude à l'égard de l'U.R.S.S. On veut croire, en particulier, que le contrat de fourniture de gaz sibérien, qui offre à l'U.R.S.S. des technologies de pointe en même temps que des moyens de pression sur notre alimentation énergétique et des ressources permanentes en devises, est une page tournée, et que la négociation sur le nouvel accord de coopération franco-soviétique sera l'occasion de rééquilibrer des échanges dont la balance commerciale, financière, technique, scientifique, est désastreuse pour notre pays.

Des gadgets

La seconde inconstance, c'est que les socialistes ne se contentent plus de renier leurs convictions passées. Désormais, les décisions gouvernementales contredisent aussi leurs intentions initiales. À l'origine, ils avaient des ambitions sérieuses. Elles se sont concrétisées en une floraison de « gadgets » qui ne sont pas tous innocents. Accords d'indulgence aux manifestations de ce genre, certains analysés comme une sorte de syndrome féminin et genéral du nouveau pouvoir. Les cocoricos qui ont accompagné la création d'une unité parachutiste féminine, présentée comme la première du genre, n'a pas empêché qu'elle ait dû puiser une partie de ses effectifs dans une unité déjà existante. La création de chœurs militaires dont la gestion est confiée à la gendarmerie, n'a valu pour le moment à notre armée qu'un prestige modéré. Dans les popotes, on s'est efforcé de sauver la naissance des « chœurs de l'armée rose ». Tout cela est, dans le dérisoire, l'équivalent des maladroites qui ont présidé à la multiplication des postes de généraux... de gendarmerie : à la nomination de l'un d'eux à la tête d'une nouvelle direction Protection et sécurité de la défense (qui a reçu, sous un képi neuf, les mêmes attributions que l'ancienne direction de la sécurité militaire, si critiquée par les socialistes) ; à la mise en vedette imprudente d'un corps d'élite, le G.I.G.N., et de son chef, dont le valeur exceptionnelle et reconnue n'avait rien à gagner d'une publicité malencontreuse.

Tout le monde a sous-estimé les premiers propos du ministre de la Défense dans un article publié par le Monde en juillet 1981. Mais ce qu'ils révélaient d'intentions sur la manipulation socialiste de l'« esprit de défense » a poursuivi son bonhomme de chemin. De quelles déclarations soupçonneuses n'aurait-on pas accablé le protocole récemment signé entre le ministre de la Défense et celui de l'éducation nationale s'il avait été conclu avant le 10 mai !

Inconséquence

Mais il y a désormais des préoccupations beaucoup plus graves à brève échéance. Le pouvoir socialiste a trouvé en héritage un appareil militaire intact, apte à ses missions, avec non seulement une capacité sérieuse de dissuasion, qui verrouille notre défense, mais aussi des forces d'intervention et de soutien qui appuient notre politique extérieure. Que de compliments officiels ont été décernés aux unités qui sont intervenues au Liban dans des conditions qui font, effectivement, ne serait-ce que par comparaison, honneur à notre armée ! Se souvenant, du côté de la gauche, de la virulence des critiques lors de la constitution d'un premier contingent pour la Proche-Orient et lors de l'intervention du 2^e REP à Koweït ? Eh bien ! finalement, le pouvoir socialiste ne mésestime plus un instrument apte à de pareilles performances ! L'encense, le flatte, l'admire... mais oublie de remercier ceux qui ont permis de le porter à ce niveau. Ce serait faute mineure, simple impolitesse, si, par indigence, il ne lui retirait en même temps les moyens de remplir, à l'avenir, les mêmes missions.

Le récent coup de main opéré par le gouvernement sur les autorisations de programme de 1982, les données de prévisions pour 1983 prouvent que l'inconséquence budgétaire envahit désormais le domaine de la défense.

Inquiétudes

On aimerait que des réponses concrètes soient données à quelques inquiétudes désormais sérieuses. Par exemple, les forces françaises d'intervention extérieure disposeront-elles continuellement pour l'avenir des moyens qui ont permis, récemment, leur intervention au Liban ? Par exemple, les mesures de restrictions budgétaires imposées aux armées sont-elles bien cohérentes avec les engagements pris au sein d'une alliance qui paraît, actuellement, une évolution sensible du concept stratégique américain ? Par exemple, la réduction considérable des effectifs de l'armée de terre, actuellement envisagée, est-elle dictée par des considérations techniques, budgétaires, ou par le désir d'en finir avec les discours embarrasés sur une interminable réforme du service national qui ne pourrait respecter qu'à ce prix ses engagements imprudentes de la campagne présidentielle ? Par exemple, les ambitions affichées par le nouveau pouvoir en matière de défense civile sont-elles compatibles avec la restriction des moyens budgétaires ? Par exemple, l'évolution de la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.), soumise successivement à une saignée imprudente, puis à une transfusion d'urgence devant la mort des terroristes, relève-t-elle d'un plan de recherche et d'action... ou de questions de personnes.

Le gouvernement a déjà prouvé, dans le secteur militaire, sa capacité à s'autocorriger. Les imprudences sur les cumuls des pensions ont, par exemple, bien fallu lui aliéner la sympathie des militaires de métier avant d'être, aussi rapidement que confusément, rectifiées. Mais, exemple contraire, il patage encore dans la réforme du service national, M. Mauroy, ayant eu le courage de ne pas éluder le problème lors de son discours d'ouverture de la dernière session de l'I.H.E.D.N., n'a fait que rendre plus confuses les spéculations sur les intentions du gouvernement.

Puisse-t-il ne pas en être ainsi plus longtemps pour l'ensemble de notre politique de défense !

(*) Secrétaire général du P.R., député du Var.

Défense

Les députés examinent vendredi 12 novembre le projet de budget de la défense pour 1983. Georges Sarre (P.S.) estime qu'il faut savoir tirer les conséquences de la priorité nucléaire. François Fillon (R.P.R.) propose une réforme du service militaire et François Léotard (P.R.) attend du gouvernement des réponses concrètes à ses inquiétudes.

La dernière chance

par FRANÇOIS FILLON (*)

Le budget militaire de 1983 n'est pas acceptable. Avec une diminution en volume de la dotation globale, une réduction très importante des crédits affectés aux études, recherches et prototypes, il compromet largement l'avenir. Il est d'autant plus inadmissible qu'il succède à un budget dont l'exécution n'est que le pâle reflet de ce que le Parlement avait approuvé l'an passé.

Les réductions de crédits qui ont été décidées en cours d'année constituent un abus de confiance vis-à-vis du pays et dénotent un véritable mépris de sa représentation. Aussi est-il nécessaire de dépasser la discussion du projet de budget 1983 et d'essayer de dégager les véritables enjeux de la loi de programmation 1984-1988.

Les grands principes de la défense ne seront certainement pas remis en cause par cette loi ; la dissuasion nucléaire demeure, tant au point de vue doctrinal que pratique, le fondement de la politique française. Aucun affaiblissement ne sera apporté à ses objectifs, les villes resteront nos cibles, car nous ne pouvons renier le principe d'une guerre nucléaire et nous orienter vers des systèmes anti-forces tout-dit-garants d'une limitation des échanges nucléaires.

Ces principes recueillent un large consensus qui doit nous au programme commun de 1973 et le pays attend simplement du gouvernement qu'il se donne les moyens de conserver la crédibilité de la force de frappe. Cela veut dire avant tout maintenir le potentiel scientifique, technique et industriel à un niveau de compétence suffisant.

Les autres enjeux

Révélateur des intentions profondes du gouvernement sur notre participation à la défense de l'Europe et sur l'avenir des départements et territoires d'outre-mer, seront les décisions concernant les forces stationnées en Allemagne fédérale et le maintien d'une capacité d'intervention aérienne.

Enfin, le point le plus sensible politiquement, objet d'affrontements verbaux les plus rudes, le service national sera-t-il un objectif en soi ou un des moyens d'une politique de défense cohérente et approuvée par le pays ?

La participation de la France à la défense de l'Europe n'a jamais été mise en question et notre appartenance au traité de l'Atlantique nord nous place sans équivoque aux côtés des puissances occidentales. Le retrait de nos forces armées du dispositif intégré de l'O.T.A.N. ne signifierait pas que la France se retirait dans une splendide isolement nucléaire, mais que, ayant instauré sa complète indépendance, elle entendait rester maître de son destin et faire face en toute responsabilité à ses engagements. La permanence de la présence des forces armées françaises en R.F.A. et leur modernisation illustrent cette volonté, tout en apportant à la dissuasion nucléaire nationale une composante non négligeable. Ce serait une vue trop simpliste de penser que la valeur de notre engagement se mesure à l'aune de la puissance de nos troupes d'armée ; mais encore faut-il que l'équipement de ces forces leur permette de survivre dans l'environnement électromagnétique et nucléaire d'un affrontement moderne.

Le maintien de la 1^{re} armée à un niveau d'équipement et d'entraînement homogène avec les meilleures troupes du continent doit demeurer une constante de la politique de défense. Aucun arbitrage ne doit remettre en cause la crédibilité de nos alliés et plus particulièrement de la R.F.A.

Si les porte-avions dont la construction avait été étudiée par le précédent gouvernement ne sont pas

mis en chantier dès maintenant, la France ne disposera dans les années 90 d'aucun moyen d'intervention pour assurer la défense des départements et territoires d'outre-mer. Ces éléments du territoire de la République sont - à l'exclusion de la Guyane - des îles et ne peuvent se défendre que de la mer. C'est cette évidence stratégique que vient de nous rappeler la crise des Malouines.

On peut aussi ajouter qu'il y aurait quelque cohérence à se doter de moyens aéronavals capables de soutenir l'action des forces légères d'intervention rapide dont personne ne met plus en cause l'existence.

L'adaptation du service militaire

Le service national est l'une des questions les plus ambiguës de la défense. Le glissement de la notion de service militaire à celle de service national est révélateur des contradictions auxquelles sont confrontés les élus du pays face à l'obligation qu'ils imposent aux jeunes. Le service national a-t-il une dimension morale ? Est-ce une vertu républicaine ou bien ne doit-il être analysé que sous son aspect militaire et fournir à la défense des hommes dont elle a besoin ? Du temps des grands bataillons, l'utilitaire et la morale se rejoignaient, mais, depuis, les choses ont évolué et aucune réponse vraiment satisfaisante n'a encore été apportée. Le moment est venu, sous la pression des meurs de la démographie et de la nécessité économique, d'aborder ce problème sous un angle nouveau.

Tout d'abord, il ne faudrait pas rejeter sans analyse approfondie l'armée de métier. Elle n'est pas obligatoirement un péril pour la démocratie, l'Angleterre et les États-Unis sont là pour nous le rappeler. En France, même, deux armées sont déjà pleinement professionnalisées, la gendarmerie et la marine, sans que cela soulève de problème.

Il reste cependant que l'armée de terre ne pourrait assurer dans des conditions économiques acceptables ses missions fondamentales : la participation à la défense de l'Europe et les interventions extérieures.

Une voie de réflexion

Aussi le recours à une conscription limitée peut apparaître comme la voie la plus réaliste. Encore faut-il admettre que le service national n'est pas une fin en soi mais un moyen. Comme il est coercitif, il doit être efficace car toute contrainte inutile devient vite odieuse. Il convient de concilier, dans sa définition et dans son application, l'efficacité avec des notions aussi fondamentales que les devoirs du citoyen envers la nation et l'égalité des hommes devant le droit.

À cet égard, le pays pourrait exiger un effort particulier de la part de ceux à qui il a donné le plus en matière d'éducation et de formation, et de ceux qui sont appelés à le servir soit directement comme fonctionnaires, soit au sein des grands services publics.

Présents sous les drapeaux pendant seize à dix-huit mois, ces effectifs pourraient recevoir une formation militaire plus poussée leur permettant de mettre en œuvre les systèmes d'armes modernes et de rester dans les unités opérationnelles pendant un temps suffisant. Parallèlement, une instruction militaire obligatoire serait instituée pour apprendre à tous l'usage des armes défensives d'infanterie. Cette instruction pourrait se faire au cours d'un stage de courte durée.

Il ne s'agit là que d'une voie de réflexion qui montre qu'il est possible de ne pas limiter le débat sur le service national à sa seule durée.

(*) Député R.P.R. de la Sarthe.

DEMAIN, JEUDI 11 NOVEMBRE
LE N° 6
DE VOTRE NOUVEL HEBDOMADAIRE

TEL
TEMPS LITTÉRATURE ÉCONOMIE

● FAUT-IL ACHETER DE L'OR ?
Paul-Loup Sulitzer répond.

● Un texte inédit de l'écrivain autrichien Joseph Roth : « Le Bon Dieu en Russie ».

● FITERMAN SABOTE LA POSITION DE LA FRANCE DANS LES TRANSPORTS EUROPÉENS.

Chaque jeudi chez votre marchand de journaux 6 F.

Le Monde

DIPLOMATIE

Tout reste à faire, dit-on, à propos des relations franco-soviétiques.

Le gazoduc...
Le BUREAU...
LE MONDE

سكوت الأمل

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. TRUDEAU

« Tout reste à faire », déclare le premier ministre canadien à propos des relations économiques avec la France

« Le gouvernement français est très soucieux de respecter la souveraineté du Canada. » Par cette phrase d'apparence anodine, M. Mitterrand a accordé, mardi 9 novembre, à M. Trudeau, qu'il recevait à l'Élysée, une satisfaction que lui avait jadis refusée certains responsables politiques français. Lors d'une conférence de presse commune avec le premier ministre canadien, à Ottawa, en février 1979, M. Barre, cherchant ses mots, avait en effet préféré garder un long silence, qui fut très remarqué, plutôt que de prononcer, au sujet du Canada, le mot de « souveraineté » que lui soufflait pourtant à l'oreille M. Trudeau.

Les gaullistes avaient créé une sorte de tabou : puisque la grande affaire était l'indépendance — souhaitée — du Québec, il n'était pas question d'écarter devant l'« entité » canadienne. Mais on en parlait, mieux cela vaudrait. M. Barre était pourtant le premier ministre de M. Giscard d'Estaing qui, lui, avait, en 1967, forgé l'expression « l'exercice solitaire du pouvoir », pour critiquer précisément l'« embarcadere québécois » du général. M. Giscard d'Estaing, devenu président, avait évolué vers une attitude moins plus « gaullienne », du moins plus « québécoise », et on tout cas moins « canadienne ».

Aux oreilles du premier ministre fédéral, très chahuteux sur ce chapitre, les propos de M. Mitterrand ont dû résonner agréablement. Un haut fonctionnaire canadien a d'ailleurs jugé bon, une heure à peine après la fin de l'entretien, de citer cette déclaration et de rappeler qu'elle correspondait, presque mot pour mot, à celle que le président de la République avait faite l'an dernier au nouvel ambassadeur du Canada, M. Michel Dupuy, lorsque celui-ci était venu lui remettre ses lettres de créance.

La doctrine officielle à l'égard d'Ottawa et de Québec semble désormais fixée à Paris : la France peut et doit avoir des relations « normales » avec le Canada, sans que cela nuise en aucune manière à ses rapports « privilégiés » avec le Québec. On estime à l'Élysée qu'il faut être plus « serré » en ces matières qu'on ne l'a été jadis. La France est prête à établir un dialogue plus

« substantiel » avec le gouvernement fédéral tout en continuant à prendre au sérieux les « aspirations québécoises ».

Une philosophie voisine

On insiste, du côté canadien, sur le fait que l'entretien d'une heure et demie entre MM. Mitterrand et Trudeau a été consacré, pour l'essentiel, aux affaires internationales et non aux questions bilatérales. MM. Trudeau et Mitterrand ont parlé de la politique économique des États-Unis, du risque présenté par la montée du protectionnisme, de l'endettement inquiétant du tiers-monde. Sur tous ces sujets, on sent que les deux hommes ont une philosophie assez voisine, fort éloignée en tout cas de celle de M. Reagan.

Ces vues planétaires étant réservées à l'Élysée, c'est d'intendance qu'il a été surtout question à Matignon. Une séance de travail a réuni mardi après-midi autour de MM. Trudeau et Mitterrand un groupe de ministres français : MM. Jobert, Fillard, Chevènement, Le Pensec et le secrétaire d'État à l'Agriculture, M. Colard.

Un déjeuner ce mercredi à Matignon, suivi d'une séance de travail, devrait permettre à MM. Trudeau et Mitterrand de préciser dans quels domaines les relations économiques franco-canadiennes, actuellement réduites à l'essentiel, pourraient se développer. Sur le plan de l'Inde, Matignon, le premier ministre français était mardi très optimiste : « Tous les dossiers ont progressé. Il existe des deux côtés une volonté de passer de la petite à la grande vitesse », déclarait M. Mitterrand.

Les copartisans du premier ministre manifestaient, en privé, moins d'enthousiasme. Ils faisaient remarquer que lors d'entretiens précédents, tout en affichant un vif désir d'accroître la coopération entre les deux pays, n'avaient pas grand-chose de concret à proposer. La grande affaire demeure la possible entrée, à hauteur de 10 %, du Canada dans le capital du consortium européen Airbus Industries qui fabriquerait le futur Airbus A 320, commercialisable à partir de 1988 ou 1987. Les négociations sont engagées. Elles seront, dit-on, « longues et complexes ». Au

Canada, pour l'instant, seule une compagnie privée, Wardair, s'est engagée à acheter six appareils et à pris une option pour six autres. Air Canada, la compagnie publique, reste très discrète sur ses intentions. L'implantation, par la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), d'une usine de fabrication d'hélicoptères au Canada, semble tout aussi incertaine. Le marché canadien d'hélicoptères civils est le deuxième du monde, et le Canada lui-même ne construit aucun de ces appareils. Le projet de la SNIAS semble donc prometteur. Il y a cependant sur les rangs deux sociétés américaines (Bell et Sikorski), sans compter un groupe anglais et un groupe italien.

D'autres projets, très ambitieux (le T.G.V. entre Calgary et Edmonton dans l'Alberta, l'exploitation du gaz de l'Arctique) ont été, une fois de plus, évoqués, sans pour autant sortir vraiment des limbes. A la vérité, la coopération économique entre la France et le Canada se résume à peu de choses, mis à part les importations françaises croissantes d'uranium canadien (pour une valeur de 213 millions de dollars canadiens en 1981, contre 144 millions en 1980 et... 2,6 millions en 1979), pour lesquelles Paris demande que soit établi un cadre juridique qui garantirait à long terme les quantités fournies.

M. Trudeau n'avait pas tort d'affirmer, mardi, devant un porteur d'hommes d'affaires et de membres du C.N.P.F., conduits par M. Gattaz, que « même si certains projets conjoints ont déjà été mis en route, tout reste à faire ». Il ajoutait, cependant, que le Canada « est peut-être la dernière grande aventure possible au sein du monde industrialisé ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. Mitterrand reçoit les lettres de créance de quatre ambassadeurs

M. Mitterrand a annoncé, mardi 9 novembre, les visites officielles en France en 1983 des chefs d'État d'Islande (Mme Vigdis Finnbogadóttir) et du Malawi (M. Kamuzu Banda), en recevant les lettres de créance de leurs nouveaux ambassadeurs à Paris. Il a aussi reçu les ambassadeurs de l'Ouganda et de Bahreïn.

ISLANDE : Développer les relations avec l'Europe du Nord.

Recevant M. Tomas Tomasson, ambassadeur d'Islande, M. Mitterrand a souligné l'appartenance des deux pays à la même alliance atlantique et le rôle joué par l'Islande « au sein de cette Europe du Nord avec laquelle il souhaite que la France développe des relations plus substantielles ».

[Né le 1^{er} janvier 1929, M. Tomas Tomasson, a fait ses études supérieures aux États-Unis (Fletcher School of Law and Diplomacy et Institut russe de l'Université de Columbia). Entré dans la carrière en 1954, il a été en poste à Moscou puis à Paris comme conseiller d'ambassade, représentant permanent auprès de l'O.T.A.N. et de l'O.C.D.E. De 1969 à 1971, il est chef de département, puis secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères. De 1971 à 1977, il est ambassadeur en Belgique et représente son pays auprès de l'O.T.A.N. et des Communautés européennes. Depuis, il était le représentant permanent de l'Islande à l'O.N.U.]

MALAWI : Une stratégie globale du développement.

En recevant les lettres de créance de M. Mathekenya Mkhona, ambassadeur du Malawi, M. Mitterrand a souligné l'« effort particulier » qui devait être réalisé « en faveur des pays en développement qui subissent les graves effets de la crise économique ».

[Né en 1926, M. Mathekenya Mkhona, docteur en droit canon, M. Mathekenya Mkhona fut relevé de ses vœux en 1964 et entra dans l'ensei-

nement, puis la diplomatie. Il fut en poste à l'O.N.U. à Washington et à Londres avant de devenir successivement ambassadeur à Addis-Abeba, ministre conseiller à Washington, haut commissaire à Lusaka, ambassadeur à Bonn, secrétaire général du ministère des relations extérieures et (en 1981) haut commissaire à Londres, poste qu'il cumule avec l'ambassade de Paris.]

UGANDA : Pour la stabilité et la concorde.

M. Mitterrand a aussi insisté sur « l'un des principes cardinaux de la politique extérieure française, la solidarité avec les pays en développement », auprès de M. David Nabeta, ambassadeur d'Ouganda, et déclare que la France « était disposée à renforcer les liens de coopération économique, technique et culturelle » avec ce pays. Il a rappelé les « critères qui inspirent à la France les troubles que connaît l'Ouganda ».

[Né en 1922, M. David Nabeta a été dans l'enseignement et l'administration avant de devenir, après l'indépendance de l'Ouganda (1962), commissaire pour l'industrialisation. Après avoir été deux reprises directeur de la Banque africaine de développement à Abidjan et président d'une compagnie d'assurances en Ouganda, il est allé à Londres de 1971 à la chute du régime d'Amin Dada. Entré dans l'industrie en 1980, il a été élu député la même année.]

BAHREIN : Un dialogue pour la paix au Proche-Orient.

M. Salman Al-Saffar, ambassadeur de Bahreïn, M. Mitterrand a notamment déclaré : « Je suis convaincu que c'est par le dialogue entre les peuples et les États que nous pouvons progresser dans la recherche de solutions aux conflits et en particulier au Proche et au Moyen-Orient ».

[Né en 1931, M. Al-Saffar a fait des études de langue et littérature arabes, à l'Université de Bagdad, et soutenu à la Sorbonne une thèse de doctorat, « L'histoire moderne de l'Irak ». Il a été représentant permanent de Bahreïn aux Nations unies.]

A la Conférence de Madrid

LES PERSPECTIVES DE LA SUSPENSION DE LA LOI MARTIALE SONT « PLUS RÉELLES QUE JAMAIS »

déclare le représentant de Varsovie

Madrid (A.F.P.). — La situation en Pologne a pesé sur la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui a repris ses travaux mardi 9 novembre à Madrid. Les Occidentaux ont souligné que la situation en Pologne leur inspire « la plus dangereuse et la plus vive préoccupation », comme l'a dit le représentant français, M. Curien. Ils ont annoncé qu'ils présenteront des amendements au projet de document des neutres, jusqu'à présent accepté comme base de travail par toutes les délégations. Ces amendements porteront notamment sur le sort des groupes de surveillance des accords d'Helsinki dans les pays de l'Est, le brouillage des émissions de radio et à la liberté syndicale.

M. Curien a évoqué la situation en Afghanistan, la persécution des groupes de surveillance des accords d'Helsinki et des adeptes de certaines religions en U.R.S.S., les entraves à l'émigration des Juifs et la liberté d'information. Il a indiqué, à l'adresse des pays de l'Est, pour qui l'objectif essentiel de la C.S.C.E. est la convocation d'une conférence sur le désarmement, que « le respect des droits de l'homme est reconnu comme une condition de la sécurité ».

Le vice-ministre polonais des affaires étrangères, M. Wlodek, a nié que la situation dans son pays soit la source des difficultés de la C.S.C.E. et a accusé « certains pays » d'être la cause de la « dégradation » de la « transformation dangereuse ».

M. Wlodek, qui a indiqué que les perspectives pour « la suspension ou l'abolition de la loi martiale (en Pologne) sont plus réelles que jamais », a souligné que la C.S.C.E. « retrouve sa nature de débat constructif ».

Les délégués des pays neutres et non alignés se sont réjouis, dans des déclarations à la presse, de ce que le ton des interventions soit plus « constructif » qu'en mai dernier au moment de la suspension des travaux. Le délégué d'Allemagne fédérale, M. Kasl, qui présidait la séance, a affirmé, pour sa part, que les conditions sont plus aujourd'hui qu'en mai, mais que toutes les délégations ont la volonté de travailler et d'aboutir à un résultat.

Un sommet du pacte de Varsovie se tiendra prochainement à Prague, a confirmé, mardi 9 novembre, une source tchécoslovaque officielle. Ce sommet, qui porterait sur la situation en Pologne et les problèmes économiques des pays de l'Est, se tiendrait aux environs du 7 décembre. La dernière réunion de ce type s'était tenue à Varsovie, en mai 1980, et M. Brejnev n'a pas fait de séjour à l'étranger depuis son voyage en R.F.A. en novembre 1981. — (A.F.P.)

U.R.S.S.

ONZE MILLE JEUNES VIETNAMIENS travaillent maintenant en Union soviétique, a indiqué, mardi 9 novembre, l'agence Tass. Le 3 mai, les Vietnamiens avaient révélé que sept mille Vietnamiens étaient employés dans les entreprises soviétiques dans le cadre d'un accord signé en 1981 entre Moscou et Hanoi. — (A.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

LE DIRIGEANT DE LA CENTRALE OUVRIÈRE BOLIVIENNE (COB), M. Juan Lechin, a rejeté, mardi 9 novembre, la suggestion des entreprises d'État proposées aux travailleurs par le gouvernement de M. Hernán Siles Zuazo (le Monde du 10 novembre). Cette suggestion est que les entreprises d'État proposent aux travailleurs une copie du modèle de l'Allemagne fédérale, prétendant créer une administration paritaire des entreprises. — (A.F.P.)

LE COLONEL LUIS ARCE Chévez, ministre bolivien de l'Intérieur, actuellement réfugié en Argentine pourrait être traduit devant la justice américaine pour trafic d'hommes d'affaires et de membres du mouvement Autonomie ouvrière, parmi lesquels M. Toni Negri. Les incriminés sont en prison préventive depuis trois ans et sept mois. Le colonel a demandé « la liberté provisoire immédiate » et « le respect du droit le plus élémentaire ». — (Corresp.)

Italie

RENOI DU PROCÈS DE M. TONI NEGRI. — Le tribunal de Rome a renvoyé au 24 février 1983 le procès des chefs du mouvement Autonomie ouvrière, parmi lesquels M. Toni Negri. Les incriminés sont en prison préventive depuis trois ans et sept mois. Le colonel a demandé « la liberté provisoire immédiate » et « le respect du droit le plus élémentaire ». — (Corresp.)

Japon

DES TROUPES DE COMBAT AMÉRICAINES se trouvent cette semaine, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, sur le territoire japonais pour neuf jours de manœuvres terrestres conjointes avec les forces japonaises d'auto-défense. Ces manœuvres se déroulent à partir du 10 novembre au pied du mont Fuji. Des manœuvres conjointes navales et aériennes nippono-américaines ont régulièrement lieu depuis 1967. — (A.F.P.)

Jordanie

LE ROI HUSSEIN DE JORDANIE sera reçu, le 21 décembre, par le président Ronald Reagan, à annoncé, lundi 8 novembre, la Maison Blanche.

L'initiative de paix américaine au Proche-Orient sera au centre de cet entretien. — (A.F.P.)

Mozambique

LIBÉRATIONS. — Maputo a annoncé, mardi 9 novembre, que ses forces avaient libéré six techniciens bulgares détenus prisonniers depuis dix semaines (le Monde du 1^{er} septembre) par le mouvement rebelle « R.N.M. » (« Résistance nationale du Mozambique ») dans la province de Zambezia (centre du pays). D'autre part, sept ressortissants portugais enlevés, voilà un mois par la « R.N.M. » (le Monde du 13 octobre) ont été libérés mardi du côté zimbabwéen de la frontière avec le Mozambique, a annoncé l'agence portugaise de presse ANOP. Les trois fonctionnaires de la société « Oleoduc Mozambique-Zimbabwé », accompagnés de leurs familles et d'un enfant, sont en bonne santé, ajoute l'agence. — (A.F.P.)

Namibie

LA POSITION DES ÉTATS-UNIS. — Un règlement ne sera possible en Namibie que lorsque les troupes cubaines stationnées en Angola se retireront, a estimé, mardi 9 novembre, le vice-président américain, M. Bush, à la veille de son départ pour une tournée de quatorze jours dans sept pays africains (le Monde du 10 novembre).

Sénégal

LA VISITE DE M. PENNE. — M. Guy Penne, conseiller du président de la République française pour les affaires africaines et malgaches, a terminé, mardi 9 novembre, une visite de quatre jours à Dakar. Il s'est notamment entretenu des questions de coopération bilatérale avec le président Abdou Diouf et le premier ministre, M. Habib Thiam. Il a discuté du projet de création d'une « communauté organique des pays francophones » avec M. Abdou Diouf, ainsi qu'avec son prédécesseur, M. Senghor, qui en avait lancé l'idée en 1980. — (A.F.P.)

Turquie

LES TROIS PIRATES DE L'AZER qui avaient dévalisé le 7 novembre vers la Turquie un appareil soviétique (le Monde du 9 novembre) ont été inculpés de « détournement d'avion ».

Le gazoduc eurosibérien

(Suite de la première page.)

La France était la principale visée dans l'affaire des crédits. On lui reprochait de vouloir en ces crédits pour exporter des marchandises à l'Est. Elle aurait réussi à rompre son isolement, au cours des derniers jours, en faisant une concession et en agissant une menace. La concession : reconnaître dans les politiques occidentales de crédit une distorsion qui favoriserait l'U.R.S.S. La menace déjà brandie depuis le sommet des Sept à Versailles en juin : élargir énormément la discussion.

Pourquoi s'en tenir à l'aspect des crédits publics de faveur ? fait valoir la délégation française. On pourrait parler aussi du nombre important de crédits privés que dispensent à l'U.R.S.S. des pays comme l'Allemagne fédérale ou le Japon. On pourrait aborder également les formes souterraines de dumping que la Grande-Bretagne

ne semble pas détester, et pour être complet, le commerce agricole avec l'U.R.S.S. qui arrange tellement les États-Unis. Les autres délégations auraient jugé plus sage d'abandonner ces projets, à un, à tête reposée, plutôt que de risquer une rupture.

Une mesure complexe

La levée des sanctions américaines est apparue beaucoup plus difficile qu'on ne l'imaginait au début de ces conversations. Comment revenir à décembre 1981, date à laquelle M. Reagan a interdit aux firmes américaines d'exporter du matériel énergétique à l'U.R.S.S. ? Pendant ces dix semaines, la situation ne s'est pas figée. Il y a eu des pertes de marchés, des accords entre firmes, d'autant plus intéressants qu'ils étaient, en juin 1982, aux filiales américaines à l'étranger.

Autre point important : l'annonce de l'accord. Les États-Unis auraient établi un projet de loi, communiqué que certains de leurs partenaires jugeraient inacceptable. Ils ne voudraient pas permettre à M. Reagan de créer victoire sur le thème : nos alliés viennent enfin d'accorder ce que je réclamaient vainement au sommet de Versailles. Incluraient-ils dans l'annonce de l'accord la levée de l'embargo ? Cela contredirait la thèse française, bien spéculée — selon laquelle l'embargo ne faisait pas partie des conversations. Les États-Unis ont pris une mesure unilatérale, soutient Paris, leur appartient de la lever tout seuls. Les deux annonces — accord de principe sur le commerce Est-Ouest et levée de l'embargo — ne devraient donc pas être faites le même jour.

Certains « durs » de l'administration Reagan estimaient, mardi soir, que leurs alliés se moquaient du monde. Ils n'avaient rien accordé de substantiel et ne méritaient donc pas une levée de l'embargo. Ripon, on revenait tout simplement à l'avant-Versailles. Une réunion du conseil national de sécurité a été convoquée à la Maison Blanche pour débattre du dossier. On prévoyait une autre réunion des négociateurs, ce mercredi matin 10 novembre, et, en tout cas, un commentaire public de M. Reagan, jeudi, au cours de sa conférence de presse télévisée. — (A.F.P.)

LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL EST AUTORISÉ À ENVOYER UNE MISSION SUR LES CHANTIERS

(De notre correspondant.)

Genève. — Le Bureau international du travail a été autorisé par les Soviétiques à visiter les chantiers du gazoduc euro-sibérien afin d'enquêter sur les conditions de vie et de travail des ouvriers, a annoncé mardi 9 novembre, à Genève, un porte-parole de l'Organisation internationale du Travail. Une invitation officielle a été transmise, le 25 octobre, au directeur général du B.I.T., M. Blanchard, par le vice-président des syndicats soviétiques, M. Frokhtorov. Des pourparlers entre des représentants de ces syndicats et le B.I.T. se déroulent actuellement pour fixer les modalités de l'envoi d'une mission d'enquête.

A la suite des accusations d'une organisation humanitaire occidentale, selon laquelle des milliers de prisonniers politiques seraient contraints au travail forcé sur les chantiers, M. Bertil Bollin, directeur général adjoint du B.I.T., se trouve à Moscou, avait fait une demande, il y a quelques semaines, pour l'envoi d'une mission. — I. V.

L'OCCIDENT ET LE TIERS-MONDE

De la fausse culpabilité aux vraies responsabilités.

«Ce livre indispensable traite d'un sujet sans espoir et paraît promis à l'exécution presque universelle.»

Extrait de la préface de J.-F. Revel

Collection «Droits 2000»

CARLOS RANGEL

ROBERT LAFFONT

EUROPE

Espagne

Dans une proclamation sur l'unité de l'Europe

Jean-Paul II souligne l'importance de l'acte final de la conférence d'Helsinki

De notre envoyé spécial

Saint-Jacques-de-Compostelle. — Jean-Paul II a terminé son voyage en Espagne, mardi 9 novembre, à Saint-Jacques-de-Compostelle où il s'est envolé pour Rome à 20 h 30. Arrivé à l'aéroport de Saint-Jacques, où il a célébré une messe devant plus de cent mille personnes, le pape était entouré de l'épiscopat espagnol et d'autres dignitaires étrangers dont le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, et Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris.

La veille, le pape avait passé la journée à Valence où il a reçu l'accueil le plus chaleureux de son voyage. Lors de la messe, on a dû imposer le silence à la foule en liesse ; surtout pendant la cérémonie d'ordination au cours de laquelle le pape a conféré le sacrement de l'ordre à 141 diacres : 80 pour le clergé, 31 religieux et 30 membres de l'Opus Dei.

À Saint-Jacques-de-Compostelle, Jean-Paul II a terminé son périple par un « acte européen », cérémonie solennelle qui s'est déroulée à l'intérieur de la cathédrale et en présence du roi Juan Carlos. Dans sa déclaration prononcée devant cinq mille invités dont plusieurs prix Nobel de la paix, des responsables de la Communauté européenne et du Conseil de l'Europe et les présidents de la plupart des conférences épiscopales ouest-européennes, le pape a souligné le passé glorieux de l'Europe dans les domaines intellectuel, culturel et spirituel, ainsi que l'unité profonde — de droit sinon de fait — du continent qu'il faut redécouvrir et promouvoir. Fait significatif, il n'y avait pratiquement pas de représentants parmi les invités d'associations des pays de l'Est. Outre quelques exceptions nationales, tel le recteur de l'Université de Prague ou un évêque tchèque de Rougriv, il n'y avait aucun représentant est-européen de conférence épiscopale et même les deux prêtres polonais, Mgr Glomp, primat de Pologne, et le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, avaient quitté l'Espagne pour assister à Varsovie à une réunion épiscopale prévue pour le mardi 9 novembre, veille de la grève annoncée en Pologne pour ce 10 novembre.

Après avoir évoqué, à Saint-Jacques, les grandes figures spirituelles du passé, qui ont pris le chemin de Compostelle, comme François d'Assise et Brigitte de Suède, et fait remarquer que ce pèlerinage « favorisait la compréhension mutuelle des peuples européens aussi différents que les Latins, les Germains, les Celtes, les Anglo-Saxons et les Slaves », le pape a déclaré que « malgré les conflits sanglants qui ont opposé les peuples européens (...) l'identité de l'Europe est incompréhensible sans le christianisme ».

Puis, Jean-Paul II a parlé de la crise actuelle, civile autant que religieuse. « Sur le plan civil, a-t-il dit, l'Europe est encore divisée. Des fractures étonnantes empêchent ses peuples de se rencontrer dans un climat d'amitié (...) La vie civile est marquée par des idéologies divergentes qui vont de la négation du Dieu et la limitation de la liberté religieuse (...) jusqu'au matérialisme et à l'hédonisme qui menacent les valeurs de la famille ».

« C'est pourquoi, moi, Jean-Paul II, fils de la nation polonaise, qui s'est

toujours considérée comme européenne par ses origines, ses traditions, sa culture, slave entre les latins, et latine entre les slaves, moi, successeur de Pierre (...) évêque de Rome et pasteur de l'Eglise universelle, depuis Saint-Jacques, le le lance, vieille Europe, un cri d'amour : retrouve-toi, sois toi-même, découvre tes origines, revivifie tes racines. » Ce passage a été reçu par un tonnerre d'applaudissements.

Faisant ensuite allusion à la déclaration européenne des droits de l'homme et, par deux fois, à l'acte final de la conférence pour la sécurité d'Helsinki, en souhaitant que la réunion de cette dernière à Madrid qui se tient actuellement soit une réussite, le pape a dit que si l'Europe est une « dans le plein respect des religions, des libertés et des divers systèmes politiques (...) son avenir ne sera pas dominé par l'incertitude et la peur et elle s'ouvrira à une ère nouvelle, bénéfique et déterminante pour le monde entier menacé par les nuages de la guerre et par la possibilité d'un holocauste atomique ».

ALAIN WOODROW.

« UN PAPE EN ESPADRILLES » ?

Saint-Jacques-de-Compostelle. — Jean-Paul II vient de quitter l'Espagne à la fin d'un voyage exténuant, mais triomphal. En dix jours, il a visité une quinzaine de villes, il a prononcé quarante-trois discours. A son habitude, il s'est adressé à toutes les couches de la population, depuis le roi et les hommes politiques jusqu'aux personnes âgées et aux malades, en passant par le clergé, les laïcs, les jeunes et les non-catholiques.

Cette visite, plus que les précédentes, a montré combien un voyage de ce type, un « one man show » centré sur la personne du pape, est difficilement acceptable à la longue. Physiquement, c'est une performance épuisante et, à plusieurs reprises, la fatigue du pape a suscité l'inquiétude de son entourage. Jean-Paul II a refusé d'omettre l'étape de Montserrat malgré l'avis de ses proches, mais il a accepté d'être examiné par un médecin de Barcelone. Celui-ci n'a pas caché son inquiétude sur l'état de santé de Jean-Paul II, et dans l'avenir, le pape paraitrait à maintenir un rythme aussi soutenu.

On peut aussi se demander, d'un point de vue plus théologique, s'il est souhaitable que tout l'intérêt converge vers le pape au détriment de son entourage et de l'épiscopat local. Pour ne prendre qu'un exemple, le rôle du secrétaire d'Etat est réduit à néant. Le cardinal Agostino Casaroli accompagne le pape dans tous ses voyages, mais n'intervient que rarement. Le pape lui a confié parfois des

missions de confiance, comme la visite de prisonniers politiques aux Philippines ou l'entretien avec Mme Thatcher en Grande-Bretagne, mais, en Espagne, le secrétaire d'Etat a été un spectateur muet, et il n'a même pas eu une rencontre avec M. Felipe Gonzalez.

L'ambiguïté habituelle des voyages du pape subsiste ici. Le message religieux qu'il entend faire passer est difficilement perçu alors que sa présence, sa chaleur et son charisme indéniable d'acteur encouragent une image de l'Eglise-spectacle et d'une papauté personnalisée en contradiction évidente avec la théologie esquissée par Vatican II.

Ensuite, les organisateurs avaient soigneusement choisi les parcours du cortège pontifical. Le pape a visité les régions traditionnellement catholiques de la Castille, l'Andalousie, la Galicie (patrie de Franco et de Fraga) — en évitant les régions plus sécularisées comme les Asturies ou le Pays basque (sauf deux exceptions étonnantes des villes). Enfin, la presse et la télévision ont présenté une image déformante de l'événement en talant les critiques suscitées par le voyage. Sauf El País, quotidien de centrogauloise, qui a publié un article du théologien connu Gonzalez Ruiz, où il écrit : « Quelle merveille, un jour, nous recevions la visite d'un pape en espadrilles, sans réception dans les palais, sans discours diplomatique et sans cordon de sécurité ! ».

A.W.

Turquie

ANKARA CONFIRME LA MODERNISATION DE BASES AÉRIENNES MAIS DÉMENT UN ACCORD AVEC LES ÉTATS-UNIS

Ankara (A.F.P.). — Le gouvernement turc a une nouvelle fois démenti, le 9 novembre, l'existence d'un quelconque accord avec les États-Unis, prévoyant la modernisation de bases aériennes et la création d'une autre dans l'est du pays.

« La Turquie n'a contracté aucun engagement avec un quelconque pays étranger en dehors de l'OTAN », a affirmé le porte-parole des affaires étrangères.

Ce démenti survient après l'information du Washington Post, qui affirmait qu'un accord avait été signé le mois dernier par M. Richard Perle, secrétaire adjoint à la défense pour les affaires de sécurité internationale, et le général Necdet Ozkurn, chef d'état-major adjoint des forces armées de la Turquie (est du pays).

« Le seul engagement contracté par la Turquie avec les États de l'OTAN », a indiqué d'autre part, le porte-parole, est de poursuivre les consultations nécessaires entre pays membres de l'alliance pour la modernisation de leurs bases aériennes et de leur équipement.

devaient être modernisés, et qu'une autre devait être construite à Nus (200 kilomètres de la frontière).

Le journal ajoutait que les chasseurs-bombardiers des forces de l'OTAN pourraient ainsi se trouver à portée des troupes soviétiques les plus proches du Golfe.

« Nous avons entrepris la modernisation des installations de ces aéroports, a précisé le porte-parole, parce qu'elle était prévue dans le plan quinquennal. Les crédits nécessaires à ces travaux ont été débouqués en temps opportun par le « Fonds des infrastructures de l'OTAN », a-t-il ajouté.

PROCHE-ORIENT

Liban

EN L'ABSENCE DE TRENTE-TROIS DÉPUTÉS La Chambre a accordé avec réticence les pleins pouvoirs au gouvernement

De notre correspondant

Beirut. — Le premier gouvernement formé sous le régime du président Aminé Gemayel a obtenu, mardi 9 novembre, la confiance de la Chambre assemblée de Beyrouth, le Libanon Beach, situé à Khaldé, toujours sous occupation israélienne, attend l'arrivée des négociations bien que le Liban ait adjoint des civils à sa délégation militaire, faisant droit de facto à une exigence de M. Begin. Il est question que le président Reagan délègue de nouveau M. Habib dans la région pour relancer le processus.

Cela est d'autant plus souhaitable que le problème de l'outh et d'Alay se fait pressant. Un calme précaire y a régné mardi après les sanglants affrontements de la veille (treize morts, seize blessés) et pour mettre un terme à la petite guerre druze-chrétienne qui s'y déroule, les chefs des deux communautés ne trouvent d'autre issue que le recours à l'armée. Réunie à la présidence de la République, MM. Chamoun, Pierre Gemayel, Jouniad et les députés libanais ont voté, à l'unanimité, la loi électorale et le redoublement administratif subéquent, et les nationalisations. Les pleins pouvoirs continuent néanmoins d'englober d'importantes sections : la sécurité (armée, sûreté générale, forces de sécurité intérieure), les finances et l'économie, la justice, l'information, l'éducation, l'habitat.

Bien plus que cette quarantaine entre un Parlement dépeuplé — il a plus de dix ans d'âge, les élections législatives ayant été impossibles à organiser à l'échelle normale en raison de la guerre — et un gouvernement qui doit encore faire ses preuves, le pléinement enregistré dans la normalisation de la situation hors de Beyrouth constitue la préoccupation majeure du président et commencent à créer un malaise diffus parmi la population.

« Beyrouth aujourd'hui est presque une ville morte », a-t-il dit. Les voyous se sont cachés, ayant perdu leurs protecteurs et ne se hasardant pas à prendre des risques dans une situation qu'ils appréhendent mal », constate un vieux citoyen. Effectivement, on peut se promener en ville jusqu'au petit matin en toute sécurité. Mais il suffit de faire 15 kilomètres vers le sud ou l'est et une cinquantaine de kilomètres vers le nord pour sortir de ce havre de paix et retrouver le Liban d'il y a quelques mois, mortel, constamment agité de coups de feu. En outre, dans le secteur chrétien, l'autorité de l'Etat demeure symbolique malgré l'installation de l'armée libanaise épuisée par la force multinationale.

Israël continue de faire traîner la

Préparez à distance
C.P.E.C.F.
D.E.C.S.
C.E.S.

AFENODE
35 bd de Strasbourg
75010 PARIS
Tél. : 246.99.38

U.R.S.S.

LES AVOCATS DE M. CHITCHARANSKI CRITIQUENT M. MARCHAIS

À la suite des déclarations de M. Georges Marchais, dimanche 7 novembre, au « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », sur l'affaire Chitcharanski, les trois avocats français — M^{rs} Daniel Jacoby, Louis-Edmond Pettiti et Roland Rappaport — du militant soviétique des droits de l'homme, ont publié la déclaration suivante : « Les avocats d'Anatole Chitcharanski ont pris connaissance avec consternation des propos tenus par M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, dans l'émission « Grand Jury R.T.L.-Le Monde » au sujet de cette affaire. »

« De tels propos sont tout d'abord totalement contradictoires avec ceux tenus par le même Georges Marchais en sa qualité de fondateur d'un comité des droits de l'homme qui avait décidé de parrainer le cas Chitcharanski parmi quatorze autres représentants des violations exemplaires des droits de l'homme. »

« Ils sont également contraires aux prises de position du parti communiste français au moment du procès. »

« Ils sont enfin, et surtout, contraires à la vérité. Anatole Chitcharanski a été arrêté, condamné pour espionnage ; mais aux termes d'un simulateur de procès où aucun journaliste ou observateur étranger n'a pu assister et où Chitcharanski a été privé du concours du défenseur qu'il s'était choisi. Comme le rappelle justement au moment du procès l'éditorialiste de l'Humanité, René Andrieu, « aucune preuve n'a été » publiquement apportée à la » culpabilité d'Anatole Chitcharanski. »

« Au moment où Anatole Chitcharanski entame sa septième semaine de la grève de la faim pour obtenir des conditions de détention conformes aux normes minimales de la matière, fixées par les Nations unies, c'est à une singulière mauvaise action que vient de se livrer, contre lui, le secrétaire du parti communiste français. »

« L'opinion publique appréciera. »

RÉUNI A TUNIS

Le conseil révolutionnaire du Fath approuve sous conditions le projet d'une confédération jordano-palestinienne

De notre correspondant

Tunis. — Le conseil révolutionnaire du Fath a siégé ces derniers jours dans la capitale tunisienne, sous la présidence de M. Arafat, en prévision de la réunion du Conseil central de l'O.L.P. prévue pour le 12 novembre, à Damas.

Les dirigeants du Fath, qui se renouvellent pratiquement à u complet, à une ou deux exceptions près, pour la première fois depuis le départ de l'O.L.P. de Beyrouth, ont fait le point de la situation au Liban et dans les territoires occupés et procédé à un bilan des visites que M. Arafat et plusieurs membres de la direction palestinienne ont effectuées dans diverses capitales arabes et européennes. Ils ont aussi examiné les différentes actions à entreprendre aux plans politique, diplomatique et militaire en vue de « la prochaine offensive révolutionnaire », indiquent les milieux proches du mouvement.

Selon la même source, le conseil révolutionnaire a approuvé la démarche de M. Arafat lors de sa rencontre, le mois dernier, avec le roi Hussein de Jordanie ainsi que le projet de confédération jordano-palestinienne et a décidé d'envoyer une délégation à Amman, où le président de

l'O.L.P. doit se rendre pour assister à une réunion du Conseil supérieur arabe de l'éducation et de la culture.

D'autre part, ont été envisagés « le renforcement » des forces palestiniennes hébergées dans les pays arabes et la reprise de leur entraînement militaire. Celle-ci aurait lieu en accord avec les pays hôtes qui restitueraient tout ou partie de l'armement que les combattants avaient remis lors de leur arrivée. Enfin, le Fath n'a pas écarté la possibilité d'engager des conversations avec le gouvernement libanais sur la situation des Palestiniens dans la Bekaa et le nord du pays.

MICHEL DEURE.

Le ministre des relations extérieures, M. Cheysson, a reçu, mardi 9 novembre, le chef de la diplomatie de l'O.L.P. M. Farouk Kaddoumi, de passage à Paris. On indique, au Quai d'Orsay, que cet entretien fait partie des contacts diplomatiques fréquents entre le ministre et le responsable des affaires politiques de l'organisation palestinienne.

D'autre part, on apprend de source arabe que la délégation palestinienne qui a rencontré samedi, à Paris, M. Kamal Hassan Ali, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères égyptien, aurait confirmé au ministre égyptien, qui doit rencontrer cette semaine les dirigeants arabes à Washington, que l'O.L.P. est disposée à établir des contacts directs avec l'administration américaine et que, dans cette perspective, elle s'apprête à reconnaître et à appliquer les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui reconnaissent le droit à l'existence de tous les États de la région. L'initiative est parvenue à l'Organisation des Nations unies, qui reconnaissent le droit à l'existence de tous les États de la région. L'initiative est parvenue à l'Organisation des Nations unies, qui reconnaissent le droit à l'existence de tous les États de la région.

Israël

Le gouvernement décide d'expulser le grand sacristain arménien de Jérusalem

Jérusalem (A.F.P.). — Une période d'incompréhension et de tension semblait inévitable, mardi 9 novembre, entre le gouvernement israélien et les communautés chrétiennes de Jérusalem, après la décision israélienne d'obtenir le départ de l'archevêque Karetin Kasandjian, grand sacristain du patriarche orthodoxe arménien de la Ville sainte.

Le patriarche arménien, S. Béatissime Yeghishé Derdarian, a décidé de rendre public le différend remontant à mai, les efforts pour faire revenir le gouvernement Begin sur sa décision ayant échoué. Ce différend, qui oppose au ministre des affaires religieuses israélien, M. Burg, à propos du visa de séjour de l'archevêque Kasandjian, élu à vie grand sacristain de la communauté arménienne de Jérusalem, en mars 1981, concerne toutes les communautés religieuses chrétiennes de Jérusalem.

C'est le 31 mai que l'archevêque a reçu une lettre officielle lui signifiant l'annulation de son visa de séjour et l'ordre de quitter le pays dans les quinze jours. Malgré les démarches répétées des représentants des trois grandes Églises orthodoxes, grecs et arméniens, M. Burg a annoncé, le 3 novembre, que l'archevêque Kasandjian devait quitter Israël à la fin qu'il n'a plus de visa depuis plusieurs mois.

« Les autorités israéliennes devront employer la force pour

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)
VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)
Liv. gratuite dans toute la France
26 MARQUES REPRÉSENTÉES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDÉ
75 bis, av. de Wagram, 17
22-88-54/763-34-77

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e ☎ 347.21.32

سكوت من الاصل

Tunisie

Le conseil révolutionnaire du Fath a siégé ces derniers jours dans la capitale tunisienne, sous la présidence de M. Arafat, en prévision de la réunion du Conseil central de l'O.L.P. prévue pour le 12 novembre, à Damas.

TELEX PA...
GRAVE SERVICE 1...

Pour maie
Darty
II Now

PARIS
Région Parisienne
75 bis, av. de Wagram, 17
22-88-54/763-34-77

AFRIQUE

Tunisie : entre Descartes et le Prophète

II. — L'errance ou la paix ?

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

André Fontaine a passé en revue les problèmes internes d'une Tunisie parvenant au seuil de la démocratie, alors que la crise mondiale commence à perturber sa croissance économique (le Monde du 10 novembre). La présence sur son sol du Q.G. de la Ligue arabe et de celui de l'O.L.P. fait d'elle un poste de choix pour l'observation des efforts de paix au Proche-Orient.

Tunis. — C'était il y a longtemps déjà. Un ambassadeur israélien nous confiait ses doutes. « Nous avons chez nous, disait-il, toute une bande de jeunes gens extrêmement brillants, qui parlent parfaitement l'arabe, lisent tout ce qui s'imprime en arabe, écoutent les radios arabes, étudient à fond les rapports de nos services de renseignements... et pourtant, je crains bien qu'ils n'y comprennent pas grand-chose, parce qu'ils ne savent pas vraiment ce que c'est qu'un Arabe ». Je crois bien, concluait-il, qu'on pourrait en dire autant de l'autre côté. C'est vrai : il est aussi difficile de reconnaître un Arabe au portrait qu'en font les Israéliens, qu'un Israélien au portrait qu'en font les Arabes. Ils n'obéissent pas, les uns et les autres, à la même logique.

C'est dire l'intérêt que présente, pour ceux qui veulent croire, malgré tout, à la possibilité d'un règlement au Proche-Orient, l'établissement dans un pays au carrefour des deux logiques islamique et occidentale comme la Tunisie, du siège de la Ligue arabe, dont le secrétaire général est un brillant diplomate tunisien, Cheddi Klibi, et de celui de l'O.L.P. Le problème étant pour les Israéliens et les Palestiniens de se reconnaître mutuellement, quelle chance d'y parvenir, en effet, s'ils ne comprennent pas par se comprendre ? Et qui est le mieux placé pour y parvenir, a priori, que des gens qui sont, comme les dirigeants tunisiens, nourris à la fois de Descartes et du Coran ?

Ils en ont bien le sentiment. Ce n'est pas par hasard que Bourguiba, dès 1963, a prononcé, à Jéricho, sur le thème de l'acceptation mutuelle, un discours qu'on lui a beaucoup reproché à l'époque, mais auquel, sans s'y référer, tout un chacun s'est plus ou moins rallié aujourd'hui. Et qu'il y est revenu tout récemment encore. En choisissant Tunis comme siège de l'O.L.P., en rendant hommage au soutien que lui avait donné la Tunisie, en se séparant du « Front du refus », Yasser Arafat montrait, c'est le moins qu'on puisse dire, une disponibilité à suivre cette voie-là. Tous ceux qui l'ont rencontré après Beyrouth l'ont trouvé convaincu que la paix au Proche-Orient implique l'acceptation par l'O.L.P. du fait israélien. Son lieutenant Sartaoui l'a pratiquement dit, et lui-même aussi, au moins implicitement.

Si l'on veut bien prendre en compte que les États-Unis, avant l'invasion du Liban, s'étaient en-

gagé, notamment auprès du premier ministre tunisien Mohammed Mzali, à reconnaître la représentativité de l'O.L.P. aussitôt qu'elle-même aurait reconnu Israël. Que, depuis lors, le sommet de Fès, auquel participait Arafat, a approuvé le projet Bourguiba et demandé que le Conseil de sécurité garantisse la paix entre les États de la région. Que l'idée d'une confédération jordanienne-palestiniennne présidée par le roi Hussein et habilitée à négocier un règlement avec Israël est maintenant *grosso modo* acceptée, tant par la plupart des États arabes que par l'O.L.P. et les États-Unis, on serait tenté de croire que la paix est presque à portée de la main.

Un lien qui reste fort

Les choses, hélas ! sont moins simples. Le raisonnement de la plupart des Occidentaux est sans faille apparente : Begin et Sharon ne sont pas des hommes qu'on fait aisément changer d'avis ; en revanche, un important courant d'opinion s'est développé en Israël, dont a témoigné entre autres la grande manifestation contre les massacres de Sabra et de Chatila, qui devrait pouvoir conduire un jour à une paix négociée sur la base de la reconnaissance du fait palestinien. La bonne stratégie consiste à fournir des arguments à ce courant-là.

Ce serait, en effet, se faire illusion que de croire que les États-Unis, rendus maîtres du jeu à bien des égards par la passivité soviétique, pourraient exercer sur le gouvernement de Jérusalem des pressions directes pour l'amener à composition. Outre qu'ils répètent à satiété qu'Israël est le seul gouvernement démocratiquement élu de la région et qu'il n'est pas question d'aller contre la volonté clairement exprimée de sa population, il est de notoriété publique que le Pentagone voit dans l'État hébreu le principal verrou à une extension de l'influence soviétique dans la région.

D'une manière plus générale, la Maison Blanche n'a aucune envie de provoquer autour du cabinet actuel, en s'opposant ouvertement à lui, un réflexe de cohésion nationale, pour ne pas dire nationaliste, comme on en a eu tant d'exemples en Israël et ailleurs. De toute façon, quel que soit le degré d'indignation que les massacres ont pu provoquer outre-Atlantique, y compris dans la communauté juive, le sentiment de solidarité avec l'État hébreu demeure fort dans la population américaine, et l'opinion n'est pas prête à soutenir une action brutale contre lui.

Dans ces conditions, le plus mauvais service que Yasser Arafat pourrait rendre à Begin serait de dire en-

fin explicitement ce qu'il a répété implicitement en public après l'avoir dit auparavant en privé, et de déclarer que l'Organisation de libération de la Palestine ne met pas en question le droit d'Israël à l'existence. Il peut le faire sans légitimer du même coup l'occupation de Gaza, de la Cisjordanie, du Golan et de la vieille ville de Jérusalem : il lui suffirait de préciser que cette reconnaissance ne vaut qu'à l'intérieur des frontières de 1967.

Le temps passe pourtant sans que le chef de l'O.L.P. se décide à sauter le pas. Du coup les chances de profiter du courant favorable créé par les drames de Beyrouth diminuent. Chacun ne cesse de le répéter : il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. Si nous sommes bien renseignés, c'est ce que la plupart des interlocuteurs du chef de l'O.L.P. lui ont dit, avec plus ou moins de netteté selon les cas, de Claude Cheysson et de Bruno Kreisky aux dirigeants tunisiens et marocains. C'est à quoi le roi Hussein vient de l'inviter publiquement.

Pourquoi alors ne bouge-t-il pas ? Jamais sa position à l'intérieur du mouvement palestinien n'a été plus forte. Des adversaires de longue date comme Nayef Hawatme, le chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine, ou Georges Habbache, qui préside aux destinées d'un autre front, celui-là « populaire », s'alignent pratiquement sur ses positions. Mais sans doute Arafat et ses camarades n'arrivent-ils pas à renoncer à ce qui est depuis des années leur idée fondamentale, à savoir que la reconnaissance d'Israël constituant leur seule carte, ils ne peuvent se permettre de l'abandonner contre la reconnaissance de l'O.L.P. par l'État hébreu. Comment ne voient-ils pas que Begin et Sharon n'ont pas l'intention de payer le prix de ce qu'un bouton de culotte une concession qui n'en serait pas une à leurs yeux, puisqu'elle leur priverait de leur principal argument contre l'acceptation d'un État palestinien ?

Voire logique n'est pas la leur, répond tristement un interlocuteur tunisien qui s'emploie avec une infinie patience à essayer de rapprocher les thèses en présence. Il faut se mettre à leur place, ajoute-t-il, faire la part de l'orgueil et de l'humiliation subie. Ils n'ont plus rien, nous dit, de son côté, un intellectuel ; ne leur demandez pas de se dévouer du seul atout qui leur reste... Mais sans doute la dernière chose qu'on puisse attendre du chef du gouvernement de Jérusalem est-elle qu'il se mette à la place des Palestiniens...

En attendant, Arafat a un objectif clair : amener les gouvernements occidentaux, et pour commencer ceux de la Communauté européenne, à reconnaître l'O.L.P. Il espère ainsi accroître la pression internationale sur Israël et conduire — qui sait ? — les États-Unis à s'interposer directement. Dans cette perspective, il voudrait beaucoup venir à Paris et ren-

contrer les qualités François Mitterrand. Il semble même qu'il ait mis au point, pour parvenir à ses fins, un scénario un peu compliqué. Son lieutenant Sartaoui aurait dit de manière encore plus nette que par le passé que l'O.L.P. était disposée à accepter la résolution 242 du Conseil de sécurité qui reconnaît le droit des États de la région à des frontières sûres et reconnues. En sortant de l'Élysée, Arafat aurait déclaré qu'il approuvait les propos de Sartaoui. Mais le président de la République continue d'estimer que l'O.L.P. doit d'abord prendre explicitement son parti de l'existence de l'État hébreu, qu'elle renonce officiellement à en réclamer l'élimination.

Cette élimination figure en toutes lettres dans la charte de l'Organisation, à laquelle, du côté israélien, on ne cesse de se référer. Sans pour autant aller pour le moment jusqu'à reconnaître Israël, l'O.L.P. ne pourrait-elle réviser cette charte à l'occasion de la réunion prochaine à Tunis de son Parlement, faisant ainsi un pas en avant qui permettrait aux Occidentaux d'en accomplir un autre à leur tour ? Il semble que ce soit le maximum que ses amis arabes se sentent pour le moment en mesure de suggérer à Yasser Arafat, sans être le moins du monde sûrs, au demeurant, qu'il s'y déciderait.

De toute façon, il leur faut tenir compte de l'opinion arabe. Or, à en juger par ce qu'on peut entendre dans les milieux de l'intelligentsia tunisienne, celle-ci n'a rien abdiqué de son extrême méfiance envers un « sionisme » très largement analysé comme un colonialisme pur et simple, et accusé de toujours nourrir les pires rêves expansionnistes. Quant à s'appuyer sur l'opposition israélienne, on n'y croit guère. Pour la plupart de nos interlocuteurs non gouvernementaux, Shimon Pérès n'est qu'un opportuniste qui essaie de profiter de la situation actuelle à des fins électorales, mais qui, sur le fond, n'est pas très éloigné des positions de Begin.

La division du monde arabe face à Israël

Le risque est grand, dans ces conditions, que les espoirs soulevés par le plan Reagan et le sommet de Fès ne retombent rapidement. Il ne faut pas compter sur l'U.R.S.S. pour faire quoi que ce soit en faveur de la paix. Pour le moment, ses porte-parole répondent avec agacement aux Arabes qui lui reprochent sa passivité que celle-ci découle de la leur, qu'elle a fait son devoir en leur livrant les meilleures armes en grandes quantités, et qu'ils n'avaient qu'à mieux s'en servir. Il est vrai, concluent lesdits porte-parole, qu'un bon fusil ne suffit pas à faire un bon chasseur.

Bien que la Syrie, à la surprise de beaucoup, mais non sans doute des

Saoudiens, qui ont notoirement quel-ques moyens d'influer sur ses choix, ait participé au sommet de Fès et à la mission que celui-ci a décidée de dépêcher auprès des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, le rapprochement amorcé entre Arafat et Hussein sous les auspices de Washington, a provoqué l'agacement de Damas, qui n'a pas hésité à remettre publiquement en doute la représentativité de l'O.L.P. D'où, dans un récent numéro d'*Afrique-Asie*, un violent article dans lequel Simon Malley dénonce ce qu'il appelle la « trahison » syrienne, allant jusqu'à affirmer que le frère du président Assad a rencontré, en août dernier à Washington, le général Sharon pour discuter d'une sorte de paix séparée avec Israël.

Si l'on ajoute que tout ne va pas pour le mieux entre l'O.L.P. et le colonel Kadhafi, qu'Abou Ayad, l'un des principaux dirigeants de l'Organisation, a traité de tous les noms, au début d'octobre, dans un discours prononcé à Aden, n'hésitant pas à ce que l'on nous a dit, à l'accuser en privé d'être un agent de la C.I.A., on doit bien admettre que l'unité arabe est encore loin de régner au sein du camp arabe quant à la ligne à adopter vis-à-vis d'Israël.

Dans ces conditions, le nouvel exil des Palestiniens risque de durer longtemps encore. Les moins conscients ne sont pas ceux d'entre eux qui ont trouvé refuge en Tunisie,

au nombre de mille, et qui, après avoir rendu leurs armes, sont actuellement parqués dans un camp à 80 kilomètres de la capitale. Les promenades autorisées de temps à autre ne suffisent pas à peupler leur désespoir, d'autant plus qu'ils sont séparés de leurs familles. Inutile de dire la violence des réactions qu'ont provoquées chez eux les images télévisées des massacres de Sabra et de Chatila, plusieurs ayant reconnu, ou cru reconnaître, parmi les victimes, les visages des leurs.

Rien d'étonnant à ce que deux cents d'entre eux soient déjà repartis, et notamment tous ceux qui détenaient des passeports libanais. L'idée, entendue en France, qu'ils pourraient constituer à l'intérieur de la Tunisie un élément de déstabilisation interne paraît, sur place, assez saugrenue, même si leur présence ajoute à la mauvaise conscience du monde arabe devant le drame palestinien. En fait, l'O.L.P. semble assez peu pressée de s'implanter véritablement sur le sol tunisien. Elle n'y dispose toujours que d'un échelon assez limité, et ses chefs, Arafat en tête, sont toujours par monts et par vaux.

Les Israéliens ne se rendaient sans doute pas compte, en créant leur État après dix-neuf siècles de dispersion, qu'ils condamnaient un autre peuple à l'errance. Peut-être sévèrement croire que, tant que cette errance durera, il existe pour le Proche-Orient la moindre chance de paix durable ?

FIN

Les éditions du TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

publient

LA BATAILLE D'ALGER

par

YACEF SAADI

L'homme de la Casbah

Responsable de la zone autonome d'Alger Yacef Saadi devra, au point culminant de la guerre, affronter dans la Casbah elle-même un corps expéditionnaire chargé de la reconquête d'Alger.

69 F franco 59 F en librairie
ETC 49 rue du Fg Poissonnière 75009

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

Pour mieux servir ses clients Darty est ouvert demain 11 Novembre.

PARIS

- 8° : DARTY-sous-la-Madeleine
- 11° : 1, avenue de la République
- 11° : 25-35, boulevard de Belleville
- 13° : C. C. "Galaxie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie
- 14° : C. C. "Gallie Montparnasse" 68-80, avenue du Maine
- 15° : Front de Seine - C. C. "Beaugrenelle" 71, quai de Grenelle
- 17° : 8, avenue des Ternes
- 18° : 128, avenue de Saint-Ouen

RÉGION PARISIENNE

- 78 : Orgeval : C. C. "Art de Vivre" - Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest
- 78 : Paris 2 : C. C. "Party 2" - Le Chesnay
- 91 : Morsang-sur-Orge - 51, rue de Monthéry (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Geneviève-des-Bois)
- 92 : Asnières : "Carrefour des 4-Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309
- 92 : Châtillon : 151, avenue Marcel-Cachin - R.N. 306
- 92 : Boulogne : Pont de Sèvres - 122 bis, av. du Général-Leclerc
- 92 : Puteaux : C. C. "Les 4 Temps" - Niveau 1 - "Grand-Place"

- 93 : Bagnolet : Porte de Bagnolet - Au pied du Novotel - 40, av. Gallieni
- 93 : Bondy : 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3
- 93 : Aubervilliers : Centre "Pariferc" - Porte de la Villette
- 6 bis, rue Emile-Raynaud
- 93 : Noisy-le-Grand : C. C. "Les Arcades" - Mame-la-Vallée
- 93 : Pierrefitte : 102-114, avenue Lénine - R.N. 1
- 94 : Champigny : 10-12, av. R. Salengro - La Fourchette - R.N. 4
- 94 : Créteil : Centre Commercial "Créteil Soleil"
- 94 : Thiais-Rungis : Centre Commercial "Belle Epine" - R.N. 7

OISE

- 60 : Beauvais : Centre Commercial "Le Franc Marché"
- 2 à 4, place du Franc-Marché
- 60 : Créil : C. C. de Créil-Nogent : 10, avenue de l'Europe

MARNE

- 51 : Reims-Tinqueux : Zone artisanale du Moulin-de-l'Eclaire Route de Dormans



TV. ÉLECTROMÉNAGER.
HI-FI. VIDÉO

U.R.S.S.

LES AVOCATS DE M. CHTCHARANSKI
CRITIQUENT M. MARCHAIS

REUNI A TUNIS

Le conseil révolutionnaire du Fath
approuve sous conditions le projet
d'une confédération jordanienne-palestiniennne

VOUS CHERCHEZ
UN PIANO ?

DAUDÉ

AFRIQUE

LA VISITE DE M. BREHRI A PARIS

La France et l'Algérie vont mettre en œuvre un programme ambitieux de coopération scientifique et technique

M. Abdelhak Brehri, ministre algérien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, achève, ce mercredi 10 novembre, une visite à Paris qu'il a entamée lundi et qui a été préparée deux jours plus tôt par l'arrivée d'une importante délégation d'universitaires, de chercheurs et de fonctionnaires. Les décisions arrêtées avec MM. Chevènement et Savary sont aussi importantes par leur ampleur et leur caractère novateur, que celles contenues dans les accords conclus dans les domaines du gaz, de l'habitat et des transports. Elles relèvent de la philosophie définie, le 1^{er} décembre 1981, par MM. Mitterrand et Chirac pour rendre exemplaire la coopération bilatérale dans l'esprit du nouvel ordre international. Ces discussions ont donné lieu à un procès-verbal qui servira de base aux négociations prévues en décembre pour mettre à jour la convention culturelle, scientifique et technique de 1966, revue par M. Michel Jobert en 1973.

Français et Algériens ont commencé par dresser un bilan depuis l'indépendance. Ils ont constaté que, en dépit des progrès réalisés notamment par les accords conclus entre les universités d'une part, le C.N.R.S. et l'O.N.R.S. (organisme algérien de recherche), d'autre part, la coopération scientifique et technique est restée « ponctuelle et sans suite ». L'Algérie ayant toujours préconisé une approche globale (culturelle, scientifique, technique, technologique et économique), les discussions ont traduit les directives de M. Mitterrand, qui entend à la fois « promouvoir une école française du développement et conduire des expériences pilotes et exemplaires avec l'Algérie, l'Inde et le Mexique. Peu de temps après la visite de M. Mitterrand à New-Delhi, la procédure définie avec l'Algérie prend donc un intérêt accru.

« Nous avons demandé, nous a dit M. Brehri, que la coopération soit fondée sur la réciprocité et la responsabilité. » Les deux parties sont tombées d'accord pour donner la priorité à la « recherche-formation », c'est-à-dire à l'initiation des Algériens à la recherche et à la formation de formateurs et d'enseignants chercheurs, en tenant compte du fait qu'à la fin du plan quinquennal algérien, en 1984, l'Algérie disposera de vingt et un centres universitaires, dont sept universités.

Français et Algériens sont convenus de créer des équipes mixtes de recherche dans dix domaines considérés comme prioritaires : 1) agro-alimentaire ; 2) agronomie et hydraulique ; 3) énergie sous toutes ses formes, du pétrole à l'énergie solaire et au nucléaire ; 4) industrie lourde ; 5) habitat et aménagement du territoire ; 6) océanographie ; 7) zones arides et désertification ; 8) la science de la vie et de la santé, ce qui implique la recherche médicale et pharmaceutique ; 9) biotechnologie ; 10) informatique.

Ils ont décidé la réalisation d'initiatives intégrées allant, par exemple, comme ce qui est prévu dans le domaine de l'habitat, de l'étude architecturale à la production, avec ce qui est prévu dans le domaine des retombées économiques. Cinq instituts sont d'ores et déjà prévus, ceux de l'aéronautique, qui souhaitent réaliser les liaisons et l'union soviétique, de la nutrition et de l'alimentation, des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral, du travail et de la santé, enfin l'institut national technologique.

L'ensemble de cette coopération débouchera sur des projets économiques concrets avec les avantages que cela peut comporter pour la France (fourniture d'équipements, formation, etc.). Sur le plan scientifique, elle pourra avoir des retombées en France même, comme cela a déjà été le cas dans le passé. Les deux parties sont également d'accord pour que la coopération

cord pour que la recherche soit interdisciplinaire. De son côté, la France fournira un « support logistique » et contribuera à la création d'une banque de données et d'un centre de documentation scientifique et technique algérien. Un projet de terminal en liaison avec le centre de documentation du C.N.R.S. serait envisagé.

M. Brehri et ses interlocuteurs ont désigné les institutions scientifiques et techniques chargées, en collaboration, mettre en œuvre le projet.

Des missions d'experts doivent se réunir dans les trois mois pour mettre au point des programmes d'action précis qui seront soumis aux autorités.

PAUL BALTA.

Rwanda

TRENTE-CINQ RÉFUGIÉS SE SONT DONNÉ LA MORT SUR LA FRONTIÈRE AVEC L'OUGANDA

Trente-cinq personnes se sont donné la mort à la frontière ougandaise-rwandaise, les autorités du Rwanda ayant interdit l'accès de leur pays aux réfugiés en provenance du sud de l'Ouganda, a déclaré, mardi 9 novembre, à Genève, un représentant du H.C.R. (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés).

Selon ce représentant, qui a indiqué tenir cette information de réfugiés parvenus au Rwanda, on a enregistré, au poste frontière de Tugima, qu'il y a eu 45 000 arrivées depuis un mois. Les réfugiés qui se sont suicidés, a-t-il indiqué, étaient des personnes âgées ou infirmes qui, désespérées de ne pouvoir entrer au Rwanda, ont choisi la mort plutôt que de rester en Ouganda où elles étaient victimes d'exactions.

Ces réfugiés, rappelle-t-on, sont en très forte majorité d'origine rwandaise, et cherchent à rentrer dans leur pays, quitté en 1959 ou en 1963. Pendant ces deux années, une population estimée à l'époque à environ 100 000 personnes était partie pour l'Ouganda, d'où les autochtones aujourd'hui les chassent, brûlant leurs maisons et pillant leurs biens selon le H.C.R. Ce dernier a mis sur pied un programme d'urgence d'aide aux réfugiés installés tant dans des camps de fortune au Rwanda, qu'à la frontière côté ougandais.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La caisse de retraite ne peut plus remplir ses obligations

Washington. — Si le chômage a été le thème dominant des élections du 2 novembre, toutes les enquêtes montrent que les Américains avaient un deuxième souci en entrant dans l'isoloir : l'avenir de la sécurité sociale. Il s'agit d'un dossier explosif auquel la classe politique essaie d'échapper depuis deux ans. Le nouveau Congrès n'a plus le choix : il est

contraint de s'attaquer d'urgence à ce problème et de lui chercher une solution. Aux Etats-Unis, la sécurité sociale ne comporte que trois volets : les retraites, l'invalidité et l'assistance médicale aux déshérités et aux personnes âgées. Mais, avec un budget de 225 milliards de dollars, elle représente 30 % des dépenses fédérales en 1983. Ses bénéficiaires sont au nombre de trente-six millions.

De notre correspondant

Le système affronte un autre problème à plus long terme : la démographie. Les Etats-Unis ont une population plus jeune que celle de la plupart des pays européens, mais qui est en voie de vieillissement. La proportion des Américains de plus de soixante-cinq ans (12 %) est presque deux fois plus importante qu'en 1940 (6,8 %). Des millions de travailleurs, nés pendant le « baby boom » de l'après-guerre, arriveront à l'âge de la retraite à partir de l'an 2010. Il n'y aura plus alors que deux cotisants pour un retraité, contre trois aujourd'hui et, seize en 1959.

La commission Greenspan a le choix entre plusieurs solutions : ● Réduire les allocations, en n'appliquant plus intégralement le mécanisme de l'indexation. Cette mesure serait vivement ressentie par les retraités dont les principales dépenses (chauffage, alimentation, soins médicaux) augmentent plus vite que l'indice global et qui ne jouissent pas tous d'aides supplémentaires.

Leur pension moyenne n'est déjà pas très élevée : 416 dollars par mois (3 000 F) avec le taux de change actuel, mais 2 000 à peine avec celui d'il y a deux ans). ● Augmenter les cotisations dès à présent. Elles ne devaient croître qu'à partir de 1985, de façon à faire « payer » à la génération du « baby boom » sa propre retraite.

● Financer le déficit, grâce à d'autres chapitres du budget (comme en France et dans divers pays européens) ou à un prêt du Trésor. S'engagerait-on dans cette voie, alors que le déficit budgétaire est estimé à 155 milliards de dollars en 1983 ? ● Elargir le système, en l'étendant aux fonctionnaires fédéraux et aux employés des organismes à but non lucratif. Il ne peut s'agir que d'une mesure annexe, son bénéfice étant estimé à 5 milliards de dollars par an.

● Reculer l'âge de la retraite, qui est actuellement de soixante-cinq ans pour les hommes comme pour les femmes. Les arguments ne manquent pas pour arriver progressivement à soixante-huit ans : les Américains vivent plus vieux, leurs tâches professionnelles sont moins fatigantes... Mais ce n'est pas le genre de proposition qui soulève l'enthousiasme lorsque le chômage bat tous les records de l'après-guerre (10,4 % en octobre). A noter aussi que la préretraite, autorisée dès soixante-deux ans, attire une majorité d'Américains en âge d'en profiter.

Les démocrates s'opposent à une réduction des allocations. Quant aux républicains conservateurs, ils refusent une hausse des cotisations qui réduirait les allègements fiscaux qu'ils ont obtenus et pour lesquels ils se sont battus. Composée de dix républicains et de cinq démocrates, la commission Greenspan devra trouver un compromis ou constater publiquement un désaccord.

Dans la première hypothèse, le Congrès pourrait se saisir du dossier dès l'ouverture de sa session ordinaire en janvier et arriver sans trop de drames à une solution. Pour s'attaquer peut-être ensuite aux deux autres volets de la sécurité sociale : l'assurance-invalidité et, surtout, l'assistance médicale dont les dépenses sont en progression géométrique.

Si la commission Greenspan ne parvient pas à un compromis, on assistera à de longues polémiques au Congrès. La sécurité sociale apparaît alors comme un bon cheval de bataille pour l'élection présidentielle de 1984.

R. S.

Suriname

Les militaires acceptent de négocier avec les syndicats le retour à un régime civil

L'homme fort du Suriname, le colonel Desi Bouterse, a admis le lundi 8 novembre, l'impopularité de certains aspects de son expérience « socialiste ». Après les grèves et les dissensions qui ont secoué le gouvernement depuis deux semaines, il a promis une politique plus modérée. Des négociations ont été entamées avec les syndicats pour une démocratisation du pays et une éventuelle remise du pouvoir aux civils. De son côté, le premier ministre, M. Henry Nysch, a déclaré que deux diplomates américains qui auraient encouragé les récents mouvements de grèves pourraient être expulsés.

L'unité fragile des militaires, dont les chefs avaient déclaré leur « amitié » pour Grenade, le Nicaragua et Cuba, a été sérieusement atteinte par le défi lancé par M. Desi Bouterse, dirigeant conservateur du plus grand syndicat du pays, le Moederbond.

La semaine dernière, le jour même de l'arrivée au Suriname du premier ministre de Grenade, M. Maurice Bishop, le 28 octobre dernier, avait déclenché des grèves suivies de manifestations populaires.

M. Desi Bouterse a déclaré à sa sortie de prison que « les militaires du pouvoir depuis février 1980 ont mené le pays à la catastrophe ». Il est vrai que l'insécurité des militaires face à une situation économique précaire leur a valu une impopularité grandissante. Les prisonniers des Pays-Bas, l'ancienne métropole, et celles de Washington pour empêcher un « virage à gauche », n'ont pas non plus facilité leur tâche.

Les militaires ont donc cédé, acceptant la demande de M. Desi Bouterse de leur remettre le pouvoir pour l'organisation d'une assemblée constituante. Mais le colonel Bouterse et les militaires les plus radicaux ne veulent pas le retour à une démocratie à « l'européenne », qui, selon eux, ne convient pas au Suriname.

Les négociations butent d'autre part sur la question de l'éventuelle dissolution de la milice créée par les « radicaux » de l'armée. Le conseiller des syndicats, M. André Baskin, ancien vice-premier ministre, accuse cette milice d'avoir mitraillé sa maison, le 5 novembre.

G. C.

Haute-Volta

LE MÉDECIN-COMMANDANT JEAN-BAPTISTE OUEDRAGO DEVIENT CHEF DE L'ÉTAT

Selon Radio-Ouagadougou, captée à Niamey, mardi 9 novembre, le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedrago, qui a renversé dimanche le colonel Saye Zerbo, est devenu, mardi, chef de l'Etat voltaïque.

Le calme règne dans la capitale, ainsi qu'à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du pays, située à 120 kilomètres au nord, et le commandant Jean-Baptiste Ouedrago, président du Conseil provisoire, a annoncé que le couvre-feu serait réduit à deux heures à partir de ce mercredi.

Le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedrago, président du Conseil provisoire de salut du peuple né en 1942. Catholique, il appartient à l'ethnie Mossi. Il a fait ses études médicales à l'école de santé armée de Bordeaux, dont il est sorti en 1974. Médecin-sous-lieutenant de l'armée voltaïque au 1^{er} octobre 1972, il a été nommé commandant en chef en 1978. Depuis quelque temps, il exerce à l'hôpital de Ouagadougou un service de pédiatrie, après s'être spécialisé dans ce domaine au centre hospitalier de Mulhouse.

La réputation du médecin-commandant Ouedrago est celle d'un homme discret et dépourvu de tout passé politique.

LE GOUVERNEMENT DU GUATEMALA

Par égard à l'opinion publique mondiale, déclare qu'il dément les accusations émanant de diverses sources et selon lesquelles il y avait un plan de massacrer cinq mille paysans de San Martin Jilotepeque.

Ces paysans, installés temporairement à San Martin Jilotepeque, ont fui la guérilla et se sont livrés volontairement au gouvernement ; en conséquence et conformément aux normes de respect des droits de l'homme et de la liberté individuelle, il leur a été assuré sécurité, aliments, toit et travail.

Leur rassemblement en un seul endroit s'est avéré nécessaire pour réaliser, avec assistance de la Croix-Rouge, une campagne médicale pour les soigner des diverses maladies contractées alors qu'ils erraient dans les montagnes, sous-alimentés et manquant d'un minimum de conditions d'hygiène.

Après avoir reçu les soins requis et, selon leur état de santé, ces paysans sont dirigés sur des centres d'assistance ou retournent à leurs villages pacifiés.

Au Guatemala, les portes sont ouvertes aux organisations et aux personnes de bonne volonté désireuses de s'y rendre en toute liberté et sécurité, comme vient de le faire, après y avoir été invitée, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, et elles pourront ainsi constater par elles-mêmes la fausseté des accusations calomnieuses et les contre-vérités formulées à l'égard du gouvernement actuel, qui émanent de certaines institutions collaborant avec la guérilla pour déstabiliser un pays de plus en Amérique latine.

Le gouvernement du Guatemala réitère devant l'opinion mondiale sa résolution de rétablir la paix sociale dans le pays, base fondamentale pour le complet exercice de la démocratie.

Guatemala, octobre 1982.

SECRETARIA RELACIONES PUBLICAS
PRESIDENCIA REPUBLICA
PALACIO NACIONAL
GUATEMALA.

FOURRURES du NORD

Nos 2 magasins seront OUVERTS exceptionnellement

JEUDI 11 NOVEMBRE

de 9h. à 19h30. sans interruption

115, 117, 119, rue La Fayette 100, Av. Paul Doumer
PARIS 10^e PARIS 16^e
PRES GARE du NORD ANGLE RUE de la POMPE

VOLVO 340 GL
5 portes, 6 CV 5 vitesses, 70 ch à 5500 tr/min. Réservoir d'essence isolé de l'habitacle. 40000 km avec 100000 km. Incomparable sécurité de bord équipée de 16 airbags, climatisation avec 14 sorties d'air. Consommation sur 100 km à 90 km/h : 6,5 l/100 km, à 120 km/h : 8,5 l/100 km, 90 km/h : 6,5 l/100 km. La VOLVO 340 GL, vous offre tout ce que vous voulez.

6 cv. 5 vitesses
Bien sous tous rapports!

VOLVO 340 GL
5266

VOLVO
Elle est unique.

138, av. des Champs-Élysées
75008 PARIS - Tél. : 235.60.70

16, rue d'Orléans
92000 NEUILLY - Tél. : 747.50.05

112/114, rue Cardinet
75017 PARIS - Tél. : 766.50.35

72/76, rue de Longchamp
75016 PARIS - Tél. : 727.47.37

سكن من الاصل

Revis-Unit
Arrière ne peut plus se mordre ses obligations

Le bureau exécutif du parti socialiste devait examiner, mercredi 10 novembre, les critiques émises le 5 novembre par M. André Laignel, député de l'Indre, membre du secrétariat national du P.S., sur la politique économique et sociale du gouvernement. M. Laignel avait notamment déclaré, à propos du financement des allocations familiales : « A force de faire plaisir à nos adversaires, nous risquons de désappaiser nos amis ». Le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, avait alors estimé qu'il était préférable que ce débat « eût lieu entre socialistes plutôt que sur la place publique ».

Mardi 9 novembre, lors de la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Laignel a maintenu ses propos et M. Jospin ses positions. M. Jospin, président du groupe, a fait remarquer, pour sa part, que les déclarations de M. Laignel, qui est, selon lui, « un mitterrandiste pur

suriname
Les militaires acceptent de négocier avec les syndicats le retour à un régime

Changement de cap ? Les militaires acceptent de négocier avec les syndicats le retour à un régime

6 cv. 5 vitesses
Bien sous tous rapports!

VOLVO

Le Monde politique

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

AGRICULTURE : les dindes françaises débarquent sur le sol de la « perfide Albion »...

« Je veillerai à ce que les temps de parole soient strictement respectés : pendant la séance de ce soir, je ne tiens pas à me coucher à quatre heures du matin. Lorsque les orateurs auront dépassé le temps pour lequel ils sont inscrits, leurs propos ne seront plus reproduits au Journal officiel. » Ainsi s'exprime M. Jean-Pierre Michel (P.S., Haute-Saône), vice-président de l'Assemblée nationale, mardi 9 novembre, à 9 h 30, à l'ouverture du débat sur le budget de l'agriculture. M. Michel sait de quoi il parle : l'inflation verbale des députés sur les problèmes agricoles est légendaire.

M. Michel se livre dans le fauteuil présidentiel, appelle le premier orateur, c'est parti ! Pres de onze heures de débat, vingt-huit orateurs, puis plus de quarante au cours de la procédure des questions (certains, il est vrai, en ont posé plusieurs), un discours de près de deux heures du ministre de l'agriculture.

Le socialisme marche ! Telle est — semble-t-il — la démonstration à laquelle, en se félicitant des résultats de l'année 1982 (« une bonne année agricole »), a voulu se livrer Mme Cresson. Bien entendu, le ministre se garde bien de s'en attribuer le mérite, mais, force lui est de constater que « certains d'entre nous m'avaient donné rendez-vous, l'un dernier à la même époque. Je suis au rendez-vous, et je crois pouvoir dire que le gouvernement a démontré qu'il savait gérer l'agriculture de la France, qu'il savait se battre pour la défense des revenus des agriculteurs ». Et tout dans un « changement de fond » et un « changement de fond ». On parlait de « division » introduite dans le milieu agricole par la reconnaissance du pluralisme syndical, de « déstabilisation », on précisait une « vague de démagogie, de violence, de contestation » ! Quelle division, quelle déstabilisation, quelle violence ? Mme Cresson s'étonne. Elle reconnaît que « des circonstances climatiques favorables » l'ont un

peu aidé, mais — « sans fausse modestie » — « je peux aussi dire que l'action conduite par le gouvernement et par le ministère de l'Agriculture aura également contribué à ces bons résultats. Comme le disait Joffre : « On ne sait pas qui a gagné la bataille de la terre, mais si elle avait été perdue, on s'en serait bien vu par qui ». M. Tavernier (P.S., Essonne) est bien d'accord : « Les choses nous ont été propices, madame, mais la qualité de la récolte n'explique pas tout ».

Mme Cresson a « des raisons de penser » que le revenu agricole en 1983 sera positif. C'est la première fois que cela se produira depuis huit ans ! Premier point : le deuxième : « Le bilan de la conduite de la négociation agricole européenne en 1982 montre que les objectifs annoncés ont été atteints pour la plupart. Au cours de la négociation pour les prix 1982-1983, j'ai obtenu une hausse des prix d'environ 13 % ».

Sur une question de M. Chouat (P.S., Côte-d'Or), Mme Cresson est en mesure d'annoncer une « bonne nouvelle » : « Ce matin, un premier camion de 10 tonnes de dindes a quitté sur le territoire britannique ».

Le socialisme ? Ça ne marche pas ! C'est ce qu'entend prouver M. Elan (U.D.F., Lozère) : « Vous sacrifiez l'avenir de l'agriculture et du pays rural ». La « décentralisation-spectacle » ? M. Blanc se dit « étonné » qu'elle ne recouvre pas « une machine à sous ». Le gouvernement va-t-il réduire les crédits de la dotation globale d'équipement de 25 % ? J'en ai peur, indique le maire de La Canourgue, car une telle opération est typique du mode de gouvernement social-démocratique. « Vous ne manquez pas d'ajouter : « Vous n'avez pas le droit d'asphyxier l'enseignement privé ! » Après lui, beaucoup de députés de l'opposition reprendront sur le sujet les différents transferts de crédits (voir encadré) : « Cet

effeuillage est-il la manifestation d'une colonie plus politique de briser l'unité du monde agricole ? » « On assiste à une véritable débauche de moyens financiers », M. Gossault (R.P.R., Finistère). M. Mayoud enchaîne : « En favorisant l'éclatement des centres de décision, le budget témoigne d'un souci de pénaliser une catégorie de citoyens massivement insensibles aux charmes du socialisme ». M. Gossault réplique : « On ne peut, à la fois, déclarer accepter la liberté de l'enseignement et l'étouffer en privant, par une nationalisation rampante, le secteur privé des moyens nécessaires à son existence ». Alors même que ce type d'enseignement accueille « treize mille élèves sur seize mille en Bretagne ». Bref, ce budget « est bien dans la ligne de la politique agricole déplorables que vous menez depuis dix-huit mois ».

Cognac : la coupe est pleine

sur le bureau de l'Assemblée nationale. L'esprit de cette réaction réside « dans la lutte contre une concentration foncière trop forte et un accès moins onéreux à la terre. Il s'agit d'abord de lutter contre les concentrations, en en limitant le soin à des conseils, des offices d'agriculture, et de lutter contre la spéculation par les SAFER ».

L'enseignement agricole privé : le gouvernement a engagé des consultations « de façon à permettre de décaler les axes d'une nouvelle législation mieux adaptée que l'actuelle loi Guéhenne ». Il faut redéfinir les relations financières, pédagogiques et administratives entre l'État et l'enseignement agricole privé. L'enseignement technique agricole doit s'affirmer comme une composante originale du grand service public de l'éducation nationale. Mais cette unification ne nécessite pas a priori la constitution d'un grand ensemble administratif unique et centralisé. Il faut arriver à « la parité des statuts des personnels et à leurs conditions de travail » et à une enveloppe budgétaire commune. Mme Cresson poursuivra son action pour parvenir à « une meilleure connaissance des revenus ».

Cinq orientations caractériseront l'action du ministre de l'Agriculture en 1983 : 1) l'enseignement et la formation ; 2) l'installation des jeunes en agriculture ; 3) le développement des marchés de produits ; 4) l'industrialisation de la production. Bien entendu, Mme Cresson fera le maximum pour réduire les montants des compensations monétaires versées aux producteurs de la France. Et puis, comme une discussion budgétaire sans amendements ne serait pas une vraie discussion budgétaire, Mme Cresson en a annoncé quelques-uns : 5,9 millions de francs supplémentaires pour la régularisation des vices de la loi de 1960 ; 20 millions de francs supplémentaires pour les bourses scolaires ; 100 millions de francs supplémentaires pour la dotation d'installations aux jeunes agriculteurs.

Les crédits

Le projet de budget du ministère de l'Agriculture pour 1983 fait apparaître plusieurs mouvements de crédits :

- 1) Transfert à la Caisse nationale d'allocations familiales des crédits correspondant aux prestations familiales du R.A.P.S.A. (budget annexe des prestations sociales agricoles), soit 4 915 millions de francs ;
- 2) Transfert au budget du ministère de l'Intérieur des crédits destinés aux collectivités locales et aux départements de compétences et de la dotation globale d'équipement, soit 42,185 millions de francs pour la formation professionnelle, soit 13,1 millions de francs pour le programme et 15,171 millions de crédits de paiement ;
- 3) Transfert au ministère de la Santé des crédits destinés au service de la répression des fraudes. Ce transfert porte sur mille trois cent cinquante-neuf emplois ; 152,22 millions de crédits de paiement et 1,61 million d'autorisations de programme ;
- 4) Prise en charge, par le ministère de la Santé nationale, d'une partie des crédits du service national des objets de conscience, soit 10,82 millions ;
- 5) Transfert aux services du premier ministre de l'essentiel des crédits de fonctionnement de la formation professionnelle des agriculteurs, soit 38,92 millions.

L'ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU GÉNÉRAL DE GAULLE

A l'occasion du dixième anniversaire de la mort du général de Gaulle, M. François Mitterrand a fait déposer, mardi 9 novembre, une gerbe de fleurs sur la tombe de l'ancien chef de l'État, au cimetière de Colombey-les-Deux-Églises, par le chef de son état-major particulier, le général Jean Saulnier.

Quelques cinquante personnes, dont une centaine de compagnons de la Libération, ont assisté à une messe commémorative en l'église de Colombey.

Les députés socialistes débattent de la politique économique et sociale du gouvernement

Le bureau exécutif du parti socialiste devait examiner, mercredi 10 novembre, les critiques émises le 5 novembre par M. André Laignel, député de l'Indre, membre du secrétariat national du P.S., sur la politique économique et sociale du gouvernement. M. Laignel avait notamment déclaré, à propos du financement des allocations familiales : « A force de faire plaisir à nos adversaires, nous risquons de désappaiser nos amis ». Le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, avait alors estimé qu'il était préférable que ce débat « eût lieu entre socialistes plutôt que sur la place publique ».

Mardi 9 novembre, lors de la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Laignel a maintenu ses propos et M. Jospin ses positions. M. Jospin, président du groupe, a fait remarquer, pour sa part, que les déclarations de M. Laignel, qui est, selon lui, « un mitterrandiste pur

LE RAPPORT DE M. GAYSSOT AU COMITÉ CENTRAL

Le P.C. : de nouvelles nationalisations sont nécessaires

Le comité central du parti communiste a adopté, mardi 9 novembre, une résolution approuvant le rapport que lui avait présenté, à l'ouverture de sa réunion, lundi 8 novembre, M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique, chargé de l'activité du parti dans les entreprises. La résolution affirme que « mener la bataille de l'entreprise et la gagner, ce doit être l'objectif numéro un de tout le parti ».

Rendant compte à la presse des travaux du comité central, M. Gayssot s'est déclaré d'accord avec le président de la République pour souligner que « l'entreprise, ce n'est pas seulement celui qui la possède, c'est celles et ceux qui la font vivre » et qu'il faut « faire reculer les charges induites par les entreprises », étant entendu qu'il s'agit essentiellement, aux yeux des communistes, du « débourgeoisement », au profit des patrimoines privés, des « richesses produites par le travail ». M. Gayssot a souligné que « ce n'est pas par la régression sociale que l'on résoudra les problèmes économiques » et que c'est sur le terrain de la nationalisation et de l'expansion qu'on peut gagner en compétitivité.

Les communistes estiment que les travailleurs devraient avoir, à travers les comités d'entreprise, davantage d'informations sur la marche de l'entreprise, mais aussi la possibilité de donner leur opinion et d'influencer la gestion dans le sens du progrès social et économique ». Selon M. Gayssot, « le patron conserve ses pouvoirs, mais le comité d'entreprise devrait être plus directement responsable dans le domaine de la formation, par exemple ».

M. Gayssot a rappelé que le P.C.F. souhaite « le maintien d'un secteur important du P.M.E. ». Dans un rapport, qui doit être édité en brochure, M. Gayssot déclare que les communistes doivent agir pour améliorer le rôle du secteur nationalisé dans la vie économique et sociale et que

PARIS DAKAR 2200F

à partir de (VIA BANJUL) aller retour

nouvelles frontières le voyage moins cher, pour tout le monde

66, bd Saint-Michel 75006 Paris 329 12 14
13, rue du Pré-Botté 35000 Rennes 79 61 13

La composition des caisses de Sécurité sociale du régime général

Le Sénat contre le monopole syndical et l'absence de représentation paritaire

Le Sénat a adopté, mardi 9 novembre, en nouvelle et dernière lecture, après l'échec de la commission mixte paritaire, le projet de loi modifiant la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de Sécurité sociale. Mais, une fois de plus, le texte a été voté devant l'Assemblée nationale, qui aura le dernier mot, était trop différent du projet initial pour être approuvé par la gauche. Tandis que M. Bouvier (Roune-et-Rhône), au nom du groupe socialiste, regrette de devoir voter contre, Mme Midy (Haute-Saône), pour le P.C., dénonce les modifications votées par la majorité sénatoriale qui, pour elle, répondent aux vœux du patronat, et le ministre, M. Bérégovoy, déplore que « les efforts communs », un accord entre les deux Assemblées soit resté impossible.

M. Milland (Polyésie), exprimant le sentiment des sénateurs socialistes, en revanche, des améliorations apportées au projet.

Déjà, selon les uns, améliorées aux yeux des autres, le projet adopté par le Sénat comporte les principales modifications suivantes : à l'initiative du rapporteur de la commission, la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de Sécurité sociale, M. Bérégovoy, député socialiste, a proposé de rétablir le paritarisme entre les représentants des employeurs et ceux des salariés.

Il a supprimé les sièges accordés à des personnalités « qualifiées », et écarté le monopole syndical de présentation des candidatures.

Il a supprimé l'article 40 fixant les modalités de financement des opérations électorales, souhaitant que l'État prenne en charge le financement au lieu d'en faire supporter le poids aux entreprises, aux communes et à la Sécurité sociale.

A propos de l'article 22 concernant le monopole syndical de candidature et la représentation majoritaire des salariés, un débat s'est instauré entre le ministre des affaires sociales et le rapporteur. Ce dernier, M. Souvret (R.P.R., Doubs), met en cause la constitutionnalité de l'article : six millions de personnes sur les vingt-neuf millions d'assurés ne sont pas représentés dans les conseils. Cette inégalité, estime-t-il, viole un principe de la Constitution.

Quant au monopole syndical, M. Bérégovoy oppose à cet argument la jurisprudence du Conseil constitutionnel. En témoignage, dit-il, les décisions qu'il a prises pour les élections aux conseils d'administration.

Certaines catégories, les retraités notamment, auraient une double représentation ; inégalité jugée elle aussi inconstitutionnelle par le rapporteur.

« Même s'il y a rupture du principe d'égalité », répond le ministre, cela ne signifie pas que la disposition en cause soit pour autant non conforme à la Constitution.

« Il ressort en effet de la jurisprudence du Conseil constitutionnel que deux conditions sont exigées pour que des textes de loi puissent être déclarés inconstitutionnels : les dispositions doivent être individuelles ou catégorielles et le principe d'égalité ; d'une part que les individus ou catégories en cause soient dans des situations différentes ; d'autre part, que la distinction des règles ne soit pas incompatible avec la finalité de la loi. Il ne fait aucun doute ici, conclut-il, que les dispositions mises en cause satisfont à cette double condition ».

Quant au monopole syndical, M. Bérégovoy fait remarquer qu'il ne peut s'apprécier que par la représentativité des organisations sur le plan national.

Le Conseil constitutionnel tranche puisque soixante députés ou sénateurs, indique le rapporteur, se préparent à déposer un recours.

Les choix scientifiques et technologiques

Le Sénat a ensuite adopté la proposition de loi due à l'initiative de M. Chapuis, député socialiste de l'Arèche, visant à créer un « office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques », sur le modèle de l'Office of Technology Assessment, créé en 1973 aux États-Unis. Mais, sur proposition du rapporteur, M. Rausch (Un. centr., Moselle), les sénateurs ont sensiblement restreint la portée de la proposition votée par l'Assemblée nationale. Cet « office », ont-ils demandé, ne sera qu'une simple « délégation parlementaire ».

Le Sénat y sera représenté à parité avec l'Assemblée nationale. La proposition votée à l'Assemblée prévoyait : dix députés, six sénateurs.

Le Sénat contre le monopole syndical et l'absence de représentation paritaire

Le Sénat a adopté, mardi 9 novembre, en nouvelle et dernière lecture, après l'échec de la commission mixte paritaire, le projet de loi modifiant la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de Sécurité sociale. Mais, une fois de plus, le texte a été voté devant l'Assemblée nationale, qui aura le dernier mot, était trop différent du projet initial pour être approuvé par la gauche. Tandis que M. Bouvier (Roune-et-Rhône), au nom du groupe socialiste, regrette de devoir voter contre, Mme Midy (Haute-Saône), pour le P.C., dénonce les modifications votées par la majorité sénatoriale qui, pour elle, répondent aux vœux du patronat, et le ministre, M. Bérégovoy, déplore que « les efforts communs », un accord entre les deux Assemblées soit resté impossible.

POLITIQUE

M. Pierre Mauroy va rendre visite à la plus ancienne municipalité socialiste de France : Commeny

Le dernier des « Marianneux »

De notre envoyé spécial

M. Pierre Mauroy doit se rendre, vendredi matin, 12 novembre, à Commeny (Aisne) pour assister le gouvernement à la célébration du centenaire de la première municipalité socialiste de France. Le premier ministre prononcera une allocution à 11 heures, dans la salle des fêtes locale.

Mouline. — On arrive à Commeny le cœur battant, la curiosité empreinte de défiance à la pensée de découvrir enfin, dans ce rudois pays bourbonnais, ce célèbre sanctuaire du mouvement ouvrier. Perçus dans la première municipalité socialiste du monde ! La première mairie rouge de France !

La première impression est décevante. L'hôtel de ville de ce chef-lieu de canton n'a rien que de très banal et la place du 14-Juillet, qu'il domine, avec son parking bordé de platanes sans envergure et sa ceinture de boutiques, n'exprime aucune originalité. On sent donc les reliques espérées ? Certainement pas du côté de l'ancienne mine de charbon à ciel ouvert. Toutes les tranchées y sont inondées depuis que le gisement, épuisé, a été abandonné, au début du siècle. Il ne reste presque plus rien des trois crassiers, érodés par les hommes qui ont utilisé ces résidus pour des travaux de remblai.

Ah ! voici la fameuse forge d'où jaillit l'une des premières révoltes sociales de l'ère industrielle. Les ateliers de bricole et de métal, sur lesquels, ici ou là, court le lierre, dressent leurs masses à deux pans du centre de la ville. Est-ce un monument commémoratif, cette statue de bronze érigée, là, sur cette place, devant l'entrée de l'usine, entre une pharmacie et un atelier photographique ? Ne représente-t-elle pas un ouvrier forgeron ? Il s'agit d'un dépôt de l'Etat, récupéré au pavillon de l'Allemagne après l'Exposition internationale de 1930 !

Seuls les noms des rues évoquent directement le passé. Ici, c'est la place Marceau, du nom du propriétaire de la forge, Charles-Auguste Marceau, qui représentait le département à la Chambre, parmi les députés bonapartistes, à la fin du siècle dernier, quand à Commeny les patrons de la mine et de la force se succédaient non seulement à la députation, mais aussi à la mairie, au conseil d'arrondissement et au conseil général. Mais tout autour de la place les rues s'appellent Louis-Auguste-Blanqui, Jules-Guesde, Camille-Desmoulins.

Il y a surtout, montant de la place du 14-Juillet et dépassant la place Marceau, la rue Christophe-Thivrier, le fameux « Christou » : entré à la mine à treize ans, puis boulanger, fabricant d'huiles, marchand de vins, révolutionnaire dans l'âme, élu le 4 juin 1882 premier maire socialiste du monde avant de devenir, en 1889,

le légendaire « député en blouse » expulsé manu militari du Palais Bourbon, le 27 janvier 1894, pour avoir crié en séance : « Vive la Commune ! »

Aujourd'hui, Commeny demeure une ville de forgerons. La forge locale est même le seul centre sidérurgique français qui ne soit pas en déficit. On y fabrique des aciers spéciaux pour l'aéronautique. Pourtant, dans les ateliers, la vie politique et militante n'est plus ce qu'elle était. Seuls quelques anciens évoquent encore, en faisant appel aux récits de leurs pères, cette époque terrible de la fin du Second Empire où la plupart des ouvriers gagnaient net 220 F par jour, le prix d'un livre de beurre. Cette époque où la compagnie exploitait la forge exploitait aussi, ingénieusement, une coopérative interne où les membres du personnel devaient obligatoirement s'approvisionner. Le total des achats était ensuite retenu sur le salaire. Cette époque où le paternalisme du patronat n'avait d'égal que son intransigence. Jusqu'au jour où Christophe Thivrier et quelques compagnons, prenant exemple sur les Carbonari, constituèrent une société secrète qu'ils appelèrent tout naturellement la « Marianne », parce qu'ils se proposaient de défendre la République. Jusqu'à ce jour de 1882 où ces « Marianneux », comme on les appelait dès lors, donnèrent à leur ville un pouvoir municipal de gauche. Un pouvoir que la droite locale n'est jamais parvenue à reconquérir.

Un marginal

Cent ans après, le dépositaire de cet héritage, c'est M. Georges Rougeron, ancien sénateur, président honoraire du conseil général, maire de Commeny depuis 1947 sans interruption. Étonnant personnage que cet autodidacte, ancien peintre en bâtiment, fondateur des Jeunesses socialistes de l'Aisne en 1928, ancien secrétaire particulier de Marx Dormoy (1), qui détient tous les records du département en matière de durée de mandat municipal et cantonal, alors qu'il passe plus de temps dans les bibliothèques, à faire des recherches historiques, qu'au contact de ses amis politiques ou de ses électeurs.

Tranquille, discret, cet homme de soixante et onze ans, mince, aux traits fins, aux cheveux argentés, au regard doux derrière ses grosses lunettes, revendique comme « un honneur » d'avoir conservé la mairie de Commeny au parti socialiste. Son aura personnelle, qui débordait largement les clivages politiques traditionnels, tient à la complexité de sa personnalité. Ici on lui sait gré de n'avoir jamais recherché les honneurs, d'avoir une conception royaliste du civisme, de penser que la gauche au pouvoir serait plus soutenue si elle possédait mieux le sens

de l'ordre. On lui sait gré aussi d'être un sentimental. Il n'oublie jamais de faire accrocher le drapeau rouge au balcon de la mairie chaque 18 mars (anniversaire de l'insurrection de la Commune), comme chaque 1^{er} mai. La population, dans sa large majorité, apprécie les résultats d'une gestion essentiellement consacrée à moderniser et à équiper une ville qui compte actuellement 9 800 habitants environ. Car cet historien, qui se pique d'être le « dernier lien militant entre l'époque actuelle et les hommes de l'autre époque », est aussi un réalisateur. Sa méthode ? « La loi, la raison, le bon sens », répond-il, volontiers moraliste.

Ajoutons à cela un incontestable savoir-faire, ainsi qu'en témoigne la situation économique et sociale communényenne, moins difficile qu'ailleurs dans le département. La moins paradoxale n'est pas que le successeur de « Christou » soit devenu un élu fort apprécié des patrons locaux : « Pour qu'une situation économique soit bonne, il faut qu'existe un climat de confiance entre les entreprises et la mairie, souligne M. Rougeron. Si l'État fait le piquet de grève à la porte des usines, les patrons iraient investir ailleurs, et cela ne serait pas bon pour les travailleurs ». Et, dans un exemple en investissant de 36 milliards de centimes réalisés récemment par Rhône-Poulenc au profit de la principale usine de la ville, l'A.E.C. (fabrique de vitamines, mille deux cents employés).

Dans la vie politique locale, ce marxiste pragmatique apparaît, en fait, comme un marginal. Spirituellement, il est le dernier des « Marianneux ». Le marginal pourtant très discipliné : « Je suis le seul maître de France qui ne se préoccupe pas, avant les élections municipales, de la constitution de sa liste. C'est l'affaire de parti. Mais un militant peu assidu : « J'ai peu de goût pour la multiplication des réunions ». Et, surtout, un élu fort solitaire dans l'exercice du pouvoir : « Je ne sais pas travailler en équipe ». C'est ce que lui reprochent les conseillers municipaux du P.C. (le nombre de huit contre dix-neuf socialistes et apparentés). « La démocratie ne consiste pas à étaler tous les problèmes sur la place publique, rétorque le maire. Je suis l'exécutif, j'assume mes responsabilités. » Il faut croire que, dans l'ensemble, la méthode a du bon, puisque, aux municipales de 1977, la liste d'union de la gauche n'avait aucune rivale et qu'on ne rencontre à Commeny aucun écho des inégalement catégorisés qui font ailleurs l'actualité sociale.

La continuité ?

Si le P.S. en est d'accord — comment ne le serait-il pas ? — M. Rougeron briguera à nouveau mandat en mars prochain, sans tambour ni trompette, comme d'habitude : « Je ne fais ni les marchés ni les biers. D'ailleurs, j'ai une mauvaise vue et je ne reconnais pas les gens. On me connaît davantage par ce que je fais que parce qu'on me voit. »

Les élections municipales

D'UNE VILLE À L'AUTRE

● NANTES (Loire-Atlantique). — M. Michel Chauray, sénateur R.P.R. de Loire-Atlantique, conduira la liste de l'opposition. Il tentera de reprendre la mairie à M. Alain Chénard, P.S., qui, aux élections municipales de 1977, avait battu M. André Morice, sénateur (gauche démocratique). M. Chauray, sénateur de la Loire-Atlantique depuis 1968, s'était perdu, en 1977, après trois mandats successifs, la mairie de Saint-Herblain au profit du candidat du P.S. M. Jean-Marie Ayrault. L'accord survenu à Nantes entre les formations de l'opposition attribue un tiers des sièges au R.P.R., un tiers à l'U.D.F. et un tiers partagé entre des membres du C.N.I.P. et des socio-professionnels. M. Luc Lemaire, président départemental de l'U.D.F. et vice-président du conseil général, figure en deuxième position sur la liste conduite par M. Chauray.

● SAINT-NAZAIRE. — Le maire sortant, M. Étienne Gaur, P.S., ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat, pour des raisons de santé. C'est son premier adjoint, M. Joël Bateau, socialiste, qui conduira la liste d'union de la gauche (J.C.M.) — (Corresp.)

● L'Association professionnelle de la presse républicaine a célébré son cinquante-quinzième anniversaire, à l'occasion de son assemblée générale, au cours de laquelle M. Édouard Boncompagni, conseiller de l'Institut de France, a été réélu président.

LES « RENCONTRES » DU PARTI RÉPUBLICAIN

« Le socialisme n'est pas social »

Sur le thème « Le socialisme n'est pas social », le parti républicain a réuni, mardi 9 novembre, à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. François Lévêque, secrétaire général, quelque deux cents personnes. Cette première manifestation s'inscrit dans le cadre des « rencontres » que le P.R. entend organiser chaque semaine pour « préparer l'après-socialisme ». Évoquant tout à tour la situation de l'emploi, la fiscalité, la politique de l'habitat, la politique agricole, les animateurs de cette rencontre se sont efforcés de dresser « un premier bilan social de l'entreprise socialiste » et de montrer ce qu'ils appellent le « go and stop du progrès social ».

M. François d'Anbert, député de la Mayenne, a rappelé quelques-unes des « promesses sociales » faites par les socialistes avant le 10 mai pour souligner que la plupart d'entre elles ne courront être tenues. « Les socialistes font aujourd'hui la politique qu'ils dénonçaient hier comme

synonyme de régression sociale », a-t-il constaté. M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, a relevé qu'« un coup d'accélérateur au progrès social » avait bien été donné au lendemain du 10 mai, mais il a estimé que, faute d'avoir atteint « les objectifs de cette politique sociale », les socialistes donnent aujourd'hui « un coup de frein », notamment au pouvoir d'achat, aux prestations sociales et à la politique contractuelle. Il a notamment déclaré : « Le pouvoir d'achat, qui a résisté à deux chocs pétroliers, n'a pu résister au premier choc socialiste. Il a baissé de 600 milliards de francs « le déficit global de l'économie » pour les années 1982-1983, soit « l'équivalent de 10 000 francs par Français, de 35 000 francs par ménage ».

M. Jean-Yves Le Gallou, conseiller national du P.R., évoquant la politique du logement, a estimé « paradoxal qu'un mot qui est inscrit dans la loi (Quillot) le droit à l'habitat il devient de plus en plus difficile de se loger ».

Un sondage « Le Figaro » - Sofres

- 70 % DES SYMPATHISANTS DE L'OPPOSITION SOUHAITENT L'ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME COMMUN DU R.P.R. ET DE L'U.D.F.
- LES FRANÇAIS SONT AUSSI NOMBREUX À FAIRE CONFIANCE À LA GAUCHE QU'À L'OPPOSITION

En appelant ses partenaires à « rendre publiques leurs options communes », comme il l'a fait lundi 8 novembre (« Le Monde », du 10 novembre), M. Jacques Chirac exprime un sentiment largement partagé par les sympathisants de l'opposition, du moins tel qu'il apparaît dans le sondage publié par « le Figaro » du 10 novembre et réalisé par la Sofres, entre les 22 et 28 octobre, auprès d'un échantillon national représentatif de mille personnes. Selon la même enquête, les Français qui feraient confiance au R.P.R. et à l'U.D.F. pour « conduire les affaires du pays » sont aussi nombreux que ceux qui l'accorderont à la gauche : 40 %.

30 % des personnes interrogées (et 29 % des sympathisants de l'opposition) estiment que la tâche prioritaire de l'opposition est de « critiquer l'action des socialistes ». En revanche, 55 % (et 61 % des sympathisants de l'opposition) considèrent que l'opposition doit « faire des propositions ». 62 % (14 % étant d'un avis contraire) sont favorables à l'établissement par les partis de l'opposition d'un programme de gouvernement. Sur cent sympathisants de l'opposition, 84 % (contre 6 % d'un avis contraire) y sont favorables. Aux yeux de

47 % des personnes interrogées (et de 70 % des sympathisants de l'opposition), le R.P.R. et l'U.D.F. devraient établir « un commun » ce programme, pour 48 % (et pour 61 % des sympathisants de l'opposition), « avant les élections municipales ».

« Faciliter l'accès à la propriété de leur logement pour les personnes à revenu moyen » figure en tête des décisions considérées comme prioritaires et nécessaires par 87 % des personnes interrogées. Viennent ensuite le développement de l'intéressement des salariés aux bénéfices de leur entreprise (84 %), le développement du travail à temps partiel (77 %), l'allègement des charges sociales des entreprises (76 %) et la diminution du déficit budgétaire de l'État par la réduction des dépenses (71 %).

Ces différentes mesures sont également celles que réclament, avec le plus d'insistance, les sympathisants de l'opposition. Ces derniers sont 70 % à demander le retour au secteur privé des groupes industriels récemment nationalisés (cette proposition ne recueille la faveur que de 43 % de l'ensemble des personnes interrogées). La dénationalisation des banques est souhaitée par 67 % des sympathisants de l'opposition (mais par 38 % seulement de l'ensemble des personnes interrogées).

À la question de savoir en qui les personnes interrogées feraient le plus confiance dans quinze domaines, la gauche devance l'opposition dans huit de ces domaines : maintenir les avantages sociaux (49 % contre 25 %), créer des emplois (43 % contre 28 %), assurer la paix sociale (40 % contre 28 %), maintenir le pouvoir d'achat (35 % contre 32 %), assurer la liberté d'expression (33 % contre 24 %), assurer le bon fonctionnement des institutions (33 % contre 28 %) et diminuer le montant des impôts et des charges (31 % contre 25 %). En revanche, dans cinq domaines, l'opposition l'emporte sur la gauche : défendre le franc (44 % contre 27 %), assurer le bon fonctionnement de l'économie (33 % contre 35 %), permettre à l'économie française de faire face à la concurrence étrangère (37 % contre 32 %), accroître le rôle de la France dans le monde (34 % contre 32 %) et lutter pour la sécurité et contre la violence (33 % contre 31 %).

PUBLICITÉ ET INFORMATION GOUVERNEMENTALES

Fin de campagne

« Les yeux ouverts », c'est fini. La campagne publicitaire du gouvernement — la première du genre en Europe — expliquant aux Français ce qu'est l'inflation et comment on peut la combattre est, en effet, terminée depuis le 25 octobre. Il s'agissait d'informer, d'expliquer, de mobiliser. Les promoteurs de cette campagne, au cours d'une conférence de presse à Paris, mardi 9 novembre, ont paru satisfaits de l'impact de leurs « spots » télévisés et de leurs « messages » radio.

Cette « pub », originale et bien ciblée, aura finalement coûté 14,3 millions de francs, soit 0,26 centimes par citoyen. Une somme banale comparée à celles des campagnes pour les élections aux conseils de prud'hommes (16,5 millions) et pour la formation alternée des seize-dix-huit ans (10 millions). Une bagatelle qui a permis de toucher les 40 % de Français ignorant tout de l'inflation et de la signification même du mot. Un sondage d'opinion réalisé aux mois de juin et de juillet, avait, en effet, mis en évidence cette « malinformation » de beaucoup de citoyens, surtout de gauche. La « pub » du gouvernement — pédagogique, « simple mais pas simpliste » — a réussi à les

toucher chez eux, à l'heure du dîner.

M. Jean-Pierre Audour, publicitaire, P.-D.G. d'Ecom-Union, a insisté sur la nature de cette publicité : « Invitation » à un dialogue fait en commun, volonté de créer un dialogue. On était donc loin d'un message émotif, spectaculaire, asséné. Au contraire, les concepteurs ont voulu créer un climat d'échange. Pierre Mendès France, en 1954, avait innové en donnant rendez-vous aux auditeurs, le samedi, pour une « causerie ». Toutes proportions gardées, le gouvernement Mauroy a fait de même, dans le style des années 80, cherchant à forger une « nouvelle citoyenneté économique ».

Propagande ? Ce vain mot a parfois été prononcé. Le gouvernement répond en parlant de « communication ». Pour sa part, M. Audour, militant socialiste, a paru convaincu que les messages conçus par l'agence Eleuthère (Ecom-Union) se situaient « en amont des clivages politiques ». Il s'agissait, avant tout, d'accompagner « un acte de gouvernement », selon M. Thierry Pfister, conseiller auprès du premier ministre. Apparemment, aucune autre campagne publicitaire de ce genre n'est prévue prochainement. — L. G.

Fourrures George V
OUVERTURE EXCEPTIONNELLE
Jeudi 11 novembre
de 10h00 à 19h00 sans interruption
40, Av. George V, Paris 8^e

LE MONDE
diplomatique
NUMÉRO DE NOVEMBRE

LA TURQUIE DU SILENCE ET DE L'ESPOIR
Pourquoi militaire et « dictature de la bourgeoisie » (Ata Gül). — Les syndicalistes devant leurs juges. — La longue lutte de la classe ouvrière. — Quand l'islam réinvestit la ville... (Nur Vergin). — De l'usage du kéffarisme (J.A.). — Sous l'oppression, la longue marche de la culture (Abdine Dine). — L'indépendance, dans l'émigration (Aïtan Gokralp). — Le cinéma vers un nouveau réalisme (Onat Kutay). — Paysans et citadins (Ignacio Ramonet).

Une nouvelle de Yachar Kemal : **ÉCOUTE, L'AMI !**

LA DETTE DU TIERS-MONDE ET LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE : UN MERVEILLEUX ÉCRAN DE FUMÉE
(Claude Julien)

POUVOIR MILITAIRE ET CRISE ÉCONOMIQUE EN AMÉRIQUE LATINE
Le régime argentin sur la défensive (J.-C. Bernadex). — Brésil : l'opposition assurée de la victoire électorale à la tête des grands États de la fédération (Julia Jurune).

AU SUPERMARCHÉ PLANÉTAIRE DE L'ALIMENTATION
Les terres du tiers-monde pour nourrir les pays riches (Charles Condamin). — Quand le « progrès » aggrave la misère paysanne (David Kinley). — Lettre de prison. — Sous les tropiques : espoir des riches, espérance des pauvres (François de Ravignan).

4, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde — En vente partout
Le numéro : 10 F.

LANGLAIS
MAYTAIR INSTITUT

Le Monde

société

ÉDUCATION

LA PRÉPARATION DE LA NOUVELLE LOI D'ORIENTATION

Les renoncements du ministre

Après plusieurs mois d'auditions et de réflexion, M. Claude Jeantet, responsable d'une commission chargée de préparer la future loi d'orientation, a fourni au ministre de l'Éducation nationale, un ensemble de propositions afin de mieux adapter l'enseignement supérieur à ses missions (le Monde des 13 et 14 octobre). M. Alain Savary, dans sa première déclaration aux présidents d'université, au début du mois d'octobre, a semblé souscrire aux objectifs nouveaux définis par M. Jeantet. Puis, au fil des jours, la détermination du ministre s'est quelque peu estompée. L'entente, mais avec obstination, des groupes de pression, voire des proches de M. Savary, se sont employés à réduire toutes les innovations importantes contenues dans le projet de loi. En attendant les derniers arbitrages qui auront lieu à l'Élysée, des universitaires se montrent inquiets face à un projet qui, à force d'amendements et de renoncements à des principes, tend à n'être qu'un timide dépoussiérage de la loi d'orientation de 1968.

Les présidents d'université, particulièrement sensibilisés au projet de loi, avaient été favorablement impressionnés par la première prestation du ministre de l'Éducation nationale (le Monde des 10-11 octobre). Enx qui avaient, au mois de mai, à l'issue de journées de travail, formulé un nombre important de propositions, s'estimaient satisfaits de les voir prises en considération par le ministre. Ils exprimaient leur accord avec les missions nouvelles d'enseignement et de recherche confiées à des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel bien différents des actuelles universités.

Mais « toutes les espérances dont étaient portées les déclarations de M. Savary le 8 octobre, ne se retrouvent pas dans la note du 18 octobre présentant les principales dispositions de l'avant-projet de loi », explique M. Jacques Vaudaux, premier vice-président de la conférence. Entre les premières déclarations, certes assez générales, de M. Savary, et le texte écrit, une semaine s'est écoulée. Un temps assez court, mais suffisant à différents groupes de pression représentant les responsables des grandes écoles ou simplement des défenseurs du statu quo pour essayer de modifier les propositions de M. Jeantet.

Sans s'éloigner des principes qui guident son action de militant socialiste depuis plusieurs années, M. Jeantet propose en effet que les étudiants soient de plus en plus nombreux, de mieux en mieux formés, et même préparés à l'exercice d'une profession. Il prône une réelle démocratie dans tous les établissements et

la fin d'une concurrence artificielle et stérile entre Université et écoles. Des principes simples, mais qui choquent des responsables d'établissements et quelques enseignants peu soucieux de modifier les cursus.

M. Savary, toujours à la recherche d'un consensus qui ne heurte personne, semble avoir choisi de ne pas faire siennes les propositions de M. Jeantet. Un exemple, la sélection. En principe, elle est exclue puisque « tous les titulaires du baccalauréat et assimilés ont le droit de s'inscrire dans un premier cycle d'études supérieures ». Mais la note du 18 octobre ajoute que « des dispositions réglementaires peuvent prévoir des conditions supplémentaires pour des formations spécifiques ». Si l'on considère que les instituts universitaires de technologie (I.U.T.) ont certains établissements délivrent des formations spécifiques, il est possible de déroger à un principe général et de revenir à la situation qui existait actuellement.

Des points négatifs

Les responsables de la conférence des présidents d'université qui ont rencontré M. Savary le 4 novembre, lui ont fait part des observations de cette instance à la lecture de la note du 18 octobre. Ils ont évoqué le rôle des universités dans la délivrance, dans des conditions nouvelles, de diplômes d'ingénieur. Ils ont aussi regretté l'approche encore trop distincte de la formation dite initiale et de la formation continue. En ce qui concerne les structures des futurs établissements, bien qu'ils ne soient pas unanimes sur ce sujet, les présidents « sont inquiets des ris-

ques de perpétuation d'un régime facultaire peu favorable au développement de l'autonomie des établissements ».

Des syndicats enseignants de la FEN et de la C.F.D.T. souhaitent aussi que M. Savary fasse preuve d'un peu plus d'audace et — au minimum — reprenne des conclusions de M. Jeantet. Le responsable du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), M. Patrice Béghain, qui s'exprimait récemment au cours d'un colloque de son organisation, espère que le projet de loi sera modifié sur de nombreux points afin « qu'il marque la volonté politique de donner à l'enseignement supérieur tout son rôle dans les transformations sociales et culturelles que nous souhaitons ».

Lors du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) qui s'est réuni le lundi 8 novembre, un vœu proposé par les syndicats FEN, C.F.D.T. et UNEF (ex-Renouveau) constatant « les lacunes et les points négatifs » du texte du ministre a été adopté par 26 voix pour, 26 voix contre et 1 abstention. Ce même vœu demandé à M. Savary de « recueillir le projet dans de nombreux domaines (renforcement de la formation permanente, pas de dérogation à la démocratie pour les instances) ».

Vendredi dernier, lors des débats budgétaires à l'Assemblée nationale, M. Savary s'est moqué de ceux qui lui reprochent son immobilisme. La loi d'orientation lui offre une occasion de prouver que sa volonté de changer le système d'enseignement supérieur n'est pas seulement verbale.

SERGE BOLLOCH.

POLICE

Un entretien avec M. Joseph Franceschi

(Suite de la première page.)

Il y avait tellement à faire que j'ai saisi les dossiers les plus urgents. D'abord dynamiser la police, lui montrer qu'elle avait un chef qui est aussi un ami et un défenseur. Je crois y avoir réussi : la police sait à présent qu'elle n'est pas la « mal aimée » de l'État. Il faut aborder à présent d'autres problèmes : après la réconciliation de l'État et de la police, la réconciliation de la police et des citoyens.

Il faut trouver des formules nouvelles et originales dignes d'un véritable État démocratique et humaniste. La police doit travailler sous la vigilance de l'opinion. Celle-ci acceptera alors son action parce qu'elle saura qu'elle est effectuée dans un but d'harmonie sociale. En contrepartie s'il y a une défaillance, l'opinion sera également là.

Quelle forme prendrait cette vigilance ?

Le rapport de M. Belorgey sur les réformes de la police a déjà donné quelques idées à ce sujet. Pour ma part, je ne verrais pas d'inconvénients à ce que des citoyens fassent partie de certains organismes, un peu comme les conseils de parents dans les écoles. Les enseignants ont bien accepté que les parents d'élèves entrent dans les établissements pour s'intéresser à la vie de l'école ! Il n'est pas question que les gens interfèrent dans la vie interne de la police, mais pourquoi les Français qui sont les premiers intéressés, n'auraient-ils pas un droit, non pas d'inspection, mais de regard sur la police ? Ils pourraient ainsi mieux la comprendre et donc éventuellement la défendre.

« Pas de police socialiste »

Vous avez dit qu'il fallait reprendre en mains « l'ensemble des problèmes ? Reconstruisez-vous ainsi qu'il y avait, depuis le 10 mai, des flottements, des malentendus ou des incompréhensions entre le gouvernement et la police ?

L'ancien régime n'avait pas laissé celle-ci être la police de la nation. Des policiers s'interrogeaient : fallait-il servir le régime ou la nation ? Aussi lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, certains ont cru que nous allions leur demander la même chose, ceux qui ne partagent pas les opinions craignent d'être, cette fois, en difficulté. C'est ce héritage qui a créé le malaise. Or je tiens à mettre les choses au point : il n'est pas question pour nous de suivre une autre voie que celle du respect des droits et de la personnalité de chacun. Je demande aux policiers d'être des fonctionnaires républicains au service de l'État et de la démocratie en échange je garantis tous leurs droits.

Toutefois, les exemples de menées factieuses au sein de la police, dans le passé, ne manquent pas. En mars 1958, par exemple, des policiers ont cru pouvoir ébranler les institutions républicaines...

Nous ne leur permettrions pas ! Notre conception est claire : une police au service de l'État, et non pas d'un parti ou d'une faction. Ce n'est pas par hasard que les policiers ont été réorganisés par une loi de police républicaine, totalement neutre et impartiale.

L'agitation de certains syndicats de policiers, leurs critiques virulentes à l'égard du gouvernement, leur volonté de manifester dans la rue, ne menacent-elles pas cette conception républicaine ?

Il se peut que certains soient encore prisonniers des clichés du passé : nous les avons rassurés, à eux de comprendre. Je n'accepterai aucune déviation de cette conception d'une police au service de l'État. Dans un premier temps, j'ai expliqué que chacun y a son rôle à jouer. Mais s'il est produit des manifestations ou des actes de nature à détourner la police de son rôle ou tendant à la déconsidérer, je n'hésiterai pas à me montrer sévère.

Le projet de budget pour 1983 met, comme le précédent, l'accent sur l'équipement des effectifs. Cette démarche quantitative ne se fait-elle pas au détriment d'une réflexion plus qualitative ?

Je partage entièrement votre idée. C'est la raison pour laquelle nous faisons porter l'effort sur la formation des personnels. Pour faire face aux départs en retraite, à la diminution du temps de travail et à la situation actuelle, il nous faut encore recruter plus de policiers. Mais, ainsi que je l'ai dit au récent congrès des maires, il n'est pas question de fournir des policiers au rabais. Je veux que la sélection soit extrêmement fine et que la formation soit très poussée. Pour les gardiens de la paix nous avions auparavant, deux candidats pour une place au concours, nous en avons aujourd'hui

six et bientôt huit. C'est plus que suffisant.

Quand on recrute, il faut penser que c'est pour trente-cinq ans. On n'a pas le droit de confier la charge d'assurer le respect de la loi à quelqu'un qui n'aurait ni les qualités, ni la formation suffisantes. C'est ce qui explique qu'un délai s'écoule nécessairement entre le jour où nous créons les postes budgétaires et celui où le fonctionnaire arrive sur le terrain.

Quand j'ai expliqué cela aux maires de France, les conservateurs ont bougonné, c'est qu'ils ne veulent pas voir clair. Pour la droite, peu importent les décisions que nous prenons, ce qu'ils cherchent avant tout, c'est à inquiéter les populations... « la grande peur » pour essayer de capter des voix. On sent bien que l'opposition veut avec les prochaines municipales sur le thème de l'insécurité, en essayant de faire croire que nous sommes laxistes. Alors que c'est tout le contraire : c'est elle qui a laissé la police aller à vau-l'eau... Je souhaite une police plus nombreuse, mais mieux formée, préparée psychologiquement, apte à conduire l'environnement social. Car le policier, a un rôle de prévention, d'animation, il participe à la vie d'un quartier, c'est aussi un auxiliaire de la vie sociale.

« Il y a bavures et bavures »

Plusieurs « bavures » policières, récemment, n'ont pas contribué à cette réconciliation que vous souhaitez...

Il y a des bavures et bavures. Quand des policiers sont placés dans des circonstances telles qu'elles exigent un choix extrêmement rapide, ils peuvent commettre un impair. Aucun homme n'est parfait et la décision la meilleure n'est pas sur le moment toujours évidente et cela peut déboucher sur un événement regrettable, parfois tragique. C'est la faute professionnelle, le diagnostic erroné du médecin, le mauvais calcul du comptable... Certes tout écart est blâmable, mais il est parfois compréhensible.

En revanche l'erreur inadmissible est celle de l'homme qui se respecte par la déontologie professionnelle. Sa formation, son recrutement, son comportement sont alors en cause, ces bavures-là sont aussi souvent originaires d'un contexte médiocre, une mauvaise organisation du service par exemple. Quand on regroupe ensemble des hommes insuffisamment formés et livrés à eux-mêmes, il y a des risques.

Ce qui nous amène à la question des unités spécialisées, mises en cause, par exemple, dans la bavure de la rue Rossini.

Si le travail et notamment l'action anti-criminelle que mènent ces brigades doit continuer, la façon de l'organiser, les méthodes utilisées, doivent être revus complètement, telles qu'elles sont structurées, ces

unités sont cantonnées à part, sous l'autorité d'une hiérarchie propre, avec des policiers qui ne font que ça : Je veux modifier cette organisation pour regrouper les effectifs au niveau des commissariats d'arrondissement, sous l'autorité administrative traditionnelle. C'est à un commissaire local d'organiser le travail dans le cadre de la marche générale du service, en ayant bien sûr, s'il le faut, recours, à des spécialistes en fonction des aspirations des agents et des nécessités. Mais pas de brigade centrale, ayant une hiérarchie parallèle et sillonnant un vaste secteur inconnu ! Au contraire, il faut que l'action de tous parte de la connaissance parfaite du quartier et qu'il y ait un brassage de personnel sur un secteur réduit.

Trouvez-vous normal que des policiers inculpés après une « bavure » soient maintenus, durant l'instruction, au sein du même service ?

C'est un réel problème. Certains professent qu'il ne doit pas y avoir d'action administrative tant que l'action judiciaire n'est pas terminée, car elle risquerait d'orienter et de préjuger son résultat. D'autres estiment que les deux actions doivent rester indépendantes. La pratique oscille entre ces deux théories. Pour ma part j'entends qu'une doctrine claire soit fixée une fois pour toutes et qu'elle soit en liaison avec les représentants du personnel. Actuellement, il y a un vide administratif, toutes décisions ou absence de décision du ministre risquent d'être mal interprétées.

Au total on a le sentiment que vous vous êtes consacré essentiellement à la question quotidienne, aux problèmes d'intendance, mais que le projet, cher à la gauche, d'une « police nouvelle » était abandonné...

Pas du tout. Mais si j'avais commencé par ça, on m'aurait dit : « les terroristes sont là, la police a encore besoin d'effectifs, les policiers réclament des moyens accrus... » et vous, vous livrez à des rêveries... J'ai d'abord pris à bras le corps les problèmes les plus urgents : la lutte contre le terrorisme, le calendrier législatif, la préparation et la présentation du budget, etc. À présent, je vais pouvoir me pencher sur le moyen et le long terme.

En matière de terrorisme des gens ont été arrêtés, des armes et des explosifs saisis, mais aucun des attentats récents n'a été élucidé, ce qui est pour tout dire, un échec. N'y a-t-il pas là un peu d'échec ?

Absolument pas ! Les gens arrêtés étaient en possession d'objets qui étaient peut-être même pas des jouets ! Je me tiens à ce simple fait que j'ai retiré de la circulation du matériel terroriste, des revolvers, du plastique, des Kalachnikov... Je ne peux en dire plus tant que les opérations judiciaires sont en cours, je peux agir, mais je n'ai pas à en parler.

Propos recueillis par EDWY PLENEC

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE

M. Delanoë (P.S.) réclame une loi-programme pour la police

Lors de la discussion du projet de budget du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, M. Delanoë a réaffirmé sa position à l'Assemblée nationale. M. Bertrand Delanoë, député (P.S.) de Paris, devait demander au gouvernement l'organisation, « avant la fin de l'année 1983 », d'un débat devant le Parlement sur la réforme de la police nationale débouchant sur le vote d'une loi-programme.

Rapporteur de la commission des lois sur le budget spécifique consacré à la police nationale (le Monde du 29 septembre), M. Delanoë est, en effet, favorable à une réforme en profondeur de la police (qui) permette aux policiers d'être mieux dans leur peau... Lors de son audition par la commission des lois, M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, s'est déclaré « partisan » d'une telle loi-programme, qui selon M. Delanoë devrait être préparée par une « vaste concertation avec les organisations représentatives des policiers ».

Cette insistance du porte-parole du parti socialiste à demander la concrétisation de l'ambition réformatrice émise, en janvier, par le rapport Belorgey sur les réformes de la police rejoint l'impatience de certains syndicalistes policiers. La commission des lois a pu, elle-même, le vérifier puisque, selon une procédure nouvelle souhaitée

par son président, M. Raymond Forni, elle a entendu l'ensemble des organisations syndicales et a proposé, à l'Assemblée nationale, M. Bertrand Delanoë, député (P.S.) de Paris, devant demander au gouvernement l'organisation, « avant la fin de l'année 1983 », d'un débat devant le Parlement sur la réforme de la police nationale débouchant sur le vote d'une loi-programme.

Rapporteur de la commission des lois sur le budget spécifique consacré à la police nationale (le Monde du 29 septembre), M. Delanoë est, en effet, favorable à une réforme en profondeur de la police (qui) permette aux policiers d'être mieux dans leur peau... Lors de son audition par la commission des lois, M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, s'est déclaré « partisan » d'une telle loi-programme, qui selon M. Delanoë devrait être préparée par une « vaste concertation avec les organisations représentatives des policiers ».

Le socialisme n'est pas social

Le socialisme n'est pas social

campagne

Le socialisme n'est pas social

La leçon d'écologie

Les vieux « vincennois » n'en reviennent pas : un ministre en visite à l'université de Paris-VIII, Saint-Denis, ex-Vincennes ! Et reçu à bras ouverts, en plus !

M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, avait en effet accepté de donner une leçon inaugurale pour marquer la création d'une « filière écologie » à l'institut de géographie, mardi 9 novembre. Visite bon enfant, sans discours ni coupures de ruban tricolores. Les enseignants de l'institut de géographie, à commencer par son président, M. Yves Lacoste, et le responsable de la filière écologie, M. Claude-Marie Vadrot, apprécient d'autant plus le geste.

La ministre jette un rapide coup d'œil sur une carte fondatrice du plateau du Larzac et se fait expliquer l'action de la « société d'initiation de géographie », toute occupée de la « filière banlieue » avec ses filiales industrielles à végétation spontanée que l'on voudrait transformer, au moins provisoirement, en terrain d'aventure ouvert au public. « De mon temps », explique M. Crépeau en jouant les béotiens, le prof de géo c'était le type devant une carte murale avec un grand bâton... On n'a plus le grand bâton... On n'a pas non plus de crédits pour aller sur le terrain... M. Crépeau, les bras au ciel : « Vous vous adressez au ministre le plus pauvre ! ».

La visite continue avec une exposition sur la flore des terrains vagues. La ministre note la présence d'une certaine Canadella savia bien connue des amateurs. Il sourit. Le président de l'université, M. Claude Froux, fait une suggestion : « Il faudrait faire une étude sur l'ancienne implantation de Vincennes, il doit y avoir quelques plantes vénérées... ».

Mais non, coupé le

ministre, où Alice est passée, l'herbe ne pousse pas ! » Et, profitant d'un rayon de soleil, il s'assoit sur une petite boîte à musique solaire.

Mais il faut en venir à la leçon inaugurale, dans un amphithéâtre comble. M. Vadrot a prévenu : « Nous sommes tous des militants dans cette filière écologie... Nous nous apprêtons à former des promotions d'« emmerdeurs » ». Le ministre, à contre-cœur, fait sa leçon, cite Édouard Hemet, évoque sa dernière intervention à l'émission télévisée « Droit de réponse » sur la chasse, où il a été pris entre « tontons finguers viandards » et « végétariens herbivores », et prêche pour une écologie désionnée, rationnelle, scientifique.

Saisi de torpeur, l'empêché ne réagit guère aux questions de M. Crépeau s'en étonne : « A votre âge, avec un ministre en face de moi, qu'est-ce que je lui aurais mis ! Je dois faire partie d'une espèce en voie de disparition ! ». Quelqu'un dans la salle lui demande quelle distinction il établit entre « écoles chevelus » et « écoles cravattées », M. Crépeau évoque les gaulois chevelus saisis par « l'orgasme intellectuel des guerres tribales » face à l'ordre des légions de César au crâne rasé.

« Il n'est pas mauvais que les chevelus poussent un peu », reconnaît-il, laissant aux blouses blanches le soin de faire valoir les contraintes techniques. « Nous devons gérer les affrontements », dit-il en conclusion à des étudiants de Paris-VIII, manifestement peu enclins à l'agression, même verbale. Vincennes n'est plus Vincennes. Répète en rose, puis en vert « école », Paris VIII frise le gris.

ROGER CANS.

SPORTS

TENNIS. — Le Français Pascal Portes a été éliminé, mardi 9 novembre, par l'Américain Chip Hooper 1-6, 6-3, 6-4, au premier tour du tournoi de Londres comptant pour le Grand Prix et doté de 200 000 dollars.

TIR. — L'équipe de France féminine a gagné, mardi 9 novembre, à Caracas, la médaille de bronze de l'épreuve de tir à cinquante mètres des championnats du monde. La médaille d'or a été gagnée par l'Australie, la médaille d'argent par l'Union soviétique.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Le Monde Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75007 PARIS CEDEX 09 C.C.P. Paris 4007-23

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

L'ANGLAIS NOËL A LONDRES COURS INTENSIFS - VACANCES DE NOËL MAYFAIR INSTITUTE 41, CHARLES ST LONDON W.1 PARIS 541-21-92

Formation continue. Préparation aux examens universitaires

SOCIÉTÉ

UN FORUM DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE

« Attendez, M. Badinter, je veux vous dire... »

Des expositions, des spectacles, des bandes vidéo, des débats très ouverts : la convivialité a pénétré l'éducation surveillée, jeudi 8 et mardi 9 novembre à Vancresson, pour le forum « Été 1982... et demain ? ». L'institution veut montrer la continuité de ses efforts « pour sortir du ghetto, se donner des missions nouvelles, se décloisonner », comme l'a indiqué son directeur, M^{me} Myriam Ezratty.

Les assises nationales de l'éducation surveillée, au début de l'année, n'avaient pas été une opération publi-

citaine. Elles ont été suivies d'assises régionales où s'est défilée la politique de l'éducation surveillée. Les actions de l'été, pour avoir été moins spectaculaires que l'opération dite « Trigan-Defferre », ont été multipliées. Mais, pour M^{me} Ezratty et son équipe, l'été 1982 ne doit être ni une vitrine cache-misère du reste de l'année ni un gadget pour assurer des vacances calmes. D'où ce forum pour « ne pas oublier qu'il y a quatre saisons », comme l'a précisé mardi le garde des sceaux en participant aux travaux.

Les jeunes - une cinquantaine - venus de Marseille, de Grenoble et de la région parisienne, qui pour la première fois étaient invités à participer à des journées de ce type, avaient affirmé d'entrée qu'ils ne se sentaient pas les élitistes de l'institution et ne se prévalaient pas d'une tradition noble venue de ministres : une poignée de main, deux phrases amicales et un au-revoir. Ils attendaient avec une nervosité croissante l'arrivée de M. Badinter mardi après-midi, bien qu'on leur eût promis un véritable débat avec lui. Ils s'étaient réunis seuls le matin pour élaborer une liste de questions, notamment sur les suites à donner aux actions de l'été, sur l'incarcération des mineurs, la contradiction entre le « discours libéral » de la justice et le « discours répressif de l'intérieur ».

Pendant une heure, ces jeunes, sans complaisance, avec assés au milieu d'eux un ministre qui se gardait des faux-fuyants, des réponses ambiguës et d'une attitude démagogique, ont réaffirmé ce qui fait souvent défaut entre les autorités et ceux qu'elles gouvernent : la conversation. Cet échange qui ne se résumait ni à de bonnes paroles ni à l'annonce d'un entretien avec un membre du gouvernement, répondait au besoin de reconnaissance exprimé par les jeunes lors des assemblées, à leur désir de « prendre la parole », de « s'exprimer », comme plusieurs d'entre eux l'avaient fait pendant l'été au théâtre. Aux questions préparées s'ajoutaient des interpellations fortes, mais sans agressivité : « Attendez, monsieur Badinter, je veux vous dire, c'est Djamal, je vous parle franchement : les contrôles d'identité, c'est toujours pour ceux qui ont le talent et qui sont frisés. »

Faits et jugements

Deux avocats inculpés après les écoutes téléphoniques

Deux avocats parisiens, M^{rs} Christian Frénaux et François Patrimoine, ont été inculpés, le 2 novembre, de violation du secret professionnel, a-t-on appris mardi 10 novembre. Ces inculpations, prononcées par M^{re} Martine Anzani, juge d'instruction à Paris, l'ont été sur la base d'écoutes téléphoniques réalisées sur la ligne de M. Antoine Melero, ancien policier devenu détective privé et impliqué dans diverses affaires pénales. Au cours de conversations avec M. Melero, les deux avocats auraient évoqué une affaire judiciaire qui a abouti à la condamnation, le 14 octobre, pour coups et blessures volontaires, d'un certain Gérard Dufraisse, que la justice soupçonne d'avoir été un homme de main de M. Melero. C'est M^{re} Jacques Vergès, qui défend M^{rs} Patrimoine et Gérard Dufraisse, qui a rendu publique cette affaire, protestant contre ces écoutes téléphoniques pratiquées chez un avocat.

[Les écoutes téléphoniques réalisées à la demande d'un juge d'instruction ne reposent sur aucun texte, mais la Cour de cassation en a admis le principe dans un arrêt récent. Les conseils de l'ordre s'en inquiètent chaque fois qu'elles s'exercent au détriment d'un avocat, estimant qu'il y a là une menace grave contre les droits de la défense.]

● Cinq mille faux billets de 200 francs saisis à Paris. - Des policiers de la Brigade de répression du banditisme (B.R.B.) et de la Brigade de recherche et d'intervention (B.R.I.) ont interpellé, le 9 novembre, dans le dixième arrondissement de Paris, deux repris de justice, Pierre Bougeard, vingt-huit ans et André Bisiaux, trente-six ans, qui étaient en possession de cinq mille faux billets de 200 francs.

De source policière, on indique que ces faux billets sont en tous points identiques à ceux qui avaient déjà été retrouvés au cours des dernières semaines dans la région parisienne, à Marseille et en Lorraine. Tiré à quarante millions d'exemplaires, le nouveau billet de 200 francs, à l'effigie de Montesquieu, a été mis en service le 7 juillet.

● Condamnation d'un agent des douanes. - Poursuivi pour transport irrégulier et détournement de chanvre indien, M. Alain Azzola, agent de constatation des douanes, a été condamné à six mois de prison avec sursis par la seizième chambre correctionnelle de Paris.

Pour ces jeunes, qu'ils en soient ou non conscients, il était clair que la gauche doit avoir le monopole du cœur. D'elle, ils attendent une écoute, un avenir - « Ce que nous demandons au pouvoir socialiste, c'est de donner leur place aux jeunes. » A la gauche, ils demandent justice, comme Soraya, en larmes, pressant le garde des sceaux de lui répondre à propos de son ami tué en 1980 par un C.R.S. à Marseille : « Est-ce que vous trouvez ça juste qu'un policier tue un jeune de dix-huit ans et soit toujours en liberté ? »

Contenant la violence de leur émotion, les jeunes ont écouté avec attention M. Badinter, qui tentait d'expliquer que « rien n'avancerait » si on ne sortait pas des discours figés. « Vous avez le sentiment d'être persécutés », commençait-il, « pas le sentiment, c'est la réalité », interrompait une voix. « Le sentiment n'exclut pas qu'il y ait une réalité, parfois il la dépasse. Vous êtes convaincus que, quoi qu'il arrive, on vous en veut, et moi, à l'anglaise de

journée, j'entends aussi des gens persécutés que, quoi qu'il arrive, vous leur en voulez, à eux, leur voiture, leur argent, leur retraite, etc. »

Interrogés à leur tour par le ministre, ils ont repris ce qu'ils disaient depuis deux jours. Les actions de l'été 1982 étaient intéressantes, « ça aurait dû se passer comme ça depuis longtemps ». Mais elles ne sort pas suivies. De même, les stages ne débouchent sur aucun emploi. « Car les patrons veulent des gens avec de l'expérience. Et, de stage en stage, on se retrouve à trente ans toujours au même point. »

Cette heure de conversation n'aura certes pas donné aux jeunes et aux éducateurs les moyens qui manquent à leur action. Mais il était important pour eux, dont le quotidien est une constante victoire sur eux-mêmes et « leur souffrance » (comme l'a expliqué longuement M. Bernard Emo, directeur de l'éducation surveillée dans la Seine-Saint-Denis), d'être entendus, interrogés, considérés par un ministre.

JOSYANE SAVIGNEAU.

MÉDECINE

LE PROFESSEUR ANDRÉ CORNET EST ÉLU A L'ACADÉMIE

Lors de la séance du 9 novembre, l'Académie nationale de médecine a élu comme membre titulaire le professeur André Cornet. Le professeur Hugh de Wardener (Charing Cross Hospital de Londres) a été élu correspondant étranger.

[Né le 31 mars 1911, à Paris, le docteur Cornet, après des études à la faculté de médecine de Paris, a successivement été nommé interne des hôpitaux (1937), chef de clinique (1942) et professeur agrégé (1955). En 1967, il est nommé professeur de pathologie médicale. Ses travaux ont principalement porté sur l'histochimie des glandes gastriques, la physiologie et la pathologie du tube digestif. Il a aussi contribué à l'étude visuelle des lésions de l'estomac (endoscopie).]

● Une manifestation d'ambulanciers a eu lieu mardi 9 novembre à Paris. Une délégation composée de responsables syndicaux nationaux et régionaux (Ile-de-France) a été reçue à l'hôtel Matignon par un membre du cabinet de M. Mauroy. Les ambulanciers protestent, notamment, contre la concurrence des entreprises non agréées et réclament un « rattrapage tarifaire » (le Monde du 6 novembre). « Si nous n'obtenons pas de solution satisfaisante, nous organiserons une manifestation nationale avant la fin de l'année », ont indiqué les organisateurs de la manifestation.

DÉFENSE

M. Henu lance en 1983 une expérimentation de service militaire volontaire au-delà de douze mois

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, proposera au Parlement de financer dans son projet de budget pour 1983, à raison de 15 millions de francs, une expérimentation de service militaire prolongé, au-delà de douze mois, et réservé à des appelés du contingent volontaires.

Devant la presse réunie mardi 9 novembre à Paris, M. Hernu a en effet annoncé qu'il avait prévu au budget « la rémunération des jeunes appelés qui, dans le cadre des dispositions législatives actuelles, seraient volontaires pour un service prolongé au-delà de douze mois. Cette expérimentation fera partie des travaux qui permettront, une fois la loi de planification 1984-1988, discutée probablement au printemps 1983, et votée, d'entretenir, comme l'a annoncé le premier ministre, une réforme plus profonde des modes d'exécution du service national. Il est clair que le choix des options sur la durée du service est en fonction du modèle d'armée retenu, et non l'inverse ».

Le ministre de la défense a, toutefois, tenu à rappeler qu'il n'avait pas changé d'avis et que, pour lui, « le contenu du service prime sur sa durée ».

A propos de cette expérimentation, M. Hernu s'est demandé s'il fallait prévoir une incitation financière, pour l'appel volontaire, au début du service ou à partir du douzième mois. Comptant sur « l'immense disponibilité de notre jeunesse », il a estimé qu'il pouvait y avoir plus de dix mille volontaires.

Le ministre de la défense a, d'autre part, annoncé que la loi de finances rectificative pour 1982 (autrefois appelée le « collectif budgétaire » de fin d'année) en faveur des armées « permettra des ouvertures de crédits de paiement au titre V (équipement), portant la progression des dépenses d'équipement d'un exercice sur l'autre de 11,24 % à plus de 12,4 %, soit sensiblement plus que la dérive monétaire prévue pour 1982 ».

Selon des sources parlementaires, ce « collectif » sera de 580 millions de francs et il consistera en un transfert, au profit du titre V, de certains crédits de paiement attribués, à l'origine, au titre III (fonctionnement) du budget.

M. Hernu a précisé que ce « collectif » ne permettra pas de rétablir les commandes annulées par arrêté du ministre du budget, mais il donnera l'occasion d'accélérer des livraisons de matériels (missiles air Magic, munitions ou véhicules de l'avant blindés) qui, sans ce texte, auraient été retardées.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe

des amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACÉPÈDE, PARIS 5^e

Téléphone (de soir) : 727.88.64

LA FOIRE INTERNATIONALE DE MILAN

vous ouvre la voie vers le monde des affaires



NOUS VOUS PRIONS DE BIEN VOULOIR ENVOYER PULSÉRIEUREMENT RENSEIGNEMENTS SUR LA FOIRE DE MILAN ET LA "FIERACARD" QUI DONNE DROIT À L'ENTRÉE ET À L'UTILISATION DES SERVICES D'ASSISTANCE.

M. _____ Pays _____

Maison _____

Secteur d'activité _____

Ville _____

Adresse _____

Nous vous prions de bien vouloir remplir clairement ce coupon et de l'envoyer à : Fiera di Milano, Largo Domodossola, 20145 Milano (Italie), tél. (02) 49971. Télégrammes: Fieramil, télex 331360 EAFM I

10

61^{re} EDITION - 14/23 AVRIL 1983

Au Centre International d'Echanges et de Rencontres nous sommes à même de vous offrir l'assistance des technologies avancées de la Centrale Computer et des structures qui y sont reliées et qui sont parmi les réalisations les plus efficaces dans le domaine de l'informatique appliquée au secteur des foires: recherche des produits et des producteurs présents à la Foire générale d'avril et aux 80 expositions spécialisées qui se déroulent pendant l'année; indications de demandes et offres de représentations; assistance en matière d'échanges commerciaux, douane, transports, etc.

Nous vous ferons aussi rencontrer avec des opérateurs économiques de tous les continents et avec des délégations officielles d'autres Pays.

LE MOIS DE

N'oubliez pas

Le mois de novembre est le meilleur moment pour visiter la Foire Internationale de Milan. C'est à cette époque que se déroulent les expositions les plus intéressantes et que l'on peut profiter de la meilleure offre commerciale. N'oubliez pas de réserver votre place dès maintenant.

La Foire Internationale de Milan est une véritable oasis commerciale. Elle vous offre une large gamme de produits et de services, à des prix très intéressants. C'est l'occasion idéale pour faire de nouvelles affaires et pour découvrir les dernières tendances du marché.

La Foire Internationale de Milan est ouverte tous les jours, de 9 heures à 18 heures. Les billets d'entrée sont disponibles à la Foire et dans les agences de voyage. Les tarifs sont très avantageux pour les groupes et les professionnels.

La Foire Internationale de Milan est un événement incontournable pour tous les professionnels du commerce international. Elle vous permet de rencontrer directement les producteurs et les distributeurs, de négocier vos affaires et de découvrir les dernières innovations du marché.

La Foire Internationale de Milan est une véritable opportunité pour tous ceux qui cherchent à développer leur activité commerciale à l'étranger. Elle vous offre une plateforme idéale pour faire de nouvelles affaires et pour renforcer vos relations commerciales existantes.

La Foire Internationale de Milan est un événement unique qui se déroule une fois par an. C'est l'occasion de faire de nouvelles affaires et de découvrir les dernières tendances du marché. N'oubliez pas de réserver votre place dès maintenant.

سكزنا من الاجل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Vittel et l'architecture thermale

Aux sources d'un roman

NOUS avons eu récemment l'occasion d'évoquer la notion de patrimoine. Le patrimoine, c'est, comme dit le Petit Larousse, l'héritage commun, tout ce qui, épargné par le temps et les hommes, informe la mémoire collective, est (ou devrait être) entouré par chacun du respect qu'inspirent le beau et le bien. Mais le patrimoine, c'est aussi la réussite, la longévité économique d'une famille ou d'une entreprise, de ses bâtiments et de ses outils.

Un exemple : aux abords les plus frais en feuilles des Vosges, Vittel, parfait exemple d'urbanisme thermal dont l'histoire a été évoquée dans une exposition présentée cet été sur les lieux, exposition qui est actuellement à l'Ecole d'architecture de Nancy et devrait venir un jour, le plus tôt possible espérons-le, à l'Institut français d'architecture.

Cette histoire est un peu un roman. Un roman qui ne commencerait pas par : « La marquise sortit à 5 heures », mais dont le premier chapitre serait l'arrivée dans la région, en 1852, d'un magistrat de Rodéz, Louis Bouloumié, un proscrit du 2 décembre, d'abord exilé en Espagne puis placé « sous haute surveillance de police » à Contrexéville.

Il s'intéresse aux eaux de Vittel, achète une source, entretient le parti qu'on peut tirer d'un site exceptionnel, plante ici, débroussaillait là, fait construire un hôtel, une galerie-promenoir et quelques pavillons dont l'un, qui est d'une rusticité charmante, le pavillon de la source des Demoiselles, existe encore. Le tout avec l'appui de l'empereur, qui adore les villes d'eaux et, saint-simoniens toujours en tête, comprend l'utilité du filon vosgien pour lutter contre la concurrence des stations allemandes, à cette époque les plus illustres d'Europe.

Le Second Empire a vu naître en effet l'âge d'or du thermalisme. La ville d'eaux n'est pas seulement un lieu où l'on se soigne et se repose. C'est aussi un carrefour de sociabilité et de haute politique, une sorte de Camp David permanent où les grands de ce monde discutent de leurs affaires en dehors du circuit traditionnel des chancelleries. L'unité italienne s'est faite à Plombières, lors de la visite de Cavour à Napoléon III. C'est à Ems que Bismarck trafiqua la fameuse dépêche dont sortira la guerre de 1870, et lorsque, à l'issue du dîner que lui ont offert les parents du narrateur, M. de Norpois annonce son prochain départ pour Carlsbad, ce vieux renard a évidemment d'autres intentions que d'y soigner un foie éprouvé par les magnificences culinaires de Francfort.

Si Vittel ne fut jamais une ville d'eaux « diplomatique », la station connaît dans les années 1880 un remarquable développement touristique et mondain, grâce au fils de Louis Bouloumié et grâce à un architecte qui est un vieil habitué de la cure et qui n'est rien de moins que Charles Garnier. Assisté d'un de ses collaborateurs, Garnier remodèle en palace le modeste hôtel de 1862, ébauche le parc, donne les plans de nouveaux bains, et d'un casino qui est une version réduite de celui de Monte-Carlo.

Pour les bains, où Garnier s'abandonne avec sa virtuosité habituelle aux délices de la polychromie, le parti est à la fois romain et mauresque, et l'on sait que, à l'enlèvement de la cure et au climat passablement concentrionnaire des villes d'eaux, il n'y a pas de meilleur remède qu'un casino, son fastueux décor, ses fêtes et ses feux. A la trilogie rituelle, les thermes, le casino et l'hôtel, s'ajoutera au début du siècle une immense galerie cou-

verte, chef-d'œuvre d'architecture métallique qui est due à une entreprise de Nancy (et très liée aux artistes de l'école de Nancy) et dont rien ne subsiste aujourd'hui.

C'est que les héritiers de Louis Bouloumié (l'affaire est demeurée familiale) ont compris que, pour attirer et retenir le curiste, il faut sans cesse inventer, proposer des distractions nouvelles, donner l'impression du neuf et du dernier cri. En 1928, la reconstruction du casino de Garnier, détruit par un incendie, est confiée à un architecte du ministère des colonies, Auguste Bluyssen, qui sera également l'auteur de l'époustouflant Rex du boulevard Poissonnière.

Très soigneusement décoré, le nouveau casino fait une part raisonnable au modernisme, et, le fer n'étant plus à la mode, Bluyssen enveloppe la structure métallique de la grande galerie de stuc de couleur claire en même temps qu'il impose à toutes les façades de la ville ce blanc colonial et hygiéniste qui deviendra de rigueur dans la plupart des stations thermales : Nérès, Bourbon-l'Archambault, Vals en Vivarais, Pouébo en Nivernais. Vos blancs manteaux, vos petits casinos, il n'est rien de si galant, il n'est rien de si beau.

Après Auguste Bluyssen, c'est à dire Fernand César, un architecte nancéien qui, à un parc hôtelier déjà considérable et luxueusement rénové après la guerre, ajoute une sorte de paquebot d'inspiration anglo-normande, l'Ermitage, qui a fort belle allure avec ses chaînages en grès rose des Vosges, et qu'il construit en bordure du golf. C'est que la cure, l'hydrothérapie, le baccara, ne sont plus les seuls attraits de Vittel. On y vient aussi pour s'aérer, faire du sport, connaître la haute vie des tournois de tennis, des championnats d'escrime et des concours d'élégance automobile, un des fastes oubliés de l'entre-deux-guerres.

Fernand César répondait parfaitement aux goûts de cette nouvelle clientèle. Les tribunes de son champ de courses sont un petit chef-d'œuvre d'allure, de distinction champêtre, et l'invention ne lui fit jamais défaut pour multiplier dans le parc ces édifices, ces fabriques comme on disait jadis, qui sont le plus grand charme de l'architecture thermale et dont les pavillons construits à Vichy, le long du parc d'Allier, demeurent l'insurpassable exemple. Voici le chalet des enfants, le pavillon Heudebert, l'exédro à musique, le chalet d'aisances, le chalet des ânes dont les colombages devraient bien abriter l'effigie des lauréats des prix littéraires et des responsables de la Biennale de Paris et de la section architecture du Festival d'Automne.

Mais la merveille des merveilles de Vittel, c'est le parc. A Vittel, la ville thermale et la ville des commerces et des services s'interpénètrent. A Vittel, elles sont séparées par la voie ferrée, et le parc, admirablement tracé, planté et fleuri, entièrement protégé de la circulation et du bruit, s'ouvre sur le champ de courses, le golf, sur un horizon, une conque de collines boisées que les Bouloumié ont su protéger de toute construction parasitaire, de tout accident qui contraindrait l'œil dans son plaisir et son repos : un paysage parfait.

Lorsqu'on se promène là par un beau matin de septembre doré, herbé, un peu mouillé, on voudrait ne jamais partir, et d'autant moins que l'on a eu tellement de mal à arriver. Pauvres Vosges, si élémentaires pourtant et si prêtes à l'accueil, quelle solitude, quel enlèvement ! Quelles terribles routes pour atteindre vos pieds de Junon forestière ! N'était cet inconvénient, siôt arrosé sur la feuille le point final de cet article, nous irions te retrouver, Vittel, Viteo tellus, pour reprendre le titre de l'ouvrage que t'a consacré Marie-Hélène Contal (Éditions du Montreuil) et qui fut la raison de notre voyage.

ANDRÉ FERMIGIER.

LE MOIS DE LA PHOTO

N'oubliez pas le guide

UN article sur le Mois de la photo, s'il ne s'appelait déjà, bravement, « N'oubliez pas le guide », pourrait s'appeler « Le bourdon », de l'expression avoir le bourdon, ou Keep cool, que l'on traduirait immédiatement par « Gardez la tête froide » si l'on ne voulait recevoir dix lettres d'injurés d'anglophobes très justement mécontents. C'est que le Mois de la photo a retissé sa toile géante sur Paris : la machine infernale est relancée. Soixante-dix-huit expositions sur un laps de temps d'environ deux mois (le mois géométrique à sérieusement bavé, sans doute dans l'idée que la presse en débordera tout autant), ose veut dire, si l'on prend les jours ouvrables, près de trois vernissages par jour, courir d'un arrondissement à l'autre pour ne rien manquer, enfilier ses bottes de sept lieues, mettre ses lunettes spéciales hypervoyantes et se lever la tête à grande eau entre deux accrochages, qu'en reste-t-il ?

Les galeries de photo, qui sortent d'une bonne expérience à la FIAC, où elles ont touché un nouveau public, où elles ont vendu des photos, se retrouvent soudain envahies par un public qui écume, calendrier à la main, tout ce qu'on lui dit d'écurer, qui consomme de l'image à toute force, à toute vitesse, dans une sorte d'énergie à vide. Alors, que faut-il voir, vraiment ? A ceux qui ont décidé, peut-être sainement, de ne rien voir du tout pour échapper à l'intoxication, nous dirons : allez au moins voir la rétrospective Duane Michals au Musée d'art moderne, l'hommage à Brodovitch au Grand Palais et la collection Sam Wagstaff au Petit Palais, nous en repèrerons.

Aux autres, nous dirons : faites votre choix, soyez rigoureux, prenez votre temps. Pour les paresseux, nous proposons un trajet un peu réduit qui peut se faire en deux ou trois après-midi, à pied, en partant de la station Louvre, en passant par le quartier Beaubourg, le Marais, l'île Saint-Louis, la place des Vosges, et en traversant la Seine pour atterrir à Saint-Germain-des-Frères.

Deborah Turbeville, présentée pour la deuxième fois à la Remise du parc, a un goût de l'expérimentation, de l'expérience : d'abord à la prise de vue, où elle s'enferme avec des corps plâtrés, bandés, étendus ou seulement nus, dans des études, des glacières, ou de grands salons livides, pour leur faire jouer des drames dont la bande-son aurait été égarée, détruite. Le même sens du péril se

répète dans l'accrochage, qui se déroule sur le mur comme une aventure circulaire, avec son papier kraft et ses scotch de maillage, des formats divers, des plaques de verre ou une crudité de surface, une proximité qui donne envie d'arracher la photo la plus minuscule pour la mettre dans sa poche : les photos tangent, s'égarissent, rétrécissent, se chevauchent tandis que leurs actrices papotent ou se figent dans les spasmes imposés par le dédicé de l'appareil. En bonne filleule de De Meyer, Deborah Turbeville donne dans l'hyper-chic, mais avec grâce, et telle de ses photos peut avoir la beauté d'une miniature florentine.

La galerie Zabrickie a regroupé ses deux valeurs affines, Henry Callahan et Les Friedlander sous le titre « Villes et Visages ». Callahan, dont on connaissait surtout les photos de plages, a aussi pris, à la fin des années 40 et dans les années 60, dans la traîne de Walker Evans, des photos de façades, très « régios ». Mais comme un tueur, dans la rue, il a

tiré dans la foule, par-dessous et à partir de rien, pour en extraire des photos dramatiques, comme ont pu ensuite en prendre Frank ou Klein. Il a visé des têtes de ménagères pour leur faire jouer, le temps de ce précieux dédicé, des stases de cinéma. Parmi les secrétaires de Chicago, il a repéré de sublimes Betty Davis et Jane Mansfield, il aurait été excellent pour faire un casting d'anonymes.

Friedlander, dans ses récents exercices, donne dans quelque chose de plus froid (il y a déjà beaucoup de neige), de plus lisse (beaucoup de plexi), de plus dés-humanité, mais cela va peut-être dans le sens du temps. L'humanité, il va maintenant la chercher dans les chantiers et les usines, et le cœur, le marque de la sentimentalité sur les graffiti des dépotiers, sur une palissade rouillée où Jane et Jim ont écrit qu'ils s'aiment. Un plaisantin, lui, a écrit sur le livre de la galerie : « Les éminents photographes feraient bien de se laver les yeux. C'est zéro. » Un spécialiste ne peut pourtant plus partager son avis.

Or vif et lune de plâtre

Denis Brihat, qu'expose Agathe Gaillard, tire ses photos à six exemplaires : ce sont des objets rares. Au début rien de plus qu'une camelote de jardin, de marché : des oignons, des fleurs braves, des morilles. Mais Brihat les soigne, en bon cultivateur provençal, et avant de les déguster, ces objets périssables, il les passe à la loupe grossissante de sa chambre noire impérissable. Ils deviennent éternels. Chaque légume récupère ses arômes, son sexe, sa vie. Les racines d'un oignon, se métamorphosent en forêt vierge, les lamelles d'ail en étoffes, les épis en oiseaux, les pétales en trains de gala, les cuivres des écorces virent à l'or vif sous l'effort patissant du manipulateur qui filtre les couleurs de son herbier. Un travail qu'on trouve captivant, si l'on n'est pas complètement aveugle, ou allergique au foie.

La galerie Crétie a réuni, sous le titre « Imaginations Interdites », quelques spécimens égarés de photographes plus ou moins célèbres : cela va de la scène de domination, dans le style du Sarvant, reconstituée par George Platt-Lynes à de vraies boucheries sexuelles prises par Robert Mapplethorpe. Que ce soit chez Inna Ionesco, Claude Alexandre ou

Jean-Marc Prouveur, le sadomasochisme et ses chirurgies esthétiques tiennent la vedette. Un barbeque de postérieurs humains ou des narines non moins humaines percées par un os de gigot feront très bien sur les murs de votre salon ou sur votre table de salle à manger. A part une photo très touchante de George Dureau qui montre deux nains enlacés, rien n'est aussi sexy que les gougues d'ail de Brihat.

Une part méconnue du travail d'Atget, un reportage presque sociologique sur des intérieurs parisiens d'employés ou de cocottes, est si parfaitement encadré et exposé au musée Carnavalet qu'il en devient indiscutable. Comme toujours, la modernité surgit du passé, plus éclatante que la modernité d'aujourd'hui : les photos de Félix Nadar prises dans les catacombes et les égouts parisiens et exposées à la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, auraient pu servir de modèles aux hommes en cagoule de Mapplethorpe, puisque Nadar a mis en scène un mannequin dans les niches d'ossements ou sur les flocs puants. En photographiant son propre système d'éclairage, ou en laissant ses épreuves se fissurer ou se détremper, se tacher comme pour transmettre aux

photos elles-mêmes l'insanité des caves, il a fait une œuvre étonnamment contemporaine.

Bernard Riché, un invité de la Villa Médicis exposé au même endroit que Nadar, n'a pas perdu son temps : il a photographié le jardinier, les cuisottiers, les statues du parc, ses amies de passage et les objets raffinés de la maison qui ont pourvu à ses réveillés et à ses repas, voilà quelqu'un qui ne manque pas de gratitude.

François-Xavier Bouchart, pour sa part, propose dans les salons confinés et exquises de la Maison Victor-Hugo des panoramiques larges et hauts des lieux décrits dans l'œuvre de Proust, Iliens, Méréglise, Le Bois de Boulogne, Bagatelle, Evian, Trouville. L'image, superbe, est confrontée avec les débris du texte qui l'ont édictée, parfois presque cadrée. Étrange et taffon pèlerinage, comme un repérage à contrario dans la mémoire, et qui distille un sel mélancolique. Il faudrait surtout qu'il donne lieu à un bel album de recueils et de vénération. Le problème majeur de l'exposition est que les fans de Victor Hugo qui viennent se pencher sur un gant perle noir de Léopoldine n'ont pas forcément envie de suivre la fantôme de Proust dans ses arcanes.

Joël-Peter Witkin, qui raconte qu'il fait de la photo parce que, enfant, il a vu un jour rouler à ses pieds la tête d'une petite fille décapitée, suit comme tant d'autres le filon sado-masochiste, mais l'agrémente d'une pincée de perlimpinpin et de fée Carabosse. Le piloris de torture a été remplacé par une lune de plâtre méléissienne aux yeux bandés. Comme dans la Belle et la Bête, des mains sortent des goudes, quand ce ne sont pas des goudes, des badines, des membres orthopédiques, des prothèses de mamelles hypertrophiées. L'arlequin masqué hermaphrodite inventé par Molinier part dans de nouvelles aventures, avec des sirènes, des circuits électriques de haute tension, des bidules méchants de train fantôme. Les femmes sont obèses, et si possible transsexuées, masquées de têtes d'épingle ou de becs de corneilles, affublées de fétus de caoutchouc. Ce cauchemar féérique est peut-être la première chose forte que montre la galerie Texbrun, habituée à des effets de transgression terrifiante dans des cadres qui ne sont pas peu chiches.

HERVÉ GUIBERT.

★ Mois de la photo. Pour tous renseignements : 359-00-80.

CAHIERS DU CINEMA 341

AU SOMMAIRE :

JACQUES DEMY :
« UNE CHAMBRE EN VILLE »
« TOUTE UNE NUIT »
de Chantal Akerman

Et comme chaque mois
les critiques de films et le petit journal

Chez votre marchand de journaux

THÉÂTRES

« L'Éléphant d'or » à Gennevilliers

Les kolkhoziens se déchaînent

Cet été à Arignon, au cloître des Carmes, il y avait un décor de Jean Haas, un petit morceau de kolkhoze sur du sable rouge, des toits d'isba, des gros poêles, et, couronnée de lampions, une statue monumentale dans le style réaliste socialiste, un couple enlacé suivant d'un œil apparemment moqueur les aventures peu orthodoxes dans lesquelles le « héros » Moltchakine entraîne les camarades.

Pauvre et père d'une famille nombreuse - dont une fille innocente avec laquelle il a des rapports équivoques - il rêve que Stenka Razine (le cosaque de la chanson) lui indique l'emplacement d'un trésor. Effectivement, après une fugue nocturne, il ramène chez lui un épiant d'or. L'histoire s'échoue et les kolkhoziens se déchaînent car, on a beau apprendre par cœur les maximes marxistes, l'or c'est l'or, et on se demande où est le bonheur quand l'individu doit sacrifier son bien à la collectivité. Moltchakine rêve de

l'Amérique. Il rêve, s'évade. Son évasion, en ballon, échoue.

Le spectacle ne dit pas si Moltchakine trouve une autre clef du vrai bonheur. Peut-être se contentera-t-il d'affabuler sur le trésor perdu, de rêver son Amérique de liberté... On trouvera-t-il une autre occasion d'aller ailleurs. Jean Dautremay donne au personnage une sorte de pesanteur inquiétante et une malice faussement bonhomme aligné qui donne le ton aux comédiens et les conteurs de l'ironie nuancée au spectacle. Rien n'interdit de voir dans *L'Éléphant d'or*, d'Alexandre Kopkov adapté par Lily Denis, une comédie brillante, un divertissement intelligent et délicieusement subversif, une critique réjouissante du « socialisme réel ». Certes, *L'Éléphant d'or* est une comédie, et traitée comme telle. Mais si Bernard Sobel a fait choix de ce texte, ce n'est pas seulement pour ses qualités purement dramatiques.

INCONNU en France, Alexandre Kopkov l'est presque tout autant dans son propre pays. Plusieurs raisons à cela : une vie brève, une carrière plus courte encore, une œuvre réduite et en partie disparue. Et pourtant cet écrivain témoigne - et avec quel art ! - du plus grand bouleversement qui ait affecté la vie de millions d'hommes dans la première moitié de ce siècle, et les questions qu'il pose restent ouvertes aujourd'hui. Alors, pourquoi cet oubli ?

Sans la révolution soviétique, il est probable que jamais ce fils de paysans misérables n'aurait rien écrit : il est probable aussi que c'est la révolution soviétique qui a fini par le contraindre au silence.

Sa biographie se réduit à peu de choses : on sait qu'il est né en 1907 dans le village de Timochino, sur la Volga supérieure.

Quand il arrive à Leningrad, en 1925, il sait lire et écrire, c'est tout. Suivant les traces de son père, il vient à la ville pour y travailler comme ouvrier du bâtiment. Pendant quatre ans, il est apprenti stakhanovite, mais il profite de ses loisirs pour lire, dans le désordre le plus absolu, tout ce qui lui tombe sous la main. Il découvre le théâtre et celui qui sera son modèle, son idéal : Soukhovo-Kobylène. Sans quitter sa rue, l'autodidacte commence à écrire. De 1931 à 1936, cinq pièces (1), puis plus rien, jusqu'à sa mort en 1942 pendant le blocus de Leningrad. Il avait trente-cinq ans.

Avec lui, le théâtre soviétique perdait son seul auteur paysan, le seul qui ait su, parce que paysan lui-même et écrivain de grand talent, parler sur scène de la campagne dans un temps de changements nombreux et cruels. Kopkov aurait pu être un auteur heureux, joué et soutenu. Le pouvoir soviétique encourageait par toutes sortes de mesures et sur une vaste échelle la création

d'un répertoire et d'un théâtre spécifiquement paysans. Or il y avait pénurie d'auteurs, et, dans un tel contexte, face à des besoins immenses, Kopkov constituait une réelle découverte. Mais le 23 avril 1932 paraissait un décret du comité central du P.C.U.S. qui imposait aux artistes-écrivains, musiciens, plasticiens, dramaturges, cinéastes, la seule voie du réalisme-socialiste. C'est une histoire connue. Désormais, l'art devait servir l'opposition ancien/nouveau, négatif/positif. Le passé était forcément sans espoir, et la seule voie, l'avenir, forcément radieux.

Sans mot d'ordre

Or voici que Kopkov surgit, n'appartenant à aucun groupe et sans mot d'ordre. Ses personnages ne sont ni négatifs ni positifs, ils ne sont pas la conséquence d'une idée, ils se confrontent à une réalité, à des idées nouvelles, à l'idéologie, avec des aspirations au changement, au bonheur, à une vie meilleure, mais avec aussi un fonds culturel ancien, riche, vivant, authentique, fait de religion, de superstitions, de méfiance, d'expérience millénaire, tout ce qui constitue une mentalité.

(1) 1931 : *Il vit encore*. Comédie. Représentée au Théâtre ethnographique de Leningrad. Le texte a été perdu. *Campagne record*. Comédie. Non publiée. Jouée en 1935 par le Jeune Théâtre de Leningrad.

1932 : *Le Gouffre*. Comédie. Perdue. Jamais jouée. *L'Éléphant d'or*. Comédie. Mise en répétitions par le Jeune Théâtre de Leningrad, puis interdite. Elle sera publiée en 1964, jouée en 1968. Tient l'affiche en un an. 1933 : *Le Tsar Potap*, joué en 1939 au Théâtre de la coopération industrielle et en 1940 au Grand Théâtre dramatique de Leningrad.

Comme le dit Irana Baskina, historienne du théâtre soviétique et l'une des rares à connaître Kopkov : « Sa volonté n'est pas antisocialiste, c'est sa conclusion qui l'est, elle s'est faite d'elle-même. Il montre simplement que la réalité ne correspond pas aux désirs des hommes. De tout son cœur, comme l'immense majorité du peuple soviétique, Kopkov souhaitait que les belles idées réussissent. Il n'a pu que constater l'échec et mettre en doute la possibilité de réalisation de l'idéal. D'autant plus que dans cette société nouvelle on peut, au nom de l'avenir, du futur en tant que devoir envers l'humanité, sacrifier n'importe qui et même des hommes idéaux, même les héros de la révolution. »

Cela permet de comprendre la destinée théâtrale de Kopkov. Ainsi que l'explique Irana Baskina, il y a entre ses œuvres et la scène les diverses instances de contrôle, et ses pièces déplaçaient. Parfois, un théâtre veut le monter, le met en répétitions, mais il est rarement joué, et, à partir de 1934, la situation s'aggrave. Hormis l'art de commande à la louange des héros positifs, tout le reste est voué à un silence total. Écrasés. Taciturnes, traînant toujours ses botes et son mollet de paysan, Kopkov ne dit rien mais il n'écrit plus. Il y aura encore le *Tsar Potap* (1936), qui marque un tournant dans son inspiration, mais était-ce un tournant volontaire ?

Si Kopkov avait survécu à la guerre, il n'aurait certainement pas accepté de servir un art manichéen. Très grand réaliste, il ne pouvait devenir un écrivain réaliste-socialiste, c'est de cette impossibilité même qu'il traite dans ses pièces. Oui, certainement, si Kopkov avait survécu, il n'aurait pu qu'ajouter son silence à l'infinité du silence de l'art non conforme.

MICHELE RAOU-DAVIS.

* Théâtre de Gennevilliers, 20 h 30.

« Les Trois Chemins d'Aladin à la lampe merveilleuse »

Sortilèges universels

LS sont qui indien, qui japonais, qui cyprite... celui-ci vient de Java, celui-là d'Irlande. D'autres sont originaires d'Israël, d'Iran ou d'Ukraine. On trouve encore dans la distribution de ces *Trois Chemins d'Aladin à la lampe merveilleuse* les noms d'acteurs japonais, ou coréens. Ils sont soixante en tout, comédiens ou musiciens, coréens et japonais, américains et des Français, cette pièce de théâtre musical étant une entreprise franco-américaine.

Créé à la Mame de New-York, où il a été présenté du 17 au 30 octobre dernier, le spectacle inaugure donc la série des coproductions avec les théâtres étrangers annoncées à la rentrée par le Théâtre de la ville de Rennes - au moment même où M. Chérif Khannouchi quittait la maison de la culture pour prendre en main les destinées de la Maison des cultures du monde à Paris, transférant du même coup le Festival des arts traditionnels de la capitale bre-

tagne Française Françoise Grund, la même qui animait le Festival de Rennes.

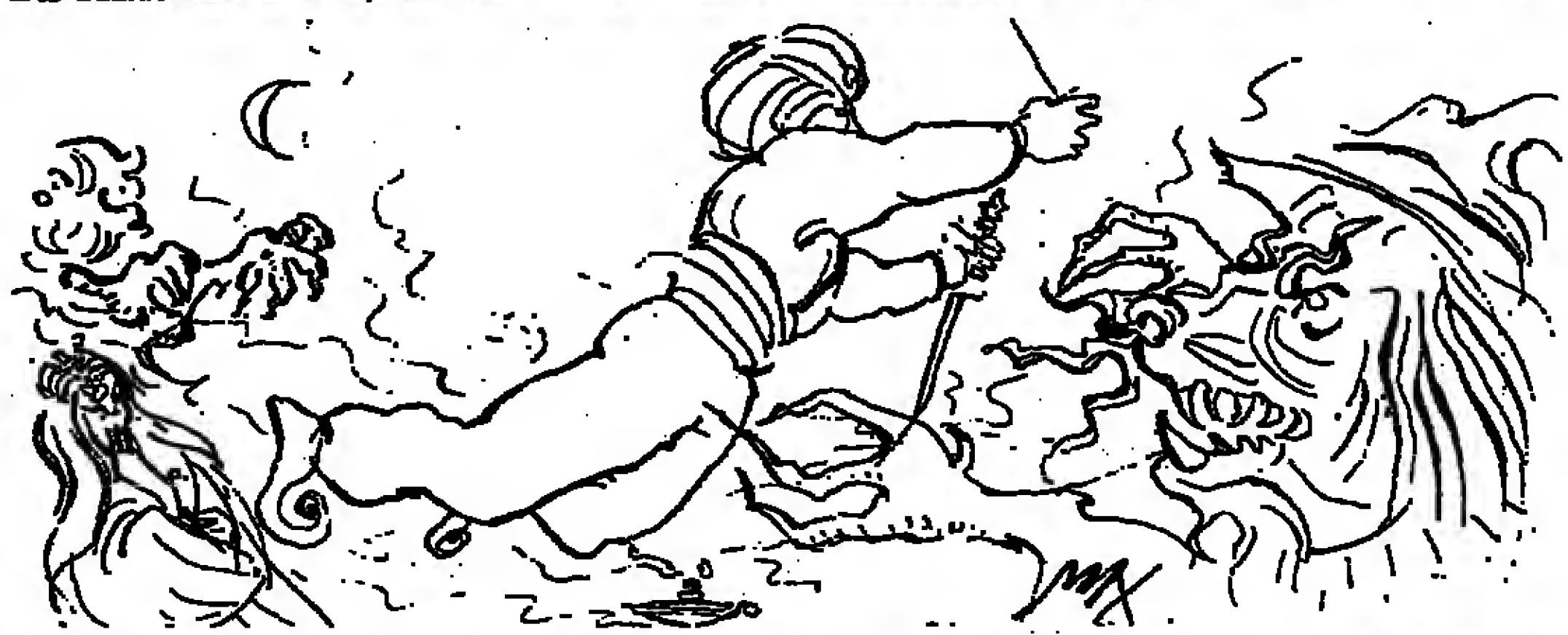
Pour être honnête et dire le chauvinisme en pâtir un peu, il faut néanmoins dire que la performance de l'une l'emporte de loin sur la réalisation de l'autre.

Françoise Grund a eu l'idée d'adapter trois des Contes des Mille et Une Nuits : belle idée, la légende dépasse toutes les frontières. Elle a pensé aussi construire un nouveau langage, au-delà des idiomes. Réduire les mots à des sons « internationaux » reconnaissables. Elle cite en exemple « mmm », phonème inventé pour « maman », « mother », « madre », « mutter », « um », etc. Bonne idée encore... coïncidant avec l'idéal d'un théâtre, où seuls les gestes, les bruits, les expressions des visages ou la danse permettent de suivre l'histoire... Les voyages d'Aladin, orphelin pauvre, découvrant par l'intercession d'un magicien une lampe magique et sillonnant l'Asie, avant de réussir grâce

à la magie de l'action, le rôle du conteur - sorte de Monsieur Loyal, - captive il est le seul à prononcer des bribes de paroles identifiables, à respirer, du début à la fin, un même mouvement, une logique. Soit les autres comédiens manquent d'intensité, soit, plutôt, Françoise Grund n'a pas inventé suffisamment d'images fortes, ou mis au point une réelle chorégraphie.

On passe de moments correctement élaborés à d'autres où les personnages semblent posés là, les bras un peu ballants. Enfin, les quelques points forts de la mise en scène - le passage sur un filin suspendu au plafond du fameux cheval d'ébène, l'arrivée d'un géant masqué (le génie) - ne sont pas d'une originalité renversante.

La musique en revanche justifierait à elle seule l'initiative de Françoise Grund. Elizabeth Swados, en ethnomusicologue connaissant bien, très bien, les richesses des répertoires traditionnels, a puisé partout, à tra-



vers les cultures orientales et indo-européennes, d'Amérique du Sud, dans les techniques d'improvisation du jazz ou encore les splendeurs répétitives, contemporaines celles-là, de Phil Glass. Tout se mêle, se compose avec bonheur : les rythmes du gamelan balinais aux échos des cérémonies pygmées aka, les résonances des gongs tibétains aux cantilènes hébraïques.

La clarté limpide des cloches des montagnes suisses répond à l'occurrence, aux fêtes indiennes, au xylophone martelé, et pour le coup, donne leur cohérence aux timbres des phrases fictives prononcées sur un plateau où les musiciens descendent de-ci de-là, comme pour rassembler la troupe autour d'une seule certitude : la force des sons purs, et du tempo à respecter.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* Angers, le 11 novembre, Orléans, les 13 et 14 novembre ; maison de la culture d'Aulnay-sous-Bois, du 17 au 23 novembre.

aux sortilèges d'un prophète fou à combattre le démon qui possède la princesse de Chine et à conquérir son amour, ces aventures - initiatives constituant un récit complexe. Des histoires s'imbriquent dans l'histoire, comme des boîtes. Le temps et l'espace s'effacent, on rêve.

Retracer dans leurs détails les péripéties d'Aladin sans avoir recours aux mots relève de la gageure : c'est comme parler par exemple de monter le Peer Gynt d'Ibsen sans en traduire les dialogues. Ce pari n'a pas été gagné. Il faut se référer au synopsis donné à l'entrée du spectacle pour savoir où on en est, vers quelle nouvelle destination se dirige le héros, les épreuves qui l'attendent.

Pourtant, le danseur de Java, Endo Suanda, interprète du rôle d'Aladin est très présent. Pourtant le jeune Yoon Cho Park, en princesse chinoise, énigmatique à souhait, n'a rien de décevant. Surtout, l'excellent chanteur Larry Marshall, assurant, en

vers les cultures orientales et indo-européennes, d'Amérique du Sud, dans les techniques d'improvisation du jazz ou encore les splendeurs répétitives, contemporaines celles-là, de Phil Glass. Tout se mêle, se compose avec bonheur : les rythmes du gamelan balinais aux échos des cérémonies pygmées aka, les résonances des gongs tibétains aux cantilènes hébraïques.

La clarté limpide des cloches des montagnes suisses répond à l'occurrence, aux fêtes indiennes, au xylophone martelé, et pour le coup, donne leur cohérence aux timbres des phrases fictives prononcées sur un plateau où les musiciens descendent de-ci de-là, comme pour rassembler la troupe autour d'une seule certitude : la force des sons purs, et du tempo à respecter.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* Angers, le 11 novembre, Orléans, les 13 et 14 novembre ; maison de la culture d'Aulnay-sous-Bois, du 17 au 23 novembre.

Centre culturel de Cergy-Pontoise
VAUDEVILLE
du 2 au 20 novembre
Mise en scène Jean-Michel Rabreau
Réservations : 032-79-00

OPÉRA COMIQUE
Salle Favart
Vendredi 12 nov. à 18 h
Conférence par
DAVID RISSIN
sur les
CONTES D'HOFFMANN
SALLE FAVART
Entrée gratuite

LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS
NOUVELLE REVUE COCORICO !
LIDO
20h30 Dîner dansant champagne et revue
335 F
22h30 Revue et 0h30 champagne
230 F
PRIX NETS SERVICE COMPRIS
NORMANDIE
116 bis av. des Champs-Élysées
563 11 61 et agences

ATHÈNÉE
COMPAGNIE THÉÂTRALE
Entre chien et loup
DANIEL LEMAHIEU
avec
HUBERT GIGNOUX
MARIE MERGEY
Cie Théâtre de la Planchette
742.67.27

MOULIN ROUGE
20h00 Dîner dansant champagne et revue
335 F
22h00 Revue et 0h00 champagne
230 F
PRIX NETS SERVICE COMPRIS
MONTMARTRE
Place Blanche
606 00 19 et agences

Dernière 14 novembre
Centre Dramatique National
THEATRE DE LA COMMUNE 833.16.10
AUBERVILLIERS
PURGATOIRE
A INGOLSTADT
de Marieluise Fleisser
mise en scène de Hans Peter Cloos
Lecture de deux nouvelles inédites de Marie-Louise FLEISSER par
Caroline CHANOLLEAU et Marie NAHYR, samedi 13 novembre
à 17 h 30

Euryale, sœur d'Ariane ou jeune compagnon de Nisus et d'Enée : graine douce ou gorgone : forteresse de pierres blondes ou mère d'Orion. Et tout cela qui encore résonne à perte d'oreille, tandis qu'un couple se défait ou se forme...
Euryale
un texte de René Fouqué,
mis en voix par
Michel Bouquet
un disque 33 tours, 30 cm, mono-stéréo,
STIL n° 0405 S 81, prix 77 francs t.t.c.
un livre, format 15 x 21 cm,
56 pages, prix 61 francs t.t.c.
disponible aujourd'hui en librairie, chez votre disquaire
ou aux éditions STIL
5, rue de Charonne 75011 Paris, tél. : 806.28.19

ODEON
THEATRE NATIONAL
15 novembre au 12 décembre
19 h 30 Loc. : 325.70.32
BOTHO STRAUSS
GRAND et PETIT
mise en scène CLAUDE REGY

RIZLA+
Le papier pour bien rouler vos cigarettes

PRIEURÉ DE CROISSY
GILLES DULIS & CLAUDE ROPION
PEINTURES SUR VERRE
Ouvrez tous les jours de 16 h 30 à 19 h 30, les samedi, dimanche
et le jeudi 11 novembre de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h 30.

SPECTACLES
George...
poche ou...
GALLIE ANNE...
FAUTRIER
L'ART VIVANT
PART LE DOUX
GALLIE KATIA...
WALTER OSCAR...
PEINTURE COBINOUI
MALON D'AUTOMNE
GRAND PALAIS - PARIS
ROUAULT
novembre

THÉÂTRES

« Ma Mère », de Georges Bataille

En poche ou sur les planches

LES publics du Théâtre national de Marseille ont eu la primeur, les derniers jours d'octobre, d'un spectacle qui va parcourir plusieurs villes de France : *Ma Mère*, d'après un récit de Georges Bataille, adaptation de Pierre Bourgeade, mise en scène de Maurice Attias. Ce spectacle est un cas limite, à tout le moins un cas très exemplaire, de l'aliénation d'une écriture et d'une lecture par l'échelle publique sur scène.

Il y a un monde entre la « prise » de ce texte par l'opération solitaire, silencieuse, intérieure, de la lecture, et sa saisie, au vol, d'une seule traite dont on ne gouverne pas le rythme, un soir, au théâtre. D'autant plus que l'image (décor, accessoires, costumes, corps et visages des acteurs) et le son (voix, musiques ajoutées, bruits) peuvent contredire tout à fait l'image et le son que le livre muet eût fait naître dans l'imaginaire du lecteur.

Ma Mère est le texte d'un philosophe. Il constitue une démarche méditative qui s'articule avec d'autres démarches du même esprit. Il est innervé, irrigué, par ces autres démarches du même auteur.

Le risque de l'incongruité

Quelqu'un qui ne sait rien de Bataille, qui n'a rien lu de lui, et qui fait l'acquisition de *Ma Mère*, par exemple dans une gare de chemin de fer, en édition de poche, va peut-être vivre, par la lecture, une expérience intéressante, des équilibres inhabituels, mais l'emploi que ce lecteur du hasard va faire de cet écrit sera d'une certaine façon incongrue, faute d'informations sur les autres œuvres de Bataille, par référence auxquelles cette œuvre, *Ma Mère*, dit ce qu'elle dit. Quant aux spectateurs, il est possible que la presque totalité d'entre eux, tel soir, dans une salle, n'ait aucune connaissance de l'œuvre de Bataille.

Ma Mère se présente — nous parlons ici du texte imprimé — comme le témoignage, à la première personne, d'un fils auquel sa mère a imposé une suite d'épreuves. Dès la mort du père, cette mère a tout fait pour susciter chez son fils (adolescent) un mépris, un dégoût violents d'elle-même, en lui révélant ses « perversions » sexuelles, même en l'obligeant à y assister, à les partager.



Ce texte baigne dans un climat de culpabilité « chrétienne », et le lecteur sans référence constate que Bataille, par les tentations de non-amour imposées au fils par la mère, attise chez ce fils une expérience, une certaine épreuve, à rebours, de l'existence de Dieu : en même temps, le lecteur sent intimement qu'il est « blâsé », puisque le semblant religieux de ce texte ne s'insère pas dans une foi, dans une certitude acquise, mais dans un questionnement profane.

L'impression la plus troublante (nous parlons toujours du lecteur

de hasard, du lecteur « innocent », et du spectateur cueilli à froid) est que la mère semble dotée des attributs d'un père. La notion, la substance, du père, sont réduites à néant, ou presque, comme si le père n'était, dans l'histoire « éternelle » du couple mère-fils, qu'un accident d'un instant, un étranger. La mère devenant le seul sang, la seule attache.

Le lecteur passe par l'aventure curieuse, « alertante », de pressentir qu'il s'égare sur les significations d'un texte qui néanmoins ne présente pas d'obscuretés essentielles, qui se présente comme un roman quelconque, au besoin rédigé et composé sans application excessive, car Bataille prend soin de ne pas « faire de style ». Le lecteur se sent perdu, il sent que la lecture le perd, mais il ne peut perdre cette lecture, la lâcher.

L'adaptation théâtrale de *Ma Mère* offrait une solution, dans une certaine recherche d'images. Car le texte de Bataille, en un sens, n'est pas « sincère », n'est pas « vrai ». Tout se passe comme si Bataille agaçait un faux récit, des fausses phrases, de faux événements, afin d'illustrer « par la non-image, par du texte-texte, à la fois une pensée, une philosophie, et surtout de vraies images rêvées ou imaginées, ou, autrement dit, dans son enfance, fantasmes. Comme s'il y avait inversion de l'image « vécue » et de la phrase inventée. Ce ne sont plus des images qui illustrent des concepts, mais des concepts non figuratifs qui illustrent des images perdues. La tâche du metteur en scène aurait pu être de rechercher ces images perdues elles-mêmes, alors que Bataille, par son texte, les occulte, en tout cas les « triche ».

Ni l'adaptateur, ni le metteur en scène, ni le décorateur, ne sont allés dans le sens de cette recherche. Mais ce spectacle d'après Georges Bataille est tout de même très fascinant, et donne beaucoup à réfléchir, parce que l'actrice, Nelly Bourgeade, explore, physiquement, spirituellement, l'expérience de Georges Bataille. Elle participe de cette expérience. Elle est comme une lampe vulnérable, mais sans cesse renaissante, qui parcourt, dans l'inquiétude, avec une « hauteur » mystérieuse, des labyrinthes essentiels. C'est ici l'une des plus belles prestations de cette actrice hors du commun.

MICHEL COURNOT.

« Grand et Petit » par le T.N.P. à l'Odéon

Le présent qui flotte sans racines

LE T.N.P. est à l'Odéon à partir du 15 novembre avec *Grand et Petit* de Botho Strauss dans la mise en scène de Claude Regy, dont la création a eu lieu au printemps dernier à Villeurbanne (le Monde du 22 mai). Parmi une vingtaine de comédiens de premier plan, Bulle Ogier est l'héroïne. Elle parcourt l'espace noir inspiré par Roberto Platte, faisant naître autour d'elle des paysages fictifs, des rues, des maisons. Elle s'appelle Lotte et s'en va à la recherche d'un homme, de la mémoire de son homme, de quelque chose qui s'est perdu en elle et qu'elle tente de retrouver. Elle retourne vers les lieux et les gens qui ont jalonné son passé. Elle surgit, incongrue, décalée, incohérente, et laisse à chaque rencontre un lambeau d'elle-même accroché aux évents de vie qu'elle traverse. Elle se retrouve dépourvue, vide, femme fantôme lancée dans la place dans le grand livre de la vie s'est effacée.

Bulle Ogier est splendide, fragile et crispée. Son regard transperce la surface des mots, en quête de leur vérité, femme égarée, femme errante, comme on dit le Juif errant, condamnée au voyage sans but, à la route sans fin des abords de ville, obsessionnelle chez les artistes allemands.

Jouer avec les clichés

Sur la scène de l'Odéon, Bulle Ogier succède à Edith Clever, Lotte dans la mise en scène de Peter Stein, venu en 1981 avec la *Scheubühne* pour le Festival d'automne. Deux actrices opposées, deux spectacles de conception différente. Le seul passage de l'allemand au français en déplace le sens, le dévie. D'autant plus, dit Claude Regy, que Botho Strauss travaille sur les langages.

Claude Regy a adapté *Grand et Petit*, et la Trilogie du réveil, de Botho Strauss également, que Claude Regy, déjà, a mise en scène au Théâtre de Nanterre.

« Avant d'écrire, dit-il, Botho Strauss a été journaliste et dramaturge. Il a joué avec les stéréotypes du théâtre, à vu de quelle manière ils représentent les clichés de la société. Dans ses pièces, il joue avec les modèles de langage et les fait éclater par in-

trusion d'éléments étrangers. Ils glissent l'inattendu dans tous les interstices. Ce qu'il faut traduire, ce sont des modulations, une série de décalages. Un changement de clef comme en musique, quand on passe d'une tonalité à une autre avec les mêmes notes. Les personnages sont pleins de failles. On ne doit pas se laisser aller à les faire parler en fonction de l'image stéréotypée qui se présente en premier plan. Il ne faut pas rater la faille, les mots qui trébuchent. »

« Avec *Grand et Petit*, déclare Peter Stein au cours d'un débat (1), c'est la première fois que je trouve des passages que je ne comprends pas complètement. Dans un sens intellectuel, bien sûr, c'est facile. Mais je ne peux pas exprimer la portée des pensées et des sentiments... » Et Claude Regy : « On sait qu'il peut y avoir d'autres significations, des zones d'ombre qu'il est nécessaire de maintenir. Le metteur en scène ne doit pas intervenir pour proposer une explication univoque... »

« Cette écriture précise et perverse, poursuit Claude Regy, est une manière pour Botho Strauss de retrouver le malaise de la civilisation. Il est typique de ce que l'on appelle la « nouvelle subjectivité », le retour au regard individuel qui a prévalu depuis les années 70, en réaction contre la recherche des causes sociales qui dominait depuis les années 50. Mais ce n'est pas seulement subjectif. Botho Strauss s'attaque à la civilisation des médias et des atomes. Dans son dernier livre, *Couples, passants* (qui n'est pas encore traduit) il dit que la schizophrénie et la paranoïa ont enfin un lieu concret : les rampes de missiles. Ils sont la comme des épées de Damocles. On ne peut pas ne pas y penser et on ne peut pas en tenir compte sans peine de s'empêcher de vivre. Tout ce que l'on fait se définit par rapport à un danger hypothétique et à la nécessité de continuer à exister. »

« Le nazisme aussi joue un rôle. Il est le centre secret de toute la pensée allemande. On se réfère toujours au « grand débandement du siècle » qu'on est obligé d'oublier en permanence. La coupure de l'Allemagne en est la conséquence, et c'est un fait qu'aujourd'hui la douleur de la catastrophe a tendance à s'atténuer. Botho Strauss habite Berlin, ville

symbole de la déchirure et de l'éclatement à tout instant possible. Sa préoccupation essentielle est la situation allemande. Lotte parcourt l'Allemagne et ses différents milieux sociaux. »

« Botho Strauss n'est pas si éloigné du courant autrichien. Comme Peter Handke ou Thomas Bernhard, il réévalue la distance entre soi et le monde. Mais ces techniques diffèrent. Thomas Bernhard concentre les mots dans les monologues d'un personnage repoussant. Peter Handke présente des constructions lisses comme un mur de glace. Chez Botho Strauss au contraire, c'est l'écriture de l'intervalle. »

« Je me demande pourquoi il ne fait pas de cinéma, alors que son écriture pourrait s'y adapter directement. Apparemment, il ne veut pas. Peut-être se méfie-t-il. Il dit que la manière dont le montage s'impose à notre perception correspond au système des peep shows qui s'entrouvrent sur une vision étroite et se referment aussitôt. »

Le bruit des mots

« On ne connaît plus la réalité que par son reflet télévisuel : il parle du « sifflement » du tube cathodique, semblable au bruit que font les mots du royaume des ombres... » Il se tient dans ce monde d'entre deux, ce présent qui flotte sans racines. Le langage est la planche de salut, il reste à trouver. Lotte est à la recherche d'un langage du réel. Elle tâtonne, déforme les mots, dit que « Paul comprendra ». Mais il a disparu et la quête échoue.

Pourtant je me demande si, malgré ce pessimisme, la représentation de la quête n'est pas elle-même une recherche. Même si Botho Strauss ironise sur le langage, il n'importe quoi des mystiques à la mode, je ressens une religiosité. Recherche du langage, recherche du divin, « Dieu est la fin ouverte de l'homme... » Une chose est certaine, Botho Strauss a trouvé un nouveau langage théâtral.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

★ Odéon, 19 h 30, à partir du 15 novembre.

(1) Rapporté dans *Théâtre/Public* n° 37.

ATELIER DE RECHERCHE ESTHÉTIQUE
Manifestation de recherche nov. 82
ÉCRITURES/LECTURES
CODE/SYSTÈME
Concert de Musique logique
J. CHARBONNIER, M. PHILIPOT
L. ROQUIN, J. TAVERNIER
Y. XENAKIS
15 nov. - 21 nov. - Salle des Congrès - CAEN

GALERIE L'ART ET LA PAIX
35, rue de Clotchy, Paris (9^e)
Hommage à
PICART LE DOUX
20 oct. - 20 nov.

MUSÉE JEAN-JAURES
de la Ville de CASTRES
ART ET SOCIÉTÉ
AVEC LES PEINTRES
DE FIGURATION CRITIQUE
Jusqu'au 5 décembre

GALERIE KATIA GRANOFF
13, quai de Conti - 75006 PARIS - 354-41-92
WALTER OSCAR GROB
PEINTURE COSMIQUE
FESTIVAL DES COULEURS ET DE L'ESPRIT NOUVEAU
4 NOVEMBRE - 4 DÉCEMBRE

SALON D'AUTOMNE
GRAND PALAIS - PARIS
ROUAULT
novembre

GALERIE JEANNE CASTEL
Marie-José Lefort
FAUTRIER
20 octobre - 28 octobre
3, rue du Cirque, VII^e - 359-71-24

MAIRIE ANNEXE DU 18^e Arrond.
1, place Jean-Joffin (Métro Jean-Joffin)
L'ART VIVANT
à PARIS
9 novembre - 8 décembre
Ouvert 11 h, 14 h, 17 h, 20 h
de 9 h 30 à 17 h 30
ENTRÉE GRATUITE

ATELIER DE RECHERCHE ESTHÉTIQUE
Manifestation de recherche nov. 82
ÉCRITURES/LECTURES
Exposition LES ÉCRITS
ADAM-AESCHACHER-ATAALLAH
BOTON-DREUT-FRUTIGER-GID
GROBNER-JACNO-LAMBOUREUX-MASSIN
MEDIIVILLA-MELIN-ROGER
Gare routière - CAEN

SÉLECTION

CINÉMA

« Chien enragé »
d'Akira Kurosawa

Tokyo, au lendemain de la guerre. Un jeune policier se fait voler son revolver et n'aura de cesse qu'il le retrouve, remontant le trajet de l'arme jusqu'à un meurtrier, un « chien enragé ». Une mise en scène de la misère, traversée de notations sociales et métaphysiques.

ET AUSSI : *La Femme aux deux visages*, de Georges Cukor (Greta Garbo fait le clown), *Alexandre le Grand*, de Théodora Angelopoulos (Une terrible épopée), *Une chambre en ville*, de Jacques Demy (toute la grandeur du mélodrame, en chansons et couleurs), *Toute une nuit*, de Chantal Akerman (le ballet de l'amour), *L'État des choses*, de Wim Wenders (cinéma permanent), *La Nuit de San Lorenzo*, de Pablo et Vittorio Taviani (le paysage d'une guerre fratricide).

THÉÂTRE

« Platonov »
à l'Athénée

Inquiétudes, désarroi. Le vide passe et Platonov court après le vide avec des mots aveugles, brise le temps avec des mots qui blessent. Daniel Mesguich est là. Et des acteurs. Le théâtre. Sans histoire. Pur et simple.

« Les Bas-Fonds »
à Saint-Denis

Beauté sulfureuse d'un monde perdu, quart-monde intemporel

peuplé d'épaves qui n'ont plus que le rêve pour s'accrocher à la vie. Le rêve et des mots qui se cassent, s'enroulent, déboulent, venus droit des bas-fonds de l'âme.

« L'Énéide »
à Choisy-le-Roi

L'histoire magnifique d'un exil légendaire. Les « boat people » des premiers âges à la recherche d'un espace de liberté. Un grand récit épique, clair comme une musique. Une imagerie belle comme une fresque retrouvée (jusqu'au 14).

MUSIQUE

« Les Contes »
« la Veuve »
et l'art sacré

L'opéra-comique et l'opérette seront, en principe, rompuement représentés à Paris ces mois-ci par les *Contes d'Hoffmann* d'Offenbach, qui marquent la grande réouverture de la salle Favart, dans la production de Jean-Pierre Ponnelle, adaptée de Salzbourg, avec au premier rang le superbe et poignant Shicoff, et Jean-Pierre Lafont dans les rôles « diaboliques », sous la direction d'Alain Lombard (les 15, 18, 20, 24, 27, 30, etc.) ; et au Châtelet, par une toute nouvelle *Veuve joyeuse* de Franz Lehár, mise en scène par Alfredo Arias, du groupe T.S.E., avec quatre « veuves » différentes : Carole Parley, Felicity Lott, Danyèle Chlosta et Marion Sylvestre (Châtelet, du 16 novembre au 6 février, tous les jours sauf lundi).

Pendant deux mois, Paris sera aussi le siège du Festival d'art sacré, dirigé par Stéphane Caillat, avec un programme particulièrement riche qui s'ouvre par la *Cantata Misericordiam* de Britten et le *Requiem* de Renaud Gagneux (Saint-Roch, le 10), un concert Couperin à Saint-Gervais, avec Michel Chapuis et M.-H. Dupard (le 17) et un très beau programme Bouznag, Moreau, Charpentier, par les Arts florissants de W. Christie (Saint-Médard, le 17).

ET AUSSI : Schumann, Henze, Beethoven, par l'Orchestre de Paris, dir. G. Albrecht (Pleyel, les 10 et 11) ; *Otello* (Opéra de Nice, les 11, 14, 17) ; le pansori de Corée (Alliance française, de 22 h à l'aube) ; Mozart par S. Richter et O. Kagan (Gaveau, les 12 et 15) ; *Experimentum Mundi* de G. Battistelli (Festival d'automne, centre Pompidou, les 13, 14, 15) ; Musica Antiqua Köln (Versailles, salon d'Hercule, le 17) ; le *Paradis* et la *Péri* de Schumann, Orchestre National, dir. W. Sawallisch (Saint-Denis, le 17) ; Kodaly, Rachmaninov, Prokofiev, par l'Orchestre de Paris, dir. M.W. Chung, avec C. Ousset (Pleyel, les 17, 18, Verres, le 19).

DANSE

Suzanne Linke
au « Sigma »
de Bordeaux

Entre Pina Bausch et Rheinhild Hoffman, Suzanne Linke offre une tonalité plus douce, plus fragile en apparence, mais sa danse déroule comme une colère blanche un réquisitoire virulent contre la société. Elle se produit au Théâtre

Fémina avec son groupe du Studio d'Essen (15-16 novembre) et en solo (17 novembre).

ET AUSSI : Le G.R.C.O.P. à la station Auber (la danse dans le métro) ; Karine Saporta à la Galerie Oudin (performance pour et dans l'exposition de Marie Chamaud) ; Une création de la compagnie Beau geste à l'Espace Duchamp-Villon de Rouen (Parcours).

EXPOSITIONS
« L'Orient
des Provençaux »
à Marseille

Un ensemble de dix-sept expositions réparties entre tous les musées de Marseille, les Archives, la bibliothèque, la chambre de commerce, l'école d'art et d'architecture, illustrent sept siècles d'échanges culturels entre la Provence et l'Orient. Avec notamment au Palais de Longchamp, « Les orientalistes provençaux », la collection d'un amateur au début du 19^e siècle, et au musée Cantini, les œuvres du peintre kabyle Baya et les chefs-d'œuvre du musée d'Alger.

ET AUSSI : « De Carthage à Kairouan », au Petit Palais ; « Trésors d'Irlande », Fontin-Latour, au Grand Palais ; *La Liberté guidant le peuple*, de Delacroix, et l'Atelier Desportes, au musée du Louvre ; « Les canards illustrés du XIX^e siècle », au musée-galerie de la Seine ; « Devantures commerciales et quartiers anciens », à la Librairie du Montreuil ; « Toulouse et l'art médiéval », de 1830 à 1870, au musée des Augustins de Toulouse.

Aladdin
âges universels
BOTHO STRAUSS
GRAND et PETIT
CLAUDE REGY
Le papier pour bien rouler vos cigarettes
BIZIA
GILLES DULIS & CLAUDE ROPION

RADIO-TELEVISION

Semaine du 12 au 18 novembre

Les programmes du mercredi 10 et du jeudi 11 novembre sont en page 18.

< LA NUIT D'UN RÊVEUR > de Pierre Desfons sur A2

Les placards de Dutronc

Il y a eu Gainsbourg en mai dernier, portrait-éclat d'un individu un peu louche et résolument fétard, dont l'autre nom — Gainsbarre — destiné à brouiller les pistes, révélait aussi en son, une autre face cachée du personnage. Une excellente émission dont on se souvient encore, proposée par Catherine Barma et réalisée par Pierre Desfons. Ni documentaire ni fiction, un vrai film avec un scénario, fidèle pourtant, et qui changeait brusquement des émissions habituelles de variétés qui, du

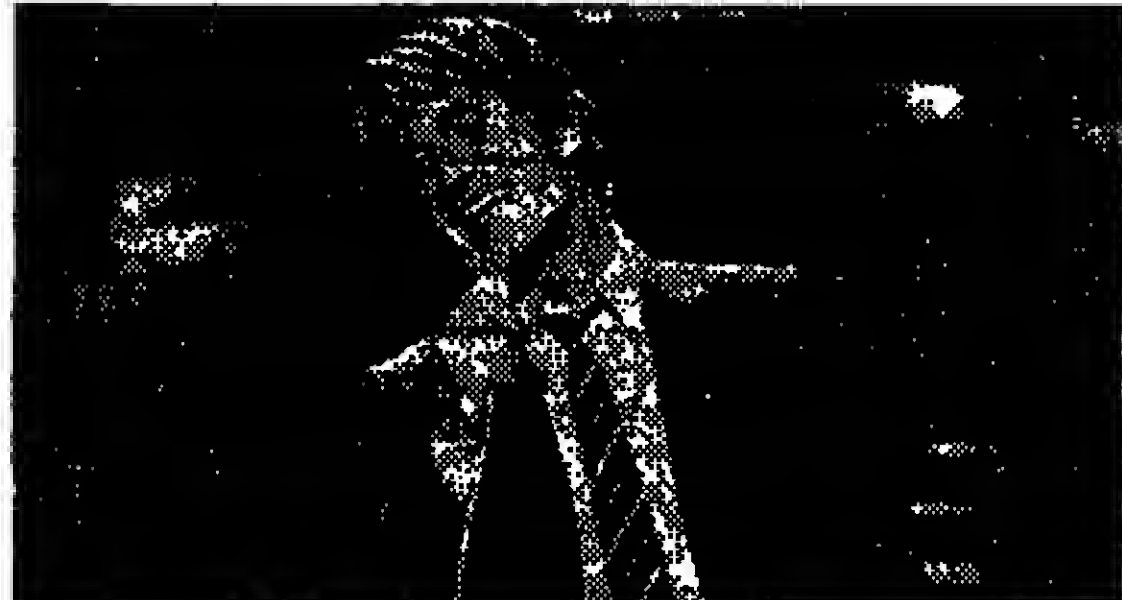
coup, prenaient cent ans. Et voilà que les deux complices récidivent cette semaine — c'est-à-dire six mois plus tard — avec Jacques Dutronc. Derrière cette autre élégante surprise, Pierre Desfons, responsable d'une des deux unités de production de variétés à Antenne 2. On espère que son départ comme directeur de la rédaction de la même chaîne n'entraînera pas l'arrêt de ces écritures « climatiques ».

La méthode est toujours la même, ce qui donne des films très différents dans le ton. Elles ont un ton, ce que voulait Pierre Desfons, intéressé à l'idée de donner à la production une « grille », de l'aisance, d'être une signature. Alliance d'un travail collectif et personnel. « Chacun propose un fil conducteur, moi, Pierre Desfons et le chanteur », explique Catherine Barma qui, avant de proposer cette émission, travaillait à « Fenêtre sur la magazine de Sylvie Ganevob ». « Le principe, c'est qu'il n'y a pas d'interview, Desfons écrit un ou plusieurs scénarios très personnels, que le musicien accepte ou non, corrige. L'émission est un tout, il

ou de la pudeur. Il est comme il est sur scène, absolument en dehors du show business, ou plutôt étranger, à côté. Ce n'est pas sa faute, c'est dans son caractère. Il fume sans arrêt des cigarettes, et comme Gainsbourg, il n'est pas révisé par l'alcôve. C'est l'idée de transmettre un « climat » qui l'a intéressé dans ce « petit scénario », « terme qui n'est pas péjoratif, nous préférons l'usage à toujours l'air prêt à rire secret », scénario qui n'est ni une dramatique, ni une variété, juste un « climat ». Il n'aime pas l'écriture, Dutronc, il n'a pas envie de faire de la « promotion », comme on dit. « Il faut toujours calmer les gens

nirs de classe : Zitrone dans un placard, François Hardy, bien sûr, beaucoup de choses et d'êtres qui viennent à sa rencontre ; il y avait même (il a supprimé cette idée), Jean-Eden Hallier (l'ogre), encore dans un placard, et lui, Dutronc, disant « encore ». Douce nuit : Paris s'éveille... »

CATHERINE HUMBLLOT.
★ Dimanche 14 novembre, A2, 20 h 35.



s'agit d'essayer de montrer aux gens le climat, l'humour, l'univers d'un artiste et d'entendre, bien sûr, ses chansons. Gainsbourg voulait quelque chose qui lui corresponde, la double personnalité, le côté provoc' et l'autre, il a rajouté ici un texte, là des détails. Dutronc, secret, abstrait, plus renfermé, a choisi entre plusieurs scénarios, il est peu intervenu ensuite.

« Cinq mois de travail en tout, dont deux jours de tournage, cinq semaines de montage. Des émissions qui coûtent relativement cher (1 million de francs pour Gainsbourg, 12 millions pour Dutronc), mais c'est moins que les « Numéros » de Gilbert et Marthe Carpentier.

Il est gai et secret, Dutronc. Et le film transporte cette distance cachée par l'humour qui est une forme retournée (élégante) de la timidité

qui vous poussent à faire des choses sans arrêt. » Il ne rajoute pas de la télévision, où il passe rarement, mais ce l'excitant de faire une émission « qui lui ressemble » avec quelqu'un qui n'est pas conventionnel. « Desfons, c'est le Fellini des variétés », dit-il. Il estime qu'il n'a pas été trahi.

Fin d'un « Grand Echiquier ». Départ, Dutronc comme tous les autres, quitte le studio quand, pour des « raisons rituelles » (il a oublié ses cigarettes), il ramonte (labyrinthe) jusqu'au plateau, mais le gardien (Claude Villaret), qui ne l'a pas vu, l'entend à côté. « Si on n'est pas en scène, on ne s'élève pas », dit Dutronc.

Il va donc s'élever toute la nuit en ouvrant les portes aveugles du studio. Chacune amène à revoir des éléments de sa vie, à faire surgir des visions, des fantasmes, des souve-

< GUILLAUME LE CONQUÉRANT > SUR FR3

Hardi ! les Normands

Tous les téléspectateurs qui ont manqué les deux premières épisodes des histoires fabuleuses de Guillaume (1025-1057), qui les ont manquées soit par simple négligence ou par mépris des valeurs chevaleresques, trouveront un Guillaume adulte, enfin lancé sur l'autoroute de la gloire, plus conquérant que jamais en amour comme à la guerre.

Gilles Grangier et Serge Niccolasco, réalisateurs de cette fresque en six épisodes, ont mis à la disposition de ce grand homme — un héros, fruit de l'amour ardent mais illégitime du duc de Normandie et d'Arlette, une empoisonnée de chaises — pas moins de mille cinq cents cavaliers vigoureux, six mille figurants remuants, affublés de sept mille costumes cousus et forgés main, le tout sur une centaine de décors artificiels, construits et aménagés en Roumanie (économie oblige).

L'ensemble, inspiré du livre de Guy Rachet *Guillaume le Conquérant*, a nécessité six mois de réflexion, dix-sept mois

de préparation, pour être mis en boîte en sept mois de tournage en Roumanie avec le concours de l'armée roumaine.

Les acteurs — Henri Ballon dans Guillaume, ou Christiane Jean en belle mais fragile Guenivere — s'ils manquent souvent de constance intérieure, font preuve d'une vaillance batailleuse et amoureuse peu commune. Tout ce beau monde est là pour batailler, pour conquérir l'Angleterre et pour mourir, comme on voit une tasse de café.

Bref, les enfants seront à leur affaire, dans le feu d'une action toujours intense. Les autres, cinéphilas habitués aux lenteurs énigmatiques des films de Marguerite Duras, ne prendront pas la chose très au sérieux, mais reconnaîtreont une mise en scène efficace, bien construite, qui a le mérite de se lire distraitement comme une bande dessinée.

MARC GIANNESINI.

★ Mercredi 17 novembre, FR3, 20 h 35.

LA CORÉE SUR FRANCE-MUSIQUE

La voix rauque du pansori

APRÈS la réussite, le 23 octobre, d'une première « Nuit de Chine », la diffusion des cultures du monde s'est à nouveau associée avec France-Musique pour une autre soirée exceptionnelle consacrée au pansori de Corée.

Formé des mots *pan* (les plans) et *sori* (le chant), le pansori est une forme de théâtre chanté, interprété par un acteur-chanteur qui exécute à lui seul l'air (dialogues et narration), le *ballin* (action) et le *sori* (chant). Le musicien qui l'accompagne joue d'un tambour à deux peaux qu'on appelle *pok*. La durée complète d'une pièce du répertoire varie entre quatre et huit heures.

Né au début du dix-huitième

siècle le pansori n'était, à l'origine, qu'un long récit soutenu par une série de chants, exécutés dans la province de Jeolla (au sud-ouest du pays) lors des cérémonies rituelles shamanistes par les *gwangdae*, sortes de saltimbanques itinérants mis hors la loi. La manière de chanter un pansori révèle le rapport étroit entretenu par les Coréens entre la notion de force et celle de beauté. En effet, les spectateurs ne goûteraient guère une vocalisation seulement « jolie » ; ils veulent, au contraire, un chant vigoureux et puissant, voire un peu rauque. En général, ce sont des femmes qui chantent le pansori, mais le *pok* peut être indifféremment battu par un homme ou par une femme.

Il faut au moins quinze ans de travail pour exécuter un pansori ; la formation reste essentiellement familiale.

Gosier tremblant
gosier cabrant
et
gosier plat

Le répertoire du pansori reste surtout épique et épiétique, avec une alternance de pièces tristes ou tragiques et de pièces belliqueuses ou drôles. Ce savant dosage destiné à maintenir en éveil plusieurs heures durant l'attention du spectateur, établit en fait selon une classification technique qui distingue « gosier tremblant », « gosier cabrant » et « gosier plat ». La chanteuse de pansori doit, en outre, être actrice et danseuse.

Avec un éventail (devenant tour à tour rocher, montagne, orage, fleuve, soleil, etc.) pour tout accessoire et les ressources de son visage elle doit exprimer l'intensité du drame. Un léger balancement rythmé de son corps souligne certains mouvements musicaux particulièrement descriptifs. Le joueur de *pok* accompagne son jeu de cris d'encouragement adressés à la chanteuse.

GÉRARD CONDÉ.

★ France - Musique, vendredi 12 novembre, de 22 h 15 à l'aube.

< Mme S.O.S. > sur TF1

Au secours !

VERBAIMENT, on n'est pas gâté avec les feuilletons à la télévision. Après l'humour familial et vaguement attendrissant de « Papa-poule » en septembre et octobre sur Antenne 2 (un père divorcé entouré de sa nichée boulesaitrice), on est gratifié, depuis trois semaines, toujours sur la « 2 », d'une autre série, au comique plus vachard celui-là. Toutes griffes dehors. Tout le monde a la langue bien pendue dans ce feuilleton qui raconte l'histoire d'une petite entreprise qui « monte », tout le monde se veut ouvertement du mal ; c'est plutôt réjouissant, mais ça ne dépasse pas le niveau du théâtre de Boulevard avec la même morale un peu boujadiste sous ses airs de progrès.

Et brusquement on nous inflige pire avec « Madame S.O.S. », bientôt sur la première chaîne : Annie Cordy, transformée en père Noël chez les pauvres ! Mimi (Annie Cordy), veuve joyeuse d'un milliardaire de la chaussure, ne suit pas quoi faire de son argent. Plutôt que de s'ennuyer en restant seule avec tout son pécule, elle décide de venir en aide aux cas désespérés. Flanquée de sa cuisinière, la fidèle Armandine, de son chauffeur marié, le fidèle Yachinthe, Mimi, la bonne fée, va voler au secours d'une jeune fille séquestrée par son mari jaloux, récupérer un nourrisson dans un massif de géraniens, retrouver une portée de chats, sauver un couple de vieux abandonnés...

Mimi rend les malheureux heureux avec son bon cœur et son argent. Voilà une belle histoire avec une belle morale : si tous les riches étaient comme elle, ce serait merveilleux le monde, chacun à sa place, les riches pour aider les pauvres, les pauvres pour distraire les riches. Il paraît qu'il s'agit de « montrer le côté rose de l'existence », comme il est dit dans le dossier de presse de cette série affligeante (avec ça vaguement paternaliste et raciste envers les vieux, les Noirs, les Juifs...). S'il n'y avait qu'une Annie Cordy — étonnante, pétulante — pour sauver ce feuilleton, écrit par Marcel Mithois et réalisé par Alain Dhénaut, comme Sophie Desmarets dans « Toutes griffes dehors », on crierait : Assez ! Au secours !... — C. H.

★ Chaque vendredi, à partir du 12 novembre, TP 1, 21 h 35.

Vendredi 12 novembre

Un film

LES BANNES DE L'OCEAN

Film américain de Jess Franco (1979), avec G. Bancroft, B. Compson, O. Bacallora, C. Cook.
A 2, 22 h 05.

★ Rencontre d'une prostituée malheureuse et d'un marin en escale, sur les quais de New-York. Parvenu à la maîtrise de son style, à la fin du muet, Sternberg transmet une histoire mélodramatique en drame de la passion et de la rédemption par une étonnante transposition plastique, en studio, d'un bateau, des docks et des bouges de Hoboken. Les décors, les défilés, la composition des images, créent un univers presque onirique, en clair-obscur. Dans les brumes et la fumée, les personnages cherchent à échapper au mauvais sort, pour connaître une vie meilleure. — J. S.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 TF 1 Vision plus.
12 h Méthorologie.
13 h 10 Juge Box.
13 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 05 Dijon entre hier et aujourd'hui.
Émission du C.N.D.P.
14 h C'est à vous.
14 h 25 Le Village dans les nuages.
14 h 50 Histoire d'un rire.
14 h 05 A la une.
14 h 20 Émissions régionales.
14 h 45 571 vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Palace one.
Avec G. Silos, A. Parnock, Orchestre Muscovite, F. Lemp.

21 h 35 Feuilleton : Madame S.O.S. De M. Mithois, des voix : A. Dhénaut, avec A. Cordy, J.-P. Darras, J. Merviel.
22 h 30 Histoires naturelles : Pêche sur les lacs de Haute-Savoie. Émission d'Y. Lelou, I. Barrère et J.-P. Zieuz.
23 h Journal et cinq jours en bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Série : Les amours des années folles.
14 h Aujourd'hui la vie. Épisode de l'élément du goût et de la faim.
14 h Série : La légende d'Adams et de Pours Benjamin.
14 h 45 Reprise : Les jours de notre vie (la main). (Diffusé le 10 novembre à 22 h 30.)
14 h 40 Court métrage : Madère.
14 h 55 Minérales.
Musique-mémoire d'Argentine. Avec le quartet Cadron, l'un des meilleurs groupes de tango d'aujourd'hui et le groupe Golem.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Toutes griffes dehors.
De M. Boland, avec S. Desmarets, F. François, S. Avedikian. Les affaires de Fanny et Gilles marchent maintenant et bien qu'ils sont couramment déborder. Gilles disparaît pour réfléchir. Un feuilleton mené tambour battant avec répliques originales comme dans le théâtre de boulevard. Ça se va pas plus loin mais c'est divertissant.
21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot. Mémoires des femmes.
Avec G. Derymann, R. Bonan, de Sophie Troubat, M. de Créon (la Nuit du samedi), F. Xenakis

(La Nette coupée), M. Korda (Périlous), H. Nyssen (Des ardeurs dans la tête).
22 h 55 Journal.
23 h 05 Club-cinéma (cycle Sternberg) : Les Dames de l'océan.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Forces ouvrières.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
Les jeux de vingt heures.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
Essai comparatif : appareil photo compact.
20 h 35 Le nouveau vendredi : Israël, la déchirure.
Magazine de F. Piat, R. André Gault.
La société israélienne après les récents événements en Liban, le massacre de Jérusalem et l'opération des mouvements contestataires contre le gouvernement Ségol, à travers les témoignages des gens de la rue.
21 h 30 Série : Les théâtres de l'excès.
« La voix », réal. P. de Mandiargues.
Premier volet d'une série de trois émissions consacrées à la voix comme phénomène biologique. Avec la participation du docteur Julien, un linguiste de Toulouse.
22 h 30 Journal.
22 h Préface à la nuit.
Temps immémorables de Antoine Tziadjis par le trio Desloppes.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Initiation à l'art contemporain ; actualité de l'histoire ; regard sur la scène nationale.
8 h Les chemins de la connaissance : les premiers habitants de l'Europe ; à 8 h 32, L'androïde, c'est l'avenir ; à 8 h 50, Echo au hasard.
9 h 1, Matière des arts du spectacle.
10 h 45, Le texte et la marge : « Yvan le terrible », avec Henri Troyat.
11 h 2, Musique : perspectives du vingtième siècle : passion et performances (de 18 h 30 et 18 h 15).
12 h 5, Nous tous chacun.
12 h 45, Panorama, avec Lily Marcon.

14 h, Sons : à la campagne.
14 h à 15 h, Des voix : « L'Elver », de M. Korda, par M. Korda, piano : B. Lussier, violon.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Les inconnus de l'histoire (Henri Murger).
15 h 30, Feuilleton : Coriaste.
15 h 45, Actualité magazine.
19 h 30, Les grandes avenues de la scène moderne : congrès international de l'histoire de la musique des parties.
20 h, Électre : André Frédérique, tirée par R. Caral et F. Landenbach.
21 h 30, Black and Blue : trompette rythmée.
22 h 30, Black and Blue : la première fois.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du feu : œuvres de Maurice Grieg, Verdi, Ravel, Roussel, Gershwin.
8 h 1, Quotidien Musique.
9 h 2, D'une oreille à l'autre : œuvres de Schönberg, Bach, Busoni, Des Prés, Chopin, R. Strauss, Zimmermann.
12 h, Équivalences : œuvres de Viennet, Manu.
12 h 35, J'ai vu vous plaît.

13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Beethoven, Schubert, Schumann, R. Strauss, Liszt, piano : B. Lussier, violon.
14 h 4, Boîte à musique : œuvres de R. Schumann.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Les enfants d'Orphée : 15 h, Hindemith : œuvres de Hindemith, Hindemith, Oboussier.
17 h 2, L'histoire de la musique.
18 h 30, Concert (donné le 17 août en l'église Saint-Merry à Paris) : œuvres de Séphardie, Babian, Abraham, par l'Orchestre Camerata dirigé par J. Cohen.
19 h 30, Jazz : le clavier bien rythmé.
20 h, Musiques contemporaines.
20 h 30, Concert (donné de Stuttgart) : « Coriaste », ouverture de Beethoven ; « Mort et transfiguration », de R. Strauss ; « Symphonie n° 4 », de J. Brahms ; par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart ; Dir. S. Celibidache.
22 h 15, Nuit coréenne (en direct du Théâtre des mondes à l'Alhambra française, à Paris) : « Le Pansori », théâtre chanté, avec H. A. Suhm, chant ; K. Myong-Hwan, *pok* (percussion).

● André Frédérique (F.C., 20 h). « Grand lecteur du « Mon-sieur Plume », de Michaux, disciple de Queneau et d'Alphonse Allais, André Frédérique a vécu sa vie comme un roman comique, maintenant sans cesse le cap sur la dérision et l'humour, un humour glacé, qui a conduit à la faillite ses deux pharmacies. Devenu journaliste, André Frédérique a publié sa « poésie sournoise » et quelques plaquettes, qui, tout en ne l'empêchant pas de se suicider, en 1957, ont révélé sa profonde bouffonnerie. C'est à partir de ces écrits, mais aussi à partir de sa vie burlesque, que François Caradec évoque cet humoriste récemment redécouvert. — T. Fr.

Télévisions francophones

VENDREDI 12 NOVEMBRE
• R.T.T., 21 h, Sous le signe du taureau, film de G. Grangier.
• T.M.C., 20 h 35, Le Passager, film de G. Beeve ; 22 h 15, Chrono, magazine automobile.
• R.T.B., 21 h, Eastwom, film de A. Kurosawa.
• T.M.C., 19 h 55, Théâtre : Pige pour un homme sage de R. Thomas.
• T.S.B., 20 h 35, Concert de l'Orchestre de chambre de Lausanne ; 22 h 20, Primate, film de F. Wiseman.
• R.T.T., 21 h, Bureau dans la forêt, film de G. Gibson.
• T.M.C., 20 h 35, Les deux dames, film de M. Allégret.
• R.T.B., 20 h 30, Big Jake, film de G. Sherman ; 22 h 15, C'est ça, la musique.
• T.S.B., 20 h 05, Feuilleton : Shogun ; 21 h 45, Contes et légendes du Valais.
• D.M.A., 20 h 55, Cycle Fernandel : Angèle, film de M. Faugot.
• T.S.B., 20 h 5, La vie de Barthes.

• T.M.C., 20 h 35, Spring and Port Wine, film de P. Hammond.
• R.T.B., 21 h 20, Les Dames à la Robe, téléfilm.
• T.S.B., 21 h 05, Christian Coigny ; 21 h 35, Les Boissonnas ; 22 h 25, Contes et légendes du Valais.
LUNDI 15 NOVEMBRE
• R.T.T., 21 h, Mercredi soir, 9 heures, film de D. Mann.
• T.M.C., 20 h 35, Vol en déshérence, film de B. Kowalski.
• R.T.B., 19 h 55, La Coupe à 10 francs, film de P. Controver.
• T.M.C., 20 h 30, Variétés : chansons ouvertes.
• T.S.B., 20 h 10, Spécial cinéma.
MARDI 16 NOVEMBRE
• R.T.T., 21 h, Panthéon Vola, film de R. Kellé.
• T.M.C., 21 h 35, Trois nouvelles pour Gendillon, film de B. Zeleznikova.
• R.T.B., 20 h 40, Dossier : Au nom de la loi ; 21 h 40, Grèce à la musique.
• T.M.C., 20 h 55, Cycle Fernandel : Angèle, film de M. Faugot.
• T.S.B., 20 h 5, La vie de Barthes ;

21 h 05, Extraits ; 22 h 05, Contes et légendes du Valais.
MERCREDI 17 NOVEMBRE
• R.T.T., 21 h, Le Vieille Fille, film de J.-P. Blanc.
• T.M.C., 20 h 35, Football : Finale tournoi international junior de Monaco ; 22 h 10, Cogo rythmes, émission de variétés.
• R.T.B., 20 h 55, Variétés : Vidéo-gam ; 21 h 40, Planète des hommes.
• T.M.C., 19 h 20, Sport 2.
• T.S.B., 20 h 05, Le Procès, film de G. Cocteau ; 21 h 55, Un peu d'amour, beaucoup de réam.
JEUDI 18 NOVEMBRE
• R.T.T., 21 h, Quelqu'un derrière la porte, film de V. Gassner, ou Un corbeau de 1 milliard de dollars, film de A. Kiehl.
• R.T.B., 20 h 30, l'Homme pressé, film de E. Molinaro.
• T.M.C., 19 h 55, série : Dialogue avec le sacré ; 20 h 30, Muses des artistes.
• T.S.B., 20 h 5, Temps présent ; 21 h 10, Divorce.

Samedi 13 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h TF 1 Vision plus.
10 h 25 Accordéon, accordéons.
10 h 45 La séquence du spectacle.
11 h 15 La maison de TF 1.
13 h Journal.
13 h 35 Pour échanger.
Série : la Conquête de l'Ouest : les Incorruptibles : 16 h : Étoiles et toiles : 17 h : Mégahertz.
16 h Magazine auto-moto.
Auto : Éléments de la Formule II : un sujet sur Paris-Deauville.
Moto : 24 heures de Bretagne.
18 h 30 Archibald le magicien.
18 h 35 Trente millions d'amis.
19 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
Le marché de la location sous anesthésie.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Droit de réponse.
Émission de Michel Polac.
Avis au monde de trépas.
21 h 50 Série : Dailies.
Un maître-chanteur menace de faire sauter un puits de pétrole. J.B. en une fois de plus profiter de cette difficulté pour manipuler son entourage.
22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Soulay.
La télévision des autres : la télévision indienne.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 15 A.N.T.O.P.E.
11 h Journal des sourds et des malentendants.
11 h 30 Idées à suivre.
12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.

Cinq ennemis n° 1

HISTOIRES COURTES :

BLUFF
A 2, 23 h 15.
Imaginez cinq hommes, qui ont tout l'air de cinq ennemis, en train de se relayer dans un sous-sol éclairé par la lumière d'une lampe à suspension verte, pour une monumentalité de poker. Les enchères montent en même temps que les cigares se consomment. On ne racontera pas la suite de ces douze courtes minutes jubilatoires, interprétées par Roland Blanche et Jean Boule (entre autres), ce serait déformer tout le plaisir intime de ce court métrage basé sur l'humour et les surprises.
Après Café-Plongeur, de Jérôme Bolvin, diffusé la semaine

contemporain : assurances : regard sur le service national.
8 h. Les chemins de la connaissance : les découvertes paléontologiques en Afrique orientale.
9 h 30 Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : l'économie sociale, les liens sociaux et la double révolution de l'économie libérale et de l'économie étatisée.
9 h 7, Matinée du monde contemporain.
10 h 45. Démarches, avec René Bellet, à la terre comme au ciel.
11 h 2. Musique : perspectives du violoncelle et de la basse et de la guitare (et à 16 h 20).
12 h 5. Le pont des arts.
14 h. Sons : le voyage au Togo.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : initiation à l'art

- 14 h 2. Les samedis de France-Culture : « Opération Turb » par M. Knapp et M. Godard, documents de l'INA (rediff.).
17 h 30. De quelques livres et de quelques images.
18 h. La deuxième guerre mondiale : la remilitarisation de la Rhénanie, avec J.-C. Allain et le colonel Gourmeau.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30. Radio-Canada présente : Entretien avec Eric Ambler, écrivain.
20 h. Le Mannequin assassiné, de S.-A. Steeman. Réal. J.-J. Vierge. Avec B. Allouf, M. Amiel, P. Bardy.
23 h. La farce du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h. Nuit coréenne : (suite) en direct du Théâtre des Mondes, à l'Alliance française, à Paris : « Le Fantôme », théâtre chanté avec B. de la Haye, J.-S. Bach, Berlioz, Hwang, poète (percussion).
6 h. Samedi matin : œuvres de Correlli, Mendelssohn, Weber, Moussorgski, Franck.
8 h 2. Avis de recherche et actualité du disque : œuvres de Liszt, Schumann, J.-S. Bach, Beethoven : 11 h. La tribune des critiques du disque : « Schubert Mater », de Rosini (versions comparées).
12 h 35. Avis de recherche : œuvre de Liszt, Schumann, J.-S. Bach, Beethoven : 11 h. La tribune des critiques du disque : « Schubert Mater », de Rosini (versions comparées).
13 h 30. Tous en scène : M. Monro.
14 h 4. Dossier disque.
18 h 30. Concert : Les grands concerts de la Sorbonne (donné le 17 novembre 1961) : œuvres de Regner, Haas, Chopin, Schumann, Beethoven.
18 h. Le disque de la tribune : « Schubert Mater », de Rosini (dernière parution).
19 h. Musique internationale : guitare : œuvres de J.-S. Bach, Brouwer, Torroba.

● Les grands concerts de la Sorbonne (F.M., 16 h 30). Fondés en 1951 par Max Deutsch, disciple de Schoenberg et devenu lui-même professeur de composition, ces concerts poursuivent un double but : jouer les partitions nouvelles des jeunes compositeurs et confronter les pages avec l'exemple des grands maîtres du vingtième siècle. La grande affaire de la soirée du 17 novembre 1961 était certainement l'exécution de l'opéra de Schoenberg, « La Main heureuse », dans la version pour deux pianos d'Eduard Steuermann, qui, sans vouloir rendre mot à mot les couleurs d'un orchestre complexe, propose une lecture plus incisive, qui compense par la clarté ce qu'elle perd en épaisseur symphonique. En contrepoint, Max Deutsch, qui était ce soir-là son quatrième-vingt-neuvième anniversaire, s'était improvisé récitant, lisant sa propre traduction du texte avec une ferveur et une émotion communicative, à vrai dire, même irrésistible. — G. C.

Dimanche 14 novembre

Deux films

- MON ONCLE**
Film français de Jacques Tati (1959). Avec J. Tati, J.-P. Zola, A. Servalles, A. Béroult, L. Frégère.
TF 1, 20 h 35.
★ Beau frère d'un industriel qui possède une usine et une résidence ultra-modernes. M. Hulot, bohème attaché aux vieux quartiers et au petit monde populaire, emmène son jeune neveu dans des promenades où l'enfant découvre la liberté et la poésie. Tout le comique d'observation, toute l'originalité du style de J. Tati, dans une satire du « modernisme » technologique appliquée à la vie bourgeoise. Ce film a pris aujourd'hui un petit air rétro.
MISTER FLOW
Film français de Robert Siodmak (1959), avec L. Jouvet, F. Gravey, E. Feuillère, V. Sotkoff.
FR 3, 22 h 30.
★ Un avocat naïf devient le complice d'un malfaiteur après être tombé dans les filets d'une femme fatale. Alertes et ironique adaptation d'un roman de Gaston Leroux.
— J. S.

- 14 h 15 Les grands enfants.
15 h Sports dimanche.
16 h Pour vous.
18 h Série : Arnold et Willie.
18 h 30 Jeu : Qui êtes-vous ?
19 h Les animaux du monde.
Un lion sans crinière.
19 h 30 Jeu : J'ai un secret.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : En hommage à Jacques Tati : Mon Oncle.
22 h 40 Magazine : Plaisirs feux.
Émission culturelle de J. Artur et C. Garbiol.
23 h 45 Les Érudits de Goldoni, mise en scène Claude Santelli ; Marcel

Lundi 15 novembre

Trois films

- DEFI A GIBRALTAR**
Film italien de Charles Frend (1962), avec M. G. Falzetti, L. Palmer, A. Checchi.
TF 1, 14 h 30.
Un épisode de la deuxième guerre mondiale dans le défilé de Gibraltar, en 1941, transformé en aventure de roman-feuilleton.
LA TÊTE DU CLIENT
Film français de Jacques Potreau (1963), avec S. Desmarest, M. Serrault, J. Pollet, L. Valenzuela, F. Blanche, D. Covi.
TF 1, 20 h 35.
★ Vaudeville loufoque, parodie du film policier dont les embrouilles font rire, grâce à une réalisation bien enlevée et, surtout, à une équipe d'acteurs « boulevardiers » qui s'amuse comme des petits fous.
JO
Film français de Jean Girault (1971), avec L. de Funès, C. Gosses, C. Muller, B. Blier, C. Nail.
FR 3, 20 h 35.
★ Comédie macabre tirée d'une pièce anglaise. Un film de Jean Girault qu'on peut recommander, c'est parce qu'il est distingué par une intrigue aux rebondissements incessants, des gags ornés de drôles et la franchise de Louis de Funès, embarrassé d'un cadavre. — J. S.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 TF 1 Vision plus.
12 h Météorologie.
12 h 10 Juge Bœuf.
12 h 30 Abou coux.
13 h 35 Portes ouvertes : L'épilepsie.
13 h 50 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui (et à 16 h 05).
14 h 30 Cinéma : Dédé à Gibraltar.
Réal. Charles Frend.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
19 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 05 A la une.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : La tête du client.
De Jacques Potreau.
22 h 10 Magazine économique : L'Enjeu.
De F. de Clossat, E. de la Taille et J. Weller.
L'homme du mois : Bernard Geyrier : Canada : la crise sur un théâtre : Conseils pour syndicates Recherche et industrie.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h Journal.
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Cette semaine sur A 2.
14 h 45 Série : Les amours de la Belle Époque.
14 h Aujourd'hui la vie.
Jeanes en Tunisie.
Série : La légende d'Adam et de Ève Benjamin.
15 h 55 Reprise : Meurs en direct.
La guerre d'Algérie (diffusée le 14 novembre à 21 h 35).
16 h 45 Reprise : Concert actualité, (diffusée le 14 novembre à 22 h 40).
17 h 20 La télévision des télé-spectateurs.

Une surprise

MUSI-CLUB :

LES MUSIQUES DE GURDJIEFF.
HARTMANN
FR 3, 22 h 10.
Mystique, érudite, philosophe cosmique, génial ou humoriste selon les goûts, Gurdjieff (1877-1949), dont le rayonnement s'étend surtout aux États-Unis, où ses « récits de Belzébuth » ont fait un malheur, n'avait eu à cœur, croyait-on, que de rallier les « chercheurs de vérité » en quête de nouvelles valeurs. On découvre aujourd'hui grâce à FR 3 ses œuvres musicales inspirées par des séjours en Afrique.
17 h 45 Révisé A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 La grande échiquier.
Avec Jean-Pierre Rampal et l'Orchestre de chambre Roland Pi-doux.
22 h 10 Journal.

19 h 55 Dessein animé.
20 h Les Jeux.
20 h 35 Cinéma : Jo.
De Jean Girault.
21 h 55 Journal.
22 h 35 Magazine : Thalassa.
De Georges Pernoud : la course du Rhin.
23 h 10 Muséum : Les musiques de Gurdjieff-Hartmann.
Avec Alain Kremski au piano.
(Lire notre sélection.)

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : l'identité culturelle du peuple palestinien : nouvelles du tiers-monde : nos voisins des Africains.
8 h. Les chemins de la connaissance : les premiers habitants de l'Europe : à 8 h 30. La justice du Roi : à 8 h 50. Écho au hasard.
9 h 7. Le monde de l'histoire : Salut-Jour au Moyen Âge, une

- ville modèle, avec A. Rigaudière.
10 h 45. Le texte et la marge : « La Danse du loup », avec S. Brault, à l'Opéra de Paris (et à 13 h 30).
11 h 2. « L'air » de Albert Reimann, à l'Opéra de Paris (et à 13 h 30).
12 h. Nous tous chacun.
13 h. Sons : le voyage au Togo.
14 h. Sons : le voyage au Togo.
15 h. Sons : le voyage au Togo.
16 h. Sons : le voyage au Togo.
17 h. Sons : le voyage au Togo.
18 h. Sons : le voyage au Togo.
19 h. Sons : le voyage au Togo.
20 h. Sons : le voyage au Togo.
21 h. Sons : le voyage au Togo.
22 h. Sons : le voyage au Togo.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h. Musique légère de Radio-France : œuvres de Bonnard, de Walberg.
6 h 30. Musiques du matin : œuvres de Dvorak, Purcell, Satie, Di Dia, J.-S. Bach, de Falla.
8 h. Musique de chambre.
9 h 5. Musiciens d'aujourd'hui : M. Ohana, De Falla, Bartok, Chaboussou de son stéréo.
12 h 35. Jazz : le jazz alloué.
14 h 4. Portrait d'un musicien au XX^e siècle : œuvres de Dufay, Loquereux, Grenon, Wolkenstein, Godeau, Dufay : 15 h 30. Le romantisme dans la musique technique pour piano : œuvres de Schumann, Chopin, Liszt, Dvorak, Brahms, Flichet.
17 h 2. Répères contemporains : Les grandes créations du Festival de Salzbourg.
17 h 35. Les intégrales : des œuvres de Stravinsky.
18 h 30. Single-Concert (donné le 9 août 1962) dans le cadre du Festival festival de Paris : Musiques traditionnelles.

● Maurice Ohana (F.M., 9 h 5 du 15 au 19 novembre). — Après la récente consécration d'un numéro spécial de la Revue musicale (n° 351-352), Maurice Ohana, dont on ne célébrera le centenaire qu'en 2014, entre bien vivant au panthéon de France-Musique. Cette dernière œuvre cinq de ses précédents maîtres au plus « ibérique » des compositeurs français contemporains, dont l'inspiration plonge ses racines dans une Andalousie immémoriale. « Une Andalousie africaine et négroïde, où l'homme est Bantou et Pygmée, rythmes, tambours et fêtes sauvages, l'orgue obéissent », écrivait Odile Marcel. La première émission sera consacrée à la musique d'expression populaire, avec des références à Bartok et à de Falla ; la deuxième à l'héritage debussyste ; la troisième aux sources méditerranéennes. L'émission de jeudi évoquera la voix et ses prolongements : innovations, magie, rituel et celle de vendredi s'ouvrira à des compositeurs contemporains choisis. — G.C.

سنة ١٤٢٥

Mardi 16 novembre

Trois films

UN THEUR DANS LA FOULE

Film américain de Larry Pearce (1976), avec C. Heston, J. Casavetes, M. Balsam, S. Bridges, M. Hassett.
A 2, 20 h 35.
* Un theur fou installé dans un stade de Los Angeles, le jour de la finale du championnat de football. On se laisse emporter par la suspense, le mouvement du film, même si le réalisateur a un peu trop forcé sur la violence.

LA RIVIERE SANS RETOUR

Film américain d'Otto Preminger (1954), avec R. Mitchum, M. Monroe, R. Cohn, T. Reilly, M. Vye.
FR 3, 20 h 35.
* L'histoire d'un homme, son petit garçon et une chanteuse de saloon em-

portés par un radeau sur une rivière semée de rapides dangereux et menacés par les Indiens. Mitchum à sa grande époque. Marilyn Monroe dans un rôle émouvant, fascinant. De quoi ranimer bien des nostalgies.

SUR LA PISTE DES MOHAWKS

Film américain de John Ford (1939), avec C. Colbert, H. Fonda, E.-M. Olivier, E. Collins, J. Carrol.
FR 3, 22 h 35.
* Premier film en couleurs de John Ford. Chronique à la gloire des colons de la côte Est, à l'époque de la guerre d'indépendance. La vie au rythme des saisons et des dangers. A voir, pour Ford, bien sûr et aussi parce qu'il ne faut jamais manquer une occasion de retrouver Henry Fonda. — J. S.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 TF 1 Vision plus.
- 12 h Météorologie.
- 12 h 10 Juge Box.
- 12 h 30 About cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
- L'été fantastique : 15 h 20 : Féminin présent, dossier ; 17 h 35 : l'été en coq.
- 18 h C'est à vous.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal.
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 14 h 55 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 14 h Aujourd'hui la vie.
- Avec Gérard Oury.
- 15 h 05 Série : La légende d'Adams.
- 15 h 50 Rapports : La nuit d'un rêveur (Jacques Dutronc).
- (diffusé le 14 novembre à 20 h 35)
- 16 h 45 Entre vous.
- D. L. Berio.
- « Concerto », un film d'Y. Benoit : la suggestion, une nouvelle méthode d'enseignement des langues : le printemps des lycéens.
- 17 h 30 C'est à vous.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord (J.N.C.).
- Les bons de capitalisation.
- 20 h 35 Au théâtre ce soir : Histoire de rire.
- D.A. Salazar, mise en scène.

J.-L. Cochet, Réal. P. Sabbagh. Avec J.-P. Baur, D. Kéroux, J.-P. Bourrier.
Comédie en trois actes d'un grand auteur de boulevard : une jeune fille de bonne famille entre dans un grenier en compagnie de son jeune amant. Elle en sortira pour nous révéler des choses importantes.
22 h 35 Court métrage : Chitrakathi. De Mani Kaul.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal.
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 14 h 55 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 14 h Aujourd'hui la vie.
- Avec Gérard Oury.
- 15 h 05 Série : La légende d'Adams.
- 15 h 50 Rapports : La nuit d'un rêveur (Jacques Dutronc).
- (diffusé le 14 novembre à 20 h 35)
- 16 h 45 Entre vous.
- D. L. Berio.
- « Concerto », un film d'Y. Benoit : la suggestion, une nouvelle méthode d'enseignement des langues : le printemps des lycéens.
- 17 h 30 C'est à vous.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord (J.N.C.).
- Les bons de capitalisation.
- 20 h 35 Au théâtre ce soir : Histoire de rire.
- D.A. Salazar, mise en scène.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 T. jeune libre.
- 19 h Institut de prospective politique.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- Il était une fois l'espace.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 La dernière séance.
- D'Edy Mitchell et G. Jourdain. La soirée qui commence avec des animations des années 30 et des dessins animés de O.K. Loupnot sera suivie par le premier film de dessins animés de Les Jeux et d'attractions.
- 20 h 50 Cinéma : La Rivière sans retour.
- D'Otto Preminger.
- 22 h 40 Journal.
- 22 h 55 Cinéma : Sur la piste des Mohawks.
- De John Ford.
- 0 h 35 Prélude à la nuit.
- Mémoires de Krieger, par T. Shmitz, violon, et J. Skelly, piano.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 Matinales : l'identité culturelle du peuple palestinien : une revue pour le mois : nos voisins d'Afrique du Nord.
- 8 h 15 Les chemins de la connaissance : les premiers habitants de l'Europe : à 8 h 30, La justice du Roi : à 8 h 50, Le royaume de Salomon : à 9 h 30, L'herbe des falaises.

9 h 7 La matinale des autres : traductions palestiniennes de Bulgarie.
10 h 45, Un quart d'heure avec... Georges Walter.
11 h 2 Musique : le synthétiseur en jazz et en large (et à 13 h 30, 17 h 35 et 21 h 15).
12 h 5, Nous tous chœurs.
12 h 45, Panorama.
14 h 5, Sons : le voyage au Togo.
14 h 5, Un livre des voix : « Les Patries de la nuit », de J. Amado.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier : les auteurs de la nuit, de la nuit, de la nuit : à 16 h 30, Micro-mag : à 19 h 30, Nous tous chœurs.
18 h 30, Feuilleton : Cécile.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Séances : douze clés pour physique.
20 h, Dialogues : Comment parler de soi : roman ou autobiographie ? Avec S. Dubrovsky et A. Siquet.
22 h, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2 Musiques du matin : œuvres de Mozart, Gabrieli, Smetana, Soler, Liszt, Debussy, Viraldi, Ravel.
8 h 7, Quotidien-Musique.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Ohana ; œuvres de Debussy, Ohana.
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui.
12 h 35, Jazz : le jazz ailleurs.
13 h, Opérette : œuvres de Donizetti.
14 h 4, Boîte à musique : œuvres de Glazounov.
14 h 30, Les Enfants d'Orphée.
15 h, Musiques d'aujourd'hui : Rayonnement d'un mécano : œuvres de Stravinski, Hahn, Pärt, Weill, Chabrier, Chabrier.
17 h 2, Répères contemporains : Les grandes créations du Festival de Metz : œuvres de Kagel.
17 h 30, Intégrales : des œuvres de Beethoven.
18 h 30, Concert : jazz.

● Maria Cebotari (F.M., 20 h).

Chérie par la presse, qui relatait avec complaisance les éplandages tumultueux de son existence, et sa mort tragique, adulée par un public qui courait voir ses films, Maria Cebotari est restée, trente-trois ans après sa disparition, le prototype de la cantatrice « grand format », qui ne se contente pas de la scène, Russe d'origine, mais d'un non Italien, allemande d'adoption, ce qui explique ses rôles dans Verdi dans cette langue, Maria Cebotari fut propulsée dans les années 30 par Fritz Busch et Bruno Waller, et fit une carrière spectaculaire à l'écran comme à la scène, passant avec dessein de l'opéra à l'opéra. Henri Goraieb évoque sa voix, agile et corsée, lumineuse dans Verdi, effervescente dans Strauss, mais beaucoup moins séduisante, il faut l'avouer, dans Puccini, que l'on aime — révolution oblique — beaucoup moins carré aujourd'hui. — T. Fr.

Mercredi 17 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h 15 TF 1 Vision plus.
- 11 h Magazine des écoles.
- Émission du C.N.D.P.
- 12 h Météorologie.
- 12 h 10 Juge Box.
- 12 h 30 About cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Un médier pour demain : l'apprentissage des métiers de l'information.
- 13 h 50 Mercredi-moi-jour. Destinés animés, variétés, feuilletons.
- 15 h 50 Jouer le jeu de la santé.
- 15 h 55 Les pieds au mer.
- 16 h 25 Le village dans les nuages.
- 16 h 50 Histoire d'en rire.
- 17 h 05 A la une.
- 18 h 20 Émissions régionales.
- 18 h 45 S'il vous plaît.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Les mercredis de l'information : Le dossier Walenberg.
- L'ange de Budapest (1^{re} partie) : réal. J.-M. Cocteau.
- Le destin éternel de Gaudy Wollenberg, fils d'une riche famille de banquiers suédois, devenu leu, diplomate, pour sauver les juifs hongrois persécutés par le nazisme.
- 21 h 35 Noces d'une exécution : Abbado/Stern.
- Concerto pour violon en ré-majeur de L. van Beethoven par l'Orchestre national de France sous la direction de C. Abbado.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal.
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Stade 2 midi.
- 13 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 14 h Les carnets de l'aventure.
- « Ski symphonique », réal. D. Lafont ; « Les climats », de S. Rando.
- 14 h 30 Dessins animés.
- 15 h 05 Récré A 2.
- 17 h 10 Plateau 45.
- De F. Leguay et C. Puck.
- Alex Cino Pelano, Supertransp, Sofia Kremen, etc.
- 17 h 45 Fort des bêtes.
- Mattanza, la pêche au thon.
- 18 h 30 C'est à vous.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Fort des bêtes.
- Il était une fois l'espace.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Série : Guillaume le Conquérant.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 Matinales : l'identité culturelle du peuple palestinien : une revue pour le mois : nos voisins d'Afrique du Nord.
- 8 h 15 Les chemins de la connaissance : les premiers habitants de l'Europe : à 8 h 30, La justice du Roi : à 8 h 50, Le royaume de Salomon : à 9 h 30, L'herbe des falaises.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2 Musiques du matin : œuvres de Mozart, Gabrieli, Smetana, Soler, Liszt, Debussy, Viraldi, Ravel.
8 h 7, Quotidien-Musique.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Ohana ; œuvres de Debussy, Ohana.
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui.
12 h 35, Jazz : le jazz ailleurs.
13 h, Opérette : œuvres de Donizetti.
14 h 4, Boîte à musique : œuvres de Glazounov.
14 h 30, Les Enfants d'Orphée.
15 h, Musiques d'aujourd'hui : Rayonnement d'un mécano : œuvres de Stravinski, Hahn, Pärt, Weill, Chabrier, Chabrier.
17 h 2, Répères contemporains : Les grandes créations du Festival de Metz : œuvres de Kagel.
17 h 30, Intégrales : des œuvres de Beethoven.
18 h 30, Concert : jazz.

● Le Paradis et la Péri, de Schumann (F.M., 20 h 30).

Tentative pour s'évader d'un cadre devenu trop étroit, celui du piano confidentiel, « le Paradis et la Péri » est aussi la réalisation d'un vieux désir, la fin d'une vaine hantise : créer cet opéra allemand qui « est une prière du malin et du soir », comme l'écrivait Schumann en 1842. S'il adopte le ton de l'opéra italien, « le Paradis et la Péri » révèle une construction musicale audacieuse, et c'est peut-être autant cela qui l'exotisme d'un livret manant un orientalisme de seconde main qui désappointait les spectateurs de 1845 et même d'après. Wolfgang Sawallisch et l'Orchestre national redonnent un bel éclat lyrique à cette œuvre descriptive. — T. Fr.

Jeudi 18 novembre

Un film

VIVA EL PRESIDENTE

Film mexicain-franco-cubain de Miguel Littin (1977), avec M. Villagra, K. Jurado, A. Gury, M.-A. Vera, S. Sanchez.
FR 3, 20 h 35.
* Les déplacements d'un dictateur entre le Paris de la Belle Époque où il mène une vie de plaisir et son pays d'Amérique latine où il va mater des révolutions par une répression sanglante. Adaptation un peu décevante d'un roman d'Alvaro Cienfuegos : le retour de la méthode. Les morceaux de bravoure esthétiques de Miguel Littin (cinéaste chilien exilé) l'emportent sur l'analyse du mécanisme féroce de la tyrannie. Forte composition de Nelson Villagra. — J. S.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 TF 1 Vision plus.
- 12 h Météorologie.
- 12 h 10 Juge Box.
- 12 h 30 About cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 13 h 50 Objectif santé : La cuisine et l'hygiène.
- 14 h Les rendez-vous du jeudi. Émission du C.N.D.P.
- 18 h C'est à vous.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal.
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 14 h 55 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 14 h Aujourd'hui la vie.
- « L'américano manie ».
- 15 h Téléfilm : Le triangle des Bermudes.
- Réal. W.A. Graham. Avec P. MacMurray, S. Groom, D. Mills, S. Reed.
Le scénario de la propriété d'un yacht dans le monde français des Bermudes.
- 16 h 10 Magazine : Un temps pour tout.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Fort des bêtes.
- Il était une fois l'espace.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Série : Guillaume le Conquérant.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 Matinales : l'identité culturelle du peuple palestinien : une revue pour le mois : nos voisins d'Afrique du Nord.
- 8 h 15 Les chemins de la connaissance : les premiers habitants de l'Europe : à 8 h 30, La justice du Roi : à 8 h 50, Le royaume de Salomon : à 9 h 30, L'herbe des falaises.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2 Musiques du matin : œuvres de Mozart, Gabrieli, Smetana, Soler, Liszt, Debussy, Viraldi, Ravel.
8 h 7, Quotidien-Musique.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Ohana ; œuvres de Debussy, Ohana.
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui.
12 h 35, Jazz : le jazz ailleurs.
13 h, Opérette : œuvres de Donizetti.
14 h 4, Boîte à musique : œuvres de Glazounov.
14 h 30, Les Enfants d'Orphée.
15 h, Musiques d'aujourd'hui : Rayonnement d'un mécano : œuvres de Stravinski, Hahn, Pärt, Weill, Chabrier, Chabrier.
17 h 2, Répères contemporains : Les grandes créations du Festival de Metz : œuvres de Kagel.
17 h 30, Intégrales : des œuvres de Beethoven.
18 h 30, Concert : jazz.

le paradis, d'Alvaro Cienfuegos.

22 h, Nuits magiques.

PIANO: LE BON CHOIX

Location à partir de 220 F par mois.
Vente à partir de 270,60 F par mois.
(Crédit souple et personnalisé).
Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

Service après-vente garanti. La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.88.66. Proximité à proximité

Mercredi 10 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 19 h 55 Football : Pays-Bas-France, en direct de Rotterdam.
 20 h 45 Tirage du Loto.
 21 h 50 Documentaire : Merce Cunningham. Réal. B. Jacquot. Doc. INA.
 Outre l'autonomie qu'il laisse au chorégraphe, au musicien, au peintre, dans l'élaboration d'une œuvre commune, Cunningham a introduit un autre élément perturbateur dans la danse : le hasard. Invité par le Festival d'automne, il a travaillé avec les danseurs de l'Opéra de Paris sur la musique de John Cage. Ce film est un document ! (Lire notre article ci-contre).
 22 h 35 Court métrage : Les dessous de la séduction. De Marc Villier.
 23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Maigrat et le clochard. De G. Simenon. Réal. L. Gaspard. Avec J. Richard, C. Sauvage, D. Gélis, J. Leyens, etc.
 Qui a voulu assassiner le clochard François Keller, ancien médecin à la dérive qui connaît le nom de son agresseur, mais ne veut en dire mot à Maigrat, qui, soyeux-en sûr, mettra la main dessus ?
 22 h 10 Magazine : Les jours de notre vie. La main, objet sensible ; réal. B. d'Abregion (deuxième partie).

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Série : Guillaume le Conquérant. Réal. G. Grangier et S. Nicolaisen. Avec H. Bellon, J. Terry, C. Jean.
 C'est un deuxième épisode qui commence les aventures guerrières et amoureuses du futur Guillaume le Conquérant. Il révélera l'Angleterre et surtout d'Edith au Con de Cygne, qui devient sa fiancée : un remake de « Thierry la Fronde », amusant, mais très mal doublé.
 21 h 35 Ligne de vie : Les dentellières. Réal. D. Fressant.
 Marie et Eugénie Michard sont jumeaux et dentellières. Elles ont quatre-vingt-sept ans et brodent depuis toujours. Un document filmé avec une pureté et une extraordinaire attention au geste.
 22 h 25 Journal.
 23 h 55 Prélude à la nuit. Sonate n° 32, opus 11, de Beethoven, par C. Arrau au piano.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, La science en marche.
 20 h, Une journée à la direction de la musique.
 22 h 30, Nuits magiques : La première fois.

FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 38, Jazz.
 20 h, Les chœurs de la terre.
 21 h 35, Concert : « Cantate Misericordiam » de Britten ; « Requiem » de Cagnaux ; par le Nouvel Orchestre philharmonique, maître et chœurs de Radio-France ; dir. J. Merckel ; sol. P. Marinelli, D. Borel, P. Joffe, A.-M. Blazant.
 22 h, La nuit sur France-Musique : Le club des archives ; 23 h, Cutner Solomon : œuvres de Beethoven, Mozart, J. Brahms.

Jeudi 11 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h 20 TF 1 Vision plus.
 10 h 50 Cérémonies commémoratives de l'Armistice.
 En direct de l'Arc de triomphe et de la statue de G. Clemenceau.
 12 h Météorologie.
 12 h 10 Juge Box.
 12 h 30 Atout cœur.
 13 h Journal.
 13 h 35 Cinéma : Les Feux de la rampe. Film américain de C. Chaplin (1952), avec C. Chaplin, C. Bloom, N. Bruce, B. Keaton, S. Chaplin, N. Lloyd (N. rediffusion).
 A Londres, au début du siècle, un vieux clown déchu se suicide une jeune danseuse paralytique, lui rend la santé et se sacrifie pour son bonheur.
 Les souvenirs nostalgiques du music-hall anglais et le génie de Chaplin dans le mélodrame poussé jusqu'à une réflexion sur la vieillesse, l'échec et le succès. Très émouvant.
 15 h 50 La paix en sursis : Anniversaire du 11 novembre 1918.
 Ceux qui se souviennent, 1914-1918 : « Ils ont tenu » ; 16 h 55, la démolition générale ; 18 h 55, les mondes imaginaires.
 19 h 5 Le village dans les nuages.
 19 h 25 Histoire d'en rire.
 19 h 45 STI vous plaît.
 20 h Journal.
 20 h 35 Téléfilm : Mozart. Réal. M. Bihlwald. Le prix de la liberté.
 Nous prions nos lecteurs de nous excuser des deux erreurs de dates contenues dans l'article consacré par Mathilde La Baronnelle au téléfilm de Marcel Bihlwald (le Monde du 21 octobre). D'une part, Mozart en 1794 avait presque huit ans et non pas six comme il a été malencontreusement imprimé. D'autre part, l'année de sa mort est 1791. Ce quatrième épisode commence en 1781 : Mozart, devenu le mari de Constanze Weber, vit à Vienne, où il écrit l'« Enlèvement au sérail ».
 22 h 5 Histoire de la vie : L'homme entre en scène.
 Émission de P. Desgranges, avec E. Lalon et L. Barrère.
 N° 6 : diversifications et mutations des reptiles, des mammifères et des ancêtres de l'homme.
 23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 20 A.N.T.I.O.P.E.
 12 h Journal.
 12 h 5 Jeu : L'Académie des neufs.
 13 h 45 Journal.
 13 h 30 Le palais des merveilles.
 13 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.
 14 Aujourd'hui le vie.
 15 h 5 Cinéma : Le Tatoué. Film français de Denis de La Patellière (1968), avec J. Gabin, L. de Funès, D. Davray, L. Chardonnat, P. Gaudin (rediffusion).
 Un marchand de tableaux cherche à acheter un dessin de Modigliani, tatoué sur le dos d'un ancien légionnaire, vieillissant et plus rouillard qu'il n'y paraît.
 Deux grands acteurs réunis dans une lourde farce où ils font assaut — un sur le registre pour eux — de l'écrit et de la parole. Un nouveau film trop souvent présenté à la télévision.
 16 h 20 Magazine : Un temps pour tout.
 17 h 45 Récit A 2.
 18 h 30 C'est la vie.
 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 19 h 20 Dessin animé : Bugs Bunny.
 19 h 45 Les formations politiques.
 20 h Journal.
 20 h 35 Magazine : L'heure de vérité.
 Émission de François-Henri de Virieu.
 Mme Marie-France Garand, ancienne candidate à l'élection présidentielle de 1981.
 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
 Spécial Simon et Garfunkel à Central Park. (Rediff.)

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 16 h 30 Pour les jeunes.
 18 h 55 Tribune libre.
 Union nationale des combattants.
 19 h 10 Journal.
 19 h 20 Dessin animé.
 Maître Magot au concert.
 19 h 30 Les merveilles de la mer : Étranges rencontres.
 Émission de F. Rossi.
 19 h 55 Dessin animé.
 Un état une fois l'espace.
 20 h 10 Journal.
 20 h 35 Cinéma : Missouri Breaks. Film américain d'A. Penn (1976), avec M. Brando, J. Nicholson, K. Lloyd, R. Quaid, J. McLiam.
 Dans une région des rapides du Missouri, un voleur de chevaux s'oppose à un homme étranger et rusé dont un riche élève a tous les services.
 Un « anti-western », traité d'une façon débridée et, parfois, improvisée. La personnalité d'Arthur Penn s'efface devant les numéros compliqués de Brando et Brando, qui ne restent pas devant l'outrance.
 22 h 45 Journal.
 23 h 20 Prélude à la nuit.
 Système suite en ré majeur pour violoncelle, de Jean-Sébastien Bach, interprété par F. Tortelier, violoncelle.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : initiation à l'art contemporain ; les communautés éducatives : regards sur le service national.
 8 h, Les chemins de la connaissance : les premiers habitants de l'Europe ; à 8 h 32, l'endroit c'est l'enfer ; à 8 h 50, l'heure des folies.
 9 h 7, Matinales de la littérature.
 10 h 45 Questions en zigzag... avec R. et J.-P. Carier : la première guerre mondiale.
 11 h 2, Matinales : automne à New-York (et à 13 h 30 et à 17 h 32).
 12 h 2, Nuits tout chœurs.
 13 h 2, Panorama, avec René Passeron et Adam Biro.
 14 h, Sans à la campagne.
 15 h 5, Un livre, des voix : « Le pays oublié », de J. Anglade.
 16 h 45, Les apothéoses de la biologie et de la médecine : les faits et les mythes des hormones.
 18 h 30, Feuilleton : C'est...
 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : les faits et les mythes des hormones.
 20 h, Nouveaux répertoires dramatiques : Noce, de J.-L. Lagarde, avec Y. Cléop, P. Mazon, A. Talay, J. Feneje, M. Regnier, et entrecu avec l'acteur.
 22 h 30, Nuits magiques : la première fois.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musique de matin : œuvres de J.-S. Bach, Debussy, Mozart, Schubert, Ravel, R. Strauss, Beethoven.
 8 h 7, Opéra-concert.
 9 h 5, L'oreille en collation.
 9 h 25, D'une oreille à l'autre : œuvres de J. Brahms, Beethoven, Durufle, Bartok.
 12 h, Le royaume de la musique : œuvres de Haider.
 13 h 35, Jazz.
 14 h, Musique légère : œuvres de Haydn, Sommerstein, Gérard.
 15 h 4, Musiciens à l'œuvre : Hindemith.
 17 h 2, Répertoire contemporain.
 17 h 30, Les intégrales des œuvres de Szymanowski.
 18 h 30, Concert : Jazz.
 19 h 35, Jazz.
 20 h, Acoustique lyrique.
 20 h 30, Concert (donné au grand auditorium de Radio-France le 24 mai 1982) : « Gala-no-nichi », de Eloy.
 23 h 30, La nuit sur France-Musique : musiques de nuit : 0 h 5, Nocturnes : œuvres de R. Strauss, Schubert, Ravel.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 10 NOVEMBRE

- M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., participe à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 heures.

JEUDI 11 NOVEMBRE

- M. Claude Bourdet, président du Mouvement pour le désarmement, la paix, la liberté, est invité à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 30.

Le secteur privé pourrait être majoritaire dans « Canal plus »

« Canal plus » — c'est le nom déformé officiel de la quatrième chaîne — devrait commencer à émettre en décembre 1983. C'est ce qu'a confirmé mardi 9 novembre M. Georges Fillioud, ministre de la communication. Le ministre a insisté sur le rôle moteur de cette nouvelle chaîne dans le développement d'une industrie de programmes et sur le caractère « global » de la politique gouvernementale en matière de communication audiovisuelle : la télé distribution par les réseaux câblés, la retransmission par satellites (prévue pour 1986), la création, prévue par la loi du 29 juillet 1982, d'une société de commercialisation à l'étranger des œuvres et documents audiovisuels (elle sera mise en place au plus tard au début de 1983).

La reconversion du réseau de transmission par voie hertzienne en V.H.F. (l'ancien réseau en noir et blanc) doit commencer dès le début de 1983. On prévoit dix-huit mois à deux ans pour que soit couvert 90 % du territoire national. Mais la France devrait être pour 35 % environ à la fin du premier trimestre de 1983, et pour 60 % à la fin du premier semestre. Les investissements correspondants représentent 110 millions de francs en 1983 ; une deuxième tranche équivalente serait engagée en 1984 (le Monde du 30 octobre).

Le ministère de la communication estime d'autre part à 1 milliard de francs les crédits nécessaires pour assurer un an de programmes sur « Canal plus ». En 1983, une somme de 500 millions de francs est jugée nécessaire, avant que la chaîne n'assure son propre financement et l'amortissement des sommes investies (sur huit ans). Aussi le ministre a-t-il demandé à la Haute Autorité de la radio et de la télévision de se prononcer sur la nécessité d'une telle mesure.

« L'Intersyndicale des personnels de Radio-France » a rejeté, mardi 9 novembre, « à l'unanimité », la lettre dans laquelle le P.D.G., M. Jean-Noël Jeanneney, exprimait à la demande de ces personnels son point de vue sur la concertation au sein de la société. M. Jeanneney proposait dans cette lettre de réunir, « à un niveau et selon des rythmes adaptés au cas par cas, des groupes de travail ad hoc où se retrouveront représentants syndicaux et dirigeants ». Une procédure qui, selon lui, devrait être appliquée à la constitution de Radio-France internationale et de la réforme des activités musicales.

Jugeant que la lettre « ne contient rien qui puisse répondre aux travailleurs de l'entreprise dans la situation d'extrême gravité que connaît Radio-France », l'Intersyndicale « constate que seuls les moyens traditionnels de la lutte syndicale pourront faire aboutir les revendications ».

« A Cité 96 ». — M. René Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française, a été élu président de Cité-96 par le conseil d'administration de la radio privée et par tous les mouvements de l'économie sociale qui la composent. M. Max Théret devient délégué général de l'association. Rapports que Cité-96 attend l'attribution définitive de la fréquence que la station occupe sur la bande F.M., attribution liée aux pourparlers en cours avec les partenaires proposés par la « commission Galabert » (le Monde du 22 octobre).

PRESSE

« L'affaire Hersant ». — M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, a inculqué, mardi 9 novembre, d'infraction aux articles 4 et 5 de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française M. René Baglan, cinquante-trois ans, directeur de la publication du Journal d'Elbeuf, édité par la Société normande de presse républicaine, filiale de la Socpresse, que contrôle M. Robert Hersant. L'inculpé a choisi pour défenseur Me Albert Benatar, avocat de M. Hersant. C'est la quatrième inculpation prononcée dans cette affaire.

QUATRIÈME CHAÎNE

Le secteur privé pourrait être majoritaire dans « Canal plus »

« Canal plus » — c'est le nom déformé officiel de la quatrième chaîne — devrait commencer à émettre en décembre 1983. C'est ce qu'a confirmé mardi 9 novembre M. Georges Fillioud, ministre de la communication. Le ministre a insisté sur le rôle moteur de cette nouvelle chaîne dans le développement d'une industrie de programmes et sur le caractère « global » de la politique gouvernementale en matière de communication audiovisuelle : la télé distribution par les réseaux câblés, la retransmission par satellites (prévue pour 1986), la création, prévue par la loi du 29 juillet 1982, d'une société de commercialisation à l'étranger des œuvres et documents audiovisuels (elle sera mise en place au plus tard au début de 1983).

M. Georges Fillioud veut en effet profiter du développement des nouveaux « canaux » audiovisuels pour redonner vigueur à une industrie de production languissante, dominée par un organisme public (la Société française de production) handicapé par des méthodes héritées de l'ancien O.R.T.F. Ainsi, outre les différents ministères intéressés par la création de la quatrième chaîne (culture, P.T.T., éducation nationale, etc.), les industriels, et en particulier ceux du cinéma, seraient invités à s'investir dans le projet. Le ministre de la communication a indiqué au passage que le gouvernement souhaitait que des regroupements aient lieu dans le secteur de la production audiovisuelle privée, pour que ce secteur devienne plus offensif.

Que pourra-t-on voir sur « Canal plus » ? M. Fillioud n'a pas apporté de réponses définitives à cette question. Des films, bien sûr, des retransmissions d'événements sportifs, sans aucun doute, mais aussi vraisemblablement des informations, « sous une forme différente des journaux télévisés », etc. Ce qui a été confirmé, c'est que la quatrième chaîne diffusera à la fois des émissions « tous publics » — sans que le téléspectateur ait à payer un supplément — et des émissions payantes pour des publics particuliers, qui auraient à acquiescer des droits d'accès sous forme d'abonnement ou de paiement « à la carte ».

Ce système permettrait de rationaliser certaines heures d'écoute pour les sociétés qui loueraient le temps d'antenne. On estime au ministère de la communication que 100 000 téléspectateurs permettraient à ces sociétés (publiques et privées) de faire des bénéfices. Un tel système pourrait en outre être étendu aux chaînes existantes, sur le réseau U.H.F., aux heures disponibles.

Une déclaration au « Monde » de la Haute Autorité

(Suite de la première page.)

L'une des caractéristiques de la déontologie professionnelle est d'être appliquée par les membres de la profession concernés. Il faut clairement affirmer que la Haute Autorité n'a pas vocation à constituer ni à préfigurer un ordre des journalistes comme il existe un ordre des médecins ou des avocats.

Le principe selon lequel la Haute Autorité n'a pas d'attributions particulières dans le domaine de la situation individuelle, professionnelle et déontologique des journalistes n'implique pas que celle-ci n'ait pas de rôle à exercer dans le domaine de l'information.

L'article 13 de la loi dispose, en effet, que la Haute Autorité veille « au respect des missions du service public mentionnées par la présente loi ». Parmi celles-ci, l'article 5 mentionne en tout premier lieu : « Le service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision a pour mission de servir l'intérêt général ; en assurant l'honnêteté, l'indépendance et le pluralisme de l'information ».

Loi d'écarter la Haute Autorité de l'information, la loi lui confie donc, au contraire, une mission essentielle et directe dans ce domaine — qui concerne non pas l'activité individuelle des journalistes, mais le résultat de cette activité : l'information sous la forme même où elle est délivrée au public. La Haute Autorité n'intervient pas dans la déontologie personnelle des journalistes, mais elle garantit le bon fonctionnement du service public de l'information télévisée ou radiodiffusée. Elle n'a pas de pouvoir hiérarchique, bien évidemment, sur les journalistes, mais elle dispose de multiples moyens d'intervention (recommandations, injonctions, décisions, rapports publics) pour faire connaître son point de vue aux présidents de chaînes, aux pouvoirs publics et à l'opinion.

Il n'y a là aucune contradiction — mais, au contraire, une convergence nécessaire. C'est à la Haute Autorité de la faire prévaloir.

La rédaction des syndicats de journalistes de l'audiovisuel à une pre-

M. FILLIUD :

veiller au respect

des règles du service public

M. Georges Fillioud, ministre de la communication, a pris position au micro de France-Inter, mardi 9 novembre, dans le débat sur le rôle de la Haute Autorité.

Il « considère personnellement que la Haute Autorité n'est pas sortie de ses compétences » dans l'avis qu'elle a exprimé à la suite de la requête de M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui concernait en particulier l'affaire de Cachan.

« La loi, a ajouté M. Fillioud, donne compétence à la Haute Autorité pour ce qui concerne le pluralisme, l'équilibre, le respect de l'ensemble des règles du service public. La Haute Autorité n'a pas à se prononcer, et ne l'a pas fait, sur le travail d'un journaliste en tant que professionnel. En revanche, elle a le droit de se prononcer sur un produit fini ou non une émission ou un ensemble d'émissions ont-ils respecté les règles du pluralisme, de l'objectivité ? »

Les « malgré nous »

C'est quand même insensé, cette histoire de l'indemnisation des « malgré nous », les cent trente mille ou cent quarante mille Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht pendant l'occupation ! Réparation promise, due et refusée par la R.F.A. tant qu'on ne lui aura pas rendu les 688 hectares de forêt qu'on lui a piqués au lendemain de la guerre. On les a mis sous séquestre. Et on les a laissés. Et ça va faire bientôt trente-huit ans que ça dure. Il n'y a pas de sommet où l'affaire ne revienne sur le tapis. Chrysos-Genecher, Mitterrand-Schmidt, maintenant avec Kohl, c'est reparti pour un tour — ça mégote toujours au plus haut niveau. Sans résultat.

Le ministre des anciens combattants, Jean Laurain — il est du coin — n'avait pas l'air très optimiste mardi soir sur FR 3 (« Mémoires de France »). Il attendait un geste du Bundestag. Il espérait que, en guise de joyeux événement, les députés démocrates-chrétiens de la future majorité licherait enfin ces 250 millions de deutschemarks. Ça fait 700 millions de francs lourds. Divisés par... Ce n'est pas seulement une question d'argent : les survivants — il y en a de moins en moins — les familles de ces mal-aimés de la vic-

CLAUDE SARRAUTE.

LE MONDE DES ARTS ET DU THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

THEATRE DE LA VILLE
 « Les Femmes de Paris »
 « Les Femmes de Paris » est une œuvre de théâtre qui a été créée par le Théâtre de la Ville. Elle est une œuvre de théâtre qui a été créée par le Théâtre de la Ville. Elle est une œuvre de théâtre qui a été créée par le Théâtre de la Ville.

THEATRE NATIONAL
 « Les Femmes de Paris »
 « Les Femmes de Paris » est une œuvre de théâtre qui a été créée par le Théâtre National. Elle est une œuvre de théâtre qui a été créée par le Théâtre National. Elle est une œuvre de théâtre qui a été créée par le Théâtre National.

THEATRE DE LA VILLE
 « Les Femmes de Paris »
 « Les Femmes de Paris » est une œuvre de théâtre qui a été créée par le Théâtre de la Ville. Elle est une œuvre de théâtre qui a été créée par le Théâtre de la Ville. Elle est une œuvre de théâtre qui a été créée par le Théâtre de la Ville.

JEUNE THEATRE NATIONAL

direction Patrick Guinand

1982 - 1983

LE CHANTEUR D'OPERA - WIDKIND - GUINAND - MIN
 GUINAND - LE PRINCE DE HEMBOURG - KILIAN
 GUINAND - JOE ORTON / SRIACQ - LE SAUVAGE DE
 GUINAND - ENZENSBERGER - GUINAND - LA VALLÉE DE
 GUINAND - GERSHWIN - WIDKIND

9 novembre - 9 décembre

CEIL POUR CEIL

SIRIACQ / AUDIARD

TCP Saint-Denis - Festival d'Automne

29 novembre - 30 décembre

LA COMÉDIE DE MACBETH

PATTI

JTN - Festival d'Automne

11 février - 30 avril

WOYZECK

BUCHNER / DORT - TASSAU

Tréteaux de France

8 mars - 1 avril

Le JTN au Petit Odéon

marçayol

CLIMATS TEMPÉRÉS

BUCHARD

Salpêtrière

271.51.00

5000 auteurs sont venus à la Fnac pour parler de leurs livres à plus d'un million de lecteurs.

B IEN SUR, il s'agit des Rencontres à la Fnac. Qui, presque chaque jour, et depuis plus de 8 ans, mettent en vis-à-vis un auteur et ses lecteurs. Ceci pour un dialogue totalement ouvert sur une œuvre et les problèmes qu'elle aborde.

Et systématiquement pratiqués en province aussi bien qu'à Paris, de tels rendez-vous restent sans équivalent. Entre ceux qui offrent et ceux qui reçoivent. Entre ceux qui écrivent et ceux qui font (ou non) le succès d'un livre.

5000 AUTEURS

LE MONDE DES ARTS

CINEMA

bourgeoisie, dim., mar., la Voie lactée, ven., Cet obscur objet du désir, ven., le Fantôme de la liberté, sam., dim., le Journal d'une femme de chambre (+ C. M. les Ministères de la nuit) ; mer., jeu., sam., l'Age d'or ; mer., mar., l'Éden et après ; mer., lun., jeu., Trans Europ Express ; mer., lun., l'homme qui ment.

FESTIVAL NICHOLAS RAY (v.o.) : Espace Galilée, 14^e (327-95-04) ; en alternance : les Amants de la nuit ; les Indomptables ; les Diables de Guadalcanal.

VIENNE, BERLIN, HOLLYWOOD (v.o.) : LANG, WILDER, PREMINGER (v.o.) : Olympia, 14^e (542-67-42), mer., le Tigre du Bengale ; jeu., L'insaisissable vérité ; ven., Désirs humains ; sam., Carmen Jones ; dim., les Contrebandiers du Moonlight ; lun., la Scandaleuse de Berlin ; mar., le Tombeau hindou.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : la Fénice des arts, 16 (527-77-55).

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 19^e (606-36-07), mer., Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? ; jeu., le Bal des vampires ; ven., Mœurs en direct ; sam., le marquis s'amusait. Dim., mar., Mad Max II (v.o.).

LE 12^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE PARIS DU FILM FANTASTIQUE ET DE SCIENCE FICTION : Rex, 4 (236-83-93).

Les séances spéciales

L'AFFAIRE THOMAS CROWN (A. v.o.) : Boite à films, 17^e (622-44-21), ven., lun., mar., 12 h 45.

L'AMÉRICAIN (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h.

APOLYPSSE NOW (A. v.o.) : Boite à films, 17^e (622-44-21), ven., lun., mar., 12 h 45.

L'ARNAQUEUR (A. v.o.) : Tempeliers (272-94-56), 19 h 45.

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Olympia, 14^e (542-67-42) 18 h (seul, sam., dim.).

BREL (Fr.) : Palaces, 15^e (374-94-04), mer., 21 h ; sam., 19 h ; dim., 17 h 45.

CALIGULA (It. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^e (508-94-14), ven., 0 h 15.

CHINATOWN (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^e (508-94-14), 20 h.

LA CHOSE D'UN AUTRE MONDE (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77) 12 h et 24 h.

LA CIOCIARA (It. v.o.) : les Tempeliers, 3^e (272-94-56), jeu., sam., dim., 18 h 15.

LE CRI (It. v.o.) : Olympia-Entrept, 14^e (542-67-42), 18 h (seul, sam., dim.).

LE DERNIER NABAB (A. v.o.) : Boite à films, 17^e (622-44-21), 12 h et 20 h.

DODES CADEN (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 15^e (532-91-68) Mer., sam., 18 h 45. Mar., 19 h 15.

EASY RIDER (A. v.o.) : Boite à films, 17^e (622-44-21) 12 h, 22 h.

ET DIEU CREA LA FEMME (Fr.) : Tempeliers, 3^e (272-94-56), jeu., sam., dim., 18 h.

LES FOURBIERES DE SCAPIN (Fr.) : Tempeliers, 3^e (272-94-56), mer., jeu., sam., dim., 14 h 15, 16 h 15.

HAMMETT (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^e (508-94-14), 20 h 20.

LES HOMMES DU PRÉSIDENT (A. v.o.) : Tempeliers, 3^e (272-94-56), 21 h 45.

IF (A. v.o.) : Boite à films, 17^e (622-44-21), 20 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Pol. v.o.) : Studio Galilée, 5^e (354-72-71), 20 h 40.

J'AI MEME RENCONTRE DES TZIGANES HEUREUX (Young, v.o.) : St-André-des-Arts, 6 (326-48-18) 12 h.

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1^e (508-94-14), 16 h 10, ven. 0 h 15.

MARATHON MAN (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^e (508-94-14) 22 h 10.

MEAN STREET (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.

MERCI D'AVOIR ETE MA FEMME (A. v.o.) : Cité internationale, 14^e (589-38-69), mar., 21 h.

MON ONCLE (Fr.) : Tempeliers, 3^e (272-94-56), mer., jeu., sam., dim., 14 h 16 h.

MALICIA (It. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^e (508-94-14), 14 h.

MORT A VENISE (It. v.o.) : Studio Galilée, 5^e (354-72-71), 16 h.

NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.o.) : Palaces, 15^e (374-95-04), jeu., sam., lun., 21 h, lun., 19 h.

NOS PLUS BELLES ANNÉES (A. v.o.) : Boite à films, 17^e (622-44-21) 18 h 15.

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.) : Studio Galilée, 5^e (354-72-71), 18 h 15.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^e (508-94-14), 22 h.

RAÏTIME (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^e (508-94-14), 17 h 40.

QUI CHANTE LA-BAS ? (Young, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) 12 h.

RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18), 20 h 20.

REMBRANDT FEUT 1669 (Hall, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) mar., 19 h 30.

RETOUR (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1^e (508-94-14) 15 h 40, ven. 0 h 30.

LE ROI ET L'IVOIRE (Fr.) : Cinoche, 6 (633-10-82), 14 h, 15 h 40, 17 h 20.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.) : Studio Galilée, 5^e (354-72-71), 22 h 40 et 0 h 20.

TAXI DRIVER (A. v.o.) : Studio Galilée, 5^e (354-72-71), 22 h 30.

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Tempeliers, 3^e (272-94-56), 20 h.

CARNET

Naissances

Michel JAILLARDON, Dominique, née Jury, et Romain ont la joie de faire part de la naissance de
Clarence,
le 4 novembre 1982.
14 bis, rue de Tourville,
69003 Lyon.

Carmen NEGRIN et Léo ORELLANA sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille
Yuria,
le 24 octobre 1982.
78 bis, avenue Henri-Martin,
75116 Paris.

Mariages

M. et M^{me} Robert de WILDE, M. et M^{me} Maurice FRACHEBOUD sont heureux de faire part de mariage de leurs enfants

Anne et Patrick,

célébrés dans l'intimité, le 3 novembre.

5, rue de l'Albion,
Paris-16.

26, rue Dagorno,
Paris-12.

Décès

M^{me} Edouard JAURETCHÉ, M. et M^{me} Xavier JAURETCHÉ, M. et M^{me} Lizop JAURETCHÉ, M^{me} Isabelle JAURETCHÉ, M^{me} Marie-Henriette JAURETCHÉ, M^{me} Hélène Rondoni, La famille Aspur, Alciabr et Marisol ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard JAURETCHÉ.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 12 novembre 1982, à 16 heures, en l'église Saint-Laurent de Cambes-Bains (Pyrénées-Atlantiques).

Une messe sera célébrée à l'intention du défunt le vendredi 19 novembre 1982, à 18 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 2, place d'Auteuil, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

59, rue d'Auteuil, 75016 Paris.

Ville Carman,
Les Albes Anne-de-Nobourg,
64250 Cambo-les-Bains.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Hervé KERGALL,

territoire de l'Ordre des Carmes, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, survenu le 24 août 1982.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le 27 août 1982.

De la part de :

M^{me} Hervé KERGALL, née Françoise Harismendy, son épouse,

M. et M^{me} Louis-Marie André, M. et M^{me} Yves KERGALL, Dominique et Marie-Armelle,

M^{me} Elisabeth KERGALL, Emmanuel, M. Georges de Malherbe, Christophe et Sébastien.

Docteur et M^{me} François KERGALL, Vincent, Thomas, Geneviève et Agathe, Silvain, Colas et Yann Ricard, ses enfants et petits-enfants.

Une messe sera célébrée à sa intention le samedi 20 novembre, à 11 heures, en l'église des Dominicains, 22, faubourg Saint-Honoré.

On y associera les défunts de la famille.

M^{me} H. KERGALL,

M^{me} Georges de MALHERBE, née Anne KERGALL,

docteur et M^{me} Pierre RICARD, née Odette KERGALL.

— Georges Baugquier, son mari, Raïssa Vachkevitch et ses enfants, Sa soeur et ses nièces,

Wanda et Nicolas Thénier, sa fille et son gendre,

Hélène Samoilov, sa petite-fille, et son mari Aliocha et leur fille Nathalie, Pierre et Nicolas Thénier, ses petits-fils.

La Société des amis du musée national Fernand-Léger de Biot et de Lissieu, ses collaborateurs et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Nadia LÉGER,

née Khoudosieritch, officier de la Légion d'honneur, officier des Arts et Lettres, décorée de l'Ordre du Drapeau rouge, survenue à Grasse le 7 novembre 1982.

Les obsèques auront lieu le vendredi 12 novembre 1982, à 15 heures, à la chapelle de la Légion d'honneur, 12, rue de la Chapelle, à Paris.

L'inhumation provisoire aura lieu le même jour, vendredi 12 novembre 1982, au cimetière de Callian.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Château Bellevue,
83810 Callian.
(Le Monde du 9 novembre.)

STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Pour votre Société

pour lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

Remerciements

M^{me} Pierre Mendès France, M. Bernard Mendès France, M. et M^{me} Michel Mendès France et leurs enfants, M^{me} Grumbach, née Mendès France, et ses enfants, Nathalie et François Stasse, Agnès et Jean-René de Fleury, remercient tous ceux qui ont pris part à leur grand chagrin lors du décès de

Pierre MENDES FRANCE.

Anniversaires

Il y a dix ans, le 11 novembre 1972, Claude HAARDT, son fils Jean-Marie et Jean-Claude MYON, disparaissaient en mer, dans les passes d'Aracchon. Tous ceux qui les ont aimés et estimés se souviennent.

Manifestation

du souvenir

Ceux qui n'ont pas oublié le sacrifice des soldats de l'Algérie française sont invités à venir s'inscrire devant le monument aux morts du cimetière de Bourgh-les-Reins (92), et à se recueillir ensemble sur la tombe du colonel Jean BASTIEN-THIRY, le 11 novembre 1982, à 15 h 45.

(Publié)

Cures thermales

d'hiver au soleil

Vous souhaitez mieux la passer l'hiver ? Vous l'agrémenter d'une cure thermique et de détente au soleil du Midi.

Trois stations spécialisées (RHUMATISMES et VOIES RESPIRATOIRES) vous offrent leurs portes pendant les mois d'hiver :

GRENOUX LES BAINS, en Haute-Provence ; alt. 200 m sous le ciel le plus pur d'Europe.

AMELIE LES BAINS, en Roussillon ; alt. 230 m. Station la plus méridionale de France.

CAMBO LES BAINS, en pays basque ; alt. 40 m au climat doux et régulier.

Informations gratuites (abonnement et cures) à la SOCIÉTÉ THERMALE de chaque station et à PARIS : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Maison du Thermalisme, 22, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS - Tél. 742.67.51

(Publié)

SCIENCES PO

PRÉPARATION ANNUELLE INTENSIVE

PARALLÈLE ou par CORRESPONDANCE

Après 2^e année, PRÉPARATION ENA

PRESUP

46, rue Vivienne, 75002 PARIS

Tél. : 261-83-53, poste 281

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

CONTREFAÇON DE LA MARQUE DE LA SOCIÉTÉ

CHANEL PAR LA SOCIÉTÉ DE DROIT ITALIEN

PELLETIERA RIVIERA ET LA SOCIÉTÉ STOLAR

Par jugement définitif du 7 juillet 1982, la Troisième Chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS :

» Dit que la Société de droit italien PELLETIERA RIVIERA, en introduisant en France et la Société STOLAR, en offrant en vente et en vendant des sacs comportant la reproduction de la marque (C) appartenant à la Société CHANEL, et servant à désigner notamment les « sacs » et les « totes » ont commis une contrefaçon de cette marque ;

» Interdit à la Société PELLETIERA RIVIERA d'introduire sur le territoire français tout article comportant cette marque et à la Société STOLAR d'en faire usage, sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit, sous peine de dommages de Mille francs (1 000) ;

» Condamne la Société PELLETIERA à payer à la Société CHANEL une indemnité provisoire de TRENTE MILLE francs (30 000) et la Société STOLAR une indemnité provisoire de VINGT MILLE francs (20 000) ;

» Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans trois journaux au choix de la Société CHANEL, et aux frais de la Société CHANEL ;

» Condamne la Société CHANEL à payer à la Société STOLAR la somme de SIX MILLE francs (6 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société STOLAR ;

» Condamne la Société STOLAR à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA ses dépens ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» Condamne la Société STOLAR à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

» Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans deux journaux au choix de la Société CHANEL, et aux frais de la Société CHANEL ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société LARMORIE contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE aux dépens de l'action principale et de son action contre la Société STOLAR ;

» Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société LARMORIE contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE aux dépens de l'action principale et de son action contre la Société STOLAR ;

» Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société LARMORIE contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE aux dépens de l'action principale et de son action contre la Société STOLAR ;

» Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société LARMORIE contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE aux dépens de l'action principale et de son action contre la Société STOLAR ;

» Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société LARMORIE contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE aux dépens de l'action principale et de son action contre la Société STOLAR ;

» Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société LARMORIE contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE aux dépens de l'action principale et de son action contre la Société STOLAR ;

» Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société LARMORIE contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE aux dépens de l'action principale et de son action contre la Société STOLAR ;

» Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société LARMORIE contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE aux dépens de l'action principale et de son action contre la Société STOLAR ;

» Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE à payer à la Société PELLETIERA RIVIERA la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

» Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

» La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

» Déclare inopérables les actions en garantie de la Société LARMORIE contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

» Condamne la Société LARMORIE aux dépens de l'action principale et de son action contre la Société STOLAR ;

» Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Toulouse joue la modération

Comme chaque année dans les derniers jours de l'automne, les trois cents exposants qui s'installent sur les bords de la Garonne attendent de pied ferme les acheteurs français et étrangers venus se ravitailler pour l'hiver en meubles et objets anciens.

Le Salon de Toulouse - qui fête cette année son vingtième anniversaire jusqu'au 14 novembre - est le dernier secteur de l'économie où l'offre et la demande s'exercent en toute liberté, d'abord entre les professionnels au cours des journées marchandes qui précèdent l'inauguration officielle, puis entre les vendeurs et les particuliers qui restent assurés d'acheter à bon prix en faisant jouer la concurrence d'un stand à l'autre. On vient à Toulouse comme on va à la pompe à essence... avant que ça monte.

En fait, les antiquaires ignorent souverainement le blocage des prix. Mais si les affaires ne vont pas fort, les hausses sont limitées par le manque d'appétit de la clientèle.

Au Salon de Toulouse, les prix ont dans l'ensemble progressé de 10 à 15 % par rapport à l'an passé. Les plus fortes hausses se portent sur les meubles régionaux en bois naturel. La moindre commode du Midi en frêne est proposée aux alentours de 50 000 F et les buffets à deux corps pour près de 100 000 F.

Quand aux meubles en marqueterie, ils ne sont plus au goût du jour et leurs prix ont peu évolué depuis deux ans. C'est dire que l'on peut trouver des commodes « à la Régence » de 70 000 à 100 000 F, pratiquement au même prix que les armoires à sculptures ajourées ou les grosses bordelaises en acajou massif.

Ce qui est intéressant à Toulouse c'est l'immense variété de choix qui permet de trouver le meuble convoité au plus juste prix. On reste parfois surpris d'un écart de 10 000 à 20 000 F pour des meubles de qualité équivalente.

Bien entendu, on trouve aussi à Toulouse de petits meubles XVIII^e à des prix intéressants, telles que des tables à jeux, des secrétaires Louis XVI ou des commodes Empire. Les meubles Louis-Philippe, qui triomphaient l'an passé restent stationnaires. En revanche, la percée de l'art-déco se fait sentir et l'on peut découvrir des meubles en bois d'ébène de Macassar de 10 000 à 15 000 F. Notons enfin parmi les objets la bonne tenue des faïences du Midi à des prix nettement moins élevés qu'à Paris. Il faut tout de même compter de 1 000 à 2 000 F pour une assiette de Marseille ou un pot à olives de Moustiers.

GERSAINT.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

CONTREFAÇON DE LA MARQUE DE LA SOCIÉTÉ CHANEL PAR LA SOCIÉTÉ GARY

Par jugement définitif du 7 juillet 1982, la Troisième Chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS :

« Dit que l'utilisation par la Société GARY de la marque (C) et sa reproduction sur des sacs offerts à la vente et vendus par la Société GARY constituent la contrefaçon de cette marque ;

« Interdit à la Société GARY de faire usage, sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit, de ladite marque, sous astreinte définitive de MILLE francs (1 000) par infraction constatée passé un délai de quinze jours à compter de la signification du présent jugement ;

« Condamne la Société GARY à payer à la Société CHANEL la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

« Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans deux journaux ou revues du choix de la Société CHANEL et aux frais de la Société GARY sans que le montant de ceux-ci ne dépasse la somme de DIX MILLE francs (10 000) ;

« Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

« La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

« Déclare irrecevables les actions en garantie formées contre la Société STOLAR et PELLETIERA RIVIERA ;

« Condamne la Société GARY aux dépens, à l'exception de ceux concernant l'action en garantie contre la Société PELLETIERA RIVIERA, qui resteront à la charge de la Société STOLAR. »

CONTREFAÇON DE LA MARQUE DE LA SOCIÉTÉ CHANEL PAR LA SOCIÉTÉ TANY

Par jugement définitif du 7 juillet 1982, la Troisième Chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS :

« Dit que l'utilisation par la Société TANY de la marque (C) et sa reproduction sur des sacs offerts à la vente et vendus constituent la contrefaçon de cette marque ;

« Interdit à la Société TANY de faire usage, sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit, de ladite marque, sous astreinte définitive de MILLE francs (1 000) par infraction constatée passé un délai de quinze jours à compter de la signification du présent jugement ;

« Condamne la Société TANY à payer à la Société CHANEL une somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

« Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans deux journaux ou revues du choix de la Société CHANEL et aux frais de la Société TANY sans que le montant global de ceux-ci ne dépasse la somme de DIX MILLE francs (10 000) ;

« Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

« La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

« Déclare irrecevables les actions en garantie formées contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA et FALLIERO SPINELLE ;

« Condamne la Société TANY aux dépens de l'action principale et de son action en garantie contre la Société STOLAR ;

« Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

« Laisse à la charge de la Société PELLETIERA RIVIERA les dépens de son action contre la Société FALLIERO SPINELLE. »

CONTREFAÇON DE LA MARQUE DE LA SOCIÉTÉ CHANEL PAR LA SOCIÉTÉ GAILLE

Par jugement définitif du 7 juillet 1982, la Troisième Chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS :

« Dit que l'utilisation par la Société GAILLE de la marque (C) et sa reproduction sur des sacs offerts à la vente et vendus constituent la contrefaçon de cette marque ;

« Interdit à la Société GAILLE de faire usage, sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit, de ladite marque, sous astreinte définitive de MILLE francs (1 000) ;

« Condamne la Société GAILLE à payer à la Société CHANEL la somme de DIX MILLE francs (10 000) à titre de dommages-intérêts ;

« Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans deux journaux ou revues du choix de la Société CHANEL et aux frais de la Société GAILLE sans que le montant global de ceux-ci ne dépasse la somme de DIX MILLE francs (10 000) ;

« Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

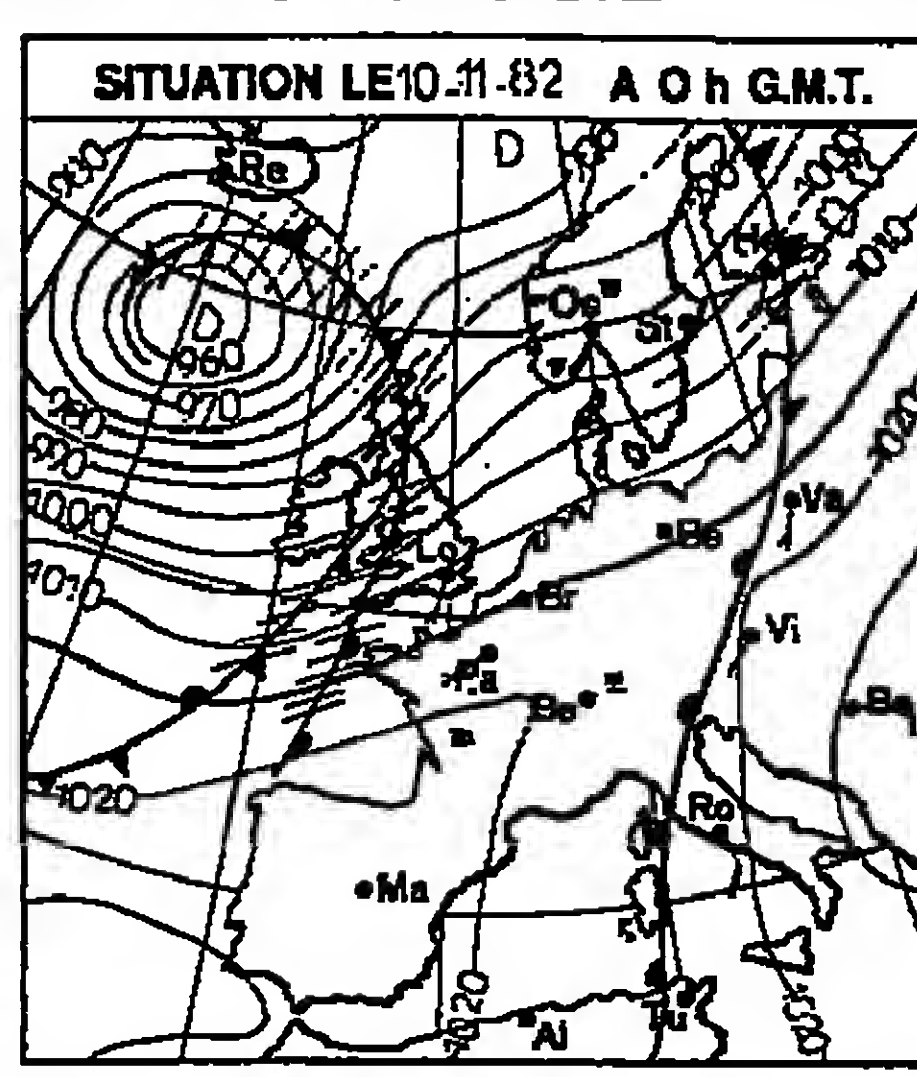
« La condamne à lui payer la somme de TROIS MILLE francs (3 000) sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

« Déclare irrecevables les actions en garantie formées contre la Société STOLAR et contre la Société PELLETIERA RIVIERA ;

« Condamne la Société GAILLE aux dépens de l'action principale et de l'action en garantie contre la Société STOLAR ;

« Laisse à la charge de la Société STOLAR les dépens de son action en garantie contre la Société PELLETIERA RIVIERA. »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 10 novembre à 0 heure et le jeudi 11 novembre à minuit :

Un courant de sud-ouest assez rapide s'est établi de l'Atlantique à la France. Les perturbations circuleront au nord de la France au cours de la matinée, belles éclaircies et ne débordront que sur l'extrême ouest.

Judi, quelques résidus orageux sur les Alpes en début de journée, des éclaircies ensuite. Sur la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté, un peu de pluie accompagne un passage nuageux.

Ailleurs, le matin temps nuageux et brumeux avec des bancs de brouillard de l'Aquitaine au Massif Central et aux Vosges. Au cours de la matinée, belles éclaircies sur la région au sud de la Loire, sur le Sud-Est et le Centre-Est.

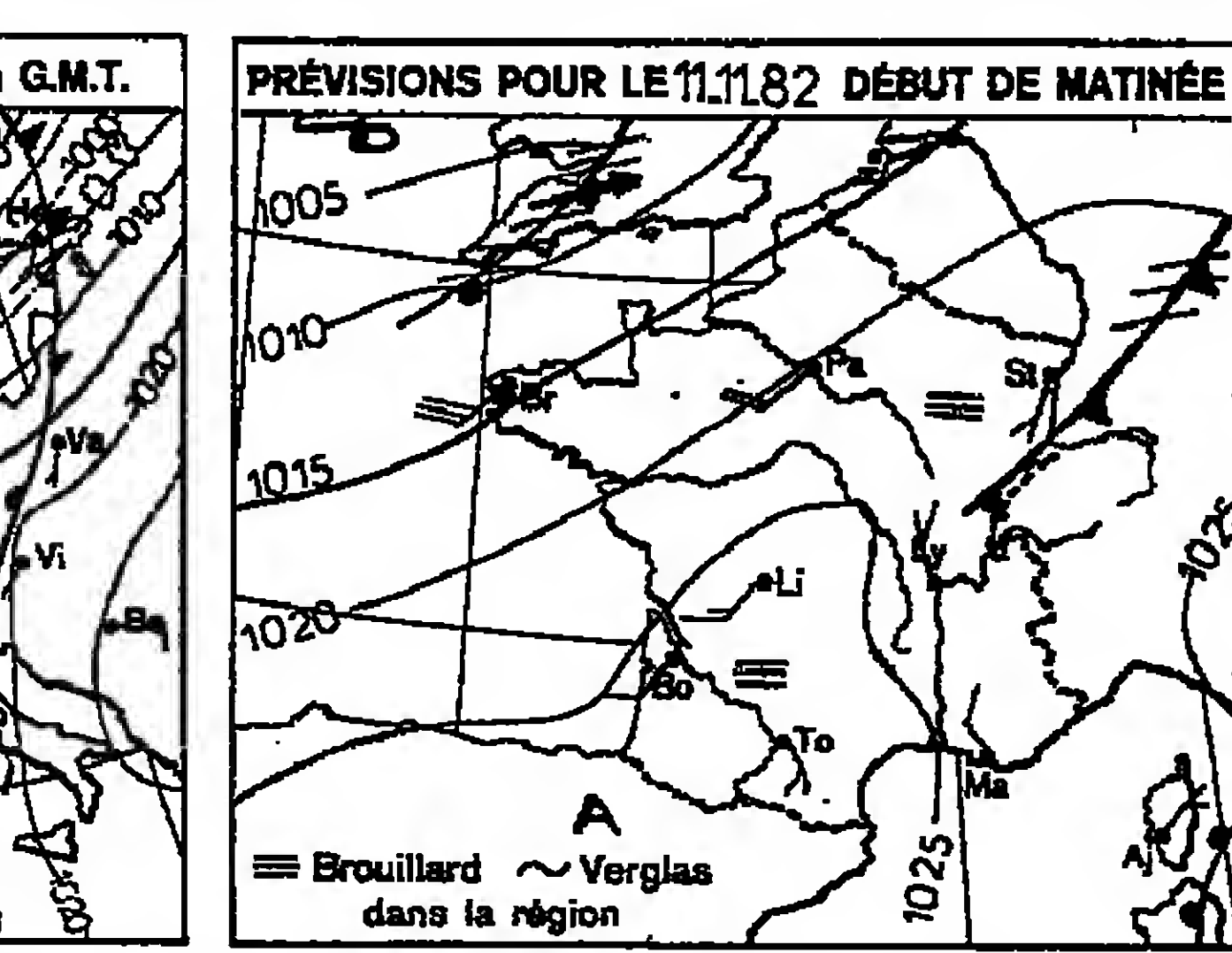
Par contre, de la Bretagne à la Normandie et à la Picardie, le ciel restera assez nuageux et de nouvelles pluies arriveront à la pointe de Bretagne en soirée. Sur l'Orléanais, le Bassin parisien et la Champagne, un petit espoir d'éclaircies également, mais plus ponctuelles.

Températures sans grand changement : 5 à 7° le matin, 15 à 19° l'après-midi.

Le vent sera assez faible sur la majeure partie de la France. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort uniquement sur les côtes bretonnes.

La pression atmosphérique redécroît au niveau de la mer écarté à Paris, le 10 novembre, à 7 heures de 1018,4 millibars, soit 763,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours des 24 heures du 9 novembre, le second le minimum de la nuit du 9 au 10 novembre) :



PRÉVISIONS POUR LE 11 NOVEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

10 novembre : Ajaccio, 19 et 13 degrés ; Biarritz, 16 et 10 ; Bordeaux, 17 et 10 ; Bourges, 15 et 6 ; Brest, 14 et 9 ; Caen, 14 et 7 ; Cherbourg, 13 et 7 ; Clermont-Ferrand, 16 et 5 ; Dijon, 16 et 5 ; Grenoble, 14 et 6 ; Lille, 13 et 8 ; Lyon, 17 et 7 ; Marseille-Margate, 19 et 8 ; Nancy, 15 et 6 ; Nantes, 15 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 10 ; Paris-Le Bourget, 15 et 6 ; Pau, 15 et 7 ; Perpignan, 18 et 12 ; Rennes, 15 et 8 ; Strasbourg, 17 et 6 ; Tours, 15 et 7 ; Toulouse, 18 et 7 ; Poitiers-Mire, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 13 degrés ; Amsterdam, 14 et 8 ; Athènes, 17 et 8 ; Berlin, 14 et 7 ; Bonn, 15 et 8 ; Bruxelles, 13 et 9 ; Le Caire, 18 et 12 ; Les Canaries, 24 et 19 ; Copenhague, 12 et 9 ; Dakar, 28 et 23 ; Djibouti, 23 et 16 ; Genève, 15 et 3 ; Jérusalem, 10 et 4 ; Lisbonne, 17 et 10 ; Londres, 15 et 8 ; Luxembourg, 11 et 7 ; Madrid, 15 et 4 ; Moscou, 3 et 0 ; Nairobi, 26 et 13 ; New-York, 13 et 5 ; Palma-de-Majorque, 21 et 11 ; Rome, 20 et 15 ; Stockholm, 9 et 8 ; Téhéran, 26 et 17 ; Tunis, 26 et 14.

BREF

CIRCULATION

AUTOROUTE A-26 : OUVERTURE DE LA SECTION ARRAS-CAMBRAI. - La section Arras-Cambrai-sud de l'autoroute Calais-Dijon, A-26, est ouverte à la circulation le 10 novembre. Cette section, longue de 36 kilomètres, s'insère dans le futur axe routier qui permettra aux usagers et transporteurs européens d'éviter l'agglomération parisienne pour se rendre dans les Alpes ou le Bassin méditerranéen.

FORMATION PERMANENTE

DÉCENTRALISATION ET COMMUNICATION. - La Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente organise à Pau du 17 au 19 novembre, un colloque sur le thème « Décentralisation et communication sociale locale ». Ouvert aux professionnels de la communication, aux élus locaux, aux responsables d'associations et à tous les acteurs de l'économie sociale, ce colloque abordera les expériences régionales en matière de radio, télévision, réseaux de vidéocommunication et télématique. Il sera animé par des représentants des ministères de la culture, du temps libre et de la communication.

* Centre national audiovisuel : 15, rue Erard, 75012 Paris (tél. : 344-68-09).

STAGES

L'AFRIQUE ET L'ASIE. - Le quarante-troisième stage de perfectionnement du Centre de hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes commence ce 10 novembre et durera jusqu'au 15 juin 1983. Les conférences sous forme de « tables rondes » consacrées aux problèmes actuels d'ordre social, politique, administratif et économique des pays du tiers-monde auront lieu un jour par semaine, le mercredi.

Ce stage est réservé aux fonctionnaires et agents de l'Etat présentés par leurs administrations et aux cadres du secteur privé présentés par leurs établissements.

* Secrétariat du C.H.E.A.M., 13, rue de Four, 75006 Paris, tél. : 326-96-90.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3317

| | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| I | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

1. S'utilise quand on a fait le point. - II. Doivent leur coloration à des traces d'oxyde de chrome. - III. Jeunes femmes qui pouvaient se tenir sur un bras. - IV. Conjonction. Ville d'Angleterre. - V. Pour une Chinoise qui doit se mettre la ceinture. Pronom. Possessif. - VI. Sorte de foire. Participe qui peut se rapporter à un terme. - VII. Mot d'enfant. Mot qui peut valoir un renvoi. - VIII. Un mot qui vaut quatre termes. - IX. Des rochers en Provence. Une île qui ferme le golfe de Riga. - X. Pour lier. Rend lumineux. - XI. Un point sur la carte. Etait belliqueux.

VERTICALEMENT

1. On a bonne mine quand il est double. Ne sont pas belles quand elles sont noires. - 2. L'intérieur d'une bouche. A poil pour la garde. - 3. Nom qu'on peut donner à une nourrice. - 4. Sa synthèse fut réalisée par Wöhler. Détérioras. - 5. Fait la grimace. Animal. - 6. Qualifie un cheval atteint de synovie articulaire. Non duple par nature. - 7. Général allemand qui fut un as de la chasse. N'avait pas besoin de compter. - 8. État de l'Afrique australe. Touché. - 9. Préposition. Corps mouls.

Solution du problème n° 3316

Horizontalement

1. Chien. Fer. - II. Austérité. - III. Smart. Le. - IV. Côte. Ma. - V. Ari. Unau. - VI. Discrédit. - VII. Es. Outre. - VIII. Utile. Euh ! - IX. Séné. Iule. - X. Escrocs. - XI. Aériens (antennes).

Verticalement

1. Cascadeuses. - 2. Humoristes. - 3. Isatis. Inca. - 4. Etre. Colère. - 5. Net. Rue. Or. - 6. Muet. Ici. - 7. Filandreuse. - 8. Eté. Aleu. - 9. Ré. Out. Hers.

GUY BROUTY.

Les cérémonies du 11 novembre

L'anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918 donnera lieu à plusieurs cérémonies à Paris, tandis que, en province, les rassemblements traditionnels s'effectueront autour des monuments aux morts. M. Jean Laurant, ministre des anciens combattants, dans un message, a déclaré que ces cérémonies doivent être « une incitation à la réflexion » pour « l'affirmation publique de la solidarité et de l'unité des Français et des Français ».

● **Dès le mercredi 10 novembre**, à 18 h 15, sous l'Arc de triomphe de l'Etoile, la médaille d'or du Soldat inconnu sera remise à M. Jean Laurant par M. Lelio Lagorio, ministre de la défense de la République italienne, en présence de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat à la défense.

● **Jeudi 11 novembre**, à 9 heures, messe solennelle en l'église Saint-Louis-des-Invalides, sous la présidence de Mgr Lustiger, archevêque de Paris, et en présence de M. Pierre Mauroy, premier ministre.

A 10 h 30, dépôt de gerbes devant la plaque commémorative de la manifestation d'étudiants, le 11 novembre 1940, apposée sur l'immeuble situé à l'angle des Champs-Élysées et de la rue de Tilsit.

A 10 h 45, cérémonie à l'Arc de triomphe de l'Etoile, avec revue des troupes par le président de la République.

Pour cette commémoration, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a décidé de présenter, outre les unités traditionnelles (écoles militaires et Garde républicaine), les forces de paix qui, en 1982, ont été envoyées au Proche-Orient. Ces forces, matérialisant la politique française de présence, d'équilibre et de paix dans ce secteur, seront représentées par des unités ayant participé à la Force interarmes des Nations unies au Liban (FINUL), à la Force multinationale des observateurs du Sinaï (F.M.O.), à la force multinationale d'interposition de Beyrouth, ainsi que par des unités de la force multinationale de sécurité de Beyrouth.

A 11 h 45, remise de décorations : vers 11 h 40, départ de M. Mitterrand en direction du monument élevé à la mémoire de Clemenceau. A 15 heures, cérémonies organisées

aux camps de Reihondes et Royal-Lieu, près de Compiègne, en présence de M. Jean Laurant. De 21 heures à 23 heures, veillée sous l'Arc de triomphe de l'Etoile. Rappelons que la collecte du Bleu de France, autorisée sur la voie publique ce jour-là, a pour but d'apporter à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre les fonds nécessaires à l'émulation du sort des victimes de guerre les plus déshéritées.

Enfin, à l'occasion du 11 novembre, des décorations (Légion d'honneur, Mérite et Médaille militaires) sont attribuées aux « personnels qui se sont distingués au Liban ». Le général Jean-Claude Coullon, chargé de préparer la participation française à la FINUL, et le colonel Jean-Claude Delattre, qui a commandé pendant plus d'un an les éléments français de la FINUL, ont été promus commandeurs de la Légion d'honneur.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 12 NOVEMBRE

« L'atelier de François Desportes », 15 h, musée du Louvre, entrée du Pavillon de Flore (Approche de l'Art).

« Degas, Mauret, Renoir », 15 h, musée du Jeu de Paume (Arts et curiosités de Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 10 novembre :

UN DÉCRET

« Relatif à la prime spéciale d'équipement de terrains pour le camping ou le stationnement des caravanes de tourisme. »

DES ARRÊTÉS

« Portant revalorisation des prestations des régimes d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales. »

« Fixant l'index de correction applicable à la rémunération de certains personnels militaires et civils. »

« Portant fixation du salaire de référence et de la valeur du point de retraite dans le régime de retraites complémentaires des assurances sociales, institué par le décret du 23 décembre 1970. (Irancote). »

CONFÉRENCES

15 h : 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, M^{me} C. Thibaut : « Les grandes réalisations de l'urbanisme en France ».

19 h : 14, Cours Albert-I^{er}, M. J. Bourgeois : « Du chant » (les amis de Richard Wagner).

19 h 45 : 12, rue Vivienne, M. C. Truchot : « Les différentes formes de Yoga » (Erponia).

20 h 15 : 11 bis, rue Keppler : « La Bhagavad Gita et le vécu quotidien » (Loge unie des Théosophes). (Entrée libre).

20 h 30 : 26, rue Bergère, M^{me} M. de Surany : « Le cœur fleurit sur les visages » (L'Homme et la connaissance).

LÉGION D'HONNEUR

DÉFENSE

Sont promus commandeurs :
MM. Jean-Claude Coullon, Jean Delattre.

Est promu officier :
M. Robert Richard.

Sont promus chevaliers :
MM. Louis Corbousse, René Faberon, Lucien Thomas, Jacques Hostens, François Dupont-Nivet, François Koecher.

DÉFENSE (déportés résistants)

Est élevé à la dignité de grand-croix :
M. Charles Vedel.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :
MM. Jacques Morin, Vincent Planque.

Sont promus commandeurs :
MM. Hippolyte de Grimal, Elie Camrubi, Geoffroy de Clercq, Pierre Dupuy, Jean Germaineau, Louis Molina, Charles Verry, Antoine Veysse, Olivier Giuly, Fabien Courtaud, M^{me} Madeleine Dietrich, MM. Jules Hueber, Aimé Jaurou, Léon Rabinovich, M^{me} Sylvina Roussel, MM. Félix Simon, Henri Thénet.

| OFFRES D'EMPLOI | La ligne | La ligne T.T.C. |
|----------------------|----------|-----------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADEES | La ligne | La ligne T.T.C. |
|-------------------|----------|-----------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

Une grande Société de services (550 établissements en France) recherche pour sa Direction du Personnel à PARIS son

RESPONSABLE DU SERVICE PAYE ET LIAISONS INFORMATIQUES

Animant l'équipe de travail lui est confiée il devra assurer les missions suivantes :

- recueillir et contrôler les données nécessaires pour le traitement de la paye informatisée et des charges sociales d'environ 5000 salariés pour la société et ses filiales.
- concevoir, proposer puis mettre en place, en liaison avec les responsables du plan informatique et les différents utilisateurs, à l'horizon 85, un nouveau système de paye informatisé et décentralisé du personnel.

Il est demandé une formation supérieure, de très bonnes connaissances en matière de législation sociale et fiscale, une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la paye et de l'informatique de gestion de personnel, de réelles aptitudes à animer et encadrer une équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 50748 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Conseil en Ressources Humaines

CONSULTANT

Médecin, Pharmacien, Vétérinaire.
EGOR BIOMEDICAL, département du Groupe EGOR, recherche les spécialistes pour les industries pharmaceutiques, cosmétiques, biologiques... La volonté du Groupe de développer (en termes quantitatifs et qualitatifs) cette activité, nécessite la création d'un nouveau poste de consultant.
Travaillant en équipe avec le Pharmacien responsable d'EGOR BIOMEDICAL, sa mission sera double : conduire les opérations de recrutement de cadres à fort potentiel et participer au développement du département.
Il bénéficiera d'une formation complète à nos techniques.
Nous souhaitons rencontrer un candidat de 28 ans minimum. De préférence médecin, il peut être également pharmacien ou vétérinaire. Naturellement ouvert aux sciences humaines, il s'intéresse aussi à l'économie. Il devra construire et mettre en œuvre une stratégie marketing dans le but d'améliorer notre présence auprès des différentes industries concernées.
Nous remercions les candidats intéressés par cette offre, de prendre un premier contact (lettre manuscrite) avec Anne-Marie HAUGOU : tél. M/EBM 83.

EGOR BIOMEDICAL
8 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTECARLO

egor

Cabinet Lavoie Conseils en brevets recherche pour travail à domicile. Techniciens techniques ingénieurs ayant si possible expérience brevets anglais-français, allemand-français. Chimie, mécanique, électronique. Env. C.V. 2, place d'Estienne d'Orves, Paris 9.

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Demander une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.), 3, rue Morron, 75008 Paris. 75429 PARIS CEDEX 08.

STÉ PROMOTION

IMMOBILIERE

CONSEILLER FINANCIER

10 ans d'expérience pour placement à des investisseurs de produits bénéficiant de primes à 6,88 %.

Envoyer C.V., préciser revenu 80, 81, 82, à : Michel LAURENT S.A., 41, av. Montaigne, 75008 PARIS. Tél. : 723-63-12.

CENTRE MUSICAL
recherche

A vendre TALBOT HORIZON année 1978, 73 000 km, Pte : 18.000 F. Tél. : 458-85-31 après 18 heures.

de 8 à 11 C.V.
VW COMBI 1971 : 10 000 km. Cuisine et embrayage neufs. Phares bons. Accessoires : vit. extérieures. Téléphone : (21) 08-48-36.

PROFESSEURS DE PIANO
Dynamiques et disponibles. Env. C.V. détaillé + photo. Ecrire sous le n° 036249 M. Régis-Presse, 85 bis, r. de Valenciennes, 75002 Paris.

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPER.
recherche

PROFESSEUR
Organisation administrative. Libre le mardi soir de 18 h à 20 h et jeudi après-midi 2 h. Tél. 747-06-40 M. SEUDY.

COLLABORATEUR(ICE)
plein temps, pour coordination activités et développement de la firme. Connaissances dense et vie associative exigées. Envoyer C.V. avant le 15 novembre à : ADAM 91, 105, place des Mirrors, 91000 EVRY.

QUARTZ - RFI
recherche

DIRECTEUR ADJOINT MAGASIN
5 personnes. C.A. : 20 millions de F. 30 ans minimum. Solide expérience dans la distribution. Promotions rapides. C.V., photo, prétentions : QUARTZ - RFI, 8, rue des Beaux-Arts, 92800 PUTEAUX.

IMPORTANTE ASSOCIATION
s'occupe de personnes âgées recherche pour PARIS

ASSISTANTE SOCIALE M-Temps
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo 8 x 10, à : DE LEBREUF, 75008 PARIS, qui transmettra.

CIE MARITIME JEUNE COLLABORATEUR
2/3 ans d'expérience, transport international ou activité transit. Bilingue anglais. Disponible rapidement. Env. C.V. + photo à : L. LICHU, S.A., B.P. 220, 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

MARINE DE VOISINS-LE BRÉTONNEUX 75
recherche

ANIMATEUR
2e classe, diplômé S.A.F.A. pour Assemblée à l'école CAPASSE ou école DEFA souhaitée. Expérience de direction d'activités. 35 ans min. Curriculum vitae. Tél. pour R.V. : 044-27-14.

FILIALE IMPORTANTE BANQUE PARIS 2ème
spécialisée dans la gestion et le placement de portefeuilles de valeurs mobilières recherche

UN JEUNE CADRE COMMERCIAL

- Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce
- Ayant le goût et l'aptitude pour la démarche commerciale
- Possédant une première expérience de 2 ou 3 ans dans une activité commerciale.

Envoyer C.V., manuscrit à No 51.696 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ARGOS - Société de conseils - recherche :
- UN PROGRAMMEUR expérimenté IBM 38 (GAP III) disponible rapidement ;
Env. C.V., photo, prêt, et date de disponibilité à : ARGOS, 17, rue Lamandé, 75017 PARIS.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR L'INFORMATIQUE ?

Faites carrière avec nous. Nous sommes une Société de Conseils en informatique et recherchons des

JEUNES COLLABORATEURS
ayant plusieurs années d'études supérieures, calibrés et dévoués des obligations militaires, libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec C.V. détaillé + photo sous n° 51531 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

INSTITUT D'ANALYSE & DE PROGRAMMATION
recrute

enseignant haut niveau
Formation supérieure Ingénieur ou équivalent

376.42.03 31, cours des Juilliottes 94700 Maisons-Alfort

emploi international

(et départements d'Outre Mer)

SOGREAH

Ingénieurs Conseils

INGENIEUR D'AFFAIRES

DANS LE DOMAINE DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES, URBAINS ET INDUSTRIELS

LE POSTE :
- Recherche d'affaires nouvelles dans les études d'alimentation en eau potable d'assainissement urbain, en FRANCE et à l'ÉTRANGER, notamment dans les pays en voie de développement.
- Participation à l'établissement de propositions et suivi de leur aboutissement.
- Négociation des contrats et suivi de leur réalisation sur le plan technique et financier.
- Préparation et suivi de la politique commerciale et du budget du Département.

LE PROFIL :
- Ingénieur diplômé.
- Expérience de 10 années minimum dans le domaine de l'assainissement, du traitement des eaux et de l'alimentation en eau potable.
- Connaissance de l'anglais impérative.
- Aptitude à la négociation commerciale et au dialogue avec les Responsables de projets.
- Disponibilité pour déplacements fréquents de courte ou moyenne durée à l'étranger.
Poste basé à GRENOBLE, groupe d'ingénierie S.CONSULT.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé et photographie à : SOGREAH - Service du Personnel BP 172 X - 38042 Grenoble Cedex.

DIRECTOR

International Finance and Planning

ActionAid is a leading development agency with a highly impressive growth rate over the past decade. It is presently working in Asia and Africa to overcome some of the problems faced by young people and communities in poor rural areas. Further major expansion is planned.

We are now looking for an Accountant to take charge of the effective financial management of the Charity's resources. He/she will be London based but must be prepared to travel overseas.

Experience in computer based management information and control systems is essential and previous personal responsibility for their implementation most advantageous.

An internationally recognised accounting qualification is preferred and candidates should be able to show evidence of vigorous leadership, sound judgement and long range planning skills. Relevant international experience is more important than age.

The role offers considerable scope to make a significant contribution to the work of the Charity and terms will reflect adequately the scale of responsibility in the job.

Please write in the first instance to Ron Tucker, Personnel Manager, ActionAid, 146 Queen Victoria Street, London EC4V 4BX.

Particuliers (offres)

Vend 2 timbres laque blanc et noir : 1.000 F, l'autre noir : 1.500 F. Tél. 257-71, matin et soir au 257-31-57.

Artisans
Peinture, papier, menuiserie, vitrerie. Tél. : 878-95-13.

LAVEUR DE VITRES
Prix modérés (ex. 60 F.T.T.C. pour un F3). Tél. : 888-81-32.

Bijoux
OLIVINE

ACHETÉ AU PLUS HAUT COURS. Or, bijoux dentaires, pierres or, bijoux anciens et modernes. ARGENTERIE, tableaux, porcelaine, verrerie, vases, montres anciennes et modernes, pendules, boîtes or, argenterie, bijoux. Déplacement à domicile. 6, rue de Valenciennes, 177, M. VILLIERS - 75237-31. EXPERTISE GRATUITE.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses, bijoux or, etc., argent, etc. PERDRE JOLIES OFFRES à l'Opéra, 4, Chaussée d'Antin, à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo, Ventes, Occasions, Échanges.

BLOUX ROMANTIQUES
s'achètent chez GILLET (Rempart), Rens. Boulton, 4, rue de la Persévérance, 95800 Esbennes. Tél. 884-26-33.

ACHAT BLOUX OR-ARGENT.
Métro : Cité ou Hôtel-de-Ville.

Cours
Apprenez l'anglais cours intensifs à l'école "Rempart" (Rempart), Rens. Boulton, 4, rue de la Persévérance, 95800 Esbennes. Tél. 884-26-33.

Instruments de musique
A VENDRE PIANOS GRANDES MARQUES. Refait et remis par artisan, facture. DEVIS GRATUIT POUR RESTAURATION.

PIANOS TORRENTE
Tél. : 840-69-52.

Décoration

PAILLE JAPONAISE
VERTICALE 14 F le m²

MOQUETTE SOLDE
Laine de 40 à 70 F le m² miniers. Réductions énormes. 8-10, Impasse Saint-Sébastien, Paris-11^e. Tél. : 388-88-80.

PAPIERS JAPONAIS
Avec les prix directs CAP, vous trouvez maintenant une collection suivie de papiers japonais de 1^{re} qualité.

A PARTIR DE
100 F le rouleau (7,80 m x 0,91)

Grand choix de coloris et de papiers. Magasin d'exportation : CAP, 37, av. de la Chapelle, 75012 Paris. Tél. : 307-34-01.

Vente par correspondance. Documentation complète et échantillons contre 10 F par chèque.

Enseignement
L'ANGLAIS EN ANGLETERRE Cours spéciaux de Noël

L'école est dans le même bâtiment que notre hôtel (100 m) près de la mer, de renommée mondiale, le logement en famille également possible.

Pas de limite d'âge. Dates de 15 à 18 A. Pas de limite de séjour (max 25 J de réduction pour 30 J).

Machine à écrire, sautoir, dactylographe, etc., à 100 F. Agence par le British Council and Andé.

Pr. broch. en couleur et formul. d'inscription. Ecr. à : REGENCY SCHOOL OF ENGLISH ROYAL CRESCENT RANGFORD KENT, G.R. 7. Téléphone : 8435 12 12

M. BOULLON, 4, r. de la Persévérance, 95800 Esbennes, France. Tél. : 889-26-33 soir.

vacances
LOISIRS

SPORTS D'HIVER, HTE-SAVOIE, location meublé, chalet, cuisine maison, pain cuit au feu de bois. Capacité d'accueil limitée à 12 personnes. Table d'hôte, calme, repos, tout compris (location complète, accompagnement, matériel de ski) : 1.550 F la semaine du dimanche au dimanche.

Entre LE CHET-LAGNEAU, LA LONGEVILLE 25850 Montmorillon ou tél. (81) 38-12-51.

Moquettes

MOQUETTES PURE LAINE
- 50 % DE SA VALEUR

Téléphone : 842-42-62 334, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

Cuisine
PROMOTION KITCHENETTE (évier + robinet + meuble en 1 mètre, 2.400 F Paris. L'abbé-Grégoire, Paris-9. Ouvert le samedi, 222-44-44.

Troisième âge
MAISON DE RETRAITE 40 km Paris, tout confort. Tél. : (16-4) 426-75-28.

Vacances
TOURISME

LOISIRS
SPORTS D'HIVER, HTE-SAVOIE, location meublé, chalet, cuisine maison, pain cuit au feu de bois. Capacité d'accueil limitée à 12 personnes. Table d'hôte, calme, repos, tout compris (location complète, accompagnement, matériel de ski) : 1.550 F la semaine du dimanche au dimanche.

Entre LE CHET-LAGNEAU, LA LONGEVILLE 25850 Montmorillon ou tél. (81) 38-12-51.

SKI DE FOND
DANS LE HAUT-JURA

4 h 1/2 de Paris. Dans vieille ferme rénovée, chambres avec salles de bain, cuisine maison, pain cuit au feu de bois. Capacité d'accueil limitée à 12 personnes. Table d'hôte, calme, repos, tout compris (location complète, accompagnement, matériel de ski) : 1.550 F la semaine du dimanche au dimanche.

Entre LE CHET-LAGNEAU, LA LONGEVILLE 25850 Montmorillon ou tél. (81) 38-12-51.

vacances
TOURISME

LOISIRS
SPORTS D'HIVER, HTE-SAVOIE, location meublé, chalet, cuisine maison, pain cuit au feu de bois. Capacité d'accueil limitée à 12 personnes. Table d'hôte, calme, repos, tout compris (location complète, accompagnement, matériel de ski) : 1.550 F la semaine du dimanche au dimanche.

Entre LE CHET-LAGNEAU, LA LONGEVILLE 25850 Montmorillon ou tél. (81) 38-12-51.

vacances
TOURISME

LOISIRS
SPORTS D'HIVER, HTE-SAVOIE, location meublé, chalet, cuisine maison, pain cuit au feu de bois. Capacité d'accueil limitée à 12 personnes. Table d'hôte, calme, repos, tout compris (location complète, accompagnement, matériel de ski) : 1.550 F la semaine du dimanche au dimanche.

Entre LE CHET-LAGNEAU, LA LONGEVILLE 25850 Montmorillon ou tél. (81) 38-12-51.

Particuliers (offres)

Vend 2 timbres laque blanc et noir : 1.000 F, l'autre noir : 1.500 F. Tél. 257-71, matin et soir au 257-31-57.

Artisans
Peinture, papier, menuiserie, vitrerie. Tél. : 878-95-13.

LAVEUR DE VITRES
Prix modérés (ex. 60 F.T.T.C. pour un F3). Tél. : 888-81-32.

Bijoux
OLIVINE

ACHETÉ AU PLUS HAUT COURS. Or, bijoux dentaires, pierres or, bijoux anciens et modernes. ARGENTERIE, tableaux, porcelaine, verrerie, vases, montres anciennes et modernes, pendules, boîtes or, argenterie, bijoux. Déplacement à domicile. 6, rue de Valenciennes, 177, M. VILLIERS - 75237-31. EXPERTISE GRATUITE.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses, bijoux or, etc., argent, etc. PERDRE JOLIES OFFRES à l'Opéra, 4, Chaussée d'Antin, à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo, Ventes, Occasions, Échanges.

BLOUX ROMANTIQUES
s'achètent chez GILLET (Rempart), Rens. Boulton, 4, rue de la Persévérance, 95800 Esbennes. Tél. 884-26-33.

ACHAT BLOUX OR-ARGENT.
Métro : Cité ou Hôtel-de-Ville.

Cours
Apprenez l'anglais cours intensifs à l'école "Rempart" (Rempart), Rens. Boulton, 4, rue de la Persévérance, 95800 Esbennes. Tél. 884-26-33.

Instruments de musique
A VENDRE PIANOS GRANDES MARQUES. Refait et remis par artisan, facture. DEVIS GRATUIT POUR RESTAURATION.

PIANOS TORRENTE
Tél. : 840-69-52.

vacances
LOISIRS

SPORTS D'HIVER, HTE-SAVOIE, location meublé, chalet, cuisine maison, pain cuit au feu de bois. Capacité d'accueil limitée à 12 personnes. Table d'hôte, calme, repos, tout compris (location complète, accompagnement, matériel de ski) : 1.550 F la semaine du dimanche au dimanche.

Entre LE CHET-LAGNEAU, LA LONGEVILLE 25850 Montmorillon ou tél. (81) 38-12-51.

vacances
TOURISME

LOISIRS
SPORTS D'HIVER, HTE-SAVOIE, location meublé, chalet, cuisine maison, pain cuit au feu de bois. Capacité d'accueil limitée à 12 personnes. Table d'hôte, calme, repos, tout compris (location complète, accompagnement, matériel de ski) : 1.550 F la semaine du dimanche au dimanche.

Entre LE CHET-LAGNEAU, LA LONGEVILLE 25850 Montmorillon ou tél. (81) 38-12-51.

Le Monde

PÊCHE

Harengs franco-soviétiques à Boulogne-sur-Mer

Le 11 novembre 1982, les pêcheurs français et soviétiques ont commencé la pêche aux harengs dans le golfe de Gênes. Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs soviétiques ont capturé 120 tonnes de harengs, ce qui est également un record pour cette période de l'année.

Les pêcheurs français ont capturé 100 tonnes de harengs, ce qui est un record pour cette période de l'année.

Le Monde

équipement

PÊCHE

Harengs franco-soviétiques à Boulogne-sur-Mer

De notre correspondant

Lille. - Ancré au port de Boulogne-sur-Mer depuis le 8 novembre, un chalutier-usine soviétique, le *Ribny-Murmân* (165 mètres de long, 250 tonnes d'équipage), traite sur place 200 tonnes de hareng frais chaque jour pendant six semaines. Au minimum, les chalutiers boulognais et les bateaux du secteur artisanal d'Étaples lui livreront environ 3 000 tonnes de poisson.

Cet accord signé par le syndicat des armateurs de Boulogne et les autorités soviétiques est très bien accueilli dans le monde de la pêche. En effet, la production boulognaise de hareng dépassait largement les demandes des mareyeurs, des industries de

transformation et des exportateurs, ce qui provoquait de grandes irrégularités dans les cours.

Les Soviétiques achèteront les harengs au prix de 1,75 F le kilo. La flottille boulognaise pourra donc accroître les quantités de hareng qu'elle pêche, bien entendu dans les limites des quotas fixés à Bruxelles, à des prix convenables. De leur côté, les Soviétiques, qui n'ont pas l'autorisation de pêcher dans les eaux communautaires, considèrent aussi ce contrat comme avantageux. Non sans raison, car un accord pour cette opération a été signé entre le syndicat des armateurs et les syndicats de marins C.F.D.T. et C.G.T. - G.S.

L'armement de Bordeaux S.N.P.L. renonce à sa campagne aux îles Kerguelen

De notre correspondant

Bordeaux. - La S.N.P.L. (Société nouvelle de pêche lointaine), premier armement français du secteur dit de la grande pêche, a renoncé à la campagne de six mois qu'elle devait entreprendre en 1983 autour de l'archipel des Kerguelen, dans l'émersion austral. Ce renoncement, après d'importants investissements (2,5 millions de francs) consentis pour modifier le *Zélande* - le chalutier congélateur qui devait participer à cette campagne - est expliqué par plusieurs facteurs : la mauvaise commercialisation du poisson pêché lors de la première campagne de l'été 1981 et surtout par les mauvais résultats de celle de 1982.

De plus, l'administration des TAAF (Terres australes et antarctiques françaises) a augmenté le quota accordé aux flottilles de pêche (48 000 tonnes en deux ans contre 38 000 tonnes), mais n'a nullement renforcé la présence des observateurs français sur les bateaux soviétiques. Les pêcheurs bordelais auraient souhaité que l'administration française adopte un système de surveillance rigoureux à l'égard de celui qui est en vigueur dans les eaux canadiennes où ils vont pêcher la morue.

Les responsables de la S.N.P.L. ont un autre sujet d'inquiétude : l'accès aux zones traditionnelles de pêche, c'est-à-dire les bancs du Saint-Laurent. En effet, ils estiment que les campagnes menées contre la chasse aux bécots phoques peuvent seulement compromettre leur accès aux eaux canadiennes, mais aussi le stock de morues : « Il est indispensable, estiment-ils, que le Canada prenne des mesures de protection devant le risque de voir les phoques se multiplier à un rythme trop important. Leur population est évaluée à ce jour à environ deux millions d'individus. Dans dix ans,

elle sera multipliée par deux. 180 000 phoques sont tués chaque année. Si l'on compte que chaque individu mange en moyenne une tonne et demie de poisson par an, c'est trois millions de tonnes qui sont mangées annuellement par les colonies de phoques. »

P.C.

Les Japonais et la chasse à la baleine

Comme il l'avait annoncé la semaine dernière (*le Monde* du 6 novembre), le gouvernement japonais vient de présenter ses objections à la décision prise en juillet dernier par la commission baleinière internationale d'interdire totalement la chasse à la baleine à partir de 1986. Cette décision, prévue par les conventions internationales, permet au Japon de ne pas appliquer les décisions de la commission. M. Yoshio Sakurai, ministre des affaires étrangères, a précisé qu'il n'entendait pas défier l'interdiction, mais seulement exprimer ses réserves. Il souhaite que la commission réexamine le problème dans son ensemble et dépose de nouvelles conclusions d'ici à trois ans. Le Pérou, seul allié des Japonais dans la guerre de la baleine en a fait autant.

Compte tenu de la composition de la commission dont un nombre croissant de membres sont favorables à une interdiction (35 sur 52), il est peu probable qu'elle revienne sur sa recommandation. Les Japonais, qui le savent, se disent prêts dans un esprit de conciliation à respecter les quotas de prises pour chaque espèce, notamment les moins nombreuses, pourvu que ces quotas ne soient pas trop restrictifs. Les pêcheurs japonais ont capturé, l'an dernier, près de 5 000 cétacés.

URBANISME

M. Jacques Chirac rend le gouvernement responsable de la crise du logement à Paris

« Je jette un cri d'alarme devant la dégradation dangereuse de la situation du logement dans la capitale. » Au cours d'une conférence de presse donnée à Paris, mardi 9 novembre, M. Jacques Chirac a manifesté son inquiétude devant « les symptômes d'une crise du logement qui se manifestent depuis plusieurs mois à Paris, en région parisienne ainsi que dans toutes les grandes agglomérations du pays ».

« A Paris, a déclaré le maire, ce phénomène se caractérise à la fois par la pénurie croissante du nombre des logements offerts à la location, par le cherté de la construction privée, par une désorganisation du marché, une anarchie des prix et par les difficultés de plus en plus grandes que connaît la municipalité pour obtenir de l'Etat les fonds nécessaires à la construction de logements sociaux. »

M. Jacques Chirac s'est efforcé d'identifier les responsables d'une telle situation. La pénurie des appartements à louer ? Elle serait la conséquence du vote en juin 1982 d'un nouveau texte dit « loi Quilliot » sur les droits et devoirs respectifs des locataires et des propriétaires. Ces derniers ont refusé de rétention car « ils perdent la possibilité de retrouver la disponibilité de leur logement, de fixer librement le montant du loyer et d'obtenir l'évacuation du locataire en cas de non paiement ».

Cette pénurie a entraîné une hausse excessive des loyers elle-même facteur d'inflation et d'insécurité sociale. « Les victimes, a affirmé M. Chirac, sont ceux là même que la loi entendait protéger : c'est-à-dire les candidats locataires les plus vulnérables, souvent à revenu modeste, les jeunes ménages et les personnes âgées. »

La crise de la construction privée (1 700 logements neufs à vendre actuellement pour tout Paris), voici comme le maire l'explique : « La loi Quilliot, le blocage des loyers, la hausse des taxes d'intérêt, le menaç d'un impôt foncier déclaratif, l'orientation forcée des investisseurs vers les besoins du Trésor public. »

Les difficultés de la construction sociale ? M. Chirac les explique par « l'écart considérable entre les besoins de Paris et les crédits accordés par le ministère de l'Urbanisme et du logement ». L'hôtel de ville aurait demandé 1 547 millions de subventions pour les prêts locatifs aidés en 1982 ; il a reçu 876 millions. Il avait aussi sollicité 80 millions de subventions pour surcharges foncières destinées à compenser le prix très élevé des terrains dans les grandes villes. Il a touché 23 millions.

En outre, selon M. Chirac, l'Etat a payé avec irrégularité et retard ce qui a entraîné un grand désordre dans le démarrage des chantiers. A tous ces maux, quel remède ? Pour relancer le marché des appartements en location il faut, selon le maire de Paris, réviser les lois de

1948 et de 1982 pour rétablir la confiance entre les propriétaires et investisseurs. Comment ? « En augmentant la rentabilité locative du parc ancien ; en autorisant les réajustements des loyers au départ des locataires. »

Pour les logements sociaux ? M. Chirac veut compenser l'absence de subvention pour surcharges foncières en « diminuant le contingent préfectoral de réservation de logements et en recourant à l'aide du 1 % patronal ». En outre il demande à l'Etat de « signifier dès le début de l'an prochain le montant des dotations pour les prêts locatifs aidés et des subventions foncières sur lesquelles la Ville pourra compter en 1982 ».

Enfin puisque la capitale « n'obtient pas de l'Etat ce à quoi elle a droit » elle est en train de négocier avec la région Ile-de-France un contrat par lequel la Ville obtiendrait des subventions au taux de 35 % pour achat de terrains (1).

[L'Hôtel de Ville avait annoncé une conférence de presse sur « la politique menée par la Ville en faveur du logement social ». Le maire a écarté tout « la crise du logement à Paris » et les responsabilités que, selon lui, le gouvernement porte en la matière. Cette conférence politique a été entamée, dès le mois de mai, sur l'aide de l'Etat au financement des logements sociaux que M. Chirac estimait insuffisante. Elle s'est prolongée en juillet par la publication d'une lettre du maire de Paris au ministre de l'Urbanisme et du logement M. Quilliot (*le Monde* du 3 août). Ce dernier avait répondu par un communiqué (*le Monde* du 7 août) disant : « Le gouvernement apportera à la Ville de Paris en 1983 des crédits supplémentaires proportionnés à son importance. » A cette polémique s'ajoute aujourd'hui la dénonciation de la pénurie d'appartements à louer imputable, selon le maire de Paris, à la loi Quilliot. Toutes ces controverses ne manquent pas d'intérêt mais les Parisiens ne savent toujours pas combien de logements aidés ou non aidés leur seront proposés l'an prochain soit en vente soit en location. Sur ce point essentiel, M. Chirac n'a donné au cours de cette conférence de presse aucune indication chiffrée.]

M.A.R.

(1) Au cours d'une réunion de presse ce même jour, M. Michel Girard, président du conseil régional, a précisé que ce contrat permettrait « de construire à Paris des logements sociaux pour les classes moyennes qui sont systématiquement écartées à la fois du locatif libre (trop cher) et du locatif social (dépassant du plafond des ressources) ».

« Les architectes et la crise du bâtiment », le conseil régional de l'Ordre des architectes de l'Ile-de-France et le « Nouvel Economiste » ont organisé à Paris un « forum économique » sur le thème « promouvoir l'architecture pour relancer la construction ».

A cette occasion, le conseil régional de l'Ile-de-France a formulé une série de propositions pour lutter contre l'« effondrement » de l'industrie du bâtiment.

TRANSPORTS

UNE IMPORTANTE COMMANDE D'ALITALIA

Douglas contre Airbus

La compagnie italienne Alitalia vient de prendre une option sur trente exemplaires du bi-réacteur court et moyen-courrier américain McDonnell Douglas DC-980, conçu pour transporter cent soixante à cent soixante-douze passagers. Si le montage prévu est accepté par les autorités gouvernementales italiennes, Alitalia recevra ces avions entre décembre 1983 et la fin de 1986.

Cette décision met un terme, au moins provisoirement, aux espoirs qu'avait pu nourrir Airbus Industries de voir Alitalia remplacer certains éléments vieillissants de sa flotte (DC-930 et 40 et Boeing 727) par son modèle A 310 de deux cents places. La direction de la compagnie explique que la capacité du DC-980 correspond mieux à ses besoins actuels sur le marché des moyen-courriers et que son coût est moins élevé que celui des nouveaux avions. On ajoute qu'il s'agit d'une solution d'attente dans la perspective de l'arrivée sur le marché à la fin de la décennie, des futurs moyen-courriers.

Il semble aussi que les conditions consenties par le constructeur soient particulièrement favorables au transporteur italien. En dépit du muisme officiel, on croit savoir que le prix offert par McDonnell Douglas est très sensiblement inférieur à celui du catalogue (23,5 millions de dollars l'unité), que les compensations proposées à l'industrie aéronautique italienne couvriraient largement le montant du contrat et qu'enfin le fabricant se serait engagé à racheter un certain nombre de DC-9 et de Boeing-727 usagés d'Alitalia.

En dépit de toutes ces concessions, McDonnell Douglas n'est pas forcément perdant. Le carnet de commandes de son gros porteur DC-10 étant désormais pratiquement vide, le seul cheval de bataille du constructeur californien sur le marché civil demeure cet avion dont la conception remonte à une vingtaine d'années. Aussi a-t-il multiplié les initiatives commerciales pour

concurrencer les appareils des nouvelles générations que propose Boeing (757 et 767) et Airbus Industries (A-310). Il y a quelques semaines, McDonnell Douglas a même signé avec American Airlines un étonnant contrat de location-association : pendant une période pouvant aller d'un mois à cinq ans, selon sa volonté, la compagnie disposera, moyennant un loyer, de vingt DC-980, les éventuels bénéfices d'exploitation étant partagés entre les deux parties. Un accord identique serait sur le point d'être conclu avec T.W.A.

Les efforts de McDonnell Douglas semblent porter leurs fruits. Alors que les ventes de gros porteurs périclitent, que Boeing et Airbus Industries enregistrent des annulations de commandes et des ajournements de livraison, il a en effet placé soixante-treize DC-980 depuis le début du mois d'août. Cette entreprise, dont on ne donnait pas cher lors de son apparition, a enregistré cent quatre-vingt-trois commandes émanant de vingt et une compagnies. Les incertitudes qui pèsent sur le transport aérien, le manque de moyens financiers des compagnies pour payer les coûteux appareils de la nouvelle génération, la relative stabilisation du coût du carburant, qui rend les avions modernes et économiques moins attractifs, expliquent certainement pour une large part le succès d'un programme éprouvé et à peu près amorti.

JAMES SARAZIN.

CATASTROPHE

Les intempéries

ACCALMIES

MAIS LOURD BILAN

Le mauvais temps qui a sévi depuis le samedi 6 novembre sur l'Europe du Sud, affectant successivement la France, l'Espagne, le Portugal, la Suisse, l'Italie et la Grèce, ainsi que la Grande-Bretagne (*le Monde* du 10 novembre), a commencé à s'apaiser sensiblement mardi 9 novembre. Mais le bilan des tués - qui s'élevait, ce mercredi 10, à trente-cinq personnes (quinze en Espagne, douze en France, quatre au Portugal, trois dans la principauté d'Andorre et un en Italie) - pourrait encore augmenter, cinq personnes portées disparues en Espagne n'ayant pas encore été retrouvées.

Notre correspondant à Perpignan nous indique que l'agglomération d'Andorre-la-Vieille (principauté d'Andorre) et tous les villages avoisinants ont été particulièrement touchés, un point d'être restés isolés pendant près de quarante-huit heures. Les secours et le ravitaillement, notamment en eau potable, y étaient encore, ce mercredi, achevés par hélicoptères, les routes étant éventrées sur des centaines de mètres en plusieurs endroits.

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

| Immobilier d'entreprise et commercial | | | | |
|---|--|--|--|--|
| appartements ventes 4^e arrdt ILE-SAINT-LOUIS Très bel appartement. Grand confort. 1.300.000 F. prix justifié. 600-64-00. ILE-SAINT-LOUIS 2 P., ch. 45 m ² . 500-54-00. COEUR MARAIS GRAND HOTEL PARTICULIER. Nombreux surfaces à rénover. Téléphone 766-03-18. 5^e arrdt PANTHÉON 6/7 P. 210 m ² , 2 entrées, 2 ch. + serv. C.B.L. - 331-88-48. 13^e arrdt Part. à part. près Pers. 4 ch. 45 m ² + balcon 6 m ² . parking, chauff. aut. 380.000 F. Téléphone : 672-76-09. 17^e arrdt 20 bis, av. MAC-MAHON. Beau 6 P., 190 m ² + service. Vendu de 13 h à 18 h. STRICHARD, 766-85-30. immobilier information ANCIENS-NEUFS DU STUDIO AU 6 PIÈCES. SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR. Appeler ou écrire : Centre d'information FNAIM de Paris, Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers 75017 PARIS. T. 227-44-44. | appartements achats Recherche 1 à 3 p. Paris centre rive gauche avec 2 ch. travaux PALE CPT chez notaire 873-20-87, même le soir. locations non meublées demandes Paris PROPRIÉTAIRES Pour louer rapidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos appartements vides et meublés à Paris et en banlieue. Tél. : 282-12-50. J.F. urgent, recherche studio ou 2 pos. max. 2.500 F. ch. comp. Tél. 700-58-72 après 18 h. J.F., cherche chambre, coin toilette, cuisine et possible, maximum 500 F par mois. Ecr. s/n° 6.356 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris. Région parisienne Pour Sûreté européenne, recherche villas, pav., pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 263-57-02. locations meublées demandes Province HAUTE SAVOIE. Part. à part., centre Combloux, vend appartement 65 m ² , cuis., s.b., s. de bains, w.c., 2 ch., probable pour 1000 F. Tél. (50) 58-63-84. | bureaux Ventes 15- LA MOTTE-PIQUET. Imm. indépendante, 150 m ² . PRÉAIL 288-53-01. Locations Architecte, cherche colocataire pour bureau de dessin installé, 70 m ² , 1.000 F. par mois. Ecr. s/n° 6.350 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris. PORTE D'ORLÉANS Imm. moderne, bon stand., 1.500 m ² divisibles. Parfums SCITI 742-44-08. VOTRE SIEGE SOCIAL S.A.R.L., R.C. R.M., constitution de sociétés, déclarations et tous services, permanence téléphonique. 355-17-50. Domiciliations : 8-2^e Secrétariat, Tél. TÉLÉX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés. ACTE S.A. 261-80-88 +. | bureaux M. MIROMESNIL, A LOUER R-de-ch., 100 m ² + 4 ^e étage, 70 m ² . Imm. d'excellente standing HAMPTON. 225-50-35. Votre secrétaire permanent VOTRE ANTENNE A PARIS VOTRE SIEGE SOCIAL 8 COLISEE ELYSEES DOMICILIATIONS TÉLÉX ET TOUTS SERVICES CRÉATION DE SOCIÉTÉS A.F.C. 359-20-20. 88 Strasbourg, 400 m ² , 12 ch., 500 F le m ² par m ² . St-Augustin, 300 m ² , 7e, Quai d'Orléans, 650 m ² , Marais, 500 m ² divisibles. MARC DANTARD Tél. : 265-03-23. BUREAUX MEUBLÉS SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS 100 m ² , 100 F/m ² par m ² . CONSTITUTIONS SOCIÉTÉS ou conseils, dans toutes les régions. ASPAC, 233-60-50 +. | locaux commerciaux Ventes A VENDRE OU A LOUER Grand choix de locaux commerciaux de 50 à 500 m ² env. sur toute la région parisienne. Appelez LA MAISON DU G. SCIC. Colette BRIANT. Tél. : 538-52-53, p. 3.957 ou 3.954. A VENDRE ET A LOUER Beauville 600 m ² divisibles. PRÉAIL 288-53-01. Locations 5 ^e VAL-DE-GRACE. Bureaux 58 m ² et atelier 110 m ² , libre le 1 ^{er} mars 1983. Conviendrait photographes, architectes, graphistes, publicités. Tél. : 833-24-36 ou 264-66-41. boutiques Ventes N'ATTENDEZ PLUS CONSOLIDEZ VOTRE PARC INVESTISSEZ en murs de magasins à Paris. Dès 100.000 F comprenant Diverses formules. MURINVEST 6, rue Galilée, 16 ^e 723-30-40. Réception de la clientèle tous les jours de 9 h à 19 h. |

immobiliers

Vends centre LILLE
 Immeuble Commercial 800 m² divisibles. Superficie locative. Ecr. s/n° 7.274 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

pavillons

PAVILLONS
 JUSQU'À 100 M² PARIS SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR. Appeler ou écrire : Centre d'information FNAIM de Paris, Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers 75017 PARIS. T. 227-44-44.
LA CELLE-SAINT-CLOUD
 près gare MAISON 6 P., cuisine, bain, terrain 500 m², 1.000.000 F. 534-87-40.

villas

CROISSY-SUR-SEINE
 500 m² RER, VILLA, récept., 4 ch., 2 b., 2 s., gd garage 80 m². Conviendrait pour commerçant, tout confort, jardin 670 m², 1.300.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE 15 VERNET (3) 876-05-90.

domaines

TOURNAINE-POITOU
 (10 km sortie autoroute, Châtelleraud). Particulier vend terrain presbytère V.I.P., nature, carrière, beau parc (5.000 m² environ). Prix : 700.000 F. Tél. : (16-49) 86-00-19. M^{me} DELCROIX.

viagers

VIAGER LIBRE
 Vendeurs au SUD, près Puy, beau pavillon, 13 ch., 1/150 m². Cpt 300.000 F + 4.800 F/m. Viagers. F. CRUZ 288-18-00.
 Libre de suite apt 5 p., 1 ch., 1/150 m², 550.000 F. 515 bis, av. de la République, 75001 P. 4.300, F. 86 ans, 288-18-00.

Le Monde

économie

SOCIAL

Les syndicats et le pouvoir

(Suite de la première page.)

Depuis quelques jours, en effet, M. Edmond Maire hausse le ton, montrant clairement que, si son avis, le gouvernement s'engage dans une mauvaise voie, l'heure des risques d'échec tant économique que social et politique.

Le 9 novembre, le secrétaire général de la C.F.D.T. est passé à l'offensive sur trois terrains où le gouvernement, sans que le patronat soit pour autant menacé, est placé en position d'accusé numéro un.

Sur le pouvoir d'achat du SMIC (1), M. Maire a eu des mots très durs pour fustiger le non-respect de l'engagement gouvernemental, parlant même de « risque de coupure entre les Français » et de « rupture d'accord avec le gouvernement ». Il s'est ainsi fait l'écho du désarroi croissant de nombre de ses adhérents au point que M. Delors s'est inquiété de ses déclarations : « Je vais les méditer, y trouver la réponse adéquate et sûrement positive. Confrontation virile ne veut pas dire rupture ».

On n'en est pas là et M. Maire ne songe pas, pas plus que M. Krawczyk, à rompre avec le pouvoir. Mais, à une semaine du colloque de M. Chevènement sur l'industrie, il s'en est pris avec une grande sévérité à l'absence d'une politique industrielle cohérente, dénonçant les risques technologiques, productivistes et nationalistes que le gouvernement doit combattre « si l'on donne un sens actuel au socialisme autogestionnaire ». Or le dirigeant syndical craint visiblement que de « simplisme », le pouvoir ne s'oriente dans une voie opposée à celle que la C.F.D.T. préconise. Il s'en est pris enfin au « recul progressif » sur l'objectif « trente-cinq heures en 1985 », reprochant au gouvernement de concevoir la réduction de la durée du travail principalement comme « un avantage social ». Reproche qui apparaît, au demeurant, ambigu, de nombreux militants cégétistes ayant montré eux-mêmes que la diminution du temps de travail est davantage présentée comme

une revendication sociale que comme une arme pour l'emploi. Au sein du gouvernement, des ministres comme M. Le Garrec, pour qui la semaine de trente-cinq heures ne peut se réaliser qu'en harmonie avec une réduction au niveau européen et dans un but essentiellement économique de « réarmement des entreprises », font justement aux syndicats le reproche que M. Maire adresse au pouvoir.

Le durcissement de la C.F.D.T. a plusieurs explications. Indéniablement l'aiguillon électoral des prochaines échéances prud'homales joue : à l'heure où les salariés sont moroses ou même mécontents, la centrale a besoin de se dévêtir quelque peu de son image « gouvernementale ». C'est devant des cadres - section dans laquelle les cégétistes ont obtenu 18 % en 1979 - que M. Maire a critiqué la politique industrielle. C'est en visant les suffrages de l'ensemble des salariés que la C.G.C. manifeste le 18 novembre. Mais, plus fondamentalement, elle exprime une double préoccupation : celle de voir un rigueur, au départ acceptée, maintenir ou même accroître les inégalités au lieu de les combattre, ce qui aurait des répercussions sociales et politiques. Celle aussi de voir se dessiner un modèle industriel qui, par son orientation productiviste, tournerait le dos à ses objectifs de changement social. En toile de fond réapparaissent donc d'anciens désaccords entre le P.S. et une C.F.D.T. qui, en présentant, comme l'a fait M. Vandenberghe, dirigeant des cadres cégétistes, une « stratégie de contre-proposition industrielle », veut faire du syndicat un « acteur politique du changement ».

Un rôle que le pouvoir socialiste admet très difficilement.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Sur le SMIC, la C.F.D.T. résume ainsi sa « toute argumentation tendant à inviter le poids des charges sociales », faisant l'impasse sur le fait que « depuis 1981, l'augmentation du salaire minimum a surtout pesé sur les finances de l'Etat (à hauteur d'environ 8 milliards de francs) ».

« Il y a, à terme, un risque de coupure entre les Français »

déclare M. Edmond Maire

Devant l'Association de la presse anglo-américaine, le 9 novembre, M. Edmond Maire a déclaré que les salariés « ne devaient pas payer les frais de ceux qui ont décidé le passage aux trente-neuf heures avec maintien des salaires pour tous, y compris les salariés élevés ». En remettant en cause son engagement de relever de 4 % en 1982 le pouvoir d'achat du SMIC (1), le gouvernement de gauche met en cause sa crédibilité, a-t-il estimé, ajoutant : « Je ne sais pas quelles en seront les conséquences, mais ce que je peux dire, c'est que une fraction de ceux qui ont le plus souffert du changement sont en rupture d'accord avec le gouvernement. (...) Politique, électoralement, le gouvernement peut considérer qu'il ne court pas de risques (ses principaux soutiens viennent de la fraction protégée du monde salarial). Mais, à terme, il y a un risque de coupure entre les Français, avec tous les dangers que cette séparation entraîne. (...) M. Maire a remarqué qu'il était « possible que nous soyons moins entendus que le C.N.P.F. », et d'ajouter : « Nous en tirerons les conclusions ».

Le secrétaire général de la C.F.D.T., intervenant en début de soirée devant un peu plus de quatre cent cadres de l'U.C.C.-C.F.D.T. réunis à Paris, a émis des critiques de l'action gouvernementale sur le thème du développement industriel : « Un an et demi après l'arrivée de la gauche, la définition d'une politique industrielle cohérente se cherche encore. (...) Le temps perdu dans ce monde de la concurrence est grave : opportunités ratées, chances de succès amoindries, emplois menacés (...) Le gouvernement Mauroy a cherché son nouveau souffle, en prononçant l'impératif industriel. (...) Tout cela a guère de la volonté de changer de vitesse, et c'est effectivement urgent. Mais la volonté ne suffit pas. Il est indispensable de discuter l'orientation ».

Pour M. Maire, « quatre risques, s'ils ne sont pas combattus, peuvent rendre la nouvelle politique industrielle incompatible, contradictoire, avec la construction d'un socialisme autogestionnaire : la confiance aveugle faite à la technologie, le maintien du productivisme, le repli nationaliste, le caractère technocratique des décisions. (...) Pour la C.F.D.T., la réponse à ces quatre risques réside dans la négociation des technologies, la recherche d'une compétitivité fondée sur la qualité du travail et des produits, la coopération solidaire en Europe et avec le tiers-monde, un IX^e Plan

M. SARRE : il faut respecter ses engagements

M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, a déclaré, mardi 9 novembre à l'A.F.P. : « Rien ne peut nous affranchir de notre engagement de réarmer le pouvoir d'achat du SMIC dans les limites initialement prévues ». La politique de rigueur se distingue de l'austérité de la droite, a-t-il estimé avant d'ajouter : « On ne peut pas demander plus à ceux qui ont le moins ». Interrogé sur l'allègement des charges des entreprises, M. Sarre a estimé que « le soutien aux entreprises (...) ne prendra sa pleine efficacité qu'à partir du moment où la relance industrielle sera amorcée grâce à l'investissement public ». Le député de Paris apprécie « hautement l'orientation définie par le président de la République tant à Figeac qu'à Marseille ».

L'avenir de l'assurance-chômage

MENACES ET MANŒUVRES

La menace d'une dénonciation par le C.N.P.F. de la convention de l'UNEDIC-assurance-chômage a provoqué de nouvelles et vives réactions des syndicats. M. Bergeron, secrétaire général de l'F.O., dans une lettre adressée, mardi 9 novembre au C.N.P.F., demande au patron des patrons de « tout faire pour que les négociations qui doivent reprendre lundi 15 novembre aboutissent à un accord ». « Je suis persuadé, écrit le dirigeant de l'F.O., qu'il est dans l'intérêt de tout le monde, des entreprises, des salariés et, naturellement, des chômeurs, que le C.N.P.F., la C.G.P.M.E. et les organisations syndicales demeurent maîtres de la gestion du système d'aide par ensemble ils ont créé et géré depuis presque vingt-quatre ans (...) Un échec aurait des prolongements d'une importance considérable ».

La C.G.C. a aussi manifesté son inquiétude. M. Marchelli, secrétaire de la délégitimation par le C.N.P.F. de l'accord UNEDIC et le refus de reprendre les négociations sonnerait « la mort du partenariat ». De son côté, la C.G.T. a rejeté, mardi,

comme illégale une éventuelle dénonciation et dénoncé l'attitude du C.N.P.F. qui « ne peut à la fois réaffirmer son attachement à la gestion paritaire de l'UNEDIC et prendre des positions qui placent le régime d'assurance-chômage dans l'incapacité de remplir sa mission ».

A propos de la décision que prendra, lundi, le C.N.P.F., M. Chotard, premier vice-président, a toutefois précisé, mardi : « Que nous dénoncions ou que nous ne dénoncions pas la convention, il est absolument exclu que nous ne continuions pas à apporter notre appui aux vrais chômeurs ».

Qu'en conclure ? En fait, la dénonciation par le C.N.P.F. pourrait permettre non seulement au patronat de faire davantage pression sur le gouvernement pour obtenir une accélération de la procédure allégeant les charges des entreprises mais aussi de pouvoir signer un nouvel accord de l'UNEDIC avec un, deux ou trois syndicats sans qu'il y ait obligation, comme c'est le cas actuellement, d'obtenir l'aval de toutes les confédérations. - J.-P. D.

La C.G.C. appelle l'ensemble des salariés de la région parisienne à manifester le 18 novembre

« La C.G.C. ne roule pas personne, si ce n'est pour le bien de la France et de l'encadrement », souligne l'argumentaire que la Confédération française de l'encadrement a remis le 9 novembre à la presse pour présenter la manifestation qu'elle organise à Paris le 18 novembre, à 17 heures, de Richelieu-Drouot à la Concorde. Dans le souci de limiter les dépenses, la C.G.C. a circonscrit sa manifestation dans l'île-de-France, où elle revendique de soixante-dix mille à quatre-vingt-dix mille adhérents, avec un appel à un arrêt de travail à partir de 16 heures. Les V.R.P. rejoindront le cortège avec leurs véhicules au métro Bonne-Nouvelle. Mais les affiches tricolores (tirées à 100 000 exemplaires) et les tracts (1 million) ont la particularité, en appelant à manifester le 18 novembre, de ne pas mentionner les cadres. L'appel s'adresse aux « salariés, chômeurs, préretraités et retraités ». Ce fait est à rapprocher de la présentation par la C.G.C. de candidats dans toutes les sections lors des élections prud'homales du 8 décembre.

Constatant « une recrudescence de la démocratie dans la rue », M. Jean Menu a affirmé que la C.G.C. allait manifester, « poussée » par sa base, dans l'espoir d'être entendue pour que « la France ne devienne pas un pays sous-développé industriellement ». Tout en mettant en avant ses craintes d'une mise en cause de la hiérarchie des salaires conventionnels, M. Menu s'est attaché à démontrer qu'« il n'y a pas beaucoup d'objectifs qui sont spécifiques de l'encadrement ». L'appel s'articule autour du maintien du pouvoir d'achat, de la définition d'une politique industrielle, de la sauvegarde de la politique contractuelle et de la défense d'une « société de responsables et non d'assistés ». Il a dénoncé « la hausse sauvage du plafond de la Sécurité sociale » - 19 % en 1982, alors que les salaires auront augmenté de 11, voire même de 10 % - qui met en péril l'avenir des régimes de retraites complémentaires des cadres ».

Résumant toute interprétation politicienne, M. Paul Marchelli, délégué général, a affirmé : « Nous n'avons pas l'intention, au cours de cette manifestation, de demander la tête de Pierre, Paul ou Jacques. C'est un problème qui appartient au président de la République ». La C.G.C. s'est, par ailleurs, inquiétée de la constitution éventuelle de « listes indépendantes », et a souligné que les sections d'encadrement des régions parisiennes et lyonnaises pour les élections prud'homales. Ces listes seraient mises en place par un parti : « Nous croyons savoir que c'est le P.R. », a indiqué M. Marchelli. Le délégué général a également souligné que « pour un cadre ou un agent de maîtrise, adhérer à une organisation ouvrière c'est se condamner soi-même et préparer son harpiment dans quelques années ou même quelques mois ».

DANS LES RAFFINERIES

Un accord est signé sur les trente-cinq heures pour sept mille « postés »

L'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (UCSIP) a conclu le 8 novembre, avec la C.G.T., l'F.O., la C.F.D.T. et la C.G.C., un accord-cadre sur la réduction de la semaine de travail à trente-cinq heures en moyenne, au plus tard le 1^{er} novembre 1983, pour sept mille travailleurs postés en continu (3 x 8 de fonction permanente, y compris dimanches et jours fériés) travaillant dans les raffineries. La C.F.T.C. n'a pas signé l'accord. Ce texte est une application de l'ordonnance du 16 janvier 1982, qui prévoit que la durée du travail des salariés travaillant en équipes successives selon un cycle continu ne devra pas être supérieure, en moyenne, sur une année, à trente-cinq heures par semaine travaillée, au plus tard le 31 décembre 1983. M. Mauroy avait récemment rappelé cette obligation.

L'UCSIP, qui avait entamé les négociations en juin dernier, s'est donc livrée à un calcul de la durée du travail en moyenne annuelle, soit, pour les postés en 3 x 8, 198 quarts par an (moins concernant le « temps de relève ») au plus tard au 1^{er} novembre 1983, au lieu de 216 actuellement en durée théorique. La mise au point de cet accord se fera au niveau des entreprises (Elf et la Compagnie française de raffinage ont déjà signé des accords antérieurs au texte national). C'est notamment à ce niveau qu'a été renvoyée la question des rémunérations. La C.G.T. note que sur ce point le patronat a « reculé », ayant proposé au départ « une amputation du salaire à travers la réduction de la prime de poste ». « Quand on négocie, les po-

sitions évoluent », répond-on à l'UCSIP. Le passage aux trente-cinq heures favorisera-t-il des créations d'emplois alors que la question de la compensation salariale reste à négocier dans les entreprises ? A l'UCSIP, on indique que l'accord ne contient pas d'engagement formel et « mathématique ». Cependant là où un posté travaillait effectivement 216 quarts par an et passera à 195 quarts, il pourra y avoir un demi-poste en plus. Mais on s'attend aussi à des fermetures de raffineries. « L'accord, dit-on au patronat, va au minimum freiner la réduction de l'emploi ».

« Générale sucrière : un comité de défense des non-grevistes a protesté, lundi 8 novembre contre le rejet par la cour d'appel de Marseille, de la demande d'expulsion des deux cents ouvriers (sur les neuf cents salariés) qui occupent cette usine depuis la mi-octobre. Le comité dénonce l'« inertie des pouvoirs publics et la carence de la justice », en invoquant le « droit au travail ». Les grévistes, pour leur part, réclament des négociations sur les salaires et les conditions de travail - négociations refusées par la direction tant que l'entreprise reste paralysée ».

(Publicité)
ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vial-Ducloux, 14 de la Jette, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35
Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

CONJONCTURE

« On ne peut utiliser le déficit budgétaire comme instrument de relance économique » déclare M. Laurent Fabius

« Aucun pays ne peut se permettre d'utiliser seul le déficit budgétaire comme moyen de stimulation de l'économie », a déclaré M. Laurent Fabius, ministre du budget, à l'occasion d'un colloque organisé sur le thème « Les déficits publics dans les pays industrialisés », par le Groupe de réflexions économiques et financières (GREF).

« Il n'est pas possible d'augmenter la part des prélèvements obligatoires dans le produit national », a encore dit M. Fabius, qui s'est prononcé en faveur d'un « sévère redéploiement des dépenses publiques ».

Ce serait, selon lui, se livrer « à une opération de mistigri » (1) que de reporter le déficit de la Sécurité sociale sur le budget.

Le ministre du budget a défini trois limites au déficit budgétaire : il ne doit pas représenter plus de 25 % à 30 % (actuellement 17 %) de la part de l'épargne privée, ni excéder le montant des dépenses d'équipement et d'intervention économique du budget.

(1) Jeu de cartes où le mistigri est une carte avantageuse.

Enfin, il doit conduire à une croissance de la masse monétaire voisine de la progression de la PIB.

M. PIERRET : Les dépenses doivent s'ajuster sur les ressources

Rapporteur général du budget et député des Vosges, M. Christian Pierret a notamment déclaré que « les risques sociaux ne peuvent être assurés de la même façon en période de croissance et en période de stagnation économique ». Il convient de fixer une « enveloppe prédéterminée pour les dépenses qui doivent être ajustées aux ressources disponibles ».

Parlant du budget, M. Pierret a estimé que « les ressources définitives de l'Etat (impôt) doivent être supérieures au total des dépenses de fonctionnement et des subventions d'équilibre ». Le déficit toléré doit correspondre aux dépenses d'investissement et de recherche.

M. Christian Goux, président de la commission des finances, pense que c'est l'absence de croissance qui explique le déficit. Pour lui, la variable importante est le déficit extérieur, « les importations devant s'adapter aux exportations ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|-------------|---------------|---------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | + bas | + haut | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - |
| \$ E.-U. | 7,2855 | 7,2895 | + 180 | + 215 | + 390 | + 440 | + 1010 | + 1130 |
| \$ can. | 5,0770 | 5,0825 | + 55 | + 100 | + 150 | + 210 | + 450 | + 585 |
| Yen (100) | 2,7025 | 2,7060 | + 130 | + 150 | + 255 | + 290 | + 760 | + 820 |
| DM | 2,6260 | 2,6320 | + 130 | + 150 | + 270 | + 300 | + 790 | + 850 |
| Fr. S. | 2,5965 | 2,5990 | + 135 | + 150 | + 280 | + 305 | + 785 | + 840 |
| F.S. (100) | 14,5810 | 14,5975 | - 50 | - 75 | - 45 | - 160 | - 260 | - 240 |
| F.S. (1000) | 3,2910 | 3,2945 | + 270 | + 295 | + 525 | + 560 | + 1420 | + 1500 |
| L (1000) | 4,9280 | 4,9290 | - 470 | - 395 | - 890 | - 785 | - 2655 | - 1880 |
| E..... | 12,1300 | 12,1310 | + 340 | + 420 | + 730 | + 870 | + 2200 | + 2435 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 9 9/16 | 9 15/16 | 9 3/8 | 9 3/4 | 9 1/2 | 9 7/8 | 9 5/8 | 10 |
|-----------------|--------|---------|--------|--------|--------|---------|---------|--------|
| SE-U..... | 6 7/8 | 7 1/4 | 6 7/8 | 6 7/8 | 6 7/8 | 6 7/8 | 6 7/8 | 6 7/8 |
| DM..... | 5 7/8 | 6 5/8 | 6 5/8 | 6 5/8 | 6 5/8 | 6 5/8 | 6 5/8 | 6 5/8 |
| Fr. S. (100)... | 11 3/4 | 13 1/4 | 12 1/4 | 13 1/2 | 12 1/8 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/2 |
| F.S. (100)..... | 1 7/8 | 2 1/8 | 2 5/8 | 3 | 3 5/16 | 3 11/16 | 3 11/16 | 4 3/16 |
| L (1000).... | 19 1/4 | 21 3/4 | 22 1/2 | 24 | 22 3/4 | 24 1/4 | 24 1/4 | 25 3/8 |
| E..... | 9 | 9 5/8 | 9 5/8 | 9 5/8 | 9 5/8 | 9 5/8 | 9 5/8 | 9 5/8 |
| F. français.. | 13 | 14 1/4 | 15 1/2 | 16 1/2 | 17 | 18 | 18 5/8 | 19 5/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE Direction générale des infrastructures hydrauliques

AVIS DE PRÉQUALIFICATION INTERNATIONAL

Le Ministère de l'Hydraulique lance un avis de préqualification international pour les études et la réalisation d'un important projet, relatif au renforcement de l'alimentation en eau potable et l'assainissement de la ville de Constantine.

I. - Lot A : Alimentation en eau potable.

Études d'avant projet détaillé, études d'exécution et réalisation complète.

Sous lot A.1. - Un transfert des eaux du barrage Hamma Ghrouz vers Constantine, qui comprend :

- A.1.1. - Une station de traitement d'eau brute (500 l/s de capacité).
- A.1.2. - Une conduite d'amenée de 40 km de long environ de 800 à 1 000 mm de diamètre.
- A.1.3. - Un réservoir d'arrivée avec stations de pompage et ceintures de liaison.

Sous lot A.2. - Une adduction de la nappe de Hamma Bouziane vers Constantine (400 l/s).

- A.2.1. - Captage de la source.
- A.2.2. - Station de traitement et de pompage.
- A.2.3. - Conduite de 7 km avec un diamètre de 700-800 mm.

II. - Lot B. - Assainissement.

Études d'avant projet détaillé, études d'exécution et réalisation complète du réseau collecteur de la ville et d'une station d'épuration.

- B.1. - Collecteurs allant de 200 mm à 1 600 mm, longueur approximative 90 km environ avec déversoirs d'orage (60) et ouvrages annexes.
- B.2. - Station d'épuration - 500 000 équivalents habitants.

Les entreprises ou groupements d'entreprises possédant des références dans les études et la réalisation de prestations similaires intéressés par l'ensemble ou l'un des deux lots décrits ci-dessus sont invités à retirer les dossiers de préqualification au Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques - Kouba - Téléphone 59-95-00, poste 433, telex 52 516 M. HYD.

Les offres de candidatures devront parvenir sous double enveloppe cachetée trente (30) jours au plus tard à compter de la parution du présent avis, à l'adresse suivante : Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale de l'Administration - Bureau des Marchés - Rue du Caire - Kouba - Alger - avec mention A. E. P. et l'assainissement de la ville de Constantine.

CONJONCTURE

M. Delors conteste que la dette extérieure de la France s'élève à 45 milliards de dollars

Le ministre de l'Économie, M. Jacques Delors, a contesté, mardi 9 novembre, les chiffres de 45 milliards de dollars avancés par certains médias pour évaluer la dette extérieure de la France. « Ces chiffres sont exagérés », a-t-il déclaré, « car ils incluent des engagements qui ne sont pas des dettes ». Il a précisé que la dette extérieure de la France s'élève à 35 milliards de dollars, chiffre qui correspond à la dette publique extérieure.

CONSUMMATION

Institut national de la consommation pénalisé par la rigueur budgétaire

Le ministre de l'Économie, M. Jacques Delors, a annoncé, mardi 9 novembre, que l'Institut national de la consommation (INSC) sera pénalisé par la rigueur budgétaire. « L'INSC ne pourra pas bénéficier de la même façon que les autres organismes », a-t-il déclaré, « car son budget est plus élevé ». Il a précisé que l'INSC devra se contenter d'un budget de 100 millions de francs, contre 150 millions pour les autres organismes.

AGRICULTURE

La France lève ses réserves sur l'opération « beurre de Noël »

Le ministre de l'Agriculture, M. Jean-Marie Le Goff, a annoncé, mardi 9 novembre, que la France lève ses réserves sur l'opération « beurre de Noël ». « Cette opération est une opération commerciale », a-t-il déclaré, « et elle ne doit pas être soumise à des réserves ». Il a précisé que la France pourra acheter du beurre étranger pour répondre à la demande de Noël.

SOCIÉTÉ DES COURSES ET DU PARI MUTUEL

HYPERMONTAGE DU CARQUBIEN

HYPERMONTAGE DU CARQUBIEN

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère de l'Hydraulique lance un avis de préqualification international pour les études et la réalisation d'un important projet, relatif au renforcement de l'alimentation en eau potable et l'assainissement de la ville de Constantine.

Les entreprises ou groupements d'entreprises possédant des références dans les études et la réalisation de prestations similaires intéressés par l'ensemble ou l'un des deux lots décrits ci-dessus sont invités à retirer les dossiers de préqualification au Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques - Kouba - Téléphone 59-95-00, poste 433, telex 52 516 M. HYD.

Les offres de candidatures devront parvenir sous double enveloppe cachetée trente (30) jours au plus tard à compter de la parution du présent avis, à l'adresse suivante : Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale de l'Administration - Bureau des Marchés - Rue du Caire - Kouba - Alger - avec mention A. E. P. et l'assainissement de la ville de Constantine.

حکومت من الاصل

CONJONCTURE

« On ne peut utiliser le déficit budgétaire comme instrument de relance économique », déclare M. Laurent Fabius.

CONJONCTURE

M. Delors conteste que la dette extérieure de la France s'élève à 45 milliards de dollars

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a participé mardi 9 novembre à un débat avec le groupe socialiste de l'Assemblée des Communautés européennes réuni à Paris du 8 au 10 novembre. M. Delors a évoqué les stratégies économiques mises en œuvre par les pays de la communauté et il a déclaré, au terme des travaux, au cours d'une conférence de presse : « Une relance faite par un seul pays risque très vite de s'étouffer. Ce qui menace l'Europe, c'est la désindustrialisation, la baisse des investissements. Une relance commune aurait des effets bénéfiques pour tous. Dans ce cas, il n'y a pas de perdant. Il n'y a que des gagnants ».

Interrogé sur le montant de la dette extérieure française, M. Delors a affirmé qu'elle équivaut à quatre mois d'exportations tandis que les créances représentent trois mois. Le solde s'élève donc à l'équivalent d'un mois d'exportations, a-t-il ajouté, avant d'affirmer : « Tout le reste n'est qu'affabulation ».

M. Delors conteste donc que la dette extérieure atteigne 45 milliards de dollars (le Monde daté 7-8 novembre). « Quand on parle de la situation extérieure d'un pays, il faut au moins avoir l'honnêteté de parler de ce qu'il doit et de ce qu'on lui doit. Aucun pays ne publie ces chiffres. Il faut cet acharnement contre la France, qui a d'ailleurs des arrière-pensées politiques, pour que la moindre mauvaise nouvelle soit utilisée par tout le monde ».

Le ministre de l'économie et des finances a été interpellé, au cours de la réunion du groupe, sur les mesures « protectionnistes » adoptées par le gouvernement français. « En France, on parle beaucoup du protectionnisme et on en fait peu. Alors, on n'en parle pas et on en fait pas mal. Tout le monde triche », a-t-il estimé. M. Delors s'est déclaré en mesure de fournir, le cas échéant, une liste de mesures protectionnistes mises en œuvre par des pays voisins, liste qui serait, selon lui, « plus longue que l'inventaire de Prévert ».

CONSUMMATION

L'Institut national de la consommation pénalisé par la rigueur budgétaire

Le projet de budget du ministère de la consommation — le premier du genre puisque le temps avait manqué pour doter ce jeune ministère d'un budget propre pour 1982 — prévoit près de 272 millions de francs de dépenses ordinaires et un peu plus de 1 million et demi de dépenses en capital. La comparaison entre ces chiffres et ceux qui, l'an dernier, étaient restés noyés dans les budgets des ministères de l'agriculture et de l'économie et des finances, est rendue très difficile. Cependant, l'augmentation de crédits demandée s'élève globalement à 42,4 millions de francs, dont 22 millions de francs d'ajustements salariaux et 20 millions de francs destinés à des actions nouvelles. Parmi celles-ci, notons la création de six centres locaux d'information sur les prix ainsi que la diffusion d'accords de qualité sur les produits, qui coûteront 13 millions de francs.

Le soutien aux organisations de consommateurs coûtera 31,7 millions de francs (en progression de 2,3 millions).

En revanche, le budget de l'Institut national de la consommation (I.N.C.), qui ne prévoit que 35,2 millions de subventions (contre 33,5 millions pour 1982, soit une progression de 5 %), inquiète fort M. Laurent Denis, le directeur de l'I.N.C. souligne que, pour la première fois depuis 1971, la subvention de l'Institut baisse en termes réels.

Ce « désengagement financier de l'Etat » risque, selon l'exposé de M. Denis au conseil d'administration de l'I.N.C., le 27 octobre, d'avoir deux conséquences dommageables : une diminution du programme d'essais comparatifs que publie la revue 50 millions de consommateurs (dont les ventes baissent) et une « orientation plus marquée de l'Institut vers des préoccupations purement commerciales excluant la satisfaction des demandes non rentables des organisations de consommateurs ». — J. D.

AGRICULTURE

La France lève ses réserves sur l'opération « beurre de Noël »

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La délégation française à Bruxelles a levé, le 9 novembre, sa réserve sur les ventes de beurre à prix réduits, à l'occasion de Noël, dans les Etats membres de la C.E.E. : 120 000 tonnes au total, dont 30 000 tonnes en France, avec une réduction d'un tiers par rapport au cours en vigueur sur le marché, seront proposées au public.

M. Cresson, le ministre de l'agriculture, a reçu au préalable, dit-on à Bruxelles, les assurances qu'elle souhaitait sur la reprise prochaine des subventions à l'exportation vers l'Union soviétique. Toujours est-il que Paris maintient son veto sur l'ouverture du contingent à l'importation en faveur de la Nouvelle-Zélande (87 000 tonnes pour 1983).

Du côté de la Commission, on estime maintenant que Bruxelles veut

informer l'Assemblée européenne, à l'occasion de la session plénière qui se tiendra du 15 au 19 novembre à Strasbourg, avant d'aller plus avant sur ce dossier des exportations vers l'U.R.S.S. — M.S.

« Les déclarations optimistes du premier ministre sur le revenu des agriculteurs français en 1982 sont prématurées », a estimé, mardi 9 novembre, M. Luc Guyau, président du C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs). M. Mauroy avait récemment dit que les agriculteurs auront sans doute connu « leur plus belle année depuis des décennies ». Pour sa part, M. Guyau a indiqué qu'il fallait « comparer ce qui est comparable ». L'évolution du revenu en 1982 ne le sera, en effet, que par rapport à 1981, où il avait chuté.

SOCIÉTÉ DES COURSES ET DU PARI MUTUEL

HIPPODROME DU CAROUBIER
HUSSEIN-DEY (ALGER)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture de : 60 CHEVAUX DE COURSE PUR-SANG ANGLAIS.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges au siège de la société des courses Hippodrome du Caroubier - Hussein-Dey (Alger).

Les offres doivent être établies sous double pli cacheté, l'enveloppe extérieure portant la mention : « APPEL D'OFFRES CHEVAUX ». « A ne pas ouvrir ».

Les offres devront parvenir dans un délai de 30 jours à compter de la date de parution, délai de rigueur.

Les soumissionnaires doivent se conformer à la Loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de six mois.

AFFAIRES

Le président de la chambre de commerce de Paris souhaite la création d'un observatoire paritaire sur la conjoncture et la gestion des entreprises

Frappé par la passion qui entoure les débats économiques et, parfois, par les propos indigestes qui s'échangent, M. Jean Theves, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.) a proposé, mardi 9 novembre, la création d'un « observatoire paritaire » sur la conjoncture et la gestion des entreprises. Cet observatoire « sérieux et impartial » serait formé de représentants des syndicats ouvriers, du patronat et de l'administration. Il permettrait, notamment, de faire la lumière sur les charges des entreprises et d'actualiser les conséquences de chaque décision gouvernementale.

M. Theves, dont le mandat de président de la C.C.I.P. arrive à expiration, avait, auparavant, dressé un tableau assez pessimiste de la situation économique internationale en général et de celle de la France en particulier. Tout en soulignant les orientations « courageuses » annoncées le 4 novembre par le premier ministre, il a indiqué les trois risques majeurs « dont dépend notre avenir » : le financement des entreprises qui se trouvent hors d'état d'assurer leurs aménagements ; la baisse de compétitivité qui fait que « nous avons perdu en moins de deux ans cinq points de parts de marché sur l'ensemble du monde et dix sur les pays européens » ; l'environnement institutionnel et socio-politique de notre appareil de production caractérisé par le fait que « nous nous enfonçons à nouveau dans une économie administrée et dirigiste plutôt que dirigée ».

Le président de la C.C.I.P. a approuvé le principe de la réforme du financement des allocations familiales annoncée par M. Mauroy. Mais, a-t-il fait remarquer, « les difficultés des entreprises sont actuelles, alors que cette réforme ne pourra porter ses fruits qu'à long terme ».

Il a enfin fait remarquer qu'il fallait attendre à un recul du revenu disponible, mais que celui-ci interviendrait « moins vite qu'on ne le

pense couramment, en raison de l'inertie des transferts et du retard probable dans le réajustement des régimes sociaux ». Quant à la consommation, il ne semble pas qu'elle ait fléchi, mais elle affecterait différemment les divers circuits de distribution : les affaires seraient bonnes pour les grands magasins et médiocres pour les hypermarchés. Ce recours aux produits de qualité traduirait « une fuite en avant par crainte de l'avenir et de ses incertitudes ».

ÉNERGIE

LES HOUILLÈRES DE LORRAINE RENONCENT AU TRAVAIL LE SAMEDI

La direction des Houillères des bassins de Lorraine (H.B.L.) a, le 9 novembre, annoncé aux syndicats (C.F.D.T., C.G.T., C.F.T.C., F.O. et C.G.C.) qu'elle renouait à faire travailler les mineurs le samedi. Pour rattraper un retard de production de 400 000 tonnes et accroître la productivité, la direction avait envisagé de faire travailler les mineurs pendant quatre samedis d'ici à la fin de l'année, sur la base du volontariat. Les syndicats, favorables à l'embauche, ont dissuadé les mineurs d'accepter les propositions de la direction. Moins de 20 % des mineurs — principalement de jour — se sont présentés pour travailler samedi

SELON LE PRÉSIDENT DU C.N.C.

Le resserrement des marges coûterait en 1983 entre 6 et 8 milliards de francs au commerce

Les mesures de sortie du blocage des prix annoncées le 22 octobre ont été sévèrement condamnées le mardi 9 novembre, à Paris, lors d'une conférence de presse qu'a donnée M. Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce (C.N.C.). M. Dermagne était entouré par M. Paul Avril, président de la Confédération nationale des commerces de gros, et de M. Jean-Louis Descours, président de l'Institut du commerce et de la consommation.

Les mesures gouvernementales consistent essentiellement dans le « pinçement » des marges commerciales de 1 % (grand commerce) ou 2 % (petit commerce), et cela au titre de la lutte contre l'inflation. Ces décisions sont « une pilule très sévère et même mortelle » pour le

secteur du commerce, qui compte un demi-million d'entreprises où travaillent plus de 2,5 millions de personnes.

Selon M. Dermagne, le resserrement des marges coûtera entre 6 à 8 milliards de francs en 1983 à la profession : conjuguée avec une récession prévisible de 2 % des activités du commerce, c'est environ 100 000 emplois qui pourraient être supprimés dans le commerce l'an prochain. M. Jean-Louis Descours a, de son côté, rappelé que le tiers de tous les investissements des firmes françaises provenait du commerce.

Cette profession, « point fort sur lequel l'économie française pouvait s'appuyer », risque, selon le C.N.C., de connaître une situation dramatique à la fin de l'an prochain si les pouvoirs publics ne reviennent pas sur le blocage des marges.

D'autre part, le C.N.C. a regretté l'absence de concertation entre les pouvoirs publics et les entreprises sur les modalités de la sortie du blocage : il estime que le commerce va devoir « payer plus » que les autres secteurs de l'économie.

« Au groupe Casino-Epargne (20 976 salariés, dont 744 cadres et 1 762 agents de maîtrise), un important accord vient d'être signé à Saint-Etienne entre la direction et des syndicats sur la réduction du temps de travail et l'instauration d'un plan épargne-congé. Les cadres de ce groupe-phare dans le secteur de la grande distribution se voient attribuer, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1982, trois jours de repos compensateur supplémentaires lorsqu'ils subissent les contraintes commerciales dues à la profession.

Beaucoup de récoltes se perdent pour avoir été mal stockées et mal transportées : l'homme contribue à les sauver avec l'emballage.



A l'occasion du 25ème Salon International de l'Emballage, du Conditionnement et de la Présentation, Jean-Marie CHOURGNOZ a illustré l'universalité de l'emballage à travers 13 photos. Elles sont présentées sous forme d'un calendrier, hors commerce.

Vous pouvez obtenir gratuitement ce calendrier* à l'entrée du Hall 1 du Salon de l'Emballage, contre remise de ce coupon.

*Sous réserve d'épuisement du tirage

EMBALLAGE 82
15-20 Novembre 1982
Paris - Porte de Versailles
9 h - 18 h

Salon de l'Emballage, 40 rue du Colisée - 75381 PARIS - CEDEX 08 -

Madame, Monsieur _____

Société : _____

Adresse : _____

Souhaite le calendrier "EMBALLAGE 82"

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. DÉFENSE : « Pour la paix, choisir », par Georges Sarré ; « Affaiblissement », par François Latoré ; « La dernière chance », par François Fillon.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE : La visite en France de M. Trudeau.
4. EUROPE :
5-6. AFRIQUE :
- Tunisie : « Entre Descartes et le Prophète » (II), par André Fontaine.
6. AMÉRIQUES :
- États-Unis : la caisse de retraites ne peut remplir ses obligations.

POLITIQUE

7. La discussion sur le budget de l'agriculture à l'Assemblée nationale, et sur les caisses de sécurité sociale au Sénat.
8. Avant la visite de M. Mauroy à la première municipalité socialiste de France.

SOCIÉTÉ

9. Éducation : la préparation de la nouvelle loi d'orientation.
10. Un forum de l'éducation surveillée : « Attendez, M. Badinter, je veux vous dire... »

ARTS ET SPECTACLES

11. Vitel et l'architecture théâtrale.
- La mois de la photo, à Paris.
12-13. THÉÂTRE : L'éphant d'or, à Genève ; Les Trois Chemins d'Aladin à la lampe merveilleuse ; Ma mère, à Marseille ; Grand et Petit, à l'Odéon.
14. ROCK : Kevin Rowland et The Dexys Midnight Runners.
15-17. RADIO TÉLÉVISION : programmes du 2 au 18 novembre.
18. Le secteur privé pourrait être majoritaire dans « Canal plus » ; VU : les « malgrés-nous ».
19 à 22. Programmes théâtre, musique, danse et cinéma.

ÉQUIPEMENT

25. TRANSPORTS : une importante commande d'Alitalia : Douglas contre Airbus.
- PÊCHE :
- URBANISME.

ÉCONOMIE

26. SOCIAL :
26-27. CONJONCTURE : le président de la Chambre de commerce de Paris souhaite la création d'un observatoire paritaire sur la conjoncture et la gestion des entreprises.
27-28. AFFAIRES : selon le président du C.N.E., le resserrement des marges coûterait, en 1983, entre 6 et 8 milliards de francs au commerce.

RADIO TÉLÉVISION (15-18) INFORMATIONS « SERVICES » (23) :
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (24-25) ; Carnet (22) ; Programme des spectacles (19 à 22) ; Marchés financiers (29).

Mach. écrire ultra-plate qui calcule Pour PDG
CHEZ DURIEZ, la Brother EP 20 affiche, corrige, calcule (4 op.), puis frappe, 2 kg, 3 ; épaisseur : 45 mm. Vente par poste : chèque 1580 F, ttc. Contre rembt. : 30 F. Duriez, 137, Bd St-Germain, Odéon, Catal. grat.

La Plagne Le ski « astuce ». Location + forfait ski 1 semaine de 483 F à 1407 F par personne (hors taxes et location de matériel). 66, Champs-Élysées 75008 PARIS Tél. : (1) 256.30.50 Poste 27

A B C D. F G H

L'ENQUÊTE SUR LES MASSACRES DE SABRA ET DE CHATILA

Le quotidien « Haaretz » s'étonne de la passivité de M. Begin au moment des faits
De notre correspondant

Jérusalem. — La déposition de M. Menahem Begin, devant la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, a été accueillie par l'opinion israélienne avec réserve, voire hostilité. L'éditorialiste du grand quotidien indépendant *Haaretz* écrit, ce mercredi 10 novembre, que la manière dont le premier ministre mène les affaires du pays « ne lui fait pas honneur ». « On ne peut pas trouver une explication au fait que M. Begin ait été surpris lorsque le juge a lu les propos du chef d'état-major extraits du compte rendu de la réunion du gouvernement le 16 septembre, jour de l'entrée des milices chrétiennes dans les camps palestiniens », dit le général Eytan. Le général Eytan avait dit notamment : « Ils (les phalangistes) aiguisent leurs couteaux. Je vois déjà dans leurs yeux ce qu'ils s'approprient à faire... ». La remarque du ministre David Levy qu'un massacre pourrait avoir lieu si les milices chrétiennes entraient dans les camps palestiniens a été elle aussi, poursuit l'éditorialiste, ignorée par M. Begin. M. Begin a expliqué devant la commission que lorsque M. Levy a parlé, il était occupé à la rédaction du compte rendu de la réunion.

« Il est peut-être encore plus surprenant que le premier ministre n'ait pas été informé du tout, pendant deux jours consécutifs, de ce qui se passait dans les camps de réfugiés à Beyrouth-Ouest et n'ait même pas demandé de rapport à ce sujet. Il n'a pas de notes ni d'enregistrement de sa conversation avec le chef d'état-major au matin du 17 septembre (deuxième jour du massacre). Il a répondu au juge : « Peut-être le chef d'état-major les a-t-il. En ce qui me concerne, je n'ai rien ». Et le journal ajoute : « Mais ce qui est le plus difficile à concevoir, c'est la passivité du premier ministre concernant l'entrée des phalangistes à l'intérieur des camps de réfugiés, surtout lorsque M. Begin lui-même a justifié l'entrée de l'armée israélienne à Beyrouth-Ouest par la crainte que des éléments chrétiens ne se livrent à des massacres contre les musulmans ».

L'opinion israélienne est partagée entre deux thèses. Selon la première, M. Begin n'est pas responsable directement mais a été manipulé par les militaires. « Le *Jerusalem Post* écrit que l'ignorance n'est pas nécessairement une vertu, surtout chez un premier ministre en temps de guerre (...) M. Begin n'est-il qu'un simple figurant ? ».

L'autre lecture des événements rejette sur M. Begin la responsabilité des massacres en tant que premier responsable du pays. Le témoignage du premier ministre devant la commission d'enquête judiciaire, au lieu de dissiper les doutes et les soupçons, semble les avoir amplifiés. Chaque déposition contribue, en effet, à démontrer que les autorités israéliennes n'ont pas fait le nécessaire pour éviter les massacres, par leurs alliés phalangistes, des Palestiniens. (Interim.)

L'AGGRAVATION DU CONFLIT IRANO-IRAKIEN

Le Conseil de coopération du Golfe se réunit dans un climat d'inquiétude

Les chefs d'Etat des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, qui regroupent l'Arabie Saoudite, le Koweït, Bahreïn, Qatar, les Émirats arabes unis et Oman, ont entamé, mardi 9 novembre, à Manama, leur troisième sommet dans un climat d'inquiétude dû à l'intensification de la guerre du Golfe. Bien que l'émir de Bahreïn, le cheikh Isa Ben Salmane el Khalifa, n'ait pas évoqué ce conflit dans son discours d'ouverture, on indique de source autorisée que le sujet sera longuement étudié.

L'ordre du jour de la réunion figure l'approbation du plan de défense du Golfe élaboré, il y a dix-huit mois, par le Conseil. Les participants devront en outre donner leur accord à un fonds d'investissement de 2 milliards de dollars destiné à promouvoir les projets industriels communs, tout en participant à des investissements extérieurs. Enfin, le sommet doit ratifier un accord d'intégration économique dont certaines dispositions entreront en vigueur le 1^{er} décembre prochain. Ces dispositions concernent l'instauration d'un « marché commun » avec l'abolition des barrières douanières pour les produits du C.C.G. et le droit pour chaque citoyen d'un pays membre d'investir et de travailler dans les autres États.

La bataille continue à faire rage sur la frontière irano-irakienne. Téhéran a annoncé mardi que 300 kilomètres carrés de territoire irakien étaient sous le contrôle de ses forces à la suite de la percée réussie dans le sud de l'Irak dans la nuit de samedi. Un communiqué officiel précise que les forces iraniennes ont pénétré de 10 kilomètres en Irak et se trouvent aux abords de la localité de Tib, située à une cinquantaine de kilomètres au nord-est d'El Amarah et contrôlée par une cinquantaine de puits de pétrole ainsi que les installations de pompage et de raffinage de Tib et les installations de pompage de Zohabiyah, Cahrani et Bororgan. La route Bagdad-Bassorah, entre les cités irakiennes d'El Amarah et El Gharbi, a été une quarantaine de kilomètres au nord, se trouvant sous le feu de l'artillerie irakienne, ainsi que la partie orientale de la plaine du Tigre dans ce secteur. (Reuters, A.F.P.)

« Le gouvernement américain a exprimé mardi sa « grave préoccupation » à la suite de l'information selon laquelle l'Irak a accordé le droit d'asile au « terroriste international » Abou Nidal. Le président Saddam Hussein, chef de l'Etat irakien, a, en effet, lui-même confirmé, dans une interview accordée le 26 septembre à des journalistes britanniques, que Sabri Banna, dit Abou Nidal, avait été autorisé à résider à Bagdad. Le porte-parole du Département d'Etat, M. John Hughes, a déclaré que la présence en Irak de ce « terroriste palestinien connu » pourrait amener les États-Unis à revenir sur leur décision, annoncée par Washington le 1^{er} mars dernier, de rayer l'Irak de la liste des pays « soutenant le terrorisme international ». (A.F.P.)

LAZY-BOY beaucoup plus qu'un fauteuil Relax vous pouvez lire, vous balancer, regarder la télévision, vous relaxer et même... dormir !
la position idéale
37, av. de la République - 75011 PARIS - Tél. 357.46.35 - Métro Parmentier
à partir de 4.920 F
CAPELOU

No 1 DE LA FOURRURE D'OCCASION
Plus de 1000 pièces de 400 à 15.000 F en parfait état.
ouvert Jeudi 11 novembre
achat dépôt vente
Service après vente
LES DEUX OURS
106 Bd de Grenelle 575.10.77
Paris 15^e M La Motte Picquet

A LA VEILLE DE LA JOURNÉE D'ACTION DE SOLIDARITÉ

Le gouvernement polonais n'avait « aucune raison particulière » d'être inquiet

A la veille de la journée d'action organisée par Solidarité, le porte-parole du gouvernement de Varsovie, M. Urban, avait déclaré mardi à la presse que les autorités étaient « calmes et déterminées », mais ne voyaient « aucune raison particulière d'anxiété ». Si la présence militaire était discrète à Varsovie et dans plusieurs autres grandes villes, de nouvelles arrestations et des coups de filet de la police avaient été annoncés.

Ainsi à Varsovie, selon l'agence PAP, un « centre clandestin de production d'émetteurs radio » a été découvert dans un appartement. Un ingénieur en électronique, identifié et sept appareils prêts à fonctionner ont été saisis. Un autre émetteur, actionné automatiquement, a été saisi en pleine émission sur le toit d'un immeuble de Wrocław, ville dans laquelle les policiers ont également mis la main sur l'imprimerie clandestine qui éditait le bulletin régional *Solidarité en lutte*. Quatre personnes ont été arrêtées, et six autres dans une opération analogue à Sankok, au sud-est du pays. Lundi, l'agence PAP avait fait état de la découverte de deux autres ateliers d'impression clandestins dans les localités de Kalisz et d'Ostrow-Wielkopolski.

Des milliers de syndicats de Varsovie cités par l'A.F.P. se sont dits « déçus » de l'attitude de l'Eglise polonaise qui, par son communiqué de lundi appelant au renforcement de la paix, de l'ordre social et du travail, a, selon eux, « lâché ». Solidarité « à un moment où le mouvement avait besoin d'être épaulé ». Pour sa part, le porte-parole du gouvernement a rendu hommage à l'« attitude patriotique » de Mgr Glemp, dont l'entretien avec le général Jaruzelski a été, selon lui, « très constructif ». Toutefois,

LA CATASTROPHE DU SALANG, EN AFGHANISTAN

Un témoin affirme avoir vu six camions chargés de cadavres de soldats soviétiques

Peshawar (A.F.P.). — Un jeune Afghan, premier témoin direct de la catastrophe du tunnel du Salang (le Monde du 10 novembre), a confirmé mercredi 11 novembre, à Peshawar, que plusieurs centaines de soldats soviétiques et de civils afghans ont péri asphyxiés à l'intérieur du tunnel, après que ses deux sorties eurent été bloquées par des militaires soviétiques chargés de la sécurité.

Dans une interview recueillie par deux organisations d'information afghanes proches de la résistance et basées à Peshawar, au Pakistan, le témoin, un jeune fermier tadjik, a affirmé que la catastrophe s'est produite le samedi 30 octobre, vers 11 heures du matin et que le tunnel n'a été rouvert que quatre jours plus tard.

Au moins cinq cents soldats soviétiques et tous les passagers de trois autocars afghans, soit cent soixante personnes, sont morts étouffés dans le tunnel, a affirmé le témoin, citant des chiffres obtenus auprès d'officiels de la région du Salang.

Le témoin a indiqué qu'il se trouvait à une vingtaine de mètres de l'entrée nord, à bord d'un autobus qui suivait un convoi soviétique déjà engagé, quand une épaisse fumée noire s'est échappée du tunnel. Sept passagers de l'autobus se sont évanouis à cause des émanations. Un jeune homme qui se trouvait sur le bord de la route est mort asphyxié.

Le voyageur tadjik a déclaré avoir été évacué à bord de son autobus vers le village de Doshakha, première agglomération sur le versant nord du tunnel, où il a vu, peu après, arriver du Salang six camions chargés de cadavres de soldats soviétiques. Selon lui, deux convois soviétiques étaient en train de se croiser à l'intérieur du tunnel quand le drame s'est produit.

Le premier convoi, venu du Nord, transportait des armes légères et des vivres. Le second, en provenance de Kaboul, emmenait des troupes soviétiques vers Mazar-i-Sharif (nord de l'Afghanistan).

L'intérieur de la galerie, une camionnette appartenant à l'un des convois militaires a percuté un camion afghan, provoquant l'incendie. Des cylindres contenant un produit gazeux, chargés à bord d'un camion militaire, auraient également explosé.

Le témoin a assuré que les militaires soviétiques posés de part et d'autre du tunnel pour assurer sa protection avaient bloqué les issues rapidement, croyant avoir affaire à une opération de la résistance. La tension et l'affolement

DES PARENTS ONT RÉCLAMÉ LA MISE EN LIBERTÉ DE M. CLAUDE SIGALA RESPONSABLE DU CORAL

Dix personnes, adhérentes de l'Association des parents d'enfants confiés au lieu de vie (A.P.E.C.L.V.) se sont présentées, mardi 9 novembre, devant le cabinet de M. Michel Salzman, juge d'instruction à Paris, chargé du dossier sur l'affaire de pédophilie du Coral. M. Salzman, qui leur faisait remarquer : « Ici c'est le palais de justice, pas la rue », a indiqué qu'il voulait bien recevoir l'un d'entre eux, M. Ravelet. Devant le refus du groupe, M. Salzman a préféré ne recevoir personne. « Nous sommes venus aujourd'hui pour être informés et savoir les raisons qui nous incitent à demander la liberté de Claude Sigala » (principal inculpé et responsable du Coral), ont affirmé les parents avant de se retirer.

D'autre part, dans l'après-midi, M. Salzman a procédé à l'audition de Jean-Noël Bardy, inculpé « d'excitation de mineurs à la débauche et d'attentat à la pudeur sans violence sur mineurs de moins de quinze ans ».

BAISSE DU DOLLAR

Après sa récente et forte hausse, le dollar a baissé, mercredi 10 novembre, sur toutes les grandes places financières internationales.

A Paris, où la veille le cours historique de 7,315 F pour un dollar avait été atteint, la devise américaine s'est traitée à 7,2850 F. Elle est revenue à 2,5770 DM (contre 2,5860 DM) à Frankfurt.

Ce repli, en partie lié à la détente des taux observée aux États-Unis sur le marché des Fed Funds, était attendu par les commentateurs pour le phénomène technique a joué après les excès commisés.

Pour sa part, le franc français a faibli dans le système monétaire européen avant la fermeture du marché national pour le 11 novembre. Le deutchmark s'est négocié à 2,8270 F contre 2,8248 F.

LE PATRON ET LE CHIMISIER

Nancy. — Un employeur a-t-il le droit de licencier une jeune femme qui, à défaut de changer de chemisier, refuse de porter un soutien-gorge sous un chemisier trop transparent ? Telle est, en substance, la question à laquelle devra répondre le 29 novembre la cour d'appel de Nancy.

Employée depuis trois ans dans une société nancéenne de chauffage, M^{lle} Pascaline M... vingt-trois ans, aide-comptable, arrive un jour du printemps 1980 portant un chemisier qui laisse deviner une poitrine libre de tout soutien.

L'employeur estime que la tenue de la jeune femme perturbe la bonne marche de son entreprise.

Le port du soutien-gorge est demandé aussitôt par lettre recommandée. Estimant qu'un tel avertissement est une atteinte à sa vie privée et à sa liberté de femme, Pascaline prouve dès le lendemain au travail qu'elle refuse toute contrainte. Elle est licenciée en avril 1980.

Le 17 décembre 1980, le conseil des prud'hommes de Nancy estime que son refus d'obéissance était, compte tenu des circonstances, une cause sérieuse de licenciement puisqu'il était de nature à troubler le fonctionnement de l'entreprise. En appel, son avocat, M^{re} Gérard Michel, a fait remarquer que le pouvoir de la direction d'une entreprise en matière de vêtements s'applique au port obligatoire d'un uniforme ou à des problèmes d'hygiène et de sécurité. Or l'hygiène de la jeune femme n'a à aucun moment été mise en cause non plus que sa sécurité dans une telle tenue et dans l'exercice de son travail. « Un licenciement pour une telle cause, passe en 1920, voire en 1930, mais plus en 1980 ! », conclut l'avocat. (Correspond.)

« M. Jean Le Garrec, ministre délégué de l'emploi, propose que son cabinet « assure avec les parties intéressées (directeurs de journaux et Syndicat du Livre C.G.T.) le vendredi 12 novembre, un examen exhaustif des documents remis », au sujet des contrats de solidarité dans la presse parisienne. Rappelons que le Livre a déposé un préavis de grève pour le 16 novembre (le Monde du 10 novembre).

Le numéro de « Monde » daté 10 novembre 1982 a été tiré à 518 885 exemplaires.

EXPOLOGNE
La grève nationale décidée par Solidarité a échoué

La mort

Continuité et sécurité

• Los autos le decora
• Aucune du prom

Vers un r
Un choi